

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

M. Giscard d'Estaing
et neuf chefs d'État africains
participent
au « sommet » de Bangui
LIRE PAGE 5

1.20 F
Algérie, 1 DA ; Maroc, 1 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Liban, 1 L.L. ; Émirats, 5 sch. ; Belgique, 10 fr. ;
Espagne, 20 pes. ; Grande-Bretagne, 14 p. ; Suède,
15 kr. ; Iran, 45 rials ; Italie, 250 L. ; Liban, 125 p. ;
Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,50 kr. ; Pays-Bas,
0,85 fl. ; Portugal, 11 esc. ; République, 2 M. ; Suisse,
0,90 fr. ; U.S.A., 50 cts ; Yougoslavie, 8 n. din.
Tarif des abonnements page 32
5, RUE DES ITALIENS
75227 PARIS - CEDEX 08
C.C.P. 4207-23 Paris
Télé Paris n° 65372
Tél. : 770-91-29

OBTENANT SATISFACTION SUR LE DIFFÉREND FRONTALIER LE SORT DU CAMBODGE

Le chah s'engage à ne plus aider les insurgés kurdes d'Irak

« Realpolitik » dans le golfe Persique

L'accord surprise conclu entre le chah d'Iran et M. Saddam Hussein, l'« homme fort » du régime irakien, scelle-t-il la reconnaissance des deux ennemis du golfe Persique ? Met-il vraiment fin à un conflit qui pour être moins spectaculaire que le différend israélo-arabe, n'en faisait pas moins peser de sérieuses menaces sur l'équilibre de cette région hautement stratégique ? On ne peut s'empêcher de conserver quelques doutes sur la sincérité de l'accord échangé à Alger entre deux personnalités qui, hier encore, parlaient l'un de l'autre, au moins en privé, comme d'« assassins ». Mais la raison d'État l'emporte souvent sur les sympathies et les antipathies, et deux facteurs au moins poussent à prendre au sérieux l'entente annoncée.

La portée de l'accord, tout d'abord, est très grande. En acceptant de considérer que la frontière entre les deux pays passe par le chahweg du Chah-el-Arab, M. Saddam Hussein satisfait, et même au-delà, les revendications de Téhéran. L'Iran n'aurait pas moins jusqu'à présent, en effet, au moins dans un premier temps, qu'un traité de navigation lui permettant d'utiliser la partie orientale du fleuve, mais laissant la souveraineté au voisin de l'Ouest. Si les dirigeants de Bagdad ont fait cette concession, c'est qu'ils ont de bonnes raisons de croire que les « infiltrations » de caractère subversif, autrement dit l'aide iranienne à la rébellion kurde, vont cesser.

Non moins significative est la convergence d'intérêts qui se manifeste ces derniers temps entre les pays riverains du Golfe, et pas seulement entre l'Iran et l'Irak, pour placer la région à l'abri des pressions et des conflits extérieurs. A tort ou à raison, le chah estime que M. Saddam Hussein cherche à limiter l'influence soviétique dans son pays, et qu'il convient de l'encourager dans cette voie. Plus généralement, il souhaite éviter que l'affrontement des deux pays ne devienne une transposition des antagonismes Est-Ouest, permettant aux grandes puissances de s'introduire dans la place.

Le règlement du contentieux avec l'Irak s'inscrit ainsi manifestement dans le grand dessein de rapprochement de l'Iran avec le monde arabe amorcé au début de l'année par le voyage du chah au Caire. L'intervention des troupes iraniennes au Dhofar continue, certes, d'irriter un certain nombre de pays arabes, mais elle illustre la solidarité de Téhéran et de Riyad.

Comme les rebelles du Dhofar, les insurgés kurdes du général Barzani vont sans doute faire les frais de cette « Realpolitik » à l'échelle régionale. Il est vrai qu'une solution de compromis n'est pas exclue, après deux mois de combats qui n'ont pas fait avancer d'un iota la solution du problème. L'accord d'Alger pourrait décider les éléments modérés du mouvement kurde à prendre la parole et à accepter, au moins à court terme, le statu quo. Mais la situation, bien plus libre en tout cas que celui dont les Kurdes peuvent rêver dans les pays limitrophes, Iran et surtout Turquie.

Tranquillité à présent sur la situation à ses frontières, fort de ses richesses pétrolières et de sa nouvelle puissance financière, le chah d'Iran profite de ces circonstances pour accroître encore, si faire se peut, son emprise sur son pays : sa récente décision de créer un parti unique, le Renouveau de l'Iran, ne modifie guère la vie politique iranienne, mais elle scelle l'échec du régime bipartite en vigueur dans le pays depuis le début des années 60. Faut-il croire que le développement est incompatible avec un régime démocratique ?

Le chah d'Iran et le vice-président irakien, M. Saddam Hussein, ont signé jeudi 6 mars un accord de réconciliation, prévoyant la fin du différend qui oppose les deux pays depuis cinq ans au sujet du Chah-el-Arab. Ils sont convenus d'établir un « contrôle strict et efficace » le long de la frontière commune irano-irakienne, « en vue de la cessation définitive de toutes infiltrations à caractère subversif ». Cette clause sous-entend l'arrêt de l'assistance multiforme fournie par le chah aux autonomistes kurdes, qui depuis près d'un an combattent les troupes gouvernementales dans le nord de l'Irak. Conclu sous l'égide du président Boumediène, l'accord de réconciliation irano-irakien découle d'un effort de médiation arabe, entrepris par le « sommet » de Rabat le 26 octobre 1974. Une commission de médiation chargée de régler le différend avait été créée et les ministres des affaires étrangères des deux pays s'étaient rencontrés depuis à New-York. Le président Sadate était intervenu personnellement auprès des dirigeants des deux pays pour trouver une solution au conflit. Des tentatives en ce sens avaient été également déployées par le roi de Jordanie.

De notre correspondant

Alger. — Le premier « sommet » de l'OPEP s'est terminé par un coup de théâtre inattendu. Préparé par le président Houari Boumediène. Après avoir prononcé le discours de clôture, il a donné la parole aux chefs de plusieurs délégations. Le vice-président irakien, M. Saddam Hussein, et le chah d'Iran ont intervenus en dernier. Tout le monde s'apprêtait à quitter la salle quand le président algérien a fait la déclaration suivante : « J'ai le plaisir de vous annoncer qu'un accord global a été conclu hier soir en vue de mettre fin aux divergences existant entre deux pays frères, l'Iran et l'Irak ».

Le moment de stupor passé, l'assistance s'est levée pour une longue ovation, tandis que le chah et M. Saddam Hussein se dirigeaient l'un vers l'autre pour se donner la accolade. Les applaudissements redoublèrent lorsque les deux hommes, se frayant difficilement un chemin parmi les photographes, montèrent à la tribune où, à son tour, le président Boumediène leur donna l'accolade. Ce coup de théâtre n'était pas sans rappeler celui qui avait marqué, en septembre 1973, la clôture du « sommet » des non-alignés, quand le colonel Kadhafi et M. Fidel Castro, après une mémorable joute oratoire, s'étaient eux aussi donné l'« abrazo » une fois que le leader cubain eut annoncé que son pays rompaient ses relations diplomatiques avec Israël.

L'accord a été conclu à la suite de longs entretiens, le second ayant eu lieu dans la nuit du mercredi 5 au jeudi 6 mars, et le 22 h. 30 du 6 au 30 du 7. Il prévoit que chacun des deux pays évitiera toute ingérence dans les affaires intérieures de l'autre ; il procédera au règlement de leurs différends frontaliers tant terrestres que fluviaux en tenant fin à toutes les infiltrations subversives.

Près de l'aéroport de Phnom-Penh, trois bataillons républicains tentent de repousser les révolutionnaires, dotés de canons et de roquettes, mais se heurtent à une vive résistance. — J.D.

L'ambassadeur américain préconiserait la « reddition conditionnelle » de Phnom-Penh

La New York Times et le Guardian de vendredi écrivent que, selon l'ambassadeur des États-Unis au Cambodge, la seule solution possible est une « reddition conditionnelle » du régime révolutionnaire et de son armée. Il tira ainsi les conclusions de deux mois d'attente, au cours desquels les Khmers rouges ont coupé le Mékong, porté des coups très durs à leurs adversaires, et rendu aléatoire le pourcentage pour le régime républicain et de son armée. Déjà mercredi, le président Ford n'avait pas écarté l'hypothèse d'une démission du maréchal Lon Nol.

Près de l'aéroport de Phnom-Penh, trois bataillons républicains tentent de repousser les révolutionnaires, dotés de canons et de roquettes, mais se heurtent à une vive résistance. — J.D.

Révisant en baisse ses estimations L'O.C.D.E. PRÉVOIT UNE « DÉCROISSANCE » GLOBALE DES PAYS INDUSTRIALISÉS EN 1975 (Lire nos Informations page 41.)

Les relations entre l'opposition et le pouvoir

Désavoués par M. Georges Marchais les communistes de Paris font leur autocritique

Le bureau politique du parti communiste a repris à son compte jeudi 6 mars les déclarations de M. Georges Marchais, qui avait confirmé son refus de rancôner M. Giscard d'Estaing, et avait désavoué la demande d'audience déposée par les communistes de Paris.

M. Mitterrand a relevé les « contradictions » du P.C.F. mais a refusé d'en tirer des conclusions tandis que M. Gaston Defferre jugeait le comportement des communistes incompatible avec le programme commun.

Les faux pas du parti illustrent l'ambiguïté de ses options

En demandant audience au président de la République, M. Fisselin et les communistes de Paris ont-ils simplement été maladroits ? A l'évidence, ils avaient omis d'envisager l'hypothèse d'une réponse favorable, tant ils sont habitués à aller, depuis des années, déposer pétitions et manifestes auprès des attachés des cabinets ministériels. La routine l'a emporté à ce point que, déjà, la fédération de Paris du P.C.F. avait prévu une petite manifestation devant l'Élysée, le 27 mars, pour appuyer ses revendications.

THIERRY PFISTER. (Lire la suite page 7.)

La réforme au pouvoir

par ANDRÉ ROSSI (*)
Le 19 mai dernier, trois grandes catégories d'électeurs portaient Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République. Les uns croyaient peu en la réforme, les autres n'en voulaient guère, les derniers choisissaient l'homme qui leur paraissait le seul capable de la réaliser. Ils n'ont pas été déçus. Et ces derniers se retrouvent, le 8 mars, pour mettre au place le Mouvement de la gauche réformatrice, qui sera celui des « premiers pas de la réforme ».

Certes, notre projet dérange. C'est trop tôt, nous dit-on. On ne compte plus ces temps-ci les sirènes ou les Cassandre qui veulent protéger Troie, et l'on se surprend à rêver au vieux adage « protèges-moi de mes amis, mes ennemis je m'en charge ». Mais si nous venions à doter, notre action trouve peut-être sa meilleure justification dans les critiques entendues. En fait, il ne s'agit là que de péripéties d'état-major, et si le général, par son action, distingue la famille de la gauche réformatrice sur l'échiquier politique de notre pays, la ferait repasser sur un double refus : celui de la liturgie et celui de la léthargie.

Le communisme, disait André Gide, c'est comme la messe en latin, c'est que l'on ne comprend pas, on s'incline. Aujourd'hui, une large part des socialistes et radicaux de gauche ne comprennent plus et s'interrogent. Pourquoi ce retour à une guerre froide que n'aurait pas désavouée les dirigeants de l'ancienne place Kossov ? En fait, l'attitude du parti communiste ne peut surprendre que ceux qui caressaient l'illusion que le changement était intervenu. Il ne leur reste que le risque et, sur les lèvres, la saveur amère de ceux qui, un moment, ont voulu s'arrêter l'exhaustivité de la sensibilité, proposant qu'on lise en eux comme dans un livre ouvert.

(*) Secrétaire d'État, cofondateur du mouvement de la gauche réformatrice.

(Lire la suite page 8.)

UN CIEL D'AZUR SANS NUAGES...

Le centenaire de Ravel

Le centenaire de Maurice Ravel, né le 7 mars 1875, n'est pas de ceux qui provoquent un regain de curiosité et d'enthousiasme. Son œuvre, qui n'a jamais connu d'éclipse depuis sa mort (le 28 décembre 1937), a été trop joliment et divulguée par le disque, elle est trop accessible et admise à l'étranger comme en France, et ce, dans sa quasi-intégralité, pour n'avoir rien perdu de son mystère. On rêve d'un Ravel méconnu qui, comme Mahler, resurgirait dans sa splendeur. Certes, il fut attaqué après la guerre, vivement par Barrucquod Boulez (qui achève actuellement l'enregistrement intégral de l'œuvre orchestrale), par Messiaen ou Stravinski (« Par rapport à Satie, je le trouve tout à fait ordinaire »), mais aujourd'hui ne s'éloignent plus guère que des éloges, souvent sur un ton fort détaché. Contester Ravel, comme la demande un jeune critique du Guide musical, ne serait-il pas de raviver un enthousiasme qui n'est plus chez beaucoup qu'une sorte d'habitude molle ? Mieux vaut sans doute essayer de gratter l'imagerie patinée par le temps. L'œuvre de Ravel apparaît, de prime abord, comme un ciel d'azur sans nuages, auquel répond dans un miroir cette gloire sans ombre et sans éclipse : magicien qui ne laisse que des œuvres parfaites, c'est bien là ce qu'on lui reproche, personne n'aime les bons élèves, toujours nêmes de la classe.

JACQUES LONCHAMPT. (Lire la suite page 32.)

AU JOUR LE JOUR

Déchets

La France produit 240 millions de tonnes de déchets par an, soit à peu près 137 kilos par jour et par habitant.

Le déchet est donc une de nos principales productions nationales. « Curieusement, depuis le projet Poubelle, les pouvoirs publics ne semblent guère s'y être intéressés. Il a fallu les menaces de pénurie et de pollution pour que le gouvernement prépare un projet de loi tendant à organiser cette branche essentielle de notre industrie. Dieu sait pourtant que la science politique nous apprend combien les déchets de l'histoire peuvent receler de poisons subtils et durables. Mais aussi d'insoupçonnées richesses pour qui connaît l'art de la récupération et du rajustage. »

ROBERT ESCARPIIT.

VIOLENCE ET POLICE

par ROBERT BADINTER (*)

Face à la violence policière, deux conceptions s'opposent. La première considère comme inévitables les excès commis, dans le feu de l'action, par la police. Sans doute est-il regrettable que des citoyens innocents soient blessés ou même abattus par des policiers impatients, maladroits ou brutaux. Mais dans toute guerre il y a des victimes innocentes. Et c'est bien une guerre que la société soutient contre le crime. On n'oppose pas le fleur-de d'Artagnan à la mitraille de Max le Manieur. Et ce ne sont pas des mousquetaires qu'on doit envoyer contre des citoyens innocents. Non de les aggraver, mais de les protéger. La police est au service de la loi, et non la loi au service de la police. La lutte contre la violence criminelle ne justifie pas la violence policière. La première fait peur. La seconde fait honte, et peur aussi.

Sans doute, dans un soul de tout concilier, est-il toujours possible de réver à une police à la fois ardente contre les criminels et attentive aux honnêtes gens. Un mélange d'« incorruptible » américain et de « hobby » anglais, avec une touche de finesse bien française à la Margot. Mais ce surhomme policier n'existe pas. Et se révélerait-il qu'on se garderait de l'employer. Car la réalité est plus simple. La violence policière est utile, très utile, moins d'ailleurs dans la lutte contre le crime que comme moyen secret de gouvernement.

Il ne s'agit pas seulement de l'utilisation des forces dites de sécurité dans le cadre de ce qu'on appelle le maintien de l'ordre. Les matraques, les lances à incendie, les grenades lacrymogènes sont, bien évidemment, des instruments non négligeables au service d'une action gouvernementale mal acceptée ou mal supportée par une fraction du public. L'usage politique de cette violence-là éclate en certaines occasions au yeux de tous.

Plus secrète — et sans doute plus efficace — est l'exploitation politique de la violence dans l'action spécifiquement policière. Lorsque la police déploie des forces considérables devant le public au cours d'une vaste opération, il est d'autant que cet ordre de bataille impressionne les troupes. Ils savent, comme tout bon policier, que la véritable bataille contre le crime se livre dans l'ombre, avec plus de ruse et de surprise que d'éclat. Les matraques, trop perceptibles, ne retiennent que quelques prises minables, menu fretin de la délinquance. Les coups de poing policiers, spectaculairement lancés contre un adversaire qui se dérobe d'autant mieux qu'il est plus redoutable, ont cependant un mérite, politiquement incontestable. Ils rassurent l'opinion, ou la convainquent, que le pouvoir est présent, qu'il veille sur les citoyens, comme jadis les che-

vaux du guet accomplissant leur ronde et le faisant savoir bien haut et fort, tandis que, à deux rues de là, on égorgeait dans l'ombre, tranquillement.

Encore convient-il que la police, facteur de sécurité, fasse en même temps pitié, qu'elle apparaisse comme une force à laquelle nul citoyen ne peut espérer s'opposer ou même échapper.

Il y a là, au niveau de la police, comme une reviviscence de la puissance absolue du souverain de jadis. Le roi symbolisait l'ordre, la sécurité. A lui revenait la mission essentielle de protéger ses sujets contre les périls étrangers et les dangers de la vie quotidienne. Mais, en même temps, le roi incarnait aussi la toute-puissance, celle à laquelle chacun était soumis, et contre laquelle il était sans recours. A la fois protection et menace, source d'apaisement et de crainte, le roi unissait ainsi en sa personne deux courants contradictoires mais qui contribuaient également à assurer sa toute-puissance. Car rien n'est plus utile au pouvoir que cette ambiguïté formidable : engendrer à la fois la sécurité et la peur.

(Lire la suite page 15.)

OLIVIER GUICHARD
Un chemin tranquille...
ÉCRIT AVEC PASSION...
A LIRE AVEC PASSION...
OLIVIER GUICHARD
FLAMMARION

CAFFÈS ÉLECTRIQUES
DIDIER-NEVEUR

LE VILLAGE SUISSE
Antiquités - Décoration - Cadeaux
Plus de 100 marchandises

Pakistan
Egypte
Ceylan
PIA

سكزامن الأصل

سكرا من الاصل

ASIE

Cambodge

Une « reddition conditionnelle » du régime ?

(Suite de la première page.) Au sud, la dernière position protégée Néak-Lueng est tombée, et mille hommes sont portés disparus. Takéo, près du Vietnam, et Kampot sur le golfe de Thaïlande, subissent de violents bombardements. La question, pour les Américains, n'est donc plus de savoir comment ils maintiendront le régime républicain, mais comment ils éviteront ce qu'ils appellent « une situation incontrôlée » — c'est-à-dire une victoire militaire sans équivoque des Khmers rouges, sans une transition permettant à Washington de sauver la face. Tel est l'enjeu du débat, la querelle des crédits militaires supplémentaires étant dépassée.

M. McLokey, représentant républicain de Californie, recommande au maréchal Lon Nol de démissionner, un de ses adjoints, muni d'un drapau blanc, devant négocier avec les révolutionnaires, ce plan, qui est sans doute un ballon d'essai, ne résout pas le problème : pour eux, l'existence du GRUNC et de ses pouvoirs d'Etat ne saurait être discutée.

Les résidents étrangers de Phnom-Penh se voient conseiller de s'en aller comme si le pire était à craindre, mais la fermeture de l'aéroport et le trafic civil empêché une évacuation massive. Avant l'arrêt des vols, quelque 400 Français (sur 1 500) étaient partis. Le régime Lon Nol avait renoncé à les taxer à cette occasion, comme il en avait fait le projet en février. L'ambassade de Grande-Bretagne a elle aussi conseillé aux Britanniques et aux



(Dessin de CHENEZ.)

La négociation est plus importante que le maintien au pouvoir du maréchal Lon Nol estime le président Ford

Washington. — Dans un ultime effort pour obtenir du Congrès les crédits supplémentaires d'aide au Cambodge, le président Ford a indiqué au cours de sa conférence de presse de jeudi soir 6 mars que la nécessité de négocier en vue de mettre fin à cette « incroyable histoire horrible » passait avant toute autre considération, y compris celle du maintien au pouvoir du maréchal Lon Nol. « Il ne m'appartient pas de demander à un chef d'Etat étranger de démissionner », a-t-il dit. Mais il a ajouté que les Etats-Unis appuieraient toute négociation, et que la solution du problème ne dépendait pas des personnalités. Apparemment, le président a tenu compte des critiques des leaders démocrates du Congrès ainsi que des avis des membres de la mission parlementaire, de retour d'un voyage éclair au Cambodge. Les congrégations identifiées ont ainsi confirmé les informations selon lesquelles un compromis est en cours d'élaboration entre la Maison Blanche et le Congrès sur la base suivante : le Congrès accepterait de supprimer le plafond de 200 millions de dollars imposé à l'aide militaire au Cambodge, permettant ainsi au Pentagone de transférer entre 50 et 75 millions de dollars de crédits existants au programme d'aide au Cambodge. Evidemment, le président a insisté sur le fait que l'aide américaine se limite à la fourniture de produits alimentaires et de médicaments, il a dit qu'il n'était pas possible d'assurer ces livraisons sans apporter une certaine assistance militaire.

Les autres déclarations du président n'ajoutaient rien de nouveau à ce qu'avait déjà dit M. Kissinger et le secrétaire à la Défense, M. Schlesinger. Mais la « liquidation » brutale de tous ceux ayant cru dans la parole des Etats-Unis, « comme on l'a vu ailleurs ». Aux parlementaires qui insistent pour que l'aide américaine se limite à la fourniture de produits alimentaires et de médicaments, il a dit qu'il n'était pas possible d'assurer ces livraisons sans apporter une certaine assistance militaire. Au début de la conférence de presse, qui fut dominée par le problème du Cambodge, le président avait repris un ton plus vigoureux et presque dramatique, surtout quand il évoqua en termes très graves et presque apocalyptiques ce qui arriverait au Cambodge s'il tombe aux mains des communistes. Il parla de « massacre des innocents », du « bain de sang », des « atrocités », de la « liquidation » brutale de tous ceux ayant cru dans la parole des Etats-Unis, « comme on l'a vu ailleurs ». Aux parlementaires qui insistent pour que l'aide américaine se limite à la fourniture de produits alimentaires et de médicaments, il a dit qu'il n'était pas possible d'assurer ces livraisons sans apporter une certaine assistance militaire.

ler le 1^{er} mars de la démission du maréchal, considérant comme le moins mauvais solution une capitulation conditionnelle des Républicains — les questions de détail telles que des problèmes humanitaires et les modalités techniques de la prise de pouvoir par le GRUNC pouvant seules faire l'objet de discussions. Le vote de crédits supplémentaires ne ferait à son avis que retarder l'échéance. De toute façon, l'ambassadeur, qui a été en poste à Vientiane, a perdu l'espoir d'une « solution honnête » de compromis au Cambodge, comme l'écrivait l'envoyé spécial du Guardian.

Inde

PRÈS D'UN DEMI-MILLION DE PERSONNES ONT MANIFESTÉ A NEW-DELHI CONTRE LE GOUVERNEMENT DE Mme GANDHI

New-Delhi (A.F.P., Reuters). — Près d'un demi-million de personnes ont pris part à la manifestation organisée dans la capitale indienne le jeudi 6 mars par le vieux leader gandhien M. Jayaprakash Narayan, pour protester contre la politique du gouvernement de Mme Gandhi et la corruption du pouvoir en Inde. Ce rassemblement, qui a été le plus important qu'on ait vu à New-Delhi contre l'administration du parti du Congrès.

La manifestation, pour laquelle un très important service d'ordre avait été mobilisé, s'est déroulée sans incident et une délégation a pu pénétrer dans l'immenable du Parlement pour y déposer une pétition. S'adressant à la foule, M. Narayan a accusé Mme Gandhi de vouloir « imposer la démission » et a invité ses partisans à organiser de nouvelles manifestations du même genre à travers tout le pays pendant le mois de mars.

Bien qu'elle n'ait pas réuni le million de personnes sur lequel comptaient ses organisateurs, la manifestation de jeudi fut importante. Le mouvement conduit par M. Narayan, qui a pris son origine dans l'Etat de Bihar mais se développe maintenant à l'échelle nationale, éveille certains échos au sein même du parti du Congrès. C'est à son sujet que Mme Gandhi a dû se séparer la semaine dernière d'un de ses ministres, M. Mohan Dasraia, qui avait déclaré qu'il ne soutiendrait pas les thèses de M. Narayan.

Vietnam du Sud

LES COMBATS S'INTENSIFIENT SUR LES HAUTS-PLATEAUX

Salon (A.F.P.). — Les forces du Front national de libération ont intensifié leurs opérations sur les Hauts-Plateaux au contact du Vietnam, multipliant attaques et sabotages contre les ponts et routes qui les traversent ou les relient à la côte orientale.

PROCHE-ORIENT

Le chah s'engage à ne plus aider les insurgés kurdes d'Irak

(Suite de la première page.) Selon des sources proches des négociations, cela signifie que la frontière entre l'Irak et le Kurdistan irakien deviendra étanche et que l'Irak n'accordera plus de soutien même limité, aux partisans du général Barzani. C'est un coup très dur pour ces derniers. Tout indique cependant que les intérêts de l'Irak et de l'Iran sont désormais convergents dans ce domaine. En effet, le chah a constaté depuis quelques mois que la persistance de l'agitation d'une partie des Kurdes d'Irak commençait à avoir des répercussions au Kurdistan iranien, et il souhaitait y mettre un terme. De son côté, le gouvernement de Bagdad entendait régler le problème kurde pour pouvoir se consacrer entièrement aux questions de développement et dépendait moins de l'aide militaire soviétique.

On s'est interrogé à ce propos sur les raisons ayant poussé M. Saddam Hussein à se rendre à Tripoli et à Paris avant de gagner Alger. Le colonel Saddam Hussein, lors du « sommet » des non-alignés, vivement critiqué le traité d'alliance et d'amitié signé entre Bagdad et Moscou, il est probable que le vice-président irakien a abordé ce problème dans la perspective de l'accord avec Téhéran. Dans la capitale française, il a semblé évoquer la participation de son pays à la conférence mondiale proposée par M. Giscard d'Estaing, mais il n'est pas exclu non plus qu'il ait évoqué l'établissement de relations de fourniture d'armes à l'Irak. Rappelons qu'en 1968, lors de la visite du président Araf à Paris, Bagdad a demandé des Mirage à la France, mais que ce projet ne s'est jamais concrétisé.

L'accord d'Alger prévoit également un règlement du problème épineux du Chah-Et-Arab, fleuve qui relie le port de Bassora au golfe Persique et qui est bordé du côté irakien d'une province — l'Arabistan ou Terre des Arabes, rebaptisée Khonizstan par l'Irak — que Bagdad revendique. Le gouvernement baasiste pourrait faire des concessions dans ce secteur en échange de la tranquillité à la frontière de l'Irak et du Kurdistan irakien. L'accord prévoit ensuite que la région devrait rester à l'abri de toute ingérence étrangère. Cela pourrait signifier que l'Irak prendra un peu plus de distance avec l'égard des Etats-Unis, et l'Irak vis-à-vis de l'Union soviétique.

En ce qui concerne l'Egypte, un important travail de rapprochement et d'explication au cours de contacts préliminaires avec les trois pays intéressés — ce que le chah a refusé — et la réconciliation entre l'Irak et l'Iran n'en est pas moins pour le président Boumediène, de l'avis même des Egyptiens et de nombreux diplomates occidentaux un « coup d' maître ». Non seulement son prestige s'en trouve accru, mais encore l'Algérie devient partie prenante dans la région du Chah-Et-Arab, une réunion commune se tiendra à Téhéran au niveau des ministres des affaires étrangères, avec la participation de M. Boumediène. L'Algérie sera présente en tant que médiateur à toutes les sessions des commissions mixtes

l'Assemblée REFUSE L'INVESTITURE AU GOUVERNEMENT DE M. SENI PRAMOT

Bangkok (A.F.P., Reuters, A.P., U.P.I.). — L'Assemblée nationale thaïlandaise a refusé, le jeudi 6 mars, l'investiture au gouvernement formé le 2 février par M. Seni Pramot. Celui-ci s'appuyait sur une coalition minoritaire réunissant son propre parti, le parti démocrate et le parti social-agricole, mais il ne disposait au total que de soixante et onze sièges à la Chambre. A l'issue d'un débat de douze heures sur la déclaration politique du gouvernement — qui prévoyait notamment le retrait dans un délai de dix-huit mois, des troupes américaines stationnées en Thaïlande — le premier ministre désigné a été mis en minorité par cent cinquante-deux voix contre cent onze.

Thaïlande

Alger (A.F.P., U.P.I.). — L'accord entre l'Irak et l'Iran signé le jeudi 6 mars par le chah d'Iran et le vice-président irakien M. Saddam Hussein, en présence du général Houari Boumediène, comporte les quatre points suivants. Les deux parties ont décidé : 1) De procéder à la démarcation définitive de leurs frontières terrestres sur la base du protocole de Constantinople de 1913 et des procès-verbaux de la commission de délimitation de la frontière de 1914. 2) De délimiter leurs frontières fluviales selon la ligne du chah-wang (N.D.L.R. ligne Joigne les points les plus bas du fond d'une vallée). 3) Ce faisant, elles rétabliront la sécurité et la confiance réciproques, tout au long de leurs frontières communes. Elles s'engagent ainsi à exercer sur elles un contrôle strict et efficace, en vue de la cessation définitive de toute infiltration à caractère subversif, de part et d'autre. 4) Les deux parties sont convenues de considérer les dispositions ci-dessus comme les éléments indivisibles d'un règlement global, et, par voie de conséquence, toute atteinte à l'une de ses composantes est, de toute évidence, incompatible avec l'esprit de l'accord d'Alger.

L'accord précise par ailleurs que : Les gouvernements irakien et iranien resteront en contact permanent avec le président Boumediène, « qui apportera, en cas de besoin, le concours fraternel de l'Algérie à la mise en œuvre des décisions arrêtées ». Des affaires étrangères des deux pays se réuniront le 15 mars, à Téhéran, en présence du ministre algérien des affaires étrangères, M. Boumediène. Le chah d'Iran se rendra en visite officielle en Irak, et M. Saddam Hussein se rendra en visite officielle en Iran à des dates qui seront fixées d'un commun accord.

Le dialogue euro-arabe

M. THORN PRÉCONISE A TUNIS LA CONSTITUTION DE DÉLÉGATIONS DE LA C.E.E. ET DE LA LIGUE ARABE

Tunis (A.F.P., U.P.I.). — M. Gaston Thorn, président du gouvernement et ministre des affaires étrangères du grand-duché de Luxembourg, a évoqué, le jeudi 6 mars à Carthage, le dialogue euro-arabe. Il a estimé que la constitution d'une délégation unique de la Ligue arabe et d'une délégation identique de la C.E.E. constituerait « une bonne méthode dans la mesure où elle permettrait d'étudier les problèmes de représentativité ».

M. Thorn a aussi déclaré que le problème du Proche-Orient avait été au centre de ses entretiens avec les responsables tunisiens et il a rappelé qu'il avait déjà promis il y a cinq ans aux Nations unies qu'il ne pourrait y avoir de solution réelle et durable si on ne tenait pas compte des droits du peuple palestinien.

Le chef du gouvernement, qui accompagne les souverains luxembourgeois dans la visite officielle qu'ils font actuellement en Tunisie, a annoncé un renforcement de la coopération entre les deux pays. Le Luxembourg enverra des coopérants en Tunisie dans les secteurs de l'enseignement et de la santé. Enfin, M. Thorn a annoncé qu'un nouveau traité d'association de la Tunisie à la C.E.E. serait signé dans cinq semaines à Tunis.

Advertisement for BOUCHARD PÈRE & FILS, featuring images of wine bottles and text describing their products and contact information.

Advertisement for 'Frank' wine, featuring a bottle image and text in French and Arabic.

PROCHE-ORIENT

Le chah s'engage à ne plus... les insurgés kurdes d'Irak

Le chah d'Irak a déclaré jeudi soir devant les étudiants de l'université de Bagdad, près de Tel-Aviv, que le gouvernement irakien ne devait pas se départir de son principe fondamental, qui est de ne jamais céder aux exigences des fedayin, si élevés qu'en soit le prix.

De son côté, le ministre de la défense israélien, M. Shimon Pérès, a affirmé que l'opération était dirigée autant contre l'Égypte que contre Israël et qu'il n'y avait pas de différence entre les soldats modérés de l'O.L.P. et les extrémistes. Il en a tiré la conclusion que la position israélienne consistait à refuser toute négociation avec l'O.L.P. était juste.

Le secrétaire général du gouvernement israélien a donné d'autre part, jeudi, à l'issue du conseil des ministres extraordinaire, lecture d'un communiqué selon lequel le raid et n'empêcherait pas Israël, tout en luttant avec la plus grande énergie contre ses ennemis, de poursuivre ses efforts pour une paix négociée. Le communiqué affirme aussi que la lutte contre les fedayin se poursuivra « partout où ils se trouvent, jusqu'à l'extermination de cette peste ».

Jérusalem. — Les objectifs « politiques » du raid lancé par le Fatah contre Tel-Aviv dans la nuit du 5 au 6 mars sont maintenant évidents. Le but n'est pas seulement de créer un climat de tension pour pousser aux efforts de M. Kissinger, mais aussi d'imposer un autre type de négociation. L'Égypte dans l'opération entreprise contre Tel-Aviv a voulu de la rencontre du secrétaire d'État avec le président Sadate. Sur les canots pneumatiques qui ont amené les huit fedayin jusqu'à la plage de la grande ville israélienne, on a trouvé des inscriptions de la flotte de guerre égyptienne, outre des slogans palestiniens et les deux noms du chef de l'O.L.P. : Arafat et Abou Amar. Les tracts découverts sur les corps des sept fedayin tués, et destinés aux autorités israéliennes, indiquaient que l'opération n'était malicieuse devant les canots à Damas ou au Caire, alors que dans les propos échangés avec les forces qui les assignèrent les fedayin n'ont à aucun moment fait état de la capitale égyptienne. Enfin, le huitième fedayin qui a été capturé jeudi en fin de matinée, près des ruines d'Abou Sabay, s'est empressé d'affirmer que son groupe était parti de Port-Saïd, port égyptien à l'entrée nord du canal de Suez, et que les deux canots avaient été remarqués par un petit bâtiment qui les avait conduits jusqu'à la hauteur de Tel-Aviv.

Le chef du département militaire de l'O.L.P., M. Zuhair Mohsen, a déclaré à l'état d'alerte maximum « pour toutes les formations des fedayin et de la milice palestinienne ».

Le raid des fedayin contre l'hôtel Savoy de Tel-Aviv a provoqué de nombreuses réactions.

● A BEYROUTH, où l'on craint de nouvelles représailles israéliennes, le premier ministre libanais, M. Solh, a déclaré jeudi devant la presse que le conseil de sécurité international tenait une session permanente, et que des précautions avaient été prises pour repousser toute agression israélienne.

● A WASHINGTON, le président Ford a condamné jeudi l'attentat en terme vigoureux : « L'acte de terrorisme qui s'est produit la nuit dernière à Tel-Aviv et qui a causé la perte tragique de vies innocentes devrait être condamné par tous. Des actes criminels de ce genre ne peuvent que porter tort à la cause de ceux, au nom desquels ils sont commis », a affirmé le président dans une déclaration publiée par la Maison Blanche.

● A NEW-YORK, M. Kurt Waldheim a déploré les actes de violence de cette nature, a déclaré, jeudi, un porte-parole du secrétaire général des Nations unies. « De tels incidents accroissent la tension et rendent plus difficile le processus en vue de parvenir par des moyens pacifiques à un règlement juste et durable du problème du Proche-Orient », a affirmé le porte-parole.

SELON JÉRUSALEM

Le raid des fedayin à Tel-Aviv visait l'Égypte autant qu'Israël

Le raid des fedayin à Tel-Aviv visait l'Égypte autant qu'Israël, selon un communiqué publié jeudi par le gouvernement israélien. Le communiqué affirme que la lutte contre les fedayin se poursuivra « partout où ils se trouvent, jusqu'à l'extermination de cette peste ».

Jérusalem. — Les objectifs « politiques » du raid lancé par le Fatah contre Tel-Aviv dans la nuit du 5 au 6 mars sont maintenant évidents. Le but n'est pas seulement de créer un climat de tension pour pousser aux efforts de M. Kissinger, mais aussi d'imposer un autre type de négociation. L'Égypte dans l'opération entreprise contre Tel-Aviv a voulu de la rencontre du secrétaire d'État avec le président Sadate.

De son côté, le ministre de la défense israélien, M. Shimon Pérès, a affirmé que l'opération était dirigée autant contre l'Égypte que contre Israël et qu'il n'y avait pas de différence entre les soldats modérés de l'O.L.P. et les extrémistes. Il en a tiré la conclusion que la position israélienne consistait à refuser toute négociation avec l'O.L.P. était juste.

< AL AHRAM > (Le Caire) : une action courageuse et efficace

Le raid des fedayin contre l'hôtel Savoy de Tel-Aviv a provoqué de nombreuses réactions. Le journal Al Ahrâm (Le Caire) a publié un éditorial louant l'action des fedayin comme « courageuse et efficace ».

Le chef du département militaire de l'O.L.P., M. Zuhair Mohsen, a déclaré à l'état d'alerte maximum « pour toutes les formations des fedayin et de la milice palestinienne ».

Le raid des fedayin contre l'hôtel Savoy de Tel-Aviv a provoqué de nombreuses réactions. Le journal Al Ahrâm (Le Caire) a publié un éditorial louant l'action des fedayin comme « courageuse et efficace ».

Le raid des fedayin contre l'hôtel Savoy de Tel-Aviv a provoqué de nombreuses réactions. Le journal Al Ahrâm (Le Caire) a publié un éditorial louant l'action des fedayin comme « courageuse et efficace ».

Le raid des fedayin contre l'hôtel Savoy de Tel-Aviv a provoqué de nombreuses réactions. Le journal Al Ahrâm (Le Caire) a publié un éditorial louant l'action des fedayin comme « courageuse et efficace ».

Le raid des fedayin contre l'hôtel Savoy de Tel-Aviv a provoqué de nombreuses réactions. Le journal Al Ahrâm (Le Caire) a publié un éditorial louant l'action des fedayin comme « courageuse et efficace ».

LA NOUVELLE TOURNÉE DE M. KISSINGER

Les positions des parties en présence

M. Kissinger commence ce vendredi soir 7 mars, à Assouan, sa nouvelle tournée au Proche-Orient. Le secrétaire d'État américain, qui a passé la journée de jeudi à Carthage, où il a assisté à la remise des clés de la ville à son ami le secrétaire au Foreign Office, M. James Callaghan, devait s'entretenir vendredi matin à Bruxelles, au cours d'une brève escale, avec son homologue grec, M. Demetrios Bisiros.

La nouvelle tournée au Proche-Orient de M. Kissinger s'annonce particulièrement ardue. En dépit des affirmations optimistes des dirigeants égyptiens et américains, les positions des parties en présence demeurent divergentes sur les principaux points litigieux.

A) DEGAGEMENT DES FORCES DANS LE SINAI

LES ISRAËLIENS renouent depuis octobre 1974 à exiger un véritable traité de paix et une « négociation directe sans condition préalable ». Ils déclarent se contenter désormais, d'une « déclaration de non-belligérance » en échange de nouveaux repêches dans le Sinai. Israël envisage deux formes possibles d'accord partiel avec l'Égypte.

B) DEGAGEMENT DES FORCES DANS LE GOLAN

POUR JÉRUSALEM, il n'y a pas d'accord intermédiaire possible avec Damas, car le contentieux israélo-syrien est différent du contentieux avec l'Égypte. M. Rabin estime que « la seule issue possible est de passer directement de la guerre à la paix », mais que les Israéliens n'évacueront pas le Golan « même dans le cadre d'un traité de paix final ».

C) DEGAGEMENT DES FORCES EN CISJORDANIE

LE ROI HUSSSEIN estime que le « sommet » de Rabat lui retiré le droit de parler au nom des Palestiniens. En conséquence, il affirme qu'il ne prendra aucune initiative pour le moment, pour susciter un dialogue. Pour le sommet de Jérusalem, Israël devra s'adresser directement à l'O.L.P., qui seule a le droit de prendre possession de la Cisjordanie.

D) LA CONFERENCE DE GENEVE

DAMAS place tous ses espoirs dans la conférence de Genève, dans la mesure où elle est susceptible d'assurer un règlement global avec la participation des Palestiniens. Le ministre de l'Information syrien, M. Ahmed Iskandar, a cependant menacé de boycotter la conférence si un accord séparé était conclu entre l'Égypte et Israël.

E) LES GARANTIES INTERNATIONALES

LE CAIRE souhaite qu'un règlement final du problème du Proche-Orient soit garanti par les grandes puissances. Pour le président Sadate, « rien ne peut des garanties internationales pour assurer la sécurité d'Israël et de ses voisins arabes ».

F) POUR JÉRUSALEM, un traité de défense avec les États-Unis et des garanties soviéto-américaines peuvent consolider et renforcer des « frontières défendables », mais elles ne peuvent pas se substituer à elles. — J. G.

Le comité de soutien de la jeunesse d'Israël (11, rue Jean-Baptiste, Paris) organise, samedi 8 mars, à 19 h. 30, une manifestation contre la barbarie des terroristes de l'O.L.P. contre la complicité de la France et des gouvernements européens. Elle se déroulera de la place Saint-Augustin au siège de l'O.L.P. (Ligue arabe), boulevard Haussmann.

De notre correspondant

sent aucune précision sur la nationalité du volier et de son équipage ni sur le point de départ de l'expédition, qui peut être aussi bien un port libanais que syrien. Le procès des auteurs de cette opération politico-terroriste peut paraître assez naïf, mais on peut se demander ce qu'auraient été les suites de cette opération si elle avait été menée à bonne fin.

De son côté, le chef du deuxième bureau de la mission Kissinger, tout en se réservant le choix du moment et des moyens de riposte, a déclaré aux journalistes qu'il était apparu avec certitude que les organisations palestiniennes avaient tenté, avec l'opération contre Tel-Aviv, de compromettre l'Égypte.

Jérusalem paraît vouloir préserver la mission Kissinger, tout en se réservant le choix du moment et des moyens de riposte, a déclaré aux journalistes qu'il était apparu avec certitude que les organisations palestiniennes avaient tenté, avec l'opération contre Tel-Aviv, de compromettre l'Égypte.

Jérusalem paraît vouloir préserver la mission Kissinger, tout en se réservant le choix du moment et des moyens de riposte, a déclaré aux journalistes qu'il était apparu avec certitude que les organisations palestiniennes avaient tenté, avec l'opération contre Tel-Aviv, de compromettre l'Égypte.

Jérusalem paraît vouloir préserver la mission Kissinger, tout en se réservant le choix du moment et des moyens de riposte, a déclaré aux journalistes qu'il était apparu avec certitude que les organisations palestiniennes avaient tenté, avec l'opération contre Tel-Aviv, de compromettre l'Égypte.

Jérusalem paraît vouloir préserver la mission Kissinger, tout en se réservant le choix du moment et des moyens de riposte, a déclaré aux journalistes qu'il était apparu avec certitude que les organisations palestiniennes avaient tenté, avec l'opération contre Tel-Aviv, de compromettre l'Égypte.

Liban

UNE JOURNÉE DE DEUIL NATIONAL MARQUE LE DÉCÈS DE MAAROUF SAAD ancien député de Saïda

Beirut (A.F.P., Reuter). — Le Liban connaît ce vendredi 7 mars, une journée de deuil national, en hommage à M. Maarouf Saad, ancien député de Saïda, personnalité respectée, dont le décès, à l'âge de soixante-quatre ans, a été annoncé jeudi par le premier ministre, M. Fakhri Solh. M. Saad avait été blessé par balles le 26 février, au cours d'une manifestation de marins pêcheurs qui protestaient contre l'octroi d'une licence exclusive à une société de pêche. Une flambée de violence avait suivi cet incident dans la ville de Saïda, chef-lieu du Sud-Liban (Le Monde du 28 février).

Dès l'annonce de la mort de M. Saad, de jeunes manifestants se sont répandus dans les rues de Beirut, dressant dans les artères de la capitale des barricades faites de bois et vieux pneus enflammés. Les forces de l'ordre ne sont pas intervenues, même lorsque trois autobus ont été incendiés.

Les partis et forces progressistes, comme les organisations de droite, ont lancé des appels à la population pour lui demander d'observer le deuil national. Une grève générale a été déclarée par tous les établissements scolaires et universitaires, tandis que l'Association des commerçants libanais invitait ses adhérents à fermer les magasins.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

EN ARGENTINE sept cents personnes sont détenues dans tout le pays en vertu de l'état d'urgence, a indiqué le jeudi 6 mars, le ministre de l'Intérieur, M. Rocamora a précisé que l'opération militaire actuellement menée dans la région de Tucuman n'était pas limitée dans le temps. Il a ajouté que Córdoba était également « le centre d'une importante activité subversive ». — (A.F.P.)

Chili

LE NOUVEL AMBASSADEUR FRANÇAIS, M. René Lustig, a présenté le 6 mars ses lettres de créance au général Pinochet, chef de l'État. M. Lustig succède à M. Pierre de Monthion (Le Monde du 1^{er} janvier 1975).

Islande

LE GOUVERNEMENT ISLANDAIS portera les limites de ses eaux de pêche de 50 à 200 milles marins avant le 15 novembre prochain, quelle que soit l'issue de la prochaine conférence internationale de la mer à Genève, a annoncé M. Halgrímsson, le premier ministre. Des négociations à ce sujet débuteront prochainement, notamment avec Londres, Oslo et Copenhague. L'Islande avait élargi sa zone de pêche de 12 à 50 milles le 1^{er} septembre 1972. — (A.F.P.)

Australie

LE VIOLONISTE SOVIÉTIQUE CHEVORON, ERIC LÉNKO est arrivé vendredi 7 mars à Sydney en compagnie de ses parents. Il y a un an, il avait, lors d'une tournée en Australie, voulu demander le droit d'asile, mais des fonctionnaires soviétiques l'avaient alors persuadé de rentrer en U.R.S.S. — (A.F.P.)

Italie

EMILIO LUSSU, écrivain et homme politique de premier plan de la lutte contre le fascisme en Italie, est mort à Rome mercredi 5 mars à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Ancien ministre, ancien sénateur, Emilio Lussu est l'auteur de plusieurs ouvrages, notamment Une année sur le haut plateau. Après avoir été l'un des chefs de la Résistance, Emilio Lussu, d'abord membre du parti socialiste, puis du parti socialiste d'unité prolétarienne, s'était retiré de la vie politique en 1965. — (A.F.P.)

Pérou

LE GOUVERNEMENT A PROLONGÉ DE TRENTE JOURS L'ÉTAT D'URGENCE imposé le 5 février dernier, à la suite des émeutes qui avaient eu lieu le même jour à Lima. — (A.F.P.)

A Ryad

LE COLONEL KADHAFI EST REÇU PAR LE ROI FAYÇAL

Riyad (A.F.P.). — Le colonel Kadhafi est arrivé jeudi 6 mars à Ryad en compagnie du commandant Abdel Monem El Houny, membre du conseil de commandement et ministre libyen des affaires étrangères.

Le chef de l'État libyen, qui venait de Djeddah, où il était arrivé mercredi, a été accueilli à l'aéroport de la capitale saoudienne par le roi Fayçal, entouré du prince Khalid Ben Abdel Aziz, prince héritier et vice-président du conseil et de Khaled Ben Ben Abdel Aziz, gouverneur de la région de Ryad.

La rencontre Fayçal-Kadhafi est la dernière en l'espace d'un an. Le président libyen et le monarque saoudien s'étaient rencontrés en Arabie Saoudite en février 1974, à la veille du « sommet » islamique de Lahore.

Pour la visite du ministre néerlandais des affaires étrangères

L'ARABIE SAOUDITE REFUSE DE DELIVRER DES VISAS A DES JOURNALISTES JUIFS

La Haye (Reuter). — Aucun journaliste juif ne sera autorisé à couvrir le voyage officiel de trois jours de l'ambassadeur néerlandais à Ryad M. Max Van der Stoep, ministre néerlandais des affaires étrangères, a déclaré jeudi 6 mars à La Haye M. Raabed Nowiaty, ambassadeur d'Arabie Saoudite aux Pays-Bas. « Cette interdiction s'applique à tout juif, journaliste, homme politique ou autre. Mais nous n'avons rien contre les juifs en tant que tels, racialement », a précisé l'ambassadeur. Pour faire respecter cette interdiction, ses services demanderont une attestation délivrée par une agence ou par les autorités. Seules les personnes qui pourront prouver qu'elles ne sont pas juives obtiendront un visa.

En janvier 1974, l'ambassade d'Arabie Saoudite à Paris avait refusé de délivrer à notre collaborateur Eric Rouleau un visa qui lui aurait permis d'accompagner à Ryad M. Jober, alors ministre des affaires étrangères. Eric Rouleau avait en effet refusé de dissimuler son ascendance juive. Une journaliste du Monde s'était vu opposer le même refus pour la même raison.

Singapour

LE PRÉSIDENT DE L'UNION DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE SINGAPOUR a été condamné à un an de prison. M. Tan Wah-pow, a été jugé coupable d'incitation à la révolte.

François-G. Dreyfus

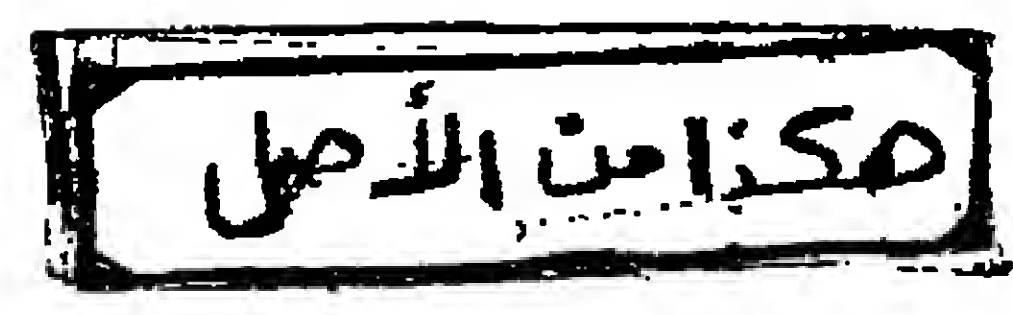
HISTOIRE DES GAUCHES EN FRANCE (1940-1974)

Histoire des gauches : le titre est révélateur. Sous le regard chirurgical de François Dreyfus, la gauche se révèle telle qu'elle fut en ces trente-cinq ans qui vont de 1940 à nos jours : si déchirée que l'on ne peut plus en parler au singulier.

François Dreyfus rend, avant tout, un service considérable à tous ceux qui n'ont pas vécu la IV^e République, ou qui s'en souviennent mal.

PAUL-MARIE DE LA GORCE *Le Figaro*

Grasset



AFRIQUE

Allemagne fédérale

Le thème de la « Sécurité intérieure »

est la clé des élections du 9 mars en Rhénanie-Palatin

Le thème de la « Sécurité intérieure » est la clé des élections du 9 mars en Rhénanie-Palatin. Les sondages indiquent que les électeurs sont préoccupés par la sécurité intérieure, la lutte contre le terrorisme et la criminalité. Le parti chrétien-démocrate (CDU) a mis en avant ces thèmes dans sa campagne électorale.

Le thème de la « Sécurité intérieure » est la clé des élections du 9 mars en Rhénanie-Palatin. Les sondages indiquent que les électeurs sont préoccupés par la sécurité intérieure, la lutte contre le terrorisme et la criminalité. Le parti chrétien-démocrate (CDU) a mis en avant ces thèmes dans sa campagne électorale.

La visite de M. Giscard d'Estaing en République Centrafricaine

Le «sommet» franco-africain de Bangui comporte un ordre du jour chargé

Bangui. — La conférence s'ouvre vendredi avec un décalage dont personne n'est responsable. L'absence de M. Giscard d'Estaing, nous a répondu, avec bonne humeur jeudi 6 mars, à 22 heures, à l'aéroport de Mpoko, le maréchal Bokassa, président à vie de la République centrafricaine. Il venait d'accueillir M. Bongo, président de la République gabonaise, dernier arrivé à Bangui des neuf chefs d'Etat qui participent aux assises franco-africaines. En principe, c'est après un déjeuner offert par M. Giscard d'Estaing à l'ensemble des participants que les travaux devaient commencer à l'hôtel Safari, dont l'imposante et moderne silhouette domine les rives verdoyantes du fleuve Oubangui.

« Nous nous organisons pour éviter toute perte de temps », nous a dit jeudi M. Pourcade, qui venait de s'entretenir avec son collègue centrafricain, qu'accompagnait M. Mbohou, ministre des Finances. De son côté, M. Abellin a rencontré plusieurs chefs d'Etat, dont les présidents du Rwanda, du Burundi, de la Côte-d'Ivoire, tandis que le maréchal Bokassa, revenu de Ndélé où il avait discrètement laissé son hôte français, comme celui-ci en avait exprimé le souhait, accueillait à l'aéroport les chefs d'Etat.

De notre envoyé spécial: tout les arrivées se sont succédé toute la journée. La coopération franco-centrafricaine a constitué le thème principal des entretiens bilatéraux de jeudi. L'endettement de Bangui, exploitable par la modicité des ressources économiques locales, entrave les tentatives de mise en valeur. Cependant, le gouvernement centrafricain multiplie les efforts pour éponger une partie du passif. On a donc parlé simultanément de l'équilibre financier et des projets de développement économique. Parmi ces derniers figurent la relance de la culture cotonnière, la mise en route des études concernant le gisement d'uranium de Bakouma, un projet de culture cacao-cacaotière. Le premier cocoonier des Terres de Bangui-Yaoundé, pour laquelle M. Giscard d'Estaing a donné son accord.

Une intervention amère de M. Senghor sur les immigrés. La conférence elle-même portera sur des sujets beaucoup plus généraux, que l'on peut regrouper en sept dossiers importants. Le premier concerne les conséquences, pour les pays africains francophones, des nouveaux accords de Lomé sur l'association entre la Communauté économique européenne et les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

LES PARTICIPANTS

A part M. Giscard d'Estaing et Bokassa, huit chefs d'Etat participent à la conférence de Bangui: M. Lamizana (Haute-Volta), Kouatéra (Niger), Karouko (Côte-d'Ivoire), Bongo (Gabon), Micombero (Burundi), Habirimana (Rwanda), Senghor (Sénégal) et Houphouët-Boigny (Côte-d'Ivoire).

Sont également présents Sir Sewoosar Ragoonadas, premier ministre de l'île Maurice, M. James Mancham, ministre-président des îles Seychelles (en tant qu'observateur), M. Bouda Moudongo Niati, commissaire d'Etat aux affaires étrangères et à la coopération du Zaïre, le Togo, le Mali et le Congo devraient être représentés par leurs ministres des Finances.

Ne sont pas représentés: le Cameroun, la Martinique, Madagascar et le Tchad.

«TIMES»: les Anglais devraient être informés...

Sous le titre: « Les Anglais devraient être informés de ce qui se passe à Bangui », le Times de Londres écrit, jeudi 6 mars, que le « sommet » franco-africain de Bangui « ne sera qu'un événement marquant de la diplomatie mondiale. Mais depuis qu'il a été signé, le sommet n'a été qu'un prétexte pour les Anglais de s'intéresser aux affaires de l'Afrique francophone ».

Le Times estime qu'on ne voit pas très clairement les raisons de la réunion du « sommet » de Bangui.

La commission économique de l'ONU dresse un sombre bilan

Nairobi. — L'Afrique noire est déclinée mal partie. Telle est la conclusion d'une étude publiée par la commission économique de Nations Unies pour l'Afrique (C.E.A.), qui s'est réunie en février à Nairobi. Une production agricole jugée satisfaisante en 1974 ne suffit pas à améliorer le sombre bilan d'un continent qui a déjà le triste privilège d'abriter seize des vingt-cinq pays les plus pauvres du monde.

Les objectifs de la « deuxième décennie de développement » (1970-1980) sont loin d'être atteints par les pays membres de la C.E.A. (1). Durant la période 1970-1973, la croissance annuelle moyenne des produits nationaux bruts (P.N.B.) n'a été que de 4,8 %, alors que le taux de 8 1/2 % était prévu. Encore ce chiffre global « couvre-t-il de larges disparités de croissance entre les pays. Onz d'entre eux ont dépassé l'objectif assigné, neuf autres ont connu un rythme de croissance de 4,1 % à 6 %. Le taux a été négatif dans quatre pays, inférieur ou égal à 2 % dans six autres. Les régions les moins développées ont été l'Afrique du Nord et de l'Est.

De notre correspondant: L'expansion de l'industrie légère est plus satisfaisante. Elle demeure toutefois légèrement en dessous de l'objectif proposé (7,2 % contre 6 %). Encore une fois, ce taux dissimule d'énormes disparités: dans une quinzaine de pays, l'expansion est inférieure à 5 %. Vingt-six pays appartiennent encore à la catégorie des pays non industrialisés, définie par la Banque mondiale.

Le chômage augmente

Dans les pays victimes d'une inflation « accélérée », en bonne partie importée, les prix des produits alimentaires ont cru plus vite que l'index général des prix des produits de consommation. Les couches sociales les plus touchées sont donc les petits salariés, et les tensions sociales résultant d'importantes augmentations des prix ont été accentuées dans plusieurs pays.

Le déséquilibre entre l'augmentation des exportations et celle, plus élevée, des importations (10,8 % des premières contre 11,3 % pour les der-

L'agriculture en crise

Les mauvaises conditions climatiques, l'extension du désert dans la zone du Sahel, les difficultés de la modernisation des techniques et une expansion démographique rapide expliquent les déboires de l'agriculture. La production agricole par tête n'a pas progressé en 1971. Elle a décliné de 2 % en 1972, et de 4 à 5 % en 1973. De 1970 à 1973, la production alimentaire par tête a décliné de 7 %.

Les pays les plus touchés ont été ceux de la zone sahélo-saharienne et l'Ethiopie. Le retour des pluies, en 1974, ne doit pas susciter un optimisme exagéré. Pour restaurer l'équilibre écologique dans la région et empêcher le désert du Sahara d'avancer davantage vers le sud, dit le rapport, un programme à long terme de conservation des eaux, de reforestation, de contrôle médical et de réinstallation de la population est essentiel. Il nécessite une aide extérieure plus importante que celle qui a été prévue jusqu'ici.

DIPLOMATIE

LA COLOMBIE ET CUBA RENOUENT LEURS RELATIONS

La Colombie et Cuba ont simultanément annoncé, le jeudi 6 mars, la reprise de leurs relations diplomatiques rompues, à l'initiative de Bogota, en 1961. La Colombie est le sixième pays ayant rompu avec La Havane au début des années 60 à renouer avec Cuba. L'Argentine, Panama et le Venezuela l'avaient fait avant elle; mais Santiago a de nouveau rompu ses relations avec Cuba en septembre 1973. Le Costa-Rica a déjà annoncé qu'il reprendrait prochainement le dialogue avec La Havane. Rappelons que le Mexique et le Canada n'ont jamais rompu avec le régime de M. Fidel Castro, et que la Barbade, la Guyane, la Jamaïque et Trinidad et Tobago ont reconnu aussitôt après leur indépendance.

(A.F.P.)

DIPLOMATIE

UN SERVICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES AU QUAI D'ORSAY

M. Sauvagnargues a confié à M. Bernard Dorin, ancien ambassadeur à Haïti, la direction d'un service des affaires francophones. M. Jobert avait pris la décision de créer, en mai dernier, ce service qui sera rattaché à M. Leprieux, directeur adjoint des affaires politiques, et qui travaillera en liaison avec M. Laloy, directeur général des relations culturelles. Il préparera les comités interministériels pour les affaires francophones, la coordination avec le ministère de la coopération et suivra les activités de toutes les organisations internationales francophones.

M. Dorin sera assisté de M. Gilbert Bochet, conseiller des affaires étrangères, et de M. Philippe Blanc, chargé de mission.

LE SERVICE MILITAIRE CHEZ NOS VOISINS

L'Eurone des médecins est née

Lomé: un pacte historique avec le Tierra-monde

30 JOURS D'EUROPE

La vie quotidienne de 260 000 000 d'Européens.

GRATUIT

Si vous voulez recevoir gratuitement 30 JOURS D'EUROPE pendant 3 mois envoyez ce bon

61, rue, des Belles-Feuilles Paris 16^e

NOM _____

RUE _____

VILLE _____

PRET-A-PORTER DE LUXE DEGRIFFE

SOLUTIONS POUR ELLE

SOLUTIONS POUR LUI

les collections printemps 1975

Griffsoled

SALON DE LA HAUTE-FIDELITE

MAEL MITT BENTEN

74111 74111

DIMENSION EUROPEENNE

Mode printemps-été

la ligne amincissante

redécouvre le jersey

Pour vos affaires et votre détente.

Hôtel Frantel Nice

★★★★

Une piscine sur le toit, la mer à deux pas.

28 avenue Notre-Dame Tél. 80.30.24

12 autres hôtels en France

Besançon, Clermont-Ferrand, Dunkerque, Fos-sur-mer, La Grande-Motte, Limoges, Mâcon, Mulhouse, Nantes, Rennes, Rungis-Orly, Saint-Etienne.

frantel

au cœur des villes et de vos affaires.

si vous aimez la vie active et les relations humaines devenez hôtesse

Un métier aux nombreux débouchés:

— Compagnies aériennes - Tourisme - Congrès - Foires, Salons - Commerce...

ÉCOLE PARISIENNE DES HOTESSES

Enseignement privé pour une meilleure formation professionnelle

Cours accélérés: 7 avril

- Dactylo audio-visuelle;
- Laboratoires de langues;
- Stages pratiques.

Cours d'un an; Cours de deux ans (niveau B.E.P.C.)

ÉCOLE PARISIENNE DES HOTESSES

PARIS 75002, 41, bd des Capucines - Tél.: 261-58-51.

GENÈVE, 20, rue de Lausanne - Tél.: 31-88-52.

AUTRES ÉCOLES: ANGERS - BORDEAUX - CASABLANCA - GRENOBLE - LAUSANNE - MARSEILLE - NICE

Le Chêne, le Merisier c'est

Le CHALET RUSTIQUE

MAISON FONDÉE en 1930

BOIS DE ROSE • LOUIS XVI

REGENCE • ANGLAIS

2000 m² d'EXPOSITION - TOUS PRIX

126 • 103 RUE LEGENDRE PARIS XVII^e

CATALOGUE GRATUIT

240 appartements sur 320 déjà vendus à Eve

avant la fin des travaux pourquoi?

PRIX CLAIRS ET NETS sans surprise (en moyenne 4200 F le m²). Ces prix sont fermes et définitifs tous frais de notaire compris.

CREDIT SUPPORTABLE Promogim a mis au point avec la banque La Hénin un crédit spécial qui permet des remboursements raisonnables. Exemple (un quatre pièces de 110 m² plus balcon, prix 450000 F avec 150000 F d'apport et 300000 F de crédit = 2400 F par mois pendant les 24 premiers mois).

DELAIS FIXES Livraison de mai à juillet 1975 garantie (indemnité journalière versée à l'acquéreur pour tout retard éventuel).

CHARGES GARANTIES Prix au m² garanti pendant deux ans. Promogim prend à sa charge tout dépassement éventuel.

INFORMATION CONTRACTUELLE La documentation publicitaire est contractuelle, les appartements-témoins ne trichent pas. Aucune littérature gratuite sur l'art de vivre ou le meilleur rapport qualité/prix.

Eve à la Défense, des appartements qui n'ont pas que du charme

Visite tous les jours de 14 h à 19 h sauf le mardi. Nocture jeudi, samedi jusqu'à 22 h (Eve - Tél. 775 85-37).

Accès en voiture par la sortie n° 6 du Bd Circulaire. Si vous prenez le RER, parcours fléché à partir du parvis.

promogim

9, Av. de Friedland - 75008 Paris. (Tél. 225 54-62 et 63).

(PUBLICITE)

SI VOUS MESUREZ 1 m 80 OU PLUS

Si vous êtes forts, vous devez bien réfléchir avant d'acheter n'importe quel vêtement

JOHN RAPAL, le spécialiste du prêt-à-porter grandes tailles, a mis au point avec la collaboration d'un styliste de renommée mondiale une superbe collection de costumes, pardessus, trench, vestes de sport, blazers droits ou croisés, pantalons, chemises dans des tissus de grande qualité.

Nos vêtements vous seront livrés immédiatement et nos prix vous surprendront agréablement.

L'élégance et le confort anglais pour les hommes grands et forts.

JOHN RAPAL

40, avenue de la République Métro Parmentier - Ouvert du lundi au samedi - Parking gratuit 335-86-00 - Nous n'avons pas de succursale.

سكنا من الأصل

مكتبة الأمل

AMÉRIQUES

L'ARGENTINE VEUVE DE PERON

III. — LES « GROSSES BÊTES » OBSERVENT M. LOPEZ REGA

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE CLERC

Dans l'indifférence apparente d'une majorité de la population, le terrorisme politique est devenu une réalité quotidienne en Argentine. Les groupes d'extrême gauche y ont leur part; mais plus inquiétante pour l'avenir paraît l'impunité dont jouissent des groupes parapolitiques comme l'Alliance anticommuniste argentine (A.A.A.).

de travail de vingt-quatre heures pour commémorer le rapatriement de la dépouille. La confédération manqua-t-elle d'ardeur pour réamener ses troupes? Ou son pouvoir sur elles était-il en baisse? Toujours est-il que la foule qui regarda passer le cortège était maigrelette. La récente célébration, à l'initiative de la C.G.T. et en présence de la présidente, d'une messe en la cathédrale de Buenos-Aires pour Evita fut un échec populaire total. Les troupes célestes ne s'étaient pas déplaçés, et le peuple des faubourgs pas davantage. Enfin, temps pourant, afin de clore l'incident, Mme Peron s'était rendue au siège de la confédération ouvrière et y avait prononcé, au vu de plusieurs dirigeants rassemblés, un violent discours contre les fauteurs de troubles, de gauche s'entend.

Cet épisode ne prouve pas clairement que le mythe péroniste a vécu. Mais observateurs estimant, au contraire, que, dans l'esprit de nombreux Argentins, l'achuelle présidente incarne, malgré tout, la continuité du péronisme. « La pauvre, elle fait ce qu'elle peut », ou « Pour une femme, elle ne se débrouille pas mal », sont des réactions souvent entendues. Mais l'échec de l'opération « retour des cendres », à sans doute démontré que les classes populaires ne se laissent pas abuser par les termes. Elles ne soutiendraient pas activement, au nom du mythe, la politique prétendue « péroniste », et en réalité réactionnaire dans certains secteurs de l'achuelle équipe gouvernementale. En rapatriant le corps d'Evita Peron, M. Lopez Rega pourrait avoir « lâché » un peu de son pouvoir, un atout important, mais sans doute, dans le monde que M. Lopez Rega doit compter avec une certaine opposition au sein de la C.G.T. La mort du général Peron et celle, deux jours plus tard, du secrétaire général de la confédération, le modéré Adelino Romero, ont fait ressortir, en effet, des cartons liés à un « projet vanderliste », du nom d'Angelo Vander, ancien secrétaire général de la C.G.T.

Ce « projet » repose sur deux idées principales. La première est qu'un pouvoir stable en Argentine ne peut résulter de l'entente de ces « deux grosses bêtes de la vie publique » (comme les nomme un

diplomate) que sont l'armée et la C.G.T. La seconde idée-force du « vanderisme » est que la C.G.T. devrait, à la manière des traditions anglaises, servir de base à une sorte de « parti travailliste », dont l'idéologie serait, évidemment, plus proche du corporatisme que de la social-démocratie.

Des militaires très courtisés

Le « projet vanderiste » ne peut que contrarier les ambitions personnelles de M. Lopez Rega. Mais la tâche, pour l'instant, demeure feutrée, car le ministre ne refuse pas à se charger des besoins que toute la droite péroniste — y compris la bureaucratie syndicale — de la C.G.T. — estime indispensable: épurer le justicialisme des « éléments marietés qui s'y sont infiltrés », c'est-à-dire de maintenir le péronisme de gauche; et, dans le même temps, à assainir la

Cette volonté syndicale de participer directement, et majoritairement, à la gestion de l'Etat, a été émise par M. Lopez Rega, chef d'état-major, et les plus hautes instances de l'armée ont, ces derniers mois, multiplié les déclarations de soutien à la présidente élue par la nation, et assuré que les élections auraient lieu à la date prévue, en 1977.

Ces déclarations ne sont pas pour la galerie. Au fur et à mesure que l'armée révolutionnaire du peuple — en réplique aux exécutions sommaires dont seize de ses membres avaient été victimes le 12 août à Calamita — assassinait des officiers, la tension

ra Anaya, chef d'état-major, et les plus hautes instances de l'armée ont, ces derniers mois, multiplié les déclarations de soutien à la présidente élue par la nation, et assuré que les élections auraient lieu à la date prévue, en 1977.

Nombreux sont cependant les militaires — y compris parmi les « constitutionnalistes » — qui sont tentés de faire disparaître M. Lopez Rega dans une trappe. Le ministre du bien-être social leur paraît, en effet, donner une image quelque peu caricaturale de l'Argentine. Or il ne tient lui, son pouvoir ni d'une élection ni d'un soutien évident de certains secteurs économiques ou syndicaux, et encore moins d'une sympathie populaire. Il est au fait du pouvoir par la seule faveur, un peu ambiguë, du général Peron — faveur confirmée ensuite par la présidente. Cet homme fort est donc, en un sens, très vulnérable.

La chute éventuelle du ministre du bien-être social conduirait-elle à la démission immédiate de la présidente — et partant au désordre, ce à quoi nul ne tient? Ou bien celle-ci s'accommoderait-elle du départ de son secrétaire privé? Ce sont là, sans doute, les questions que se posent aujourd'hui le plus fréquemment les Argentins.

Mais le ministre de son côté ne reste pas inactif. Il est partout, inaugurant ici, visitant là, donnant interview sur interview. Sur tout, il s'efforce à placer ses amis dans les secteurs-clés, et à éliminer ses ennemis. Deux nominations ministérielles successives, en mai et en octobre, ont entraîné le départ de quatre ministres: M. Talians — considéré comme plutôt « à gauche » — et deux « modérés », ainsi que M. José Gelbard, ancien président du patronat argentin et ennemi juré de M. Lopez Rega. Ils ont été remplacés par deux « ultras » de M. Savino, fidèle compagnon du ministre du bien-être social, à la défense, et M. Oscar Ivanissevich, dit « l'homme des couvertures », à l'éducation, et par deux hommes de droite: MM. Roccamora à l'intérieur, et Gomez Morales, à l'économie. Ainsi l'actuel gouvernement compte-t-il trois ministres fascistes et cinq apparentés à l'extrême droite ou à la droite.

M. Lopez Rega n'a pas réussi à obtenir le départ du général ANAYA, chef d'état-major des armées. Mais le ministre a su favoriser, très légèrement, lors des promotions de la fin de 1974, les officiers qui lui sont sympathiques. Il compterait, en certaines circonstances, estimer des observateurs, sur l'appui discret de M. Casado Heras, récemment élu secrétaire général de la C.G.T. Le genre du ministre, M. Raul Lastiri, est à la fois président de la chambre des députés et n° 2 du parti justicialiste, immédiatement après Mme Peron. La fille de M. Lopez Rega est directrice de l'actuel mouvement Evita, officiel du même mouvement Evita, le ministre, lui-même commissaire

notent avec une certaine satisfaction qu'après avoir été le corps le plus détesté du pays, ils sont aujourd'hui très courtisés. Les Argentins ont apprécié, en importance l'hommage solennel que la C.G.T. a récemment rendu à l'armée, au siège de l'état-major, à Buenos-Aires. Était-ce le coup d'envoi du « projet vanderiste »? Il n'est pas impossible que le ministre du bien-être social, M. José Lopez Rega, lui-même, l'ait cru, puisque c'est quarante-huit heures plus tard qu'il partait à Madrid chercher la dépouille mortelle d'Evita Peron.

Une détérioration sérieuse de l'économie, conduisant à une période d'intense agitation sociale, ou la prolongation des combats engagés contre l'ERP, pourraient, certes, inciter l'armée à s'engager politiquement. Beaucoup pronostiquent qu'en ce cas elle s'efforcerait de donner à son intervention une « coloration péronienne », ce qui pourrait lui valoir, à gauche, de soutiens inattendus.

Ministre de tout

général, dispose de très solides appuis dans la police fédérale, à commencer par son chef, M. Luis Margaride.

Déjà ministre du bien-être social — c'est-à-dire de tout — M. Lopez Rega peut, en outre, être perçue: comme secrétaire privé de la présidente, il assiste à tous les entretiens de Mme Peron avec les chefs militaires. La présidente a, par décret du 3 janvier dernier, officiellement chargé M. Lopez Rega de l'organisation de la vie sociale et de son ordre du jour. Ce qui va sans dire va encore mieux en le disant!

M. Lopez Rega suit, en effet, la présidente comme son ombre. Jamais dans les manifestations publiques il n'est à plus de quatre mètres d'elle. Lait-elle un discours que l'on voit, à la télévision, les lèvres du ministre murmurer ce qu'elle dit à voix haute. Pas besoin de dire que les analyses spécialisées de textes pour reconnaître dans les discours présidentiels l'inspiration du ministre: Dieu, famille, patrie, progrès et ordre en sont les thèmes les plus fréquents.

Prochain article :

L'OPPOSITION AU CREUX DE LA VAGUE

(1) On désigne ainsi les habitants de Buenos-Aires. Littéralement: les habitants du port. (2) Conquis arriva au pouvoir, en 1958, le général Aramburu fit, presque aussitôt, ôter le cadavre embaumé du symbole du péronisme — du siège de la C.G.T. — il était abrité depuis la mort d'Evita en 1952. Transféré secrètement dans un sanctuaire de Milan, il avait été rendu, sur ordre du général Lanusse, au Lido d'été à Madrid lorsque le chef de l'Etat entama avec Juan Peron les tractations en vue du grand accord national en 1971.

Un astrologue aux goûts policiers

Avant la mort du général Peron, M. José Lopez Rega — qui a été interviewé le jeudi 6 mars à TF 1 — n'était pas tout à fait un inconnu. Tous les péronistes — ni n'en manque pas 1 — qui accomplissent le pèlerinage de Madrid au temps de la traversée du désert — auront l'occasion de rencontrer le secrétaire privé du général.

Qu'était-il pour le Lido de l'époque? Celui qui sait toujours où vous avez posé votre troussseau de clés; qui avait, bien entendu, songé au petit détail que, en vous frappant le front, vous vous reprochez soudain d'avoir oublié; et qui, un jour, est devenu indispensable, « disent les uns ». « L'exécution des b a s e s » membres du grand homme », murmurent d'autres. « Celui qui pourvoyait à ses faiblesses, à ses manies », insistent certains. Mais un obscur garde du corps ne devient pas le secrétaire intemporel du prince s'il ne possède quelques qualités. De fait, l'homme est intelligent, travailleur, méticuleux.

Son goût pour l'astrologie est avéré. Il a lui-même reconnu publiquement avoir écrit sur le sujet un ouvrage, au demeurant introuvable. Mais, tandis que, durant l'exil madrilène, d'aucuns le croient intéressé uniquement à faire tourner les tables, il observe, il apprend le jeu subtil de l'astrologie que l'idée avec un cynisme consommé, joue les uns contre les autres.

Comment se comportait Peron à son égard? Cela n'a pas dû être tous les jours dimanche, à en croire une confidence, déjà ancienne, du secrétaire privé :

« Je suis là pour prendre les clichés. » Mais le président déchu lui indiquait fréquemment de l'amitié en public.

Toujours est-il que, dans ce gouvernement Campora qui risquait de se laisser déborder sur sa gauche, Peron le désigna pour occuper l'important ministère du bien-être social.

L'empereur a fait nommer son cheval conseil « persifleront ceux qui ne comprennent pas l'ascension l'odysséenne de « Lapacho ». Mais lui, dès le 25 mai 1973, se mit au travail d'arrache-pied. A-t-il été, comme les Montoneros l'en ont accusé, l'un des cinq membres du « comité d'organisation » de la tentative d'« Ezeiza qui fit des dizaines de morts dans leurs rangs? Il fit, en tout cas, condamné à mort pour cela. Les rumeurs insistantes sur le goût de M. Lopez Rega pour la « basse police » sont peut-être nées de la passion qu'il manifesta à l'égard de la police ordinaire. Il fit, en tout cas, ses premières armes dans ce corps, où il occupa au grade de capitaine. Depuis, il s'est fait nommer... commissaire général, le grade le plus élevé de la hiérarchie.

L'homme, qui en toutes circonstances se fait plus ardent à dévotion, ne dédaigne pas pour autant les biens de ce monde. L'hédonisme espagnol Sabado Grafico a récemment publié la photo d'une lettre adressée en juin 1967 à un fonctionnaire du ministère des finances espagnol, signée de M. Lopez Rega, dans laquelle le secrétaire privé du Lido s'offrait à investir 1 milliard de pesetas (plus de 80 millions de francs) en Espagne.

Le bilan de l'activité des éditeurs et revues L'ANNÉE POÉTIQUE 1974 Choix de textes, informations, vie des revues. SEGHERS

Advertisement for Jean Cazeneuve's book 'LA SOCIOLOGIE'. It includes a list of 10 questions about capitalism, a description of the book's content, and contact information for CEPL.

puérillers de l'ERP. Puisqu'il faut se salir les mains et qu'il y a un volontaire, autant le laisser agir, quitte à essayer de se débarrasser de lui plus tard.

montant dans les casernes. Les commandants de place éprouvaient de sérieuses difficultés à tenir leurs lieutenants et leurs capitaines, les plus ardents à réclamer qu'on « en découd » avec la guénille. Consents du piège que leur tendait l'ERP, les cadres supérieurs de l'armée ont porté de violentes attaques verbales contre la « subversion »; mais ils ont tenu leurs troupes. Bien

montant dans les casernes. Les commandants de place éprouvaient de sérieuses difficultés à tenir leurs lieutenants et leurs capitaines, les plus ardents à réclamer qu'on « en découd » avec la guénille. Consents du piège que leur tendait l'ERP, les cadres supérieurs de l'armée ont porté de violentes attaques verbales contre la « subversion »; mais ils ont tenu leurs troupes. Bien

Advertisement for 'MONDIAL MOQUETTE' featuring 'OPERATION SOLDÉS' with prices for various carpet types like 'TAPIS AIGUILLE', 'MOQUETTE DECOREE', and 'MOQUETTE BOUCLEE'.

DE PERON

INT. M. LOPEZ REGA

« Nous n'aurions pas dû... »

La fédération de Paris du parti communiste a publié, jeudi 6 mars, une déclaration dans laquelle elle précise :

« Retourner à une de ces manœuvres grossières dont le pouvoir est coutumier et qui est insigne de la fonction présidentielle, M. Giscard d'Estaing s'est saisi de cette démarche pour tenter de l'opposer au refus catégorique formulé par Georges Marchais, au nom de tous les élus communistes, d'aller à l'Élysée cautionner la démagogie de M. Giscard d'Estaing.

« Qu'une telle opération ait été possible suffit à prouver que la volonté de la fédération de Paris d'assurer à l'action en cours le soutien maximal des Parisiens n'aurait pas dû s'opposer par une demande de rencontre avec Giscard d'Estaing.

« Qu'il en soit, cette manœuvre du pouvoir ne grandira pas son audience parmi les travailleurs et la population de Paris qui sont doublement touchés par la politique d'austérité giscardienne. Confrontés à leurs exigences de vivre mieux, de voir mettre un terme aux difficultés de tous ordres que les candidats du pouvoir du grand capital ne trouvent d'autre réponse qu'en de petites habiletés politiciennes. Les travailleurs s'exprimeront sévèrement cette attitude.

« Ils lui apporteront la seule réponse qui convienne : renouveau d'action pour mettre en échec une politique si contraire à leurs intérêts, à ceux de la capitale comme de la nation, pour créer au plus vite les conditions d'un changement réel.

Les communistes de Paris font leur autocritique

La demande d'audience adressée par M. Henri Fischlin, premier secrétaire de la Fédération communiste de Paris, au président de la République a été désavouée par M. Georges Marchais jeudi 6 mars. Le secrétaire général du P.C.F. en dénonçant dans diverses déclarations à la radio et à la télévision la « petite manœuvre » du chef de l'Etat, avait ajouté : « Je n'étais pas au courant de la lettre du secrétaire de la fédération de Paris du P.C.F. mais j'étais au courant de la délégation du groupe communiste. J'avoue que si j'étais secrétaire de la fédération de Paris je ne l'aurais pas fait. » Cette prise de position a été confirmée par le bureau politique du P.C.F. et entendue par les communistes de Paris, qui ont publié un communiqué d'auto-critique.

« Nous n'aurions pas dû... »

La fédération de Paris du parti communiste a publié, jeudi 6 mars, une déclaration dans laquelle elle précise :

« Retourner à une de ces manœuvres grossières dont le pouvoir est coutumier et qui est insigne de la fonction présidentielle, M. Giscard d'Estaing s'est saisi de cette démarche pour tenter de l'opposer au refus catégorique formulé par Georges Marchais, au nom de tous les élus communistes, d'aller à l'Élysée cautionner la démagogie de M. Giscard d'Estaing.

« Qu'une telle opération ait été possible suffit à prouver que la volonté de la fédération de Paris d'assurer à l'action en cours le soutien maximal des Parisiens n'aurait pas dû s'opposer par une demande de rencontre avec Giscard d'Estaing.

« Qu'il en soit, cette manœuvre du pouvoir ne grandira pas son audience parmi les travailleurs et la population de Paris qui sont doublement touchés par la politique d'austérité giscardienne. Confrontés à leurs exigences de vivre mieux, de voir mettre un terme aux difficultés de tous ordres que les candidats du pouvoir du grand capital ne trouvent d'autre réponse qu'en de petites habiletés politiciennes. Les travailleurs s'exprimeront sévèrement cette attitude.

« Ils lui apporteront la seule réponse qui convienne : renouveau d'action pour mettre en échec une politique si contraire à leurs intérêts, à ceux de la capitale comme de la nation, pour créer au plus vite les conditions d'un changement réel.

M. Gaston Defferre : une infraction grave aux engagements pris

Marseille. — Interrogé à l'issue d'une réunion du conseil régional de Provence-Côte d'Azur, jeudi 6 mars à Marseille, sur le demande d'audience présentée par les élus communistes de Paris au président de la République, M. Gaston Defferre, député socialiste, maire de Marseille, a notamment déclaré :

« Les communistes ont demandé rendez-vous à M. Giscard d'Estaing pour lui parler de problèmes de politique économique et de politique sociale dont nous contestons, nous, qu'ils soient de la compétence du chef de l'Etat. Dans le programme communiste nous avons rappelé les violations de la Constitution commises à cet égard par le général de Gaulle, puis par G. Pompidou. M. Giscard d'Estaing a plus fait encore que ses

M. François Mitterrand : je n'interprète pas les contradictions du P.C.F.

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, qui était jeudi 6 mars l'invité d'Europe 1, a notamment déclaré :

« A partir du moment où plusieurs représentants élus ou parlementaires communistes de la région parisienne demandent un rendez-vous, il est assez difficile de reprocher à M. Giscard d'Estaing de l'avoir accepté.

« La meilleure façon de ne pas se faire inviter à l'Élysée est de ne pas demander. Telle est la position du parti socialiste, qui ne demande rien. Pour le reste, je ne juge pas de celle de nos camarades communistes. Un jour, ils demandent à aller à l'Élysée, un autre jour ils reprochent aux socialistes de soutenir y aller, bien que les socialistes n'aient jamais fait de telles demandes. Je crois qu'il serait très bon pour la gauche qu'on accorde les violations et que d'un jour à l'autre les positions se ressemblent. (...)

« Personnellement, j'ai toujours été sollicité, je n'ai jamais rien proposé, j'ai toujours dit que, sur le plan de principe, il est normal que l'opposition, dans un pays démocratique, rencontre les dirigeants du pouvoir qu'elle combat. On rencontre une préfet, on rencontre un ministre — il ne m'arrive pas, d'ailleurs, de rencontrer des ministres, cela ne m'est jamais arrivé d'aller dans un ministère depuis maintenant dix-sept ans, je suis très libre pour en parler. On rencontre le président de la République — je ne veux pas poser en principe que cela est interdit, — très bien. Il me semble d'ailleurs que le parti communiste pensait ainsi lorsque Jacques Duclos et moi-même, à l'Élysée le 16 juillet dernier ou lorsque Georges Marchais, au mois d'août, avait dit qu'il s'y rendrait. »

« Douzièmement, je fais observer que ce n'est pas M. Defferre qui est allé à l'Élysée, ni qui a écrit une lettre pour demander à y être reçu, c'est M. Giscard d'Estaing qui s'est déplacé à Marseille.

« Je n'accuse personne, je ne condamne absolument pas le parti communiste, qui est libre de ses actes, je n'interprète pas, d'une façon qui puisse être désagréable, ses contradictions. Je souhaiterais qu'il agisse de même avec nous, socialistes, mais je ne veux pas étaler devant l'ensemble de l'opinion une situation que je trouve dommageable pour la gauche, situation dans laquelle le parti socialiste n'a aucune responsabilité. »

M. Marchais : le président cherche à compromettre le P.C.F.

Dans une déclaration que publie l'Humanité du 7 mars, M. Georges Marchais indique :

« Le président de la République espère continuer à dupier l'opinion et à entrainer des Français au soutien de sa politique. Naturellement, comme le parti communiste constitue l'obstacle essentiel à la réalisation de cet objectif, il voudrait le compromettre dans son entreprise. »

M. René Andrieu : une issue dans la « combinaison »

René Andrieu ajoute, pour sa part, dans l'éditorial du quotidien communiste :

« La fragilité de son assise dans le pays, l'échec de sa politique sociale, la poursuite de l'inflation, la volonté de changer de chef, M. Giscard d'Estaing a cherché

LE P.C.F. : la démagogie de Giscard d'Estaing.

Le bureau politique du P.C.F., qui a siégé jeudi 6 mars, a évoqué la demande d'audience adressée au président de la République de Paris du P.C.F. Il note :

« Le parti communiste et ses élus ont été surpris par les démarches qui sont venues pour défendre les intérêts de la population au cours de la démagogie de Giscard d'Estaing.

« Le bureau politique s'associe aux déclarations faites aujourd'hui par Georges Marchais à ce sujet, repoussant la dernière opération de démagogie de Giscard d'Estaing. Nous ne cautionnerons pas les manœuvres du président de la République. Non, décidément, nous n'irons pas à l'Élysée. »

Le bureau politique se félicite, en outre, des décisions prises par le comité de liaison de la gauche commune aux partis signataires du programme commun. Il appelle les communistes à assurer avec vigilance et à temps les actions communes organisées par le P.C.F. le 19 mars.

Les faux pas du parti illustrent l'ambiguïté de ses options

(Suite de la première page.)

Un décalage existe entre l'ampleur de l'action militante menée par les communistes et les difficultés qu'ils éprouvent à réaliser une véritable mobilisation populaire. Qu'il s'agisse de Renault, de la situation au sein de l'Union du pétrole, des collectivités locales, de la réforme du système éducatif, de l'agriculture, le P.C.F. s'efforce partout présent et d'animer des actions. Si un certain nombre de ces actions ont été effectuées, en dépit d'une conjoncture sociale qui devrait au contraire les justifier, c'est qu'une nouvelle fois le parti communiste se trouve dans l'incapacité d'offrir un débouché politique. Le campagne qu'il a lancée au mois de septembre en vue d'élever la qualité de l'union de la gauche en se surtenant pour l'instant la crédibilité. Le désenchantement et la démobilisation qui en résultent à gauche commencent à porter leurs fruits. Les éléments centristes qui se préparaient à rejoindre l'alliance nouée autour du programme commun lorgnant à présent vers la Gauche réformatrice de M. Durafour, comme le mouvement les prises de position de M. Jacques Felleret. Pour partie, les radicaux de gauche aspirent également à prendre leurs distances avec un pacte jugé trop contraignant.

Les actions communes arrêtées le 27 février par le comité de liaison de la gauche sont-elles de nature à renverser la tendance ? Il faut bien constater que les manifestations départementales prévues du 20 mars au 20 avril seront précédées le 19 mars par une journée nationale d'action du P.C.F. sur le pétrole, qui risque d'illustrer son désir de se démarquer du reste de la gauche autant que sa volonté de combattre le pouvoir.

Le pouvoir arbitre

Le « bras de fer » voulu par les communistes entre les deux grands partis de gauche a pour conséquence que ses initiatives sont souvent du pouvoir arbitre de sa confrontation avec le P.S. La question des relations avec le président de la République en offre le plus bel exemple. Pour avoir exploité systématiquement le tête-à-tête marseillais entre M. Giscard d'Estaing et Gaston Defferre — M. Laurent Selmi y revenait encore dans l'Humanité de jeudi, alors qu'il était connu la lettre de M. Giscard d'Estaing à M. Fischlin, — les communistes ne doivent pas s'attarder à présent

M. Séguy : si M. Giscard d'Estaing révisé sa position...

M. Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T., a tenu jeudi 6 mars, à Troyes, un colloque de presse au cours de laquelle il a déclaré, selon l'agence France-Presse :

« Si je suis invité à l'Élysée pour discuter concrètement les problèmes, et pour peser sur le refus de M. Giscard d'Estaing de nous servir de force majeure au gouvernement, je suis prêt à accepter l'invitation de M. Valéry Giscard d'Estaing. »

L'Humanité du 7 mars ne reproduit pas ce texte qu'elle juge « excessif » et qu'elle publie dans la suite de M. Séguy à la question de savoir s'il répondrait à une éventuelle invitation du chef de l'Etat :

« Depuis le mois de septembre, à la suite d'un appel qu'il avait lancé, nous nous sommes réunis pour discuter de nos problèmes. Nous sommes prêts à discuter de nos problèmes avec le gouvernement et le patronat pour être engagé. »

M. Neuwirth : l'homme des contradictions.

M. Lucien Neuwirth, secrétaire général adjoint de l'U.D.R., a déclaré jeudi 6 mars :

« M. Marchais est véritablement l'homme des contradictions. On ne l'a jamais autant entendu sur les ondes que depuis qu'il prétend être privé de moyens d'expression. L'U.D.R. se réjouit qu'à travers ses multiples interventions M. Marchais puisse ainsi démontrer le contraire de ce qu'il annonce.

« Par ailleurs, son refus de s'entretenir avec le président de la République sur des problèmes dont il prétendait détenir les solutions prouve, et en fait, mieux, que son parti ne recherche pas en priorité l'amélioration du sort des Français mais, au contraire, fait passer avant tout un véritable moratoire sur la démocratie et la liberté, c'est-à-dire la destruction de notre système politique actuel. »

M. Valéry Giscard d'Estaing a été invité à se rendre en visite officielle en Indonésie. Cette invitation a été communiquée par le président Suharto, le mercredi 5 mars, au ministre français du Commerce extérieur, M. Norbert Séguy, qui se trouve actuellement à Djakarta. L'invitation adressée à M. Giscard d'Estaing renouvelée celle qui avait antérieurement été adressée à son prédécesseur, M. Pompidou. — (A.F.P.)

M. Jean-Marie Bessac, sénateur (Union centriste), maire de Metz (Moselle), souffrant de surmenage, restera éloigné de la vie politique pendant un mois.

LUNDI,
LE NOUVEL OBSERVATEUR PRESENTE
UNE GRANDE ENQUETE CHIFFREE
SUR LES INEGALITES SOCIALES

IMPÔTS:
LES FRANÇAIS QUI PAIENT
POUR LES AUTRES

Un avocat, un médecin, un cadre, un épicier, un agriculteur, un employé ont payé chacun 3.500 F d'impôt sur le revenu. Et pourtant, l'avocat par exemple, a gagné très exactement trois fois plus d'argent que l'employé.

A impôt égal, revenu inégal !
Comment est-ce possible ?

ENCORE UN GRAND DOSSIER DU NOUVEL observateur

Lundi, un numéro à ne pas manquer.

MONDIAL MOQUETTE

SOLDES

25% à 19%

SANS CONCURRENCE

سكزامن الاصل

AVANT LES ASSISES mer les réformateurs

ADAM ZILBERMAN

La gauche réformatrice a été créée le 6 mars, par l'adoption à l'unanimité de la déclaration suivante : « Les députés et sénateurs ont décidé, dans leurs responsabilités propres et dans celles qu'ils exercent au sein de leurs partis de créer la Fédération des réformateurs. Une délégation a été désignée (1) pour définir et mettre en place les structures de cette fédération. » M. Max Lejeune, président du groupe réformateur de l'Assemblée nationale, a précisé qu'une charte doctrinale serait élaborée et qu'au mois de mars les directions des partis constituants seraient consultées sur les projets d'organisation et de manifeste. Des assises pourraient alors se réunir au mois de juin.

me au pouvoir

Le projet de loi relatif à la détermination des pouvoirs de l'Assemblée nationale, présenté par le ministre de l'Intérieur, M. Jacques Chirac, a été adopté par l'Assemblée nationale le 6 mars 1975. Ce projet de loi vise à clarifier les compétences de l'Assemblée nationale en matière de nomination et de révocation des ministres. Il prévoit notamment que l'Assemblée nationale pourra voter une motion de censure contre le gouvernement, ce qui entraînerait la démission des ministres concernés.

Le projet de loi relatif à la détermination des pouvoirs de l'Assemblée nationale, présenté par le ministre de l'Intérieur, M. Jacques Chirac, a été adopté par l'Assemblée nationale le 6 mars 1975. Ce projet de loi vise à clarifier les compétences de l'Assemblée nationale en matière de nomination et de révocation des ministres. Il prévoit notamment que l'Assemblée nationale pourra voter une motion de censure contre le gouvernement, ce qui entraînerait la démission des ministres concernés.

POLITIQUE DES « DÉMOCRATES SOCIAUX »

En relançant la Fédération des réformateurs MM. Lecanuet et Servan-Schreiber font cause commune contre la Gauche réformatrice

La deuxième journée d'étude des parlementaires centristes et réformateurs s'est conclue, jeudi 6 mars, par l'adoption à l'unanimité de la déclaration suivante : « Les députés et sénateurs ont décidé, dans leurs responsabilités propres et dans celles qu'ils exercent au sein de leurs partis de créer la Fédération des réformateurs. Une délégation a été désignée (1) pour définir et mettre en place les structures de cette fédération. » M. Max Lejeune, président du groupe réformateur de l'Assemblée nationale, a précisé qu'une charte doctrinale serait élaborée et qu'au mois de mars les directions des partis constituants seraient consultées sur les projets d'organisation et de manifeste. Des assises pourraient alors se réunir au mois de juin.

débloquer le processus d'unification du centre et surtout, grâce au « front commun » réalisé jeudi après-midi par MM. Jean Lecanuet et Jean-Jacques Servan-Schreiber.

Le projet de création, lancé le 21 janvier par M. Michel Durafour, d'un Mouvement de la gauche réformatrice est, pour une large part, à l'origine de la réaction unitaire des appareils des partis centristes. Bien que la décision votée jeudi soit dans une large mesure inspirée par le désir de contrebalancer la constitution du M.G.R., les promoteurs de cette entreprise étaient décidés, jeudi soir, à maintenir fixés aux 8 et 9 mars (à Paris) les assises nationales des démocrates sociaux.

Participaient notamment à la séance en cours de laquelle a été adoptée cette déclaration : MM. Jean Lecanuet, président du Centre démocratique et social, Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical, Michel Durafour et André Rosel, vice-présidents du Centre républicain, Jacques Barrot, secrétaire général du Centre Démocratique et Progressif, et Max Lejeune, président du Mouvement démocratique socialiste de France.

(1) Cette délégation est composée de MM. Max Lejeune, président du groupe réformateur de l'Assemblée nationale ; André Fossot, président du groupe centriste ; Jean Châssat, sénateur de l'Allier (C.D.F.) ; Pierre Bernard-Beyron, député des Hautes-Alpes (C.D.F.) ; André Colin, sénateur du Finistère (Centre dém.) ; Jean Briand, député de l'Aveyron (Centre dém.) ; André Morice, sénateur de la Loire-Atlantique, président du Centre républicain ; Francis Palmes, député des Deux-Sèvres (Centre répub.) ; Mmes Brigitte Gros, sénateur des Yvelines (parti radical) ; Anne-Marie Fribich, députée de Moselle (parti radical) ; Georges Donnay, député de la Seine (M.D.S.F.) ; Emile Muller, député du Haut-Rhin (M.D.S.F.) ; Jacques Soustelle, député du Rhône, président du Mouvement Progressif et Libéral. Pour les réformateurs « inorganisés » : MM. Joseph Vovant, sénateur du Rhône, et Henri Gilmore, député des Hauts-de-Seine (qui appartient au Centre national des indépendants et paysans).

Ce n'est pas sans surprise que les sénateurs et députés centristes réunis au Palais-Bourbon considéraient à quel point étaient semblables les propos que leur tenaient tour à tour MM. Jean-Jacques Servan-Schreiber et Jean Lecanuet. Les deux présidents, dont les désaccords perpétuels et profonds avaient empêché que le Mouvement réformatrice ne soit jamais véritablement, se faisaient écho l'un l'autre pour enjoindre aux centristes de se regrouper, pour souligner la nécessité et l'urgence de l'union, pour engager leurs amis à mettre sur pied la Fédération des réformateurs.

Centre démocrate traduire ce malaise en reprochant aux amis de M. Durafour d'être « télécommandés et idéologues ».

La somme de toutes ces réactions a été l'annonce de la création de la Fédération des réformateurs. Il est bien difficile, même sans doute aux acteurs de cette pièce sans fin, d'écrire un épilogue. Les « démocrates sociaux » parviendront-ils à prouver, par leurs assises du week-end prochain que le « bas » fait sienne la stratégie du sommet et qu'ils incarnent vraiment un courant centriste unitaire et indépendant des partis existants ? Rude tâche ; et preuves bien difficiles à établir.

Les deux principaux facteurs de discord de ce mouvement réformateur, ayant à l'origine des divergences et établi un front commun, l'Assemblée nationale, pour engager leur action à la dynamique unitaire. On s'aperçoit alors que celle-ci pouvait aussi toucher les centristes, ne fut-ce que pour quelques heures. L'enthousiasme fut tel que même M. Delly, dont on ne savait plus très bien dans quelle tendance il militait depuis qu'il s'était mis en congé, déclara à peu près : « Ce n'est pas parce que j'ai décidé de ne retourner au parti radical que lorsque M. Servan-Schreiber n'y aura plus que je ne suis pas d'accord avec son analyse. » Bref, une sorte d'enthousiasme pour certains du moins.

Quant aux inventeurs de la Fédération des réformateurs, passé le moment d'enthousiasme unitaire, il leur reste tout à faire. Il leur reste d'abord à expliquer comment diable, avec les mêmes hommes et les mêmes partis (plus, il est vrai, le C.D.F.), la Fédération des réformateurs, née dans la hessie en mars 1975, pourrait bien avoir une nature et un destin différents de ceux du Mouvement réformatrice, mort dans l'entente en mai 1974 quand, il leur reste aussi à engager l'estime de ceux qui, dans les rangs mêmes des centristes réunis au Palais-Bourbon, parlent d'un « retour des démocrates » ou du « fils du Mouvement réformatrice ». Il leur reste enfin à se préparer à défendre leur Fédération au sein du mouvement qu'ils ont lancé. Il serait bien étonnant, en effet, que l'on ne tente pas à nouveau de se passer d'eux ; il serait tout aussi étonnant qu'ils acceptent l'un et l'autre qu'ils ont lancé. Il serait bien étonnant que la vie soit simple au centre.

Pas pour tous. Car derrière l'annonce de cette naissance transparaissait fort nettement la volonté d'une mise à mort ; celle de la tentative de regroupement du Mouvement de la gauche réformatrice. Même s'ils ont fait état, dans la soirée de jeudi, de leur volonté d'agir « pour que la Fédération ne soit plus qu'une addition d'appareils », les principaux instigateurs du M.G.R., MM. Michel Durafour et André Rosel, n'auront pas manqué de prendre acte de ce fait, eux qui à plusieurs reprises firent figure d'accusés lors des débats et réunions des derniers jours, eux dont les interventions furent, au Palais-Bourbon, accueillies avec quelque trouble par l'assistance.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

Leaders menacés

Pour en arriver là, il a fallu que se confirme, étape après étape, que derrière l'entreprise des « démocrates sociaux » et du Mouvement de la gauche réformatrice il n'y avait pas seulement la volonté de quelques leaders centristes sans troupe, tentant de reorganiser le « marais » à leur profit. Il a fallu que peu à peu les dirigeants des deux principales formations de l'ex-Mouvement réformatrice et aussi ceux du C.D.F. comprennent qu'ailleurs on n'imaginait pas du tout la constitution de l'aile gauche de la majorité nouvelle de la même façon qu'eux-mêmes. Il a fallu que MM. Lecanuet et Jean-Jacques Servan-Schreiber réalisent qu'ils étaient, tous deux, menacés par des volontés convergentes de les éliminer du devant de la scène politique.

LA GAUCHE RÉFORMATRICE : il faut que la Fédération soit plus qu'une addition d'appareils.

La direction collégiale du Mouvement de la gauche réformatrice — dans laquelle figurent notamment MM. Michel Durafour (Centre républicain), Jean-Marie Caro (Centre démocrate) et Aymar Achille-Fould (C.D.F.) — a publié jeudi 6 mars dans la soirée une déclaration dans laquelle elle affirme :

« Grâce à la création des Démocrates sociaux, Mouvement de la gauche réformatrice, un pas vers l'unité a été franchi. Les assises nationales des démocrates sociaux, les 8 et 9 mars, nous permettent d'être plus que cet espoir ne soit pas déçu et pour que s'organise vraiment l'aile gauche de la majorité. Plus que jamais, il faut que les militants et tous les hommes de progrès agissent pour que cette fédération soit réellement mise en place et qu'elle soit autre chose qu'une addition d'appareils. »

Il est vrai que l'installation du M.G.R. dans ses locaux — un local spacieux dans le quartier des Champs-Élysées — alors qu'aucune organisation (donc aucune possibilité de cotisations) n'existait encore, a pu donner à réfléchir ; de même que la certitude, accordée par les responsables, d'accueillir quelques six cents délégués lors des assises, des délégués que l'on disait avoir les moyens d'aller chercher. N'entendait-on pas un dirigeant du

M. Jacques Chirac s'adressera, samedi 8 mars, à l'ensemble des responsables départementaux et régionaux du C.D.F., réunis en une journée d'études à Paris. Le matin, le premier ministre assistera à la réunion d'action et d'information organisée par les « Démocrates », dont le président est Mme Marie-Madeleine Diemessch, ancien ministre, et le président d'honneur M. Maurice Schumann, sénateur du Nord, ancien ministre.

MARS 75

toute la presse annonce

- * Le Monde *
- * LE FIGARO *
- * L'AURORE * — RTL
- * France-Soir * — EUROPE 1

les SOLDES FOURRURES DU NORD

	soldés
Astrakan pleines peaux	3450F 1850F
Patte d'Astrakan	1650F 1250F
Astrakan Swakara	5650F 3850F
Astrakan morceaux	2450F 1550F
Astrakan fantaisie marron, vert, bleu	6750F 4250F
Vison morceaux	3250F 2150F
Renard roux	3850F 2450F
Renard	4550F 3250F
Loup	5750F 4650F
Rat d'Amérique	4250F 3250F
Petit Gris naturel ou lustré	4250F 3150F
Castor	5250F 3850F
Ragondin	4350F 3150F
Marmotte	3500F 2750F
Murmel	3650F 2750F
Weasel	3850F 2850F
Opossum d'Australie	3850F 2650F
Patte de Guanaco	4250F 2850F
Chevrette	2250F 1750F
Mouton doré	1450F 940F
Lapin chinchilla	7350F 850F
Lapin rasé	1050F 750F
Lapin sable	1250F 690F
Vison ranch	7950F 5750F
" "	9450F 6850F
Vison dark	9950F 7250F
" "	10500F 8250F
" "	13650F 8750F
Vison pastel	7950F 5750F
" "	8050F 6250F
Vison pastel	10750F 7250F
" "	10950F 7350F
Vison vert bleu fantaisie	9850F 6750F
Vison Koh-i-noor	8650F 5850F
Vison topaze	8250F 5350F
Vison saphir	8650F 5750F
Vison tourmaline	9650F 6450F
Vison blanc	11850F 7250F

QUE DES AFFAIRES EXTRAORDINAIRES

en ZIBELINE, PEKAN, VISON blanc, Koh-i-noor dark, black glamma, CASTOR, parme, vert, bronze, miel, RENARD du Canada.

Nos SOLDES bénéficient de notre GARANTIE TOTALE

- Service après vente
- Reprise en compte de vos fourrures actuelles au plus haut cours
- Les plus larges facilités de paiement

2 ADRESSES

LAFAYETTE 715 à 719 rue Lafayette PARIS 10^e près Gare du Nord

PASSY 100 Av. Paul Doumer (angle rue de la Pompe) PARIS 16^e métro Muette

Magasins ouverts tous les jours de 9h à 19h30 sans interruption le dimanche

سكزامن الأصل

POLITIQUE

POUR CRÉER UN CENTRE GAUCHE

MM. Pelletier et Hovnanian ont décidé de travailler ensemble

M. Jacques Pelletier, sénateur de l'Alsace, ancien vice-président du Centre démocrate qui, après avoir refusé de soutenir la candidature de M. Giscard d'Estaing, avait créé le Groupe d'études réforme et action (GERA), et M. Léon Hovnanian et Claude Catesson, qui pour la même raison, ont créé au sein du parti radical le Combat radical socialiste, ont décidé, jeudi 6 mars, de faire fusionner leurs groupes. Cette décision doit être ratifiée par les adhérents des deux groupes lors d'une rencontre qui se tiendra le 13 avril à Orléans.

En annonçant cette décision, M. Hovnanian a expliqué que lui-même et ses amis allaient en conséquence quitter le parti radical. M. Pelletier a en outre expliqué :

« Nous sommes dans l'opposition, même si M. Giscard d'Estaing nous paraît plus réformateur que nous ne le pensions en un an. Pour l'instant, il s'agit toutefois plus de réformes de style que de réformes de fond. Si le président de la République occupe le terrain d'une manière magnifique, derrière tout cela on oublie les problèmes angossants

A Orléans

Les socialistes menacent d'ouvrir une crise municipale

De notre correspondant

Orléans. — Va-t-il y avoir une crise municipale à Orléans ? Les plus socialistes pourraient en effet « se désolidariser » de la majorité du conseil municipal et « abandonner toute responsabilité d'adjoint » si cette majorité ne se prononce pas en faveur de l'union de la gauche et du programme commun. C'est ce qui ressort d'une motion que vient d'adopter les militants des deux sections socialistes d'Orléans.

Ce n'est pas la première fois que des difficultés apparaissent au sein de la municipalité d'Orléans, que dirige depuis 1971 M. René Thinat (radical), et où se côtoient des centristes, des radicaux et des socialistes. Après les législatives de 1973 par exemple, les réformateurs socialistes avaient pris la décision de constituer deux groupes autonomes au sein du conseil (le Monde du 13 avril 1973). Quelques mois plus tard, en octobre 1973, lors des élections cantonales, le maire lui-même avait déclenché une mini-crise (le Monde du 23 septembre 1973), en présentant sa candidature au conseil municipal, ce qui avait été le signe de l'apathie, ce qui n'avait pas été du goût des socialistes, d'autant plus que M. Thinat l'avait emporté sur le candidat de l'union de la gauche. Lors de l'élection présidentielle, en mai 1974, le maire d'Orléans optait pour M. François Mitterrand, les élus centristes se montrant divisés, les uns choisissant le leader de la gauche, les autres M. Giscard d'Estaing. Mais aux dernières élections sénato-

Loire

M. Lucien BURDIN élu maire du COTEAU

(De notre correspondant)

Saint-Etienne. — M. Lucien Burdin (div. gauche) a été élu, jeudi 6 mars, maire du Coteau (Loire), au premier tour de scrutin, par vingt et une voix sur vingt-trois. Son conseiller en mai 1948 et premier adjoint en 1958, M. Burdin succède à M. Charles Gallet (centriste), vice-président du conseil général, décédé le 13 janvier 1975.

Dimanche 2 mars, il ne lui avait manqué que cinquante-deux voix pour être élu au conseil général de la Loire (canton de Ferrussac), en remplacement de M. Gallet. Le 9 mars, il n'aura plus qu'un seul adversaire, M. Jean Darpon (P.S.), bénéficiaire d'un désistement de M. Paul Guillou (P.C.). M. Paul Rivière, député (U.D.R.) de la Loire, maire de Montargis, s'est retiré de la compétition sans faire connaître sa position.

QUE CONTIENENT LES CONSEILS DES MINISTRES TENUS EN PROVINCE ?

M. Pierre Juvin, député communiste de l'Essonne, à l'occasion du conseil des ministres réuni le 26 février à Evry, demande dans une question écrite au premier ministre « quelle est la signification réelle de ces déplacements, comment le refus des auditions (de parlementaires, d'élus locaux et de syndicalistes) s'harmonise avec les propos officiels sur la concertation et la participation et si les fonds publics dépensés à ces occasions ont pour seul usage le financement d'opérations à but publicitaire ».

A l'Assemblée nationale

LE DÉCOUPAGE ADMINISTRATIF DE LA CORSE EST ADOPTÉ EN COMMISSION

La commission des lois de l'Assemblée nationale a adopté, le 6 mars, le projet de loi créant deux départements en Corse. Le département du Nord (Golo) aura, selon les chiffres du recensement de 1968, une population de cent quarante-huit mille habitants et une superficie de 4 600 km²; celui du Sud (Liamone), de cent vingt mille habitants et 4 200 km².

La commission a, sur proposition de son rapporteur, M. Claude Gerbet (R.I.), proposé de substituer aux dénominations de Golo et de Liamone, celles de Haute-Corse et Corse du Sud. Afin de respecter la règle (non écrite) selon laquelle chaque département de la métropole doit avoir au moins deux députés, un projet de loi organique devra également être adopté pour créer dans l'île un siège supplémentaire.

Après le vote du Parlement, la représentation de la Corse sera portée à quatre députés et l'Assemblée nationale comptera quatre cent quatre-vingt-neuf membres.

VACANCES DE PAQUES et d'ÉTES en SEJOURS LINGUISTIQUES

Jeunes 10-23 ans

Équipement en familles sélectionnées, séjours, sports, excursions.

Voyages accompagnés (train ou avion) depuis

PARIS - CLERMONT-FERRAND - LYON - LILLE

Document gratuite sur demande au Centre Séjours Linguistiques et Culturels (service documentation)

1, avenue Marc-Dorigny 63000 CLERMONT-FERRAND

TE (73) 55-58-68.

ÉDUCATION

Les réactions au projet de réforme de l'enseignement

Le mouvement de protestation contre le projet de réforme de l'enseignement paraît s'étendre dans la région parisienne et surtout en province : dans plusieurs villes d'importantes manifestations, organisées notamment par l'Union nationale des comités d'action lycéens (UNCAL), ont

rassemblé au cours de l'après-midi du jeudi 6 mars, plusieurs milliers de lycéens. En revanche, les grèves dans les établissements restent encore limitées.

Pour tenter de désamorcer l'agitation, le ministre de l'éducation a adressé jeudi

une « deuxième lettre aux lycéens de France » : il invite les élèves à analyser les documents qui leur sont transmis par l'administration et se réaffirme prêt à étudier les propositions qui lui seront faites par l'intermédiaire des commissions académiques.

INFORMATION...

M. Giscard d'Estaing ayant déclaré que la réforme de l'enseignement devait être « comprise et admise par chaque Français », le ministre de l'éducation a entrepris une vigoureuse campagne d'« information ». Celle-ci a commencé par la publication du texte intégral des « propositions pour une modernisation du système éducatif » de M. Haby par la Documentation française, 37, quai Voltaire, Paris 7^e. Quel que soit l'avenir de la réforme, le projet aura du moins été un bon succès de librairie : les quatre-vingt mille exemplaires de ce cahier de cinquante-deux pages, vendu 6 F, ont été épuisés en quelques jours. Un nouveau tirage de quarante mille exemplaires est décidé. Le ministre Haby dépense notamment le rapport Sudreau sur la réforme de l'entreprise paru en même temps à la Documentation française et qui atteint pourtant le bon score de vingt-cinq mille exemplaires.)

Le ministre utilise aussi son nouveau bulletin, le Courrier de l'éducation, tiré à six cent mille exemplaires et distribué à tous les enseignants pour exposer les grandes lignes de sa réforme. A l'intention des parents il vient de préparer un dépliant intitulé « toute simplicité » : « Ouvrir à votre enfant les portes de la vie » qui sera vraisemblablement diffusé à quatre millions d'exemplaires.

Mais le ministre, tout comme le président de la République, tient beaucoup à l'information des lycéens. Le Courrier de l'éducation tire chaque mois un

Spécial élèves de cent cinquante mille exemplaires, destiné aux délégués de classes. On sait que le ministre avait invité les professeurs à expliquer le projet de réforme aux élèves. Mais devant le peu d'enthousiasme des chefs d'établissements qui craignent de passer pour des « propagandistes du gouvernement », il fut précisé ensuite qu'ils se borneraient à remettre l'information aux délégués des classes et à répondre à leurs questions. Cette invitation à s'informer a été, dans bien des cas, entendue : dans certains établissements la réforme Haby a été mise au programme des « 10^e ».

Ce souci de mettre cartes sur tables et d'intéresser les usagers à une réforme de l'enseignement est nouveau et tout à fait estimable. Il n'échappe pas toutefois qu'il répond aussi au souci de ne plus limiter le dialogue aux « professionnels de la concertation » (les syndicats d'enseignants et les mouvements de parents et d'élèves) qui sont aussi les « professionnels de la contestation ». Le ministre sait que pour des raisons politiques évidentes il ne peut guère compter sur le soutien des organisations représentatives. Du moins espère-t-il limiter l'opposition à ses nouveaux cours et irrisquables et gagner à sa réforme la majorité silencieuse.

Tel est aussi le sens de sa « deuxième lettre aux lycéens » par laquelle il met en garde le peuple des élèves contre l'influence pernicieuse des mauvais bergers.

FREDERIC GAUSSEN.

Le ministre aux lycéens : j'attends vos propositions

Voici le texte de la lettre adressée par M. René Haby aux lycéens :

« Dans quelques lycéens ou C.E.T. des jeunes tentent de mener des actions d'agitation, sont absents volontairement des cours ou de l'établissement, voudraient perturber entrainant leurs camarades à manifester dans la rue...

« Pourquoi ? Ils vous invitent à vous opposer à la « réforme Haby ». Or il n'y a pas de « réforme Haby ». J'ai diffusé dans le public depuis un mois des propositions de modernisation du système éducatif : elles sont offertes à vous, discutables, modifiables. Elles ne constituent pas une doctrine figée, plusieurs syndicats d'enseignants, par exemple, m'ont fait connaître leur désir d'obtenir certaines transformations...

« Il n'est pas nécessaire d'aller dans la rue avec des pancartes pour cela. Avant de manifester.

CORRESPONDANCE

Après le congrès de l'U.G.E.

A la suite de l'article intitulé « Le congrès de l'Union de grandes écoles (U.G.E.) critique les cours-receives dans les grandes écoles (le Monde du 25 février), les délégués de l'École supérieure de sciences économiques et sociales (ESSSEC) nous demandent de préciser :

En aucun cas, la démarche des délégués de l'ESSSEC au congrès de l'U.G.E. n'a été taxée de « spontanéisme » par le congrès. Bien au contraire, le fait de vouloir introduire à l'U.G.E. des conclusions politiques beaucoup plus engagées sur les luttes sociales nous a valu l'accusation de vouloir transformer le syndicat en un parti. Une grande majorité d'entre nous réfute cette critique, mais admettent qu'elle se situe aux antipodes du « spontanéisme ».

De plus, nous devons préciser que la majorité des délégués de l'ESSSEC sont membres des partis égauxitaires du Programme commun.

De son côté, le bureau national de l'U.G.E. nous signale que, selon le texte d'orientation adopté par le congrès, l'existence de l'U.G.E. n'est justifiable que par la recherche de ce but : donner aux étudiants en grandes écoles une arme de leurs luttes, un moyen de leur défense.

● RECTIFICATION. — Nous avons indiqué par erreur, dans la page 1 l'événement « consacré à la réforme de l'enseignement (le Monde du 26 février), que les élèves des établissements secondaires élaient actuellement un délégué par classe. En réalité, chaque classe élit deux délégués.

Manifestations dans plusieurs villes de province

● A TOULOUSE, cinq mille lycéens ont manifesté jeudi après-midi dans les rues, à l'appel de l'UNCAL, du comité de coordination des C.E.T. (proches de la C.G.T.) et de « comités de mobilisation ».

Le mouvement a pris naissance la semaine dernière au collège technique Saint-Euphrasy à propos de la vétusté des locaux et des problèmes disciplinaires. Il a fait tache d'huile et s'est étendu à la plupart des établissements secondaires de Toulouse.

● A MARSEILLE, plus de deux mille lycéens, réunis aussi à l'appel de l'UNCAL et de la coordination des C.E.T., ont défilé sur la Canebière pour protester à la fois contre la réforme et la hausse des tarifs des transports à Marseille. Une délégation a été reçue par la municipalité.

Marne ont manifesté devant le ministère de l'éducation à l'appel de l'UNCAL, réclamant « une véritable réforme » et « une motion avant de se disperser. Une autre manifestation a eu lieu dans le troisième arrondissement quelques établissements parisiens ont d'autre part été touchés par des grèves. Une « coordination » des mouvements lycéens doit avoir lieu ce vendredi ; une autre est prévue dimanche.

Grèves d'enseignants dans les lycées techniques

D'autre part des grèves ont eu lieu dans de nombreux lycées techniques : il s'agit d'un mouvement des enseignants des disci-



(Dessin de BONNAFFE.)

● EN BRETAGNE, à Brest, une manifestation à laquelle s'étaient joints des élèves de l'enseignement privé a réuni sous la pluie deux mille cinq cents lycéens et collégiens.

Un millier de manifestants se sont rassemblés ensuite devant l'Agence nationale pour l'emploi.

Au cours d'une assemblée générale tenue le matin à la cité scolaire de Kerichen (Finistère), où les cours ont repris, les représentants de la fédération de parents Cornez a engagé les élèves à une action commune, autre que la grève. Six établissements ont répondu favorablement. Trois autres, à Châteaulin, Concarneau et Quimper, sont touchés par la grève.

Dans la région parisienne

A Paris, plusieurs centaines d'élèves des lycées du Val-de-

plines technologiques pour obtenir la révision de leurs obligations de service, la revalorisation des traitements des professeurs techniques adjoints, et des possibilités de titularisation des maîtres-auxiliaires. Selon le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES, affilié à la Fédération de l'éducation nationale), qui a organisé la grève, celle-ci a été suivie par 80 pour cent de ces enseignants et appuyée par les professeurs des autres disciplines. Selon le ministère de l'éducation, la participation a varié de 5 % à Paris à 75 % dans l'académie de Montpellier ; dans la grande majorité des académies, cependant, la proportion de grévistes s'échelonne entre 40 et 70 %.

QUE FAIRE D'UNE « VICTOIRE » ?

« Le bilan de notre journée d'action est largement positif. Le ton est sérieux. C'est le langage des « officiels », des responsables syndicaux... Mais le cœur n'y est pas vraiment. Les quatre cents lycéens rassemblés - contre la réforme Haby - par la « coordination du troisième arrondissement », en majorité des élèves des lycées Claude-Monet et Jean-Lurçat, ne savent trop que faire de leur « victoire ». Certains à plus de huit cents au début de l'après-midi, ils ont parcouru les rues du troisième arrondissement de Paris, en chantant, sur des banderoles, ont fondu. Une vote lycéenne d'élève... Ce n'est pas la peine de manifester quand on a la parole, c'est pour retrouver la structure d'une salle de classe : un seul parle, et les autres écoutent... »

Un élève du lycée Claude Monet redresse la situation en proposant de sortir « en montant qu'on est là » et le groupe défile dans le grand hall de l'Expo-Jeunes, attendant à certains stands... Dernière assaillie l'armée : « L'armée assassine l'armée ne sert à rien, à bas l'armée ! » Les militaires gelonnés, derrière les prospectus étalés, restent songeurs. Le stand d'I.T.T. (International Telegraph and Telephone) polaire les propositions : « Assassins d'Alende ! » Finalement, laissant les organisateurs d'Expo-Jeunes un peu médusés, le groupe quitte les lieux sans incident : « Chaud, chaud, chaud. Il y a du chaud... »

DOMINIQUE DHOMBERES.



UN CAMION GÉANT SOUS DOUANE

C'est le premier d'un convoi de 25 à 30 semi-remorques. Ils amènent 600.000 rouleaux de papiers à tapisser. Oui, 6.000 km de papiers peints et rouleaux vinyl. 550 à 600 tonnes. Ce stock considérable a été acheté par le GROUPE ASSAUT dans une usine eu-

ropéenne contrainte de réaliser ses stocks. Seul le système d'achat d'ASSAUT spécialisé pour écouler les marchandises provenant de faillites, des douanes, des stocks d'usines, etc., peut expliquer les prix aussi bas qui vous stupéfieront dans notre annonce, page 41.

EDUC

B

AVANT UN RÉFÉRENDUM NATIONAL

Le Parlement suisse rejette le projet de loi libéralisant l'avortement

De notre correspondante

Genève. — Après vingt heures de débats, qui laissent espérer une libéralisation, sinon une décriminalisation totale de l'interruption de grossesse, le Conseil national (Parlement suisse), réuni à Berne, a décidé que la situation devait demeurer en l'état et rejeter le projet de loi sur l'avortement. Ce qui signifie que seule l'interruption de grossesse prescrite pour des motifs médicaux restera autorisée dans les cantons les plus libéraux et que l'on continuera à déplorer chaque année en Suisse quelques dizaines de milliers d'avortements illégaux.

Pourtant, jusqu'au moment où, en fin de matinée jeudi, il apparut que les manœuvres d'obstruction démocrates-chrétiens avaient réussi, les partisans de la libéralisation pouvaient nourrir de sérieux espoirs. En effet, le Conseil national s'était d'abord prononcé en faveur d'un des chapitres essentiels du projet prévoyant la liberté totale garantie à la femme durant les douze premières semaines de la grossesse. Puis le Conseil fédéral (gouvernement) avait préconisé, mais sans succès, l'autorisation de l'avortement, non seulement pour des raisons d'ordre médical, mais pour une série d'autres motifs, dont la « détresse sociale » de la femme enceinte. La majorité décida ensuite que l'intervention ne devait pas forcément être pratiquée à l'hôpital ou en clinique, mais pouvait l'être « dans des conditions médicales équivalentes ». Cependant, l'opposition catholique fut si forte et les votes de procédure qu'elle sut adopter si subtils, que la loi a été finalement refusée dans son ensemble par 90 voix contre 82.

Jugeant « scandaleuse » la décision du Conseil national, les Femmes progressistes de Suisse organisèrent samedi, à Berne, un rassemblement national de protestation. Il reste que le Conseil des Etats (sorte de Sénat regroupant à Berne les représentants des vingt-deux cantons suisses) devra encore rendre sa décision. Mais les observateurs prévoient qu'il refusera l'entrée en matière du projet de loi, qui n'y sera

donc pas l'objet d'une discussion sur le fond. Enfin, le peuple suisse sera appelé à se prononcer par voie de référendum.

ISABELLE VICHNIAC.



CONSEILS INDÉPENDANTS en investissements touristiques.

Ni promoteur, ni financier, KOK GROUP sélectionne pour vous, en toute indépendance, d'excellents placements dans les complexes touristiques en Espagne, aux Bahamas, aux Caraïbes, en France... Par exemple: en Espagne, près de Castellón, un délicieux village de vacances à l'architecture typique, pavillons et studios face à la mer, livrés totalement achevés.

En fonction de vos objectifs, KOK GROUP vous conseillera le meilleur investissement.

KOK GROUP INTERNATIONAL PROPERTY CONSULTANTS S.A.

Siège social à Luxembourg, 11, rue Joseph II, Luxembourg. Bureaux: à Rotterdam, Bruxelles, Düsseldorf et Paris. Pour toutes informations, téléphonez au 723 97 20 ou envoyez ce coupon réponse à KOK GROUP, 78, Champs-Élysées, 75008 Paris ou au siège social.

Form with fields for Nom, Prénom, Adresse, and Tel.

A Paris

DES MILITANTS DU MLAC PRATIQUENT DES AVORTEMENTS DANS LES LOCAUX DE L'HOPITAL COCHIN

« Vous pouvez me raconter ce que vous voulez, cela ne m'intéresse pas. Pendant que vous riez, vous faites des avortements dans mon service qui attendent pour des urgences », a déclaré le professeur Léger, chef du service de chirurgie de l'hôpital Cochin, à Paris, signifiant par là son refus d'accueillir une trentaine de femmes venues demander l'interruption de leur grossesse. Celles-ci, accompagnées d'environ cent cinquante militants du MLAC (Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception) s'étaient présentées ce vendredi 7 mars à la consultation de chirurgie.

Devant ce refus catégorique: « Les écrits d'application ne sont pas parus, allez voir Mme Veil », les militants occupèrent les locaux de la consultation de médecine et prirent possession de trois salles. Des médecins et des militants du MLAC pratiquèrent alors une demi-douzaine d'avortements par la méthode Karman — avec l'aide de deux infirmières du service désireuses de s'informer. Le docteur Leprieux, chef de service, s'est contenté d'élever une protestation vigoureuse.

Recevant vers 11 h 30 des membres du bureau national du MLAC, M. Billon, directeur de l'hôpital, a déclaré qu'il entendait élever une « protestation véhémente » contre l'occupation de locaux de l'établissement, empêchant les consultations de se dérouler normalement. Il a annoncé que dorénavant, deux interruptions de grossesse pourraient avoir lieu chaque jour dans le service du professeur Varennot, à la maternité Port-Royal.

La Semaine nationale de la lecture

UN CONCOURS POUR LES CLASSES DE SIXIÈME ET DE COURS MOYEN

Une Semaine nationale de la lecture aura lieu du 8 au 15 mars dans les écoles et collèges, sur l'initiative du ministre de l'éducation, M. René Haby, dans le but de « développer chez les jeunes le goût de la lecture non en leur imposant un devoir, mais en suscitant leur participation directe » à une entreprise collective.

A cette occasion est organisée, avec la participation des syndicats de libraires et d'éditeurs, un concours destiné aux élèves de sixième et de cours moyen deuxième année. Ceux-ci seront invités à présenter, à partir de livres librement choisis, une œuvre collective — album, comptes rendus, dessins, dossiers thématiques, montages audiovisuels, scénarios, etc. Ces travaux devront être remis pour le 20 avril aux inspecteurs départementaux ou aux inspecteurs d'académie. Dans chaque académie les meilleurs ouvrages recevront un chèque de 1 000 F destiné à l'achat de livres. Des prix nationaux seront attribués par le ministère: les élèves de sixième iront à Rome ou en Grèce, ceux du cours moyen deuxième année séjourneront dans le parc national de la Vanouise ou en Corse.

Crise universitaire à Angers. — Les conseils des unités d'enseignement et de recherche de droit et de lettres de l'université d'Angers ont démissionné pour protester contre le refus du sénat d'Etat aux universités de créer dix postes d'enseignants.

A la découverte de la Grèce antique

Trente classes dans un bateau

Il existait jusqu'à présent des classes vertes (à la campagne), des classes blanches (à la neige) et des « classes de mer » (sur les côtes). Verra-t-on un jour des classes bleues (en mer)? C'est, en tout cas, le vœu exprimé par le Comité d'accueil (1), fondation du ministère de l'éducation, qui organise, depuis plusieurs années, des voyages éducatifs pendant les vacances. Illustration d'une formule que le Comité souhaite voir étendue aux périodes scolaires, neuf cents élèves du secondaire — l'équivalent de trente classes — ont embarqué pendant les vacances de février à bord d'un navire, battant pavillon britannique, pour une croisière qui les a conduits « à la découverte de la Grèce antique ».

Peut-on, en l'espace de six jours, de Brindisi à Athènes, via la Crète et le Turquie, visiter une dizaine de sites archéologiques, quelques-uns des musées les plus riches du monde et échapper aux affres du tourisme-massification, cible facile des humoristes?

Une avant-première. Les jeunes et chanceux passagers de l'Argande — ils avaient acquis un droit de séjour de 1 000 F — emporteront sans doute des souvenirs inoubliables des vestiges minuscules du palais crétois de Knossos, d'Éphèse les romains et de ses ruines marbrées, visitée en Turquie, d'Athènes la blanche, aperçue dans la lumière au détour du cap Sounion, de Delphes ou d'Épidaure... Images fugitives, vite mises sur pellicule. Celles de l'Acropole, entrevues dans la boucaillette en trois petits quarts d'heure, furent sans doute les plus riches. Mais les cars attendaient, comme attendait aussi

— souvenirs obligés — la binoculoterie de pacotille des marchands du temple. Les étapes en mer, Ionienne et Égée, ont toutefois permis de fixer dans les esprits les moments décisifs de la civilisation grecque. Conférences et projections se sont relayées pour expliquer, illustrer — et compléter — ces visites jugées trop rapides par la plupart. Qu'auront appris pourtant les voyageurs français de la vie des Grecs cotoyés dans les ruelles athéniennes du quartier de la Plaka, du conflit égyptique qui faisait de nouveau les manchettes des quotidiens à l'escalade du Pirée? Peu de chose sans doute, tant apparaissent différenciés les préoccupations des conférenciers.

Le Comité d'accueil voudrait — à condition de trouver le financement nécessaire — organiser des séjours comparables au même titre que les classes de neige. Le navire britannique qu'il avait affrété est en partie aménagé en salles de classe où pourraient avoir lieu les cours. Il ne reste qu'à obtenir le feu vert des responsables de l'éducation nationale, dont plusieurs représentants avaient été invités à cette croisière.

Que conclure de cette avant-première? Le point de vue droit est différent suivant qu'on retiendra l'image de cette épreuve, dans l'avenir du retour, s'appliquait à noter ses dernières impressions dans un lourd cahier soigneusement illustré, ou celle d'un de ses camarades, plus âgé, jugeant, goguenard, qu'« à part les ruines on avait bien rigolé ».

BERTRAND LE GENDRE. (1) 7, rue Quentin-Bauchart, 75008 Paris. Tél. 225-93-19.

et de réforme de l'enseignement

Le projet de réforme de l'enseignement...

Manifestations dans plusieurs villes de France

Des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes de France...



Les jeunes et chanceux passagers de l'Argande...

Le repas portugais

Le repas portugais est un moment important...

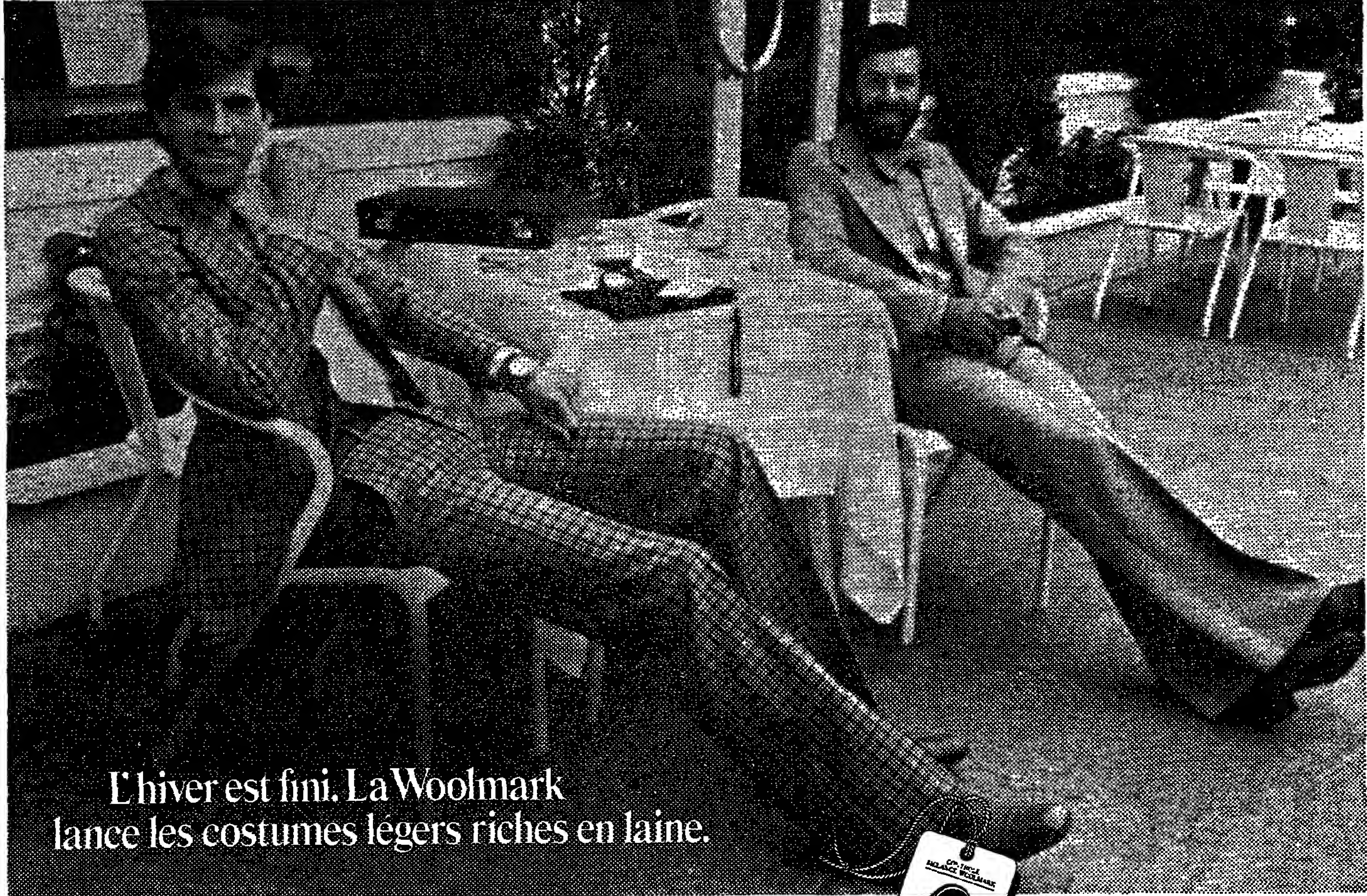
SCANTY SOUS DOUANE

SCANTY SOUS DOUANE... Les vêtements sont contrôlés...

Le repas portugais

Le repas portugais est un moment important...

BMW:GAP CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF 25, rue Cardinet - Paris 17° - 267-31-00



E'hiver est fini. La Woolmark lance les costumes légers riches en laine. Les légers riches en laine: des costumes légers qui restent frais toute la journée.

Quand on ne se sent pas bien dans son costume, on est moins entreprenant, moins convaincant. Les réunions finissent en demi-décisions, les vestes sur les fauteuils, les pantalons froissés. C'est fini: la Woolmark vient d'inventer les légers riches en laine. Ce sont des costumes allégés, climatés, assouplis, mais d'excellente tenue. Le mélange bien équilibré de laine vierge (60%) et de polyester (40%) leur donne de l'élégance, de la souplesse, des qualités pratiques: ils se défroissent sur un cintre et leur pli permanent est réellement permanent. Ils sont non doublés ou demi-doublés, et l'envers est aussi bien fini que l'endroit. Voici deux costumes légers riches en laine de Teen Man. Leurs qualités sont contrôlées par la Woolmark à tous les stades de la fabrication.



سكناء من الأصيل

FRANCOPHONIE

Une série de « tables rondes » à Paris et en province

Les responsables algériens souhaitent lier l'alphabétisation des travailleurs immigrés à la formation professionnelle

Une « table ronde » a réuni le 1er mars à Paris les représentants de quelque trente-cinq associations qui ont pour vocation l'alphabétisation ou la préformation des travailleurs immigrés en France...

Plusieurs dizaines d'associations, locales ou nationales, travaillent à l'alphabétisation des immigrés (1). Elles s'ignorent souvent, bien qu'elles mènent des actions parallèles. L'opération

menent depuis des années une action d'alphabétisation. Pourtant notre communauté compte encore 33,8 % de illettrés et 33,8 % d'O.S. C'est donc que les moyens employés sont insuffisants ou inadéquats.

Pour M. Raïs, l'alphabétisation ne doit pas constituer une fin en soi mais être liée de façon étroite à la formation professionnelle. Elle doit être considérée comme la première étape d'un processus qui permette, d'une part, à l'individu d'améliorer sa situation personnelle et sociale, et, d'autre part, à l'Algérie d'acquiescer, dans la perspective d'un retour au pays, une main-d'œuvre qualifiée.

Un « menu »

Les responsables algériens sont décidés à défendre cette thèse au cours des « tables rondes ». Ils entendent aussi souligner à un spectre négatif de l'alphabétisation telle qu'elle est conçue actuellement. Ils estiment, en effet, que les méthodes pédagogiques utilisées ne tiennent pas compte, la plupart du temps, des conditions de vie des immigrés. De plus, les moyens mis en œuvre sont insuffisants, et il n'existe aucune politique globale, aucune coordination sur le plan national.

M. Raïs compare l'alphabétisation à un menu. Celui-ci doit, pour être efficace, fournir, d'une part, les calories nécessaires à un meilleur travail — promotion professionnelle — et, d'autre part, être adapté aux habitudes alimentaires de celui qui les consomme.

Enfin, l'alphabétisation et la préformation ont permis en 1973 à six cent quatre-vingt-deux Algériens d'acquiescer une formation professionnelle tandis que vingt et un ont obtenu une préformation et cent quarante-deux en formation professionnelle pour adultes (F.P.A.).

« tables rondes » lancée par l'Amicale des Algériens en Europe va leur permettre de se rencontrer, de procéder à un échange d'informations et d'entamer une réflexion commune sur leurs finalités et leurs méthodes.

Un élève sur deux est maghrébin

L'enquête réalisée par l'Amicale des Algériens en Europe (1) auprès des organismes qui ont pour objectif l'alphabétisation des travailleurs immigrés ne revêt pas un caractère exhaustif puisque toutes les associations n'ont pas été interrogées et que certaines régions, l'Ouest par exemple, ont été laissées de côté.

L'enquête montre que le nombre d'Algériens inscrits aux cours d'alphabétisation et de préformation représente 47,5 % (14 548) du total des inscrits (30 651). Les Maghrébins, dans leur ensemble, atteignent 56,5 % (17 394).

Les chiffres publiés par l'A.E.E. permettent de mieux cerner les caractéristiques des élèves algériens. Ils proviennent surtout des secteurs du bâtiment, de la métallurgie et, en troisième position, du textile.

Les réunions qui se déroulent dans des zones où la densité des travailleurs immigrés est particulièrement importante seront ultérieurement suivies d'un colloque à l'échelon national, qui

besoin d'apprendre à lire et à écrire, soit pour améliorer leur situation, soit pour être en mesure de dialoguer plus facilement avec leurs enfants scolarisés, soit dans la perspective d'un retour au pays.

L'enquête de l'Amicale des Algériens en Europe permet d'établir que, dans la majorité des cas, les cycles d'alphabétisation durent entre deux cent quarante et deux cent soixante heures. L'encadrement est en moyenne assuré par un moniteur pour sept élèves, mais ce chiffre varie considérablement d'une association à l'autre.

Entin, l'alphabétisation et la préformation ont permis en 1973 à six cent quatre-vingt-deux Algériens d'acquiescer une formation professionnelle tandis que vingt et un ont obtenu une préformation et cent quarante-deux en formation professionnelle pour adultes (F.P.A.).

(1) Amicale des Algériens en Europe, 23, rue Louis-le-Grand, Paris (2^e).

permettra d'élaborer un rapport de synthèse. C'est à la fin de 1972 que des dirigeants de l'Amicale des Algériens en Europe, conseillés par le bureau spécialisé de l'Ambassade d'Algérie à Paris, ont entrepris de recenser les associations existantes puis de les contacter. Une enquête par questionnaire fut ensuite lancée et permit de mettre au point les pré-rapports qui servent de base de travail aux « tables rondes ». (Voir encadré ci-dessus.)

« En étudiant la situation des ressortissants algériens travaillant en France, nous dit M. Raïs, chargé d'information du bureau du ministère algérien du travail près l'Ambassade d'Algérie, nous avons vite constaté que les difficultés qu'ils rencontrent sont dues le plus souvent à l'illettrisme et à l'absence ou à l'insuffisance de formation. De nombreuses associations privées, confessionnelles ou para-étatiques

seignement des étrangers (A.E.E.), la durée de mille heures paraît souhaitable, mais sa réalisation pratique se heurte à de grandes difficultés. L'A.E.E., qui est financée par le Fonds d'action sociale (F.A.S.), réalise en France près de la moitié des cours d'alphabétisation. Elle assure, avec le concours de quelque mille deux cents moniteurs, dont une centaine de permanents, environ deux cent cinquante mille heures d'enseignement en 1974.

Association nationale, elle a un statut para-public. Elle est patronnée par l'éducation nationale et le ministère du travail. Après avoir accueilli avec une certaine réserve l'initiative de l'Amicale des Algériens en Europe, elle s'y est ensuite ralliée. « Nous comprenons, et nous partageons, nous a dit M. Santonja, secrétaire général de l'Amicale, la plupart des objectifs poursuivis par les responsables algériens. Comme eux, nous pensons que l'alphabétisation ne doit pas être séparée de la formation professionnelle. Nous déplorons nous aussi l'insuffisance des moyens déployés en ce domaine. En revanche, nous sommes plus réticents concernant l'adaptation du contenu de l'enseignement aux réalités socio-culturelles des différents groupes ethniques dont nous avons la charge. Nous ne nions pas qu'il y ait là un problème, mais il est délicat, et nous ne sommes pas en mesure actuellement de le résoudre. Notre vocation est de nous occuper de tous les étrangers, et même si les Algériens sont en règle générale majoritaires dans nos cours, nous ne pouvons orienter l'enseignement en fonction de leurs caractéristiques. Sauf exception, nous écartons également les cours par nationalité. Nous devons nos services à tous. Les « tables rondes », auxquelles nous participons permettront sans doute, sur ce point comme sur les autres, de fructueux échanges de vues. »

Dialogue Au stade actuel de l'opération, il semble en tout cas qu'un premier résultat positif soit acquis. Les responsables algériens ont réussi à convaincre leurs interlocuteurs qu'ils n'avaient pas de visées « imperialistes » et qu'ils ne tentaient pas de « récupérer » le travail des associations. Celle-ci ont accepté pour la première fois de se réunir et d'entamer une concertation. Elles se félicitent même de ce qu'un pays exportateur de main-d'œuvre s'intéresse à leur action et souhaite y prendre part.

« tables rondes » lancée par l'Amicale des Algériens en Europe va leur permettre de se rencontrer, de procéder à un échange d'informations et d'entamer une réflexion commune sur leurs finalités et leurs méthodes.

CIVILISATIONS

Mettre un point final à l'exotisme de grand-papa

Le laboratoire d'ethnologie du Muséum d'histoire naturelle, installé place du Trocadère dans le même ensemble architectural que le Musée de l'Homme, multiplie les initiatives destinées à donner au public parisien une idée plus juste des civilisations différentes de la nôtre.

Le Musée de l'Homme et les Amis du musée se trouvent ainsi à l'origine d'un cycle de huit conférences, accompagnées de projections qui permettront l'établissement d'un véritable lien entre le grand public et les chercheurs des laboratoires (anthropologie, ethnologie, préhistoire) du Musée de la place du Trocadère. L'esprit qui a présidé à l'organisation de ce cycle, est conforme aux décisions adoptées en juin 1974, au terme des travaux du colloque intitulé « Ethnologie et exotisme », dont le laboratoire d'ethnologie avait suscité la convocation.

M. Jean Guillard, directeur du laboratoire d'ethnologie, nous a expliqué son désir d'éviter le spectaculaire, comme le romanesque, pour faire connaître les sociétés des pays différents des nôtres.

Selon M. Guillard, « nous ne pourrions sur vivre que grâce aux pays sous-développés, et paradoxalement, nous encourageons le cartésianisme, parce que dans l'enseignement de l'histoire, comme dans celui de la géographie, trop d'intel-

lectuels continuent de développer, inconsciemment, un complexe de supériorité culturelle ».

M. Guillard et ceux qui suivent son action entendent « faire connaître sans nuire ». C'est pourquoi, le laboratoire a mis fin à certains contrats le liant à des organismes privés « qui présentaient une vision erronée de certaines cultures, non par manque de compétence, mais par esprit d'invention », et il faut, croit-il, M. Guillard, « enfin considérer ceux qui ont une autre couleur de peau que la nôtre comme des égaux, et cesser de distinguer les Occidentaux des autres ».

Ainsi, le cycle de conférences en cours devrait permettre une première diffusion de connaissances sérieuses sur un ensemble de civilisations réparties à travers le globe. Ultérieurement, interviendra la publication de documents destinés au grand public : diapositives accompagnées de commentaires, guides des expositions temporaires conçus dans un esprit entièrement nouveau, destinés à leur donner un intérêt documentaire permanent, etc.

Les six prochaines conférences qui auront lieu, à 20 h. 30, à la salle de cinéma du Musée de l'Homme, les 12 mars, 16 et 20 avril, 14 et 28 mai, 11 juin, traitent successivement d'« Amazonie », une tribu isolée dans le monde moderne », par le professeur Robert Gessain; « Le livre de la Genèse et la chronologie préhistorique », par le professeur Lionel Balout; « Paléontologie et art rupestre dans la vallée du Sarum, Nouvelle-Guinée », par François Lupo; « Les Indiens Sioux autochtones », par Daniel Vassiliou; « Cinéma et possession », par Jean Bouché; « Les malaises du Pacifique Mélanésie 1974 », par le professeur Jean Guillard. (Participation aux frais à P. tarif réduit, 4 F.)

Ph. D.

RIDEAUX VOILAGES Marcel SELCER Maître Artisan Tapissier, 1, Impasse Druinot, Paris-12 628.35.30

Le bilan de l'activité des éditeurs et revues L'ANNÉE POÉTIQUE 1974 Choix de textes, informations, vie des revues. SEGHERS

MEME SI VOUS MESUREZ 2 METRES, NOUS VOUS HABILLONS EN PRET-A-PORTER. costumes blazers pantalons vestes fantaisies chemises. Herdy 79 AVENUE DES TERNES PARIS 17^e TEL. 380.35-13 PARKING GRATUIT

Du 8 au 17 mars EXPOSITION DE MINÉRAUX TOUTES PROVENANCES PIÈCES EXCEPTIONNELLES THIÉBAUT Providence des Jardins 38, place de la Madeleine, PARIS les 1^{er} et 3^e Dimanches comp. 9-19 h. 973-22-43. Votre exposé plus "coloré"? La RÉTROPROJECTION 3M Je désire recevoir une documentation complète sur la RÉTROPROJECTION qui permet de projeter en restant face au public et de suivre ses réactions. Les transparents, noir ou couleur, peuvent être obtenus en 4 secondes. Nom et fonction: Société: Adresse: 3M vous propose deux autres systèmes audio-visuels: le "SOUND-EAGE" ou "page qui parle" et le "SOUND-ON-SLIDE" ou "diapositive qui parle". 3M France - B.P. 120 - 75019 Paris - Tél. 202.80.80 - Poste 637

le temps de vivre cette année, prenez le temps de vivre!! faites une croisière... 135 CROISIÈRES MÉDITERRANÉE - ATLANTIQUE DAKAR - MER NOIRE CAP NORD - SPITZBERG I (8-11-12 et 15 jours) de F. 970 à F. 7.240 Consultez votre agent de voyages ou Croisières Chandris 16, rue de la Paix 75002 Paris - tél. 073.08.89 36 bis, avenue de l'Opéra 75002 Paris - tél. 268.03.24 CHANDRIS CHANDRIS LINES CHANDRIS CRUISES



Mettre un point final à l'exotisme de grand-père.

Le monde d'aujourd'hui est un monde d'hommes, mais cette année place de Trocadero dans le monde occidental, c'est le monde de l'homme qui est au centre. Les hommes de l'Occident ont toujours été au centre de l'histoire, mais cette année, c'est le monde de l'homme qui est au centre de l'histoire.

Le monde de l'homme est un monde d'hommes, mais cette année place de Trocadero dans le monde occidental, c'est le monde de l'homme qui est au centre. Les hommes de l'Occident ont toujours été au centre de l'histoire, mais cette année, c'est le monde de l'homme qui est au centre de l'histoire.

Le monde de l'homme est un monde d'hommes, mais cette année place de Trocadero dans le monde occidental, c'est le monde de l'homme qui est au centre. Les hommes de l'Occident ont toujours été au centre de l'histoire, mais cette année, c'est le monde de l'homme qui est au centre de l'histoire.

Nous avons construit la Fiat 131



pour que vous la gardiez dix ans.

Nous avons construit beaucoup de voitures.

Des voitures pour aller à son travail. Des voitures pour partir en week-end, pour emmener sa famille en vacances.

Aujourd'hui, nous vous proposons quelque chose de plus. Une voiture que vous voudrez garder pendant dix ans.

La nouvelle Fiat 131.

Nous l'avons construite pour durer. Sans gadget. Sans innovation hasardeuse. Nous avons simplement appliqué les techniques les plus éprouvées de l'industrie automobile.

Le moteur n'a pas besoin de tourner vite pour donner des chevaux. Il fatigue moins. Et il consomme moins : à 90 km/h, à peine 7 litres aux 100.

La 131 est robuste. Elle pèse plus lourd que la plupart de ses concurrentes. Et une série de traitements anti-

corrosion relèguent la rouille au rang des mauvais souvenirs.

La 131 vous protège. L'habitacle est rendu indéformable par un triple ceinturage au niveau du plancher, des portières et du pavillon.

Autrefois, une voiture était facile à réparer. C'est aussi le cas de la Fiat 131. Par exemple, les ailes avant sont boulonnées et démontables.

A l'intérieur, il y a autant de place que dans les très grosses berlines. En dix ans, votre famille aura eu le temps de s'agrandir.

Et puis, la 131 est suffisamment belle pour que vous ne vous lassiez pas de la regarder. Même au bout de dix ans.

Nous avons construit la Fiat 131 pour vous offrir davantage, à prix égal, que n'importe quelle autre voiture sur le marché.

Dix ans d'avantages.

FIAT

Je souhaite recevoir une documentation complète sur la Fiat 131.

Mon nom : _____

Mon adresse : _____

Fiat 131 - 1300 (7 CV) ou 1600 (9 CV) - 2 portes, 4 portes ou break - A partir de 16950 F + forfait de transport et de livraison. Versions avec boîte 5 vitesses ou automatique.

Découpez ce bon et adressez-le à : Fiat-Automobiles C/O Publitrans BP 123 91160 Longjumeau

MO2

مكتبة الأصيل

temps de vivre

Le bilan de l'année des acteurs et metteurs en scène

L'ANNÉE POÉTIQUE 1974
Chaque de l'année, avec un prix spécial.



PRESSE

LE CONFLIT AU «PARISIEN LIBÉRÉ» S'AGGRAVE

Le conflit qui oppose la direction du Parisien libéré aux travailleurs du livre s'aggrave. Le Comité intersyndical du Livre parisien (C.G.T.) constate, dans un communiqué publié jeudi 6 mars que « les informations reçues au sujet de la confection d'éditions régionales pirates des titres Val-d'Oise, Oise-Marne et Seine-et-Marne-Matignon envisagées par la direction générale du Parisien libéré étaient bien fondées. Une telle confection a été effectivement tentée dans la nuit de mercredi à jeudi 6 mars dans une imprimerie de la banlieue proche de Paris, mais a essuyé un échec grâce à la solidarité apportée par les travailleurs de cette entreprise ».

Le communiqué du Livre parisien ajoute : « Cette tentative ne doit pas pouvoir se reproduire et tous les travailleurs du Livre restent vigilants, mais surtout ce qui concerne la confection de tracts mettant en cause leur puissante organisation syndicale. Le Comité intersyndical du Livre parisien les appelle à leur donner toute l'attention et à se tenir en contact permanent avec lui ».

Ce vendredi 7 mars, un meeting doit rassembler les travailleurs du Livre du groupe Amaury, qui, outre le Parisien libéré, publie L'Equipe, Carrefour, Point de vue-Images du monde et le Courrier de l'Ouest. Pour sa part, l'intersyndicale S.N.J.-C.F.D.T. des journalistes du Parisien libéré a diffusé, le 6 mars, la déclaration suivante :

« A la suite de tentatives plus ou moins réussies à faire paraître de nouveaux titres diffusés dans les secteurs où étaient ven-

des les éditions régionales du Parisien libéré. L'intersyndicale dénonce les affirmations contenues dans le Journal du Val-d'Oise, selon lesquelles « les journalistes du Parisien libéré » ont décidé de refaire, sous une autre forme, les éditions régionales dont la fabrication a été interdite à Paris ».

L'intersyndicale rappelle que « cette fabrication a été délibérément supprimée par la direction du Parisien libéré et précise que ce sont principalement quelques membres de la hiérarchie qui collaboraient à ces nouveaux titres ».

L'intersyndicale, seule réelle représentante de la rédaction, appelle l'ensemble des journalistes du Parisien libéré à refuser catégoriquement de collaborer à tout journal ou « feuille » éditée par d'autres sociétés que la S.A. du Parisien libéré. Elle rappelle qu'une demande de licenciements collectifs portant sur cinquante-cinq journalistes sur cent vingt-trois doit être transmise à l'inspection du travail dans les jours qui viennent, et que rien, jusqu'à ce jour, ne permet d'espérer que cette décision soit reportée ».

M. Didier Julia, député U.D.R. de Seine-et-Marne, évoque, dans une déclaration remise à la presse le 6 mars à la paroi de la Parisien libéré. Après avoir rappelé que toutes les organisations représentatives du Parisien libéré souhaitent le maintien de tous les emplois et la reprise de toutes les éditions régionales, M. Julia affirme qu'il faut « briser la tutelle » du syndicat du Livre et « mettre fin à la confection de titres diffusés dans les secteurs où étaient ven-

OCCUPATION D'IMPRIMERIES DE LABEUR

Dans le secteur lauréat (impression des publications autres que les journaux quotidiens), des grèves avec occupation d'ateliers ont été déclenchées. Le comité intersyndical du Livre parisien (C.G.T.) souligne que les travailleurs de trois imprimeries ont pris la décision d'occuper les lieux de travail pour le maintien du potentiel industriel et contre les licenciements.

Il s'agit des imprimeries Mazarine à Cachan, Chauxfour à Vitry, et de certains services chez Georges Lang, A. Maisons-Alfort, les ouvriers des établissements Del Duca effectuent de leur côté des arrêts de travail partiels.

La situation chez Lang

L'occupation par l'ensemble des équipes de l'atelier des rotatives-offset de l'imprimerie Lang, votée à bulletin secret le 6 mars et reconduite toutes les vingt-quatre heures, fait suite au refus de la direction de l'imprimerie de revenir sur les cent trente-cinq licenciements annoncés en janvier pour l'atelier et les réductions d'horaires pour certains ouvriers.

Selon la direction de Lang, il ne s'agit pas d'une occupation mais « d'une grève reconductible de vingt-quatre heures les effectifs concernés représentent cent personnes sur les quatre cent-cinquante du département offset ». L'imprimerie Lang emploie un total de deux mille salariés.

Depuis quatre semaines, le travail du mercredi matin est supprimé. Mercredi 5 mars, la direction annonce un travail « surprise » de sous-traitance pour l'imprimerie Montsouris. Les ouvriers refusent ce travail à la carte. Vers midi, la direction

de l'entreprise tente de faire évacuer des bobines de papier. « Elles ne sont pas sorties, elles ne sortiront pas », déclarent des ouvriers. L'occupation commence de fait ce jour-là et risque fort de continuer, car, selon le délégué C.G.T., « les ouvriers n'ont pas grand-chose à perdre ». Les effectifs sont en baisse constante depuis 1971, de nombreux travaux d'impression ayant été transférés à l'étranger.

Lundi 10 mars, à 14 heures, une manifestation de l'ensemble du personnel est prévue. Une délégation sera ensuite reçue au ministère de l'Industrie à 16 heures.

SCIENCE

LE SYNDICAT GÉNÉRAL DE L'ÉDUCATION NATIONALE PRÉVOIT UNE SEMAINE D'ACTION DU 17 AU 22 MARS À L'ORSTOM.

Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.) prévoit une semaine d'action revendicative, avec des grèves, dans les quarante centres et missions de l'ORSTOM (Office de recherche scientifique et technique d'outre-mer), pendant la semaine du 17 au 22 mars.

Le SGEN entend protester contre une situation qui, à ses yeux, se dégrade d'année en année : diminution en francs constants du budget, absence de création de postes, blocage presque total de l'avancement pour toutes les catégories de personnel, refus de la direction générale de discuter des problèmes actuels. Le syndicat demande que les étiers de l'ORSTOM puissent tous être intégrés, que soit appliqué l'accord de 1972 concernant les personnels contractuels qui devraient bénéficier d'un contrat type, que tous les travailleurs soient intégrés dans une catégorie de chercheurs, de techniciens ou d'administrateurs, et que soient poursuivies les négociations de la politique de recherche de l'ORSTOM.

JUSTICE

LES SUITES DES INCIDENTS AU BAR «LE THÉLÈME»

Le ministre de l'intérieur indique qu'il ne tolérera « aucune faiblesse morale ou raciste »

L'action de la police vendredi 28 février au bar le Thélème, boulevard Saint-Germain à Paris, continue à susciter réactions et déclarations contradictoires.

A Reims, où il s'adressait jeudi 6 mars à des élèves policiers, le ministre de l'intérieur, M. Michel Poniatowski, a indiqué qu'il ne « tolérera aucune faiblesse morale ou raciste », mais que certaines attaques contre la police « relèvent de la perversion intellectuelle ».

Dans le même temps, M. Poniatowski suspendait un policier municipal de Cholet, qui lors de son service s'était rendu chez des ressortissants marocains, où sa fille avait trouvé refuge. Il avait alors tiré plusieurs coups de feu (« le Monde » du 7 mars).

M. Abdelhak Benachenhou, l'avocat grièvement blessé par les policiers au Thélème s'interroge, pour sa part, « sur la sauvagerie et la lâcheté de ceux qui l'ont frappé ». D'autant, précise la victime, qu'il est

impossible qu'il y ait eu erreur. M. Benachenhou a refusé « les regrets d'un ministre qui n'a rien fait pour tempérer les ardeurs sauvages de ses policiers ».

Enfin, M. François Mitterrand, interrogé par Europe 1 sur cette agression, a notamment répondu : « Quand ces braves gens, ces policiers, ces avocats — je connais l'un des deux — se trouvent ainsi frappés par un violence indubitablement raciste, je dis que, là, la police se trompe ».

A Reims

M. MICHEL PONIATOWSKI ET LA « PERVERSION INTELLECTUELLE »

M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur, qui s'est rendu jeudi 6 mars à Reims pour une double visite, celle du centre régional d'insertion de la police nationale, ouvert en juin 1973, et celle de la C.R.S. 33, s'est adressé aux élèves policiers en tenue et aux officiers en tenue. « Je ne fais pas de distinction entre les différents corps de la police, a-t-il dit. La police est un service public comme la S.N.C.F. ou l'É.D.F. avec cette différence qu'il s'agit du premier service public. Sachez que votre présence est nécessaire à l'organisation des États ».

Faisant allusion aux incidents du bar le Thélème, le ministre de l'intérieur a indiqué qu'il ne « tolérera aucune faiblesse morale ou raciste ». « J'ai sanctionné les fautes, et tout récemment encore, a ajouté M. Poniatowski, mais, en revanche, il y a des attitudes injustifiées qui relèvent de la perversion intellectuelle de certains, qui conçoivent la société avec des policiers en prison et des bandits en liberté. Il faut traiter ces critiques par le mépris ».

Le ministre de l'intérieur a annoncé qu'au mois d'avril prochain il lancerait une action en direction des jeunes et des enfants. Il a indiqué également aux élèves en tenue que le stage dans des centres régionaux d'insertion, comme celui de Reims, durera six mois au lieu de quatre, à partir de l'année 1976.

« Affaire Casenave : mise hors de cause d'un officier. — Le ministre entend être absolument mis hors de cause », a tenu à préciser le procureur de la République de Reims après l'interrogatoire d'un capitaine du 92^e régiment d'infanterie, M. Marcel Watebled (Le Monde du 7 mars), dans l'affaire du crime de Saint-Omer - les Roches où Mme Ferné Casenave, femme du trésorier-payeur général de la région Auvergne, a été tuée. L'officier, après avoir été longuement entendu par la police, est sorti libre du cabinet du magistrat instructeur jeudi 6 mars vers 19 heures. — (Corresp.)

M. Mitterrand : l'honneur de la police c'est de reconnaître ses erreurs

Interrogé jeudi 6 mars par Etienne Mougeotte à Europe 1 sur l'affaire du Thélème, M. François Mitterrand a notamment répondu : « On apprend que dans le premier de ces cafés deux algériens ont été frappés dans des conditions extrêmement brutales, que cela a été comme une sorte de dévouement après les coups de feu et après que lui-même le premier incident, le premier accident, on s'aperçoit aussi que les deux personnes arrêtées dans l'autre café étaient deux consommateurs parfaitement innocents qui avaient consenti à voir avec l'affaire. On s'est dit : mais qu'est-ce qui arrive ? Sans doute a-t-on mis hors d'état de nuire trois gangsters qui, par là, sont restés dans le milieu de la pègre, mais aussi deux algériens qui ont déjà assez souffert dans leur vie de l'injustice et qui ont courageusement été soumis à des situations dramatiques. Et ensuite on va leur dire : c'est un raton, achète-le. Et puis on va arrêter ici et là des gens parce qu'ils ont fait un geste, que c'est un effet de quartier dans lequel il y a beaucoup d'Algériens. Ce sont mes voisins, je les vois, ils sont comme les autres, il y a beaucoup de gens comme ça ».

« Quand ces braves gens, en particulier ces algériens — je connais l'un des deux — se trouvent saisis et frappés par un réflexe raciste, on se dit : c'est une erreur et l'honneur de la police c'est de reconnaître ses erreurs ».

Après avoir, M. Mitterrand a dit qu'il ne croit pas que l'on puisse attaquer la justice sur ce plan

en disant, comme l'a fait M. Poniatowski : la justice est trop indulgente. « En vérité, la misère sociale n'est pas corrigée par la justice ou par certains juges, elle est corrigée par la justice. Mais d'une façon générale, quand une justice s'affirme indépendante, lorsqu'elle se veut indépendante, lorsqu'elle a le courage de s'affirmer comme telle, je crois que tout homme de bon sens, qu'il soit de droite ou de gauche, doit se dire que c'est une immense garantie pour la liberté, l'honneur et la sécurité des citoyens ».

« La C.F.D.T. dénonce et le racisme policier ». — M. Emibert Lestibère-Orgel, secrétaire national de la C.F.D.T. dénonce dans un communiqué le fait que « la police, lors des arrestations du boulevard Saint-Germain, s'est, au dire des témoins dignes de foi, odieusement acharnée contre un algérien, totalement étranger à l'affaire ». Il s'agit là, selon la C.F.D.T., de réactions racistes exemplaires, notamment après la visite de M. Valéry Giscard d'Estaing aux travailleurs immigrés de Marseille qu'il y a lors de l'affirmation d'intégration de l'Algérie. Selon le porte-parole de la C.F.D.T., c'est en mettant fin à leur utilisation comme volant de main-d'œuvre à bon marché par le patronat et en assurant la liberté et la protection auxquelles ils ont droit, que seront jugés les effets de la politique gouvernementale.

« Un groupe d'écritains et de journalistes français, parmi lesquels MM. Claude Bourdieu, Jean Cardonnel, Jean-Pierre Faye et Albert-Paul Lentin, dans un télégramme adressé lundi à M. Valéry Giscard d'Estaing dénoncent la répression sauvage et dilatoire commise contre M. Benachenhou et Oussaid ».

« JE REFUSE LES REGRETS » DÉCLARE M^e BENACHENHOU

M^e Benachenhou, grièvement blessé, vendredi 28 février, au cours d'une intervention des policiers au bar Le Thélème, a fait, le 6 mars, de nouvelles déclarations à l'hôpital Sainte-Anne, où il est actuellement soigné. M^e Benachenhou s'est déclaré convaincu qu'il n'avait pas été victime d'une erreur : « La plus terrible des coups que j'ai reçus n'est pas celui de la bastille, alors que les intervenants, dont je sais aujourd'hui que c'étaient des policiers, avaient investi les lieux. M^e Benachenhou a ajouté que les policiers voulaient empêcher le médecin de le soigner dans le car de police qu'il avait conduit à l'hôpital.

D'autre part, l'avocat a indiqué qu'il avait vu, au lendemain de son opération, un magistrat qui s'était présenté comme conseiller juridique de M. Poniatowski : « Il venait me transmettre les regrets du ministre. Je lui ai dit que j'acceptais sa visite en tant que magistrat, mais que je refusais les regrets d'un ministre qui n'a rien fait pour tempérer les ardeurs sauvages de ses policiers. Je suis révolté par le thème de l'erreur ou de la confusion. C'est quelque chose qui a été fait solennellement », a conclu M^e Benachenhou.

Dans la Meuse

CINQ ANCIENS DIRIGEANTS D'UNE COOPÉRATIVE AGRICOLE SONT CONDAMNÉS POUR ESCROQUERIE

(De notre correspondant.) Nancy. — Le tribunal de grande instance de Bar-le-Duc a condamné, mercredi 5 mars, à diverses peines d'emprisonnement, avec sursis, cinq anciens dirigeants de la coopérative agricole meusienne du Haut-Ormain (C.A.E.O.) dont le siège est à Gondreville (Meuse). M. René Hirschy, directeur de la coopérative de 1947 à 1970 avait prélevé plus de 500 000 francs sur les fonds sociaux de la C.A.E.O., somme qui, selon la défense, représentait de simples arrêts de salaire.

M. Hirschy avait bénéficié de la complicité de son épouse : ils ont été condamnés chacun à trois ans d'emprisonnement avec sursis et 10 000 francs d'amende. Trois autres dirigeants sont : M. Louis Chaudron, comptable de la coopérative, Jean Chaudron, ancien président et André Guillebaux, commissaire aux comptes, ont été eux aussi condamnés, le premier à un an d'emprisonnement avec sursis, les deux autres à six mois avec sursis. — (Corresp.)

A VERSAILLES Le tribunal administratif annule l'arrêté d'expulsion du pasteur Parker

Accusé « d'activités contraires à l'ordre public » et expulsé du territoire national le 21 septembre 1973, le pasteur écossais Andrew Harry Parker peut désormais revenir en France. Le tribunal administratif de Versailles a, en effet, décidé jeudi 6 mars d'annuler l'arrêté d'expulsion pris le 17 septembre 1973 par le ministre de l'intérieur à l'encontre du responsable du foyer de la Mission populaire évangélique de Nemours (Seine-et-Marne) de Nemours. C'est à la requête de M. Etienne Dailly, maire de Nemours et sénateur de Seine-et-Marne (gauche démocratique) que la procédure avait été engagée contre le pasteur après la publication du numéro de septembre 1973 du journal du foyer dans lequel un lycéen remettait en cause la fonctionnalité de la société. « Tout cela me donne envie de brûler les lycées », écrivait la jeune fille.

Exposé « manu militari », le pasteur confit aussitôt à ses avocats, M^e Jean-Jacques de Féloce et M^e Waquet, le soin d'attaquer la décision ministérielle. Le 15 janvier dernier, le tribunal administratif décidait une enquête à la barre et autorisait exceptionnellement le pasteur britannique à revenir en France pour une durée de trois jours, à condition toutefois qu'il s'abstienne de toute doctrine publique qu'il ne se rende pas en Seine-et-Marne. Toute l'audience du 15 janvier fut en fait consacrée à déterminer pourquoi,

le 15 septembre 1973, lors de sa comparution devant la commission spéciale d'expulsion présidée par M. Maurice Gauchon, vice-président du tribunal de Meun, le pasteur Parker s'était vu refuser l'assistance de M. Georges Velten, président de l'Association des Pasteurs de France. Puisque la commission avait déjà refusé d'entendre les témoins cités, M^e Jean-Jacques de Féloce s'était, pour sa part, refusé à assister son client. C'est pour ne pas risquer de commettre une grave faute de langage entraînant un contumace, et parce que le ne parle pas très bien le français, que l'avocat souhaita la présence à ses côtés de M. Velten en tant que témoin muet », avait, une nouvelle fois, soutenu le pasteur devant le tribunal administratif.

C'est finalement sur ce point précis que le tribunal s'est fondé pour annuler l'arrêté d'expulsion et condamner aux dépens le ministre de l'intérieur. « La commission s'est méprise sur la portée de l'expression « témoin muet », précisent les conclusions de la juridiction administrative. En réalité, M. Parker, même s'il s'est exprimé avec une certaine maladresse, explicable par sa nationalité, a demandé à être assisté du pasteur Velten, et le terme muet signifiait que M. Velten ne prononçait pas de paroles. Par suite, conclut le tribunal, M. Parker est tombé à son encontre par le ministre de l'intérieur qui intervint sur une procédure irrégulière ».

LEROY VOUS OFFRE : Ses fameux verres Studio 78. Sa nouvelle collection 75 "ultra light". Sa gamme complète d'appareils acoustiques. Ses verres de contact avec "Essai tolérance chez vous". LEROY L'Opticien de Paris 104 Champs-Élysées

6, 7 et 8 mars en avant-première présentation du prototype minolta XE-1 show caméra 7 Vous pourrez photographier gratuitement un mannequin qui évoluera devant vous de 11 h à 19 h (prêt d'appareils et films gratuits). exposition David HAMILTON au Bar-Auditorium 7 rue La Fayette - Paris 874.33.21 - 878.37.25

BRICOLEURS ! ASSAUT s'adresse à vous ! Dans une usine européenne contrainte de réaliser ses stocks, nous avons acquis 600.000 rouleaux de papier à tapisser. Nous les vendons de 4 à 10 F le rouleau... Aucun rouleau de papier n'est vendu au-dessus de 10 F. Nous avons également des rouleaux de vinyle à 20 et 25 F. Prix maximum... Voici le printemps, faites pénétrer le soleil chez vous grâce au festival de coloris que nous pouvons vous offrir. Papiers lavables, modernes, style, structures, etc. Et grâce à votre goût, votre talent et aussi grâce à ASSAUT, ce ne sera qu'une toute petite dépense. Vous trouverez dans la région parisienne un point de vente ASSAUT 21, rue Georges-Médéric - 94 - MAISONS-ALFORT Téléphone : 893-32-88 (Face à l'Ascocienne), ouvert même le dimanche (fermé le mardi), de 10 h à 12 h et de 14 h à 19 h.

Organisation de services... VIOLENCE ET POLICE... MINISTÉRIELS... HOTEL PARTICULIER... AV... HOTEL PARTICULIER... AVENUE INGRES, N° 1... AUX MESSULES

POLICE

La nouvelle organisation du service est contestée à Strasbourg

Le directeur de l'inspection générale de la police nationale, M. Georges Delamour, vient de se rendre à Strasbourg, pour enquêter sur les circonstances qui ont amené la convocation, au début de la semaine dernière, d'une assemblée générale extraordinaire de la section locale du Syndicat national de la police en tenue, assemblée au cours de laquelle furent dénoncées en termes

particulièrement vifs la nouvelle organisation et les méthodes de la police strasbourgeoise (« Le Monde » du 28 février). Si l'administration accorde un tel intérêt à une situation « a priori » purement locale, c'est qu'elle est significative de l'ambiance créée par la « réorientation » de la police, qui se traduit souvent par les hommes par un accroissement sensible des tâches.

Malaise grandissant en Italie

De notre correspondant

Rome. — Une jeune fille âgée de vingt ans, Mlle Clara Calabrese, a tenté de se donner la mort mercredi 26 février en se jetant du quatrième étage de son immeuble, dans la petite ville balnéaire de Barletta, sur la côte adriatique. Son fiancé avait été tué sous ses yeux quelques jours plus tôt et elle n'imaginait pas de vivre sans lui. Ce n'est pas par hasard si ce fait divers tragique mais archibanal a fait la « une » de journaux les plus poltriers : Giuseppe Marchisella, le fiancé, était agent de police ; il avait noué la mort dans l'attaque d'un bureau de poste de la capitale, près du Pantheon.

Le soir même deux cents de ses collègues manifestèrent sur la place de Venise, aux cris de « C'è sufit / ». Marchisella, déclaré inerte aux passants, est le trente-deuxième policier tué depuis quatorze mois. Ni la présence aux funérailles du ministre de l'Intérieur ni l'hommage de l'évêque et le télégramme du chef de l'Etat ne devaient apaiser cette indignation que partageaient en fait la plupart des agents de l'ordre.

Ils étaient près d'un millier, le 26 février, dans un grand hôtel de Rome pour réclamer un syndicat, un syndicat au grand jour, car il existe des associations fantômes auxquelles adhèrent de nombreux policiers. Mal à l'aise, exaspérés, ils exigent le renforcement des effectifs, une formation plus sérieuse, une meilleure auto-défense, des salaires plus élevés. A quoi s'est ajoutée une autre revendication qui a ému les télespectateurs italiens après les scènes de désespoir de Clara dans l'église San-Lorenzo : la possibilité pour un agent de police de se marier sans attendre les vingt-six ans réglementaires.

L'Italie ne compte pas une force de l'ordre, mais trois. La sécurité publique (183 000 hommes), le corps des carabinieri (80 000) et la garde des finances (40 000). Si l'on ajoute les 13 000 gardiens de prison, on arrive à la proportion d'un agent pour deux cent quarante Italiens, l'une des plus fortes du monde. Comment expliquer alors que les responsables de l'ordre public paraissent tellement divisés par les événements ? Tout d'abord les trois corps se gênent entre eux. C'est vrai surtout des carabinieri et des agents de la sécurité publique (P.S.), souvent affectés aux mêmes tâches et qui poussent l'émulation jusqu'à la concurrence ouverte. Si les premiers, jaloux de leur

« Tout pour la sécurité du citoyen » : telle fut la devise que le contrôleur général, M. Toussaint Mordini, le nouveau chef de la police de Strasbourg (cinquième ville de France pour la criminalité), se mit en devoir d'appliquer dès son arrivée en septembre dernier. Le corps urbain — 630 fonctionnaires en tenue — fut donc remodelé dans ce but. Circulation, maintien de l'ordre et services d'honneur furent réduits au bénéfice des commissariats et des bureaux de police des secteurs urbains (de cinquante-cinq actuellement, leur nombre devrait passer prochainement à quatre-vingt-cinq) et également créé un service de traile-neuf policiers-éducateurs, spécialistes de la circulation. En même temps, les tableaux de service ont été redis-

tribus afin de mieux adapter au cours de la journée et de la nuit l'évolution des effectifs aux besoins. C'est de ces bouleversements des habitudes qu'est née la « grogne » des policiers strasbourgeois. Ils constatent, en effet, que leurs collègues de la circulation, qui effectuent jadis trente-neuf heures hebdomadaires, sont aujourd'hui mobilisés chaque jour jusqu'à douze, voire quatorze heures. L'amplitude s'explique par l'adoption de la « journée discontinue ». M. Mordini répond que sur 116 gardiens, 32 seulement sont astreints à une double prise quotidienne, un jour sur trois, les autres conservant un service ininterrompu. La critique s'est néanmoins amplifiée au fil des mois. « Veut-on nous faire croire, demandent aujourd'hui

VIOLENCE ET POLICE

(Suite de la première page.) Pour fonder cette assise psychologique du pouvoir politique, l'Etat moderne dispose, parmi d'autres moyens, de la violence policière. Plus qu'en aucune autre institution, l'Etat s'incarne en sa police ; qu'elle soit active, puissante et redoutée par les malfaiteurs — ou du moins qu'on la craie telle, — et l'Etat remplit sa fonction séculaire. Mais qu'en certaines occasions la police se manifeste brutale, cruelle même, frappant injustement et sans discernement tous ceux qu'elle approche, innocents ou suspects, bons citoyens ou mauvais garçons, alors se lève la crainte irraisonnée, insupportable, qui livre l'esclave au maître. C'est cette fonction politique sacrée que la police assume, sans que ses membres en soient conscients le plus souvent, au-delà du maintien de l'ordre ou de la lutte contre le crime. Et, pour qu'elle remplisse cette fonction, il faut que, à certains moments, l'action policière se révèle

terrible aux simples citoyens, et qu'elle ne soit pas sanctionnée. Sans doute, à s'en tenir à la lettre de la loi, le citoyen agresse, molesté, dispose-t-il de recours contre la violence policière. Mais la réalité judiciaire est à cet égard navrante. Les victimes se plaignent, et leurs plaintes se perdent le plus souvent qu'on la craie telle, — et l'Etat remplit sa fonction séculaire. Mais qu'en certaines occasions la police se manifeste brutale, cruelle même, frappant injustement et sans discernement tous ceux qu'elle approche, innocents ou suspects, bons citoyens ou mauvais garçons, alors se lève la crainte irraisonnée, insupportable, qui livre l'esclave au maître. C'est cette fonction politique sacrée que la police assume, sans que ses membres en soient conscients le plus souvent, au-delà du maintien de l'ordre ou de la lutte contre le crime. Et, pour qu'elle remplisse cette fonction, il faut que, à certains moments, l'action policière se révèle

CIDENTS AU BAR « LE THÉLÈME »
rieur indique qu'il ne tolère
esse morale ou raciste

Le directeur de l'inspection générale de la police nationale, M. Georges Delamour, vient de se rendre à Strasbourg, pour enquêter sur les circonstances qui ont amené la convocation, au début de la semaine dernière, d'une assemblée générale extraordinaire de la section locale du Syndicat national de la police en tenue, assemblée au cours de laquelle furent dénoncées en termes

particulièrement vifs la nouvelle organisation et les méthodes de la police strasbourgeoise (« Le Monde » du 28 février). Si l'administration accorde un tel intérêt à une situation « a priori » purement locale, c'est qu'elle est significative de l'ambiance créée par la « réorientation » de la police, qui se traduit souvent par les hommes par un accroissement sensible des tâches.

Le soir même deux cents de ses collègues manifestèrent sur la place de Venise, aux cris de « C'è sufit / ». Marchisella, déclaré inerte aux passants, est le trente-deuxième policier tué depuis quatorze mois. Ni la présence aux funérailles du ministre de l'Intérieur ni l'hommage de l'évêque et le télégramme du chef de l'Etat ne devaient apaiser cette indignation que partageaient en fait la plupart des agents de l'ordre.

OFFICIERS MINISTÉRIELS & VENTES PAR ADJUDICATION

VENTE au Palais de Justice à Paris, le JEDI 20 mars 1975, à 14 heures
TERRAIN A SAINT-MARD
(Seine-et-Marne) - Contes de Dammartin-en-Goële
SUPERFICIE : 7.000 MÈTRES CARRÉS
sur lequel
EST ÉDIFIÉ UN ENTREPOT
AVEC QUAI RACCORDÉ A LA S.N.C.F.
MISE A PRIX : 1.000.000 DE FRANCS

VENTE AU PALAIS DE JUSTICE A PARIS, LE JEDI 10 AVRIL 1975, à 14 heures
ENSEMBLE IMMOBILIER, en COURS de CONSTRUCTION
sis à PARIS (17^e arrondissement)
AVENUE de WAGRAM, Nos 141-143
SE COMPOSANT DE DEUX IMMEUBLES
L'UN : SITUÉ EN FAÇADE SUR L'AVENUE DE WAGRAM, élevé d'un rez-de-chaussée et de HUIT étages.
L'AUTRE IMMEUBLE : situé en arrière de l'immeuble en façade, élevé sur sous-sol, d'un rez-de-chaussée et de DEUX étages.
CONTENANCE TOTALE : 1.561,21 m²
MISE A PRIX : 10.700.000 FRANCS

VENTE SUR LICITATION au Palais de Justice, à Paris, le JEDI 20 MARS 1975, à 9 heures
1) UN APPARTEMENT
2) UN IMMEUBLE
3) TERRAIN NU
4) UN IMMEUBLE OCCUPÉ

VENTE SUR PUBLICATIONS JUDICIAIRES au Palais de Justice à PARIS, le LUNDI 10 MARS 1975, à 14 heures
D'UN HOTEL PARTICULIER
SIS à PARIS (16^e arrondissement)
AVENUE INGRES, N° 1
Le tout d'une contenance de 644,41 m² et entièrement entouré de grilles
LIBRE de LOCATION - MISE A PRIX : 1.600.000 F

VENTE au Palais de Justice à Paris, le mercredi 19 mars 1975, à 14 heures
EN UN LOT
IMMEUBLE à BOULOGNE-BILLANCOURT (92)
35, boulevard JEAN-JAURES - SUPERFICIE 344 m²
MISE A PRIX : 150.000 F

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice à Paris, le mardi 19 mars 1975, à 14 heures
UN APPARTEMENT
situé dans un ensemble immobilier à RIS-ORANGIS (91)
MISE A PRIX : 20.000 FRANCS

Vente sur licit. Palais Justice Corbeil-Essonnes, mardi 18 mars 1975, 14 h. En 5 lots
4 LOTS A MEREVILLE (91)
1^{er} MAISON HABIT. ch. 3 ch. au 1^{er} ét. sous. base. M. à 40.000 F
2^o lot 5 a. 32 ca. de Bois « Les Ouches de Benoit » M. à 170 F
3^o lot 21 a. 49 ca. de Bois « Bois de la Manette » M. à 170 F
4^o lot 21 a. 49 ca. de Bois « Bois de la Manette » M. à 170 F

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 20 mars 1975, à 14 heures
1) PARIS (9^e), 31, rue FONTAINE
1 BOUTIQUE - 4 PIÈCES - 3 APPARTS Lots n° 1, 3 et 10
1 STUDIO - 2 CAVES Lots n° 2, 4 et 39
MISE A PRIX : 100.000 FRANCS
2) PARIS (19^e), 40, rue de MEAUX
1 BOUTIQUE Lot n° 1 - 2 APPARTEMENTS Lots n° 2 et 18
MISE A PRIX : 225.000 FRANCS

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice à Paris, le mardi 19 mars 1975, à 14 heures
UN PAVILLON SITUÉ A MENECY
(Département de l'Essonne)
34, rue François-Mansart
MISE A PRIX : 100.000 Francs

Vente au Palais de Justice à Versailles, le mercredi 12 mars 1975, à 9 h. 30
Pavillon d'habitation sis AUX MESNULS
(Département des Yvelines)
Lieu dit « LE VILLAGE », rue Neuve et rue Chenetel de 3 pièces principales droit à la jouissance exclusive et particulière du jardin étendant d'une contenance de 536 m² environ dépendant d'un ensemble immobilier en son état d'achèvement - Libre à la vente
MISE A PRIX : 100.000 F

VENTE au Palais de Justice à Paris, le jeudi 20 mars 1975, à 14 heures
1) PARIS (9^e), 31, rue FONTAINE
1 BOUTIQUE - 4 PIÈCES - 3 APPARTS Lots n° 1, 3 et 10
1 STUDIO - 2 CAVES Lots n° 2, 4 et 39
MISE A PRIX : 100.000 FRANCS
2) PARIS (19^e), 40, rue de MEAUX
1 BOUTIQUE Lot n° 1 - 2 APPARTEMENTS Lots n° 2 et 18
MISE A PRIX : 225.000 FRANCS

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice à Paris, le mardi 19 mars 1975, à 14 heures
UN APPARTEMENT à POISSY (78)
80, av. Fernand-Lafayette - Bât. C1 ou 6^o ét. - Cave - Garage - Parking
MISE A PRIX : 70.000 FRANCS

VERSAILLES
et administratif ainsi
point de passage Parker
6.7 et 8 mars
minolta
show camera
David HAWK
AT&T

مكتبات الأصل

Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

Vacances en banque

L'AIDE à la pierre ou l'aide à la personne ? Ces deux formules résument, pour les techniciens, les choix qui leur sont offerts lorsqu'ils veulent aider ceux qui ne peuvent (un Français sur deux théoriquement) à partir en vacances.

Faut-il, de préférence, encourager la construction d'hôtels, de « villages », de stations mieux adaptées aux possibilités financières les plus modestes ? L'Etat, c'est certain, ne peut s'en remettre à l'administration du tourisme, les collectivités locales, les entreprises, font des efforts sérieux pour cela : subventions, primes, prêts spéciaux... favorisent les installations destinées aux campeurs (1 400 000 places), aux familles (200 000 lits), aux habitants des gîtes ou des auberges rurales (70 000 places).

Cette politique a des limites, de plus en plus visibles. Les prix de construction, les frais de fonctionnement, s'accroissent dans de telles proportions que ceux à qui elles sont en principe destinées ne peuvent pas toujours fréquenter les installations du tourisme social. Marque d'argent, prix élevés. Il se produit pour les villages de vacances ce qu'on constate dans les H.L.M. : trop souvent seuls les cadres peuvent y séjourner.

D'où l'idée de mettre en place, à côté de l'aide à la pierre, une aide à la personne, d'imaginer une formule permettant de donner à ceux qui le souhaitent la possibilité de se payer des vacances. M. André Jarrot, le ministre de la Qualité de la Vie, puis M. Gérard Ducray, le secrétaire d'Etat au tourisme, ont récemment fait des déclarations dans ce sens. Au conseil supérieur du tourisme, un groupe de travail est chargé d'étudier la façon de passer des intentions aux actes. Parmi les formules qui lui sont proposées, la mieux préparée paraît être celle du « chèque vacances ».

Au départ, une expérience étrangère. Depuis 1939, la Caisse coopérative suisse de voyages distribue, chaque année, pour l'équivalent d'environ 153 millions de francs français de chèques vacances. Ces chèques, en forme de billets de banque, permettent, chaque année, à quelque trois cent mille personnes, de compléter leur budget vacances et de séjourner dans mille huit cents hôtels ou cinq cent cinquante centres de tourisme répartis sur tout le territoire de la Confédération et répertoriés dans un guide fort complet.

Pourquoi ne pas faire de même en France ? C'est ce que propose l'Union coopérative des chèques vacances, créée notamment par quatre centrales syndicales (C.F.D.T., C.G.T., FO, FEN), la C.F.C.E. coopératif restaurant et l'Union coopérative équipement loisirs. Elle présente ses propositions de la façon suivante :

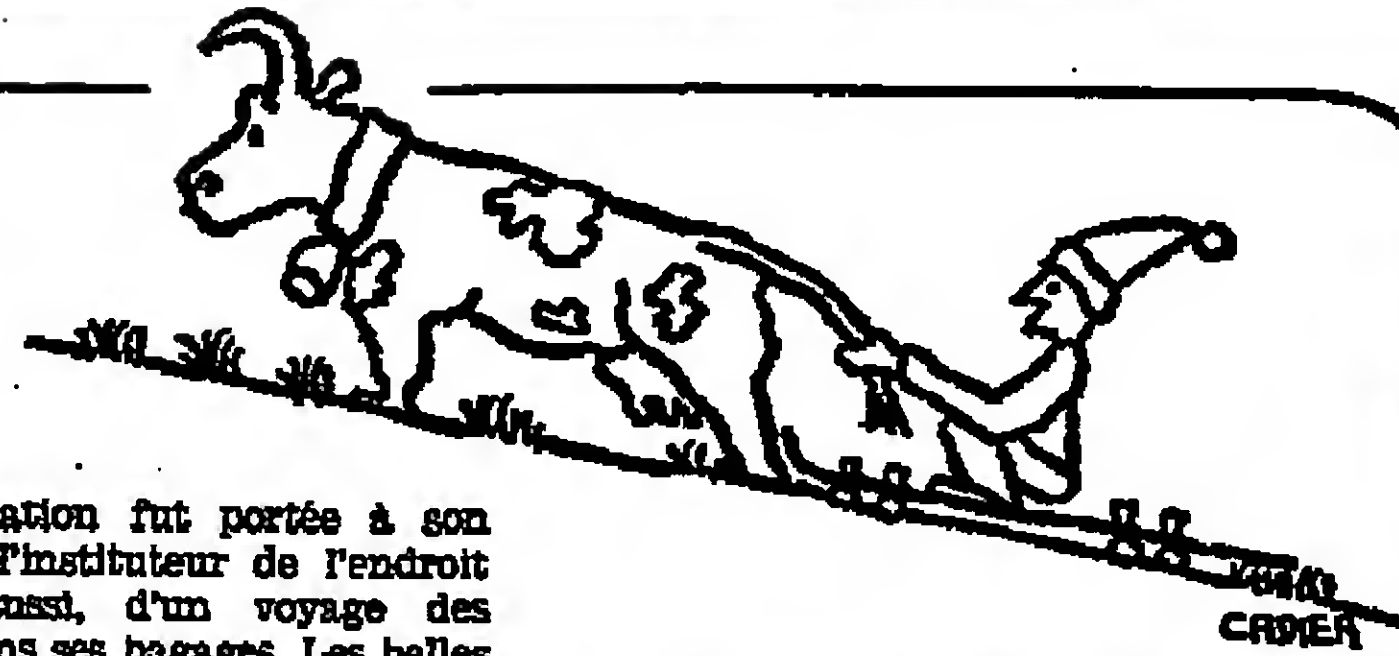
Chaque mois, les entreprises cèdent à leur personnel des chèques vacances à un prix inférieur à leur valeur, la différence étant prise en charge par l'employeur. Cette participation patronale représenterait, en moyenne, 50 % de la valeur du chèque vacances. Elle ne serait pas soumise ou versement des charges sociales et fiscales, comme c'est le cas, par exemple, pour le « chèque déjeuner », ou « titre-restaurant » pour lequel l'exonération est actuellement limitée à 1 200 francs par an et par salarié.

En accord avec le comité d'entreprise, cette participation serait modulée en fonction du salaire et des charges familiales, les salariés les plus bas étant les plus favorisés.

Les chèques vacances seraient valables aussi bien dans le secteur privé que dans les secteurs publics ou nationalisés, pour les séjours comme pour les transports.

Les inventeurs de la formule estiment qu'ils pourraient intéresser, à plus ou moins longue échéance, un million de salariés. Reste à savoir l'accueil que les pouvoirs publics — et surtout le ministre des finances auquel on demande une exonération pouvant porter sur des sommes importantes — réserveront à leur suggestion. La réponse pour bientôt ?

JEAN-PIERRE QUELIN.



LA NEIGE A OUBLIÉ LE SANCY

CETTE saison, les chasse-neige seront restés au garage dans les stations du Massif Central. Cette fois, nous avons dit à Clermont-Ferrand, pour rejoindre Super-Besse. Avec le temps qu'il fait... La pluie tombait au-dessus de 1 200 mètres. Le soleil qui, durant plusieurs semaines, avait éclairé les massifs, s'était mis, ce jour-là, en repos. Ça n'arrangeait pas le paysage et la vision de cette station noyée dans le brouillard, brisée et grise, avait une monton des Landes après la pluie.

Rien n'est plus rébarbatif qu'un site de montagne sans neige, en hiver. Les fleurs, les herbes et les petits oiseaux ne sont pas encore en place et c'est bien un sentiment de vacuité qui saisit le voyageur, à fortiori quand il arrive dans une station, une ville comme abandonnée, sale et sans raison d'être.

Embarras

Un petit groupe de braves redescendants, trempés jusqu'aux os, dont on ne sait quel convalescent végète. Etonnant plus ici où l'on glissait avec morosité vers des bifans médiocres, en songeant à la désastreuse image de marque qui courrait la campagne prochaine.

Le syndicat de promotion touristique du massif du Sancy, qui groupe les communes de Besse, Le Mont-Aux, La Bourboule, Murat-le-Maire, Chambon-

sur-Lac, Murat-Pichereand, Chastreix et La Tour-d'Auvergne, n'y allait pas par quatre chemins en demandant que les chasse-neiges soient simplement déclarés « zone sinistrée ». C'était il y a quelques semaines. Aujourd'hui, les esprits sont calmés et cette idée sans doute abandonnée. Mais il est certain que des mesures devront être prises pour sortir de l'embarras toute une catégorie de commerçants qui vont rencontrer les plus grandes difficultés à l'heure des impôts.

Pas de neige. Rien. D'ordinaire, à ce moment de l'année, la région floconne encore avec ardeur et les automobilistes se lancent avec la plus grande prudence sur les routes. Mais, depuis un long temps déjà, rien. Pas la moindre précipitation ; et quand bien même il se mettrait à neiger, la qualité n'y serait plus. De la « soupe ». On ne peut rien faire avec de la soupe et surtout pas inciter les skieurs à escalader les sommets.

L'idée qui vient, à voir ces stations en souffrance est qu'elles ont peut-être été construites à de peu raisonnables altitudes et que ce qui leur arrive aurait pu être prévu. Certainement pas, rétorquerait-on ici, et ce serait faire peu de cas du passé montagnard de la région qui n'a rien à apprendre des massifs alpins Oubliés — on que c'est l'abbé Blot, vicaire à Besse-en-Chandesse, qui ramenait d'Allemagne le premier — ce siècle avait quatre ans — une paire de skis apportés à ses parents à son service (on se déplaçait jusqu'alors à pied ou à che-

val). Et l'émulation fut portée à son comble quand l'instituteur de l'école ramena, lui aussi, d'un voyage des « planches » dans ses bagages. Les belles compétitions, les luttes idéologiques, tout ou molet et à la glissade. La grande époque.

Les anciens

On s'intéressera aux sports d'hiver dans ces zones montagneuses jusqu'à la fin du décollage de la seconde guerre mondiale. Il faudra attendre les années 60 pour assister à un regain, et à un succès véritable. Super-Besse, par exemple, à qui l'on octroie 3 000 lits, et qui en compte aujourd'hui 7 000, devra — s'il neige de nouveau un jour — étendre son domaine skiable sous peine de ne plus le voir répondre à la demande. Le Massif Central est définitivement lancé et la « catastrophe » de cet hiver ne devrait pas empêcher son avenir comme on veut le faire croire dans la région.

La situation, au demeurant, n'est pas si sombre, du moins pour ce qui concerne l'économie générale. Si la neige n'a pas été au rendez-vous, les skieurs, eux, seront néanmoins venus en nombre important, même si, depuis, ils ont eu tendance à écourter leur séjour. En outre, les facilités d'accès aux stations ont amené toute une clientèle peu soucieuse de poudreuse et qui trouvait là une occasion de partir sans risque à la montagne.

Médecine et voyages

Les tropiques sans imprudence

L'Afrique, l'Amérique latine, l'Asie, sont devenues de hauts lieux de tourisme, accessibles au plus grand nombre. Or, dans ces continents, la pauvreté, le peu d'hygiène et le climat favorisent des maladies que seule l'histoire rappelle pour mémoires en Europe, et que les médecins occidentaux, en raison de la rareté des cas et du manque d'information sur le sujet, sont souvent incapables de reconnaître et de traiter convenablement.

Il ne faut pas en déduire hâtivement qu'il est dangereux, donc déconseillé, de suivre un safari, de rechercher les ultra-violets au cœur de l'hiver et de fréquenter les clubs de vacances plantés sous le soleil permanent. Simplement, le touriste doit avant

pendant et après son voyage prendre la peine de se renseigner complètement, de suivre scrupuleusement les conseils qu'il ira rechercher auprès de services, d'organismes compétents ou d'ouvrages bien informés ; il doit savoir qu'il ne peut compter que sur ses dévoués « accompagnateurs » pour sa sécurité.

Restent nombre d'autres affections parasitaires : l'amibiase en est, dont les excès de diagnostic sont fréquents. Selon le pressoir Gantelin, qui dirige au CHU Pitié-Salpêtrière le département de parasitologie et de médecine tropicale, trop de diagnostics d'amibiase sont posés qui n'en sont pas et qui, paradoxalement, sécurisent à tort le médecin et le malade. C'est l'un des diagnostics biologiques les plus difficiles à établir et la confusion est couramment faite entre amibes non pathogènes banalement rencontrées dans la flore intestinale des animaux domestiques et amibes pathogènes responsables de la redoutable dysenterie amibienne.

Des mesures d'hygiène, « ne pas manger ni surtout boire n'importe quoi n'importe où », suffisent habituellement à éviter d'attraper ces hôtes indésirables dont il est fort difficile de se débarrasser par la suite.

Souvent on confond l'amibiase avec la « diarrhée des voyageurs » aux causes multiples, tant microbiennes que chimiques, liée tout à la fois aux conditions climatiques et aux changements de régime alimentaire. Encore appelée « touristite », cette affection spectaculaire mais souvent peu grave peut être rapidement enrégée par l'usage d'un décolorant intestinal. C'est pourquoi il est recommandé d'emporter toujours avec soi un sulfamide à action intestinale non résorbable ou un antiseptique intestinal, qui ne seront pris qu'en cas de gastro-entérite déclarée (car à titre préventif ils ne servent à rien).

La bilharziose, portée par un petit escargot d'eau douce, constitue sans doute la troisième grande affection parasitaire qui sévit aux Antilles, en Afrique, en Amérique latine, en Asie, que le touriste averti peut éviter aisément.

La bilharziose, dont l'une des formes provoque notamment un rétrécissement grave des conduits urinaux, se contracte par la peau, au cours d'une baignade. Il suffit, pour éviter, de ne pas se baigner dans

des eaux douces stagnantes ou légèrement courantes, quels qu'en soient les attraits lorsqu'il fait chaud, et malgré certaines exhortations de compagnons de voyage ou d'accompagnateurs inexpérimentés et sûrs d'eux. En zone d'endémie bilharzienne, seuls les bains de mer traités et surveillés ou dans la mer devraient être autorisés.

Prudence

Il existe d'autres affections parasitaires plus rares, limitées à des régions très précises, contre lesquelles il n'est pas indispensable de se prémunir, mais sur lesquelles il paraît utile de s'informer, et surtout qu'il convient de signaler dès l'apparition de la fièvre. La maladie du sommeil ou trypanosomiase qui fait partie de la « pathologie du safari » est, par exemple, en recrudescence actuellement.

Les maladies microbiennes et virales que peuvent contracter les touristes sont nombreuses et de deux sortes soit on peut se prémunir médicalement contre elles, soit on ne le peut pas ; dans ce dernier cas, toutes ces maladies de prudence et d'hygiène suffisent à éviter au plus grand nombre ces infections parfois sérieuses. Dans le premier cas, deux maladies retiennent avant tout l'attention : la variole, qui sévit surtout en Asie, mais dont la gravité est telle que, malgré l'annonce de sa disparition encore prochaine, elle est stigmatisée dans tous les pays du monde, et la fièvre jaune en Afrique, qui mérite l'une et l'autre indubitablement qu'une vaccination « à jour » (moins de trois ans pour la variole, moins de dix ans pour la fièvre jaune) soit exigée des personnes en partance pour des zones d'endémie. D'autres affections, comme la poliomyélite et le tétanos, justifient qu'on recommande personnellement aux

voyageurs, qui n'y sont jamais obligés, de se faire vacciner pour se rendre sous les tropiques. Ces deux maladies invalidantes, parfois mortelles, ont considérablement régressé en France, mais en Afrique notamment leur incidence et leur recrudescence justifient que le touriste vérifie avant de partir s'il s'est soumis à un « rappel », moins de cinq ans auparavant. La vaccination antipoliomyélique par voie buccale est anodine, d'une extrême simplicité et d'une parfaite innocuité ; la vaccination antitétanique (par injection) est pratiquement indolore et sans effets secondaires.

Quant aux chiens, le vaccin actuel à une efficacité et une durée limitées qui en minimisent l'intérêt, et l'inoculation anticholérique a été supprimée des carnets internationaux de vaccination. Beaucoup de pays en maintiennent cependant l'obligation. Un nouveau vaccin buccal, mis au point à l'Institut Pasteur, et dont l'efficacité est accrue et la durée prolongée à un an, promet d'être utile pour se rendre en zone endémique.

Enfin, l'hépatite virale, contre laquelle un vaccin est espéré pour les prochaines années, sévit avec intensité dans ces régions ; le nombre sans cesse croissant de cas observés chez des touristes qui ont transité dans des pays tropicaux, et pour lesquels ce fut un motif de rapatriement, est préoccupant. Au vu de cette énumération, le voyageur en puissance ne doit pas s'alarmer inutilement : comme le soulignait récemment un « médecin des tropiques », les dangers sont dix mille fois moindres que ceux des accidents de la route dans la vie courante ou qu'en vacances ceux de la pathologie sexuelle (maladies vénériennes)...

MARTINE ALLAIN-REGNAULT.



propos de nombreuses formules de voyages

DECOUVERTE INDIVIDUELLE

Vous avez des tas d'idées pour vos voyages et vous n'attendez de nous qu'un transport à bon marché ?

PARIS/NEW YORK : du 27/03 au 6/04 1090 F AR du 6/04 au 2/05 1050 F AR du 8/07 au 8/09 1250 F AR du 31/07 au 28/08 1200 F AR. Ces vols sont ouverts à tous, sans aucune discrimination.

CIRCUITS AVENTURE

Groupes de 12 à 15 personnes, avec un responsable N.F. en land-rover, à pied, à chameau ou à cheval... Forcément hors des sentiers battus !

- du 23 mars au 7 avril - du 4 octobre au 3 novembre

Decouverte du NEPAL 3250 F (2 semaines) 3350 F (4 semaines) avec transport Paris/Katmandou AR en jet

Bon à découper - à retourner à NOUVELLES FRONTIÈRES 63 avenue Desferrière-Rochereau 75014 PARIS tél 325.57.51 et 633.28.91

NOM Prénom rue N Ville

Je désire recevoir la documentation sur le voyage

Lic. 793A

Les conseils pratiques pour le voyageur peuvent se résumer comme suit :

Le candidat au voyage peut se renseigner auprès des services de pathologie tropicale des hôpitaux de l'Assistance publique, dans les consulats, les services médicaux des grandes compagnies aériennes, à l'Institut Pasteur, etc.

Le médecin qui souhaite parfaire ses connaissances pourra lire avec intérêt : Médecine tropicale par le professeur Marc Gantelin et coll. Flammarion, éditeur.

L'OFFICE DÉFEND PARIS DÉFENDEZ L'OFFICE

POUR NOS ADHÉRENTS INDIVIDUELS

- Spectacles, expositions, musées : des places et des entrées gratuites ou à très réduit.
- Editions : Paris Sélection, Lettre de Paris, Saison de Paris, plans, guides, posters, etc.
- Loisirs à Paris, en région parisienne, en province : dossier spécial vacances des Héritages de Paris.

Decouvrez le bulletin d'adhésion ci-dessous et retournez-le dûment rempli et accompagné du montant de votre cotisation à :

OFFICE DE TOURISME DE PARIS

Service Adhésions, 43, avenue de Friedland, 75008 Paris - Tél. 280-39-68

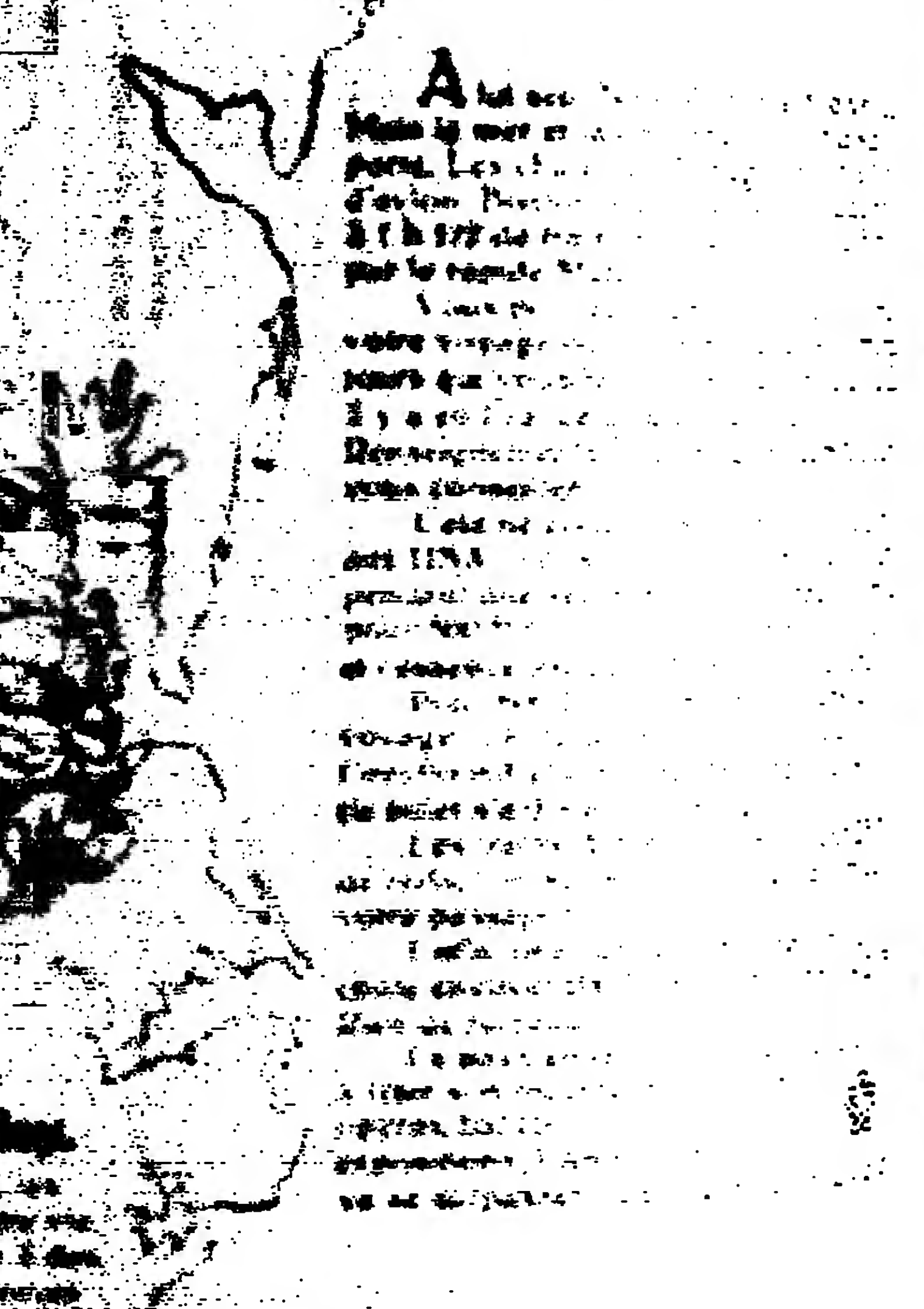
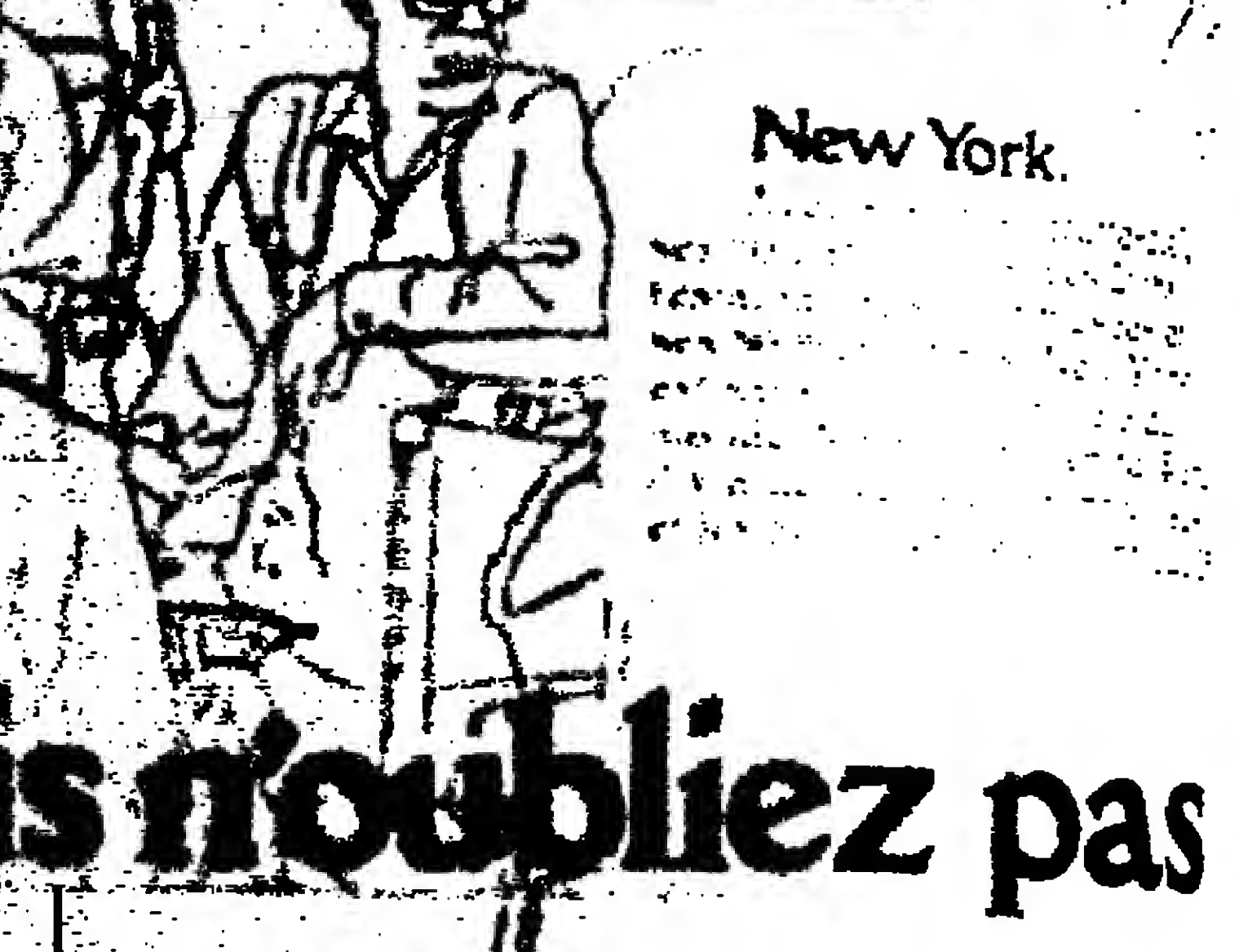
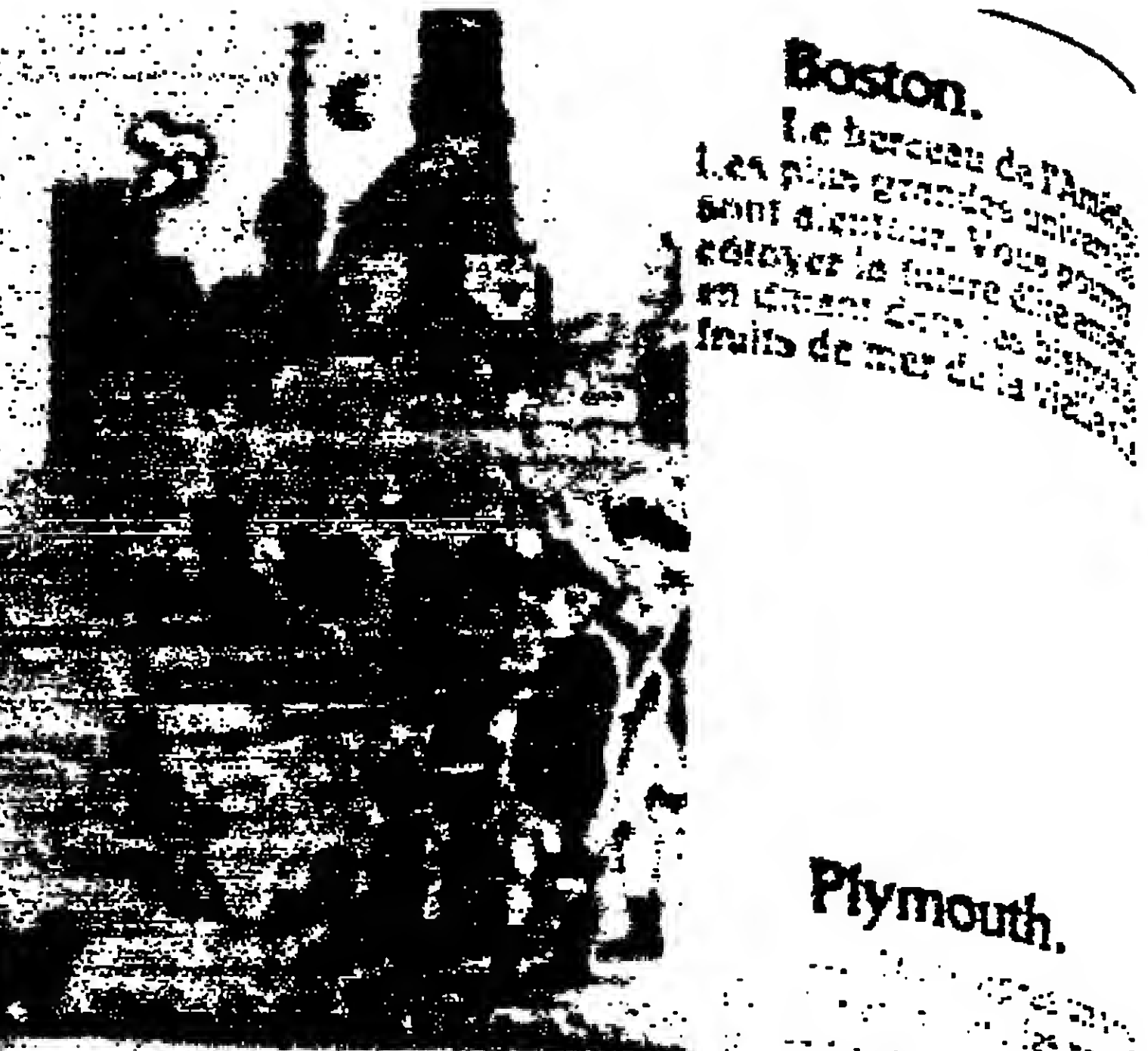
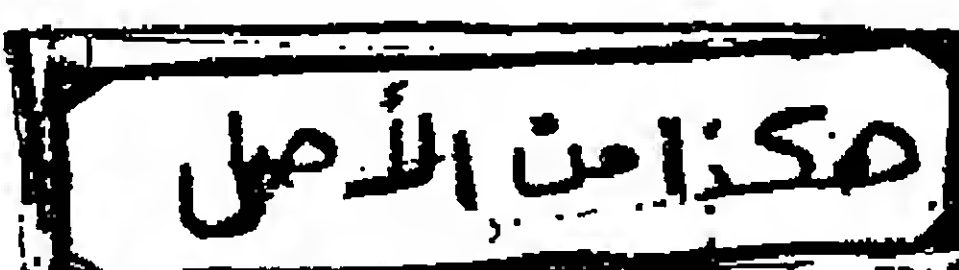
Nom Prénom

Profession

Adresse

Membre adhérent (150 F) Membre de soutien (100 F)

Prénom Nom



partir de 1.650 F
tous, tout compris : 1.595 F

سكزامن الأصل

PAQUES EN GRÈCE
Voyage culturel : Athènes - Mycènes - Delphes... DU 22 AU 31 MARS 1975

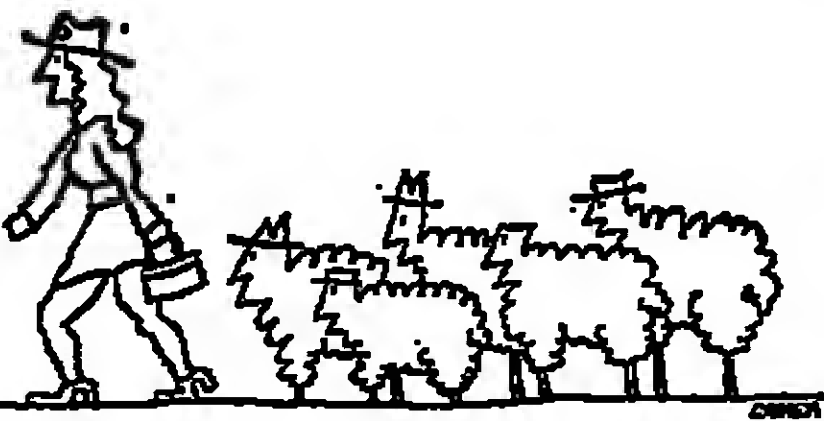
NEUF ou OCCASION
SKI CONCORDE ROSSIGNOL
SE VEND BIEN !
DETHY 887-27-01

Tourisme

Portrait

A dix-sept ans, débarrassée des « formidables » du baccalauréat, Odile, parce qu'elle éprouvait depuis longtemps...

L'ACCOMPAGNATRICE



N'A PAS PEUR
DES
MAUVAISES SURPRISES

riture et, dans la plupart des cas, une voiture de service (tous frais payés) lui permettant de courir d'un hôtel à un club...

Le surbooking

Depuis son premier week-end alpin, elle a mené ses clients dans les montagnes autrichiennes, en Espagne, en Sardaigne, aux Baléares...

Passionnant parce qu'il faut désormais... d'une année sur l'autre, les clients deviennent de plus en plus exigeants...

Passionnant encore, lorsqu'il faut savoir faire montre de psychologie, à l'heure des conciliabules... Les gens viennent, spontanément, se confier à leur hôte...

Faire face, c'est aussi l'art d'accompagner la cliente qui ne veut pas aller risquer de se faire rouler sur l'achat d'un souvenir dans un souk...

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

Salaire à la journée

Après cinq années de pratique, qu'est-elle en droit de penser de ce métier encore bien mal défini, si mal défini même qu'on se contente encore de mettre péte-mêle sous la seule étiquette de « personnel saisonnier » tous ceux qui l'exercent ?

D'abord, que l'absence de toute structure professionnelle fait courir le risque aux accompagnateurs, qui n'ont pas comme elle la chance d'être virtuellement employés à l'année...

De même, les accompagnateurs se voient soumis, en fonction des programmes des agences qui les emploient... et de la conjoncture, à de fréquents changements de statut.

Si on nous affecte à un poste fixe, hôte, d'accueil dans une station de ski des Alpes...

ou d'un village de vacances aux Baléares, par exemple, nous serons payées au mois. Salaire fixe, plus la gratuité du logement et de la nourriture, ou une indemnité équivalente...

Avec un salaire de départ très modeste — une débutante gagne péniblement aujourd'hui de 800 à 900 F par mois, auxquels s'ajoutent...

Exemple, une hôteesse confirmée touchera pour un séjour prolongé aux Baléares des émoluments tournant autour de 1 300 F par mois, auxquels s'ajoutent, si encore, logement, nour-

TOURISME
HOTELS RECOMMANDÉS

Campagne

MIRMANDE (Drôme)
LA CAPITELLE *** NN Cadre Méditerranéen Séjour ou étape Sud Valence...

26100 MONTMIRAL
Hôtel des Voyageurs *** NN tout confort - piscine - repas Superbe panorama sur le Vercors

SE-PARDOUX-LA-CROISILLE
19320 (Corrèze)
HOTEL BEAU SITE ** Cure d'air. Etang privé. Calme. Evénement dépliant.

Côte d'Azur

CANNES
LE SAINT-YVES *** NN, 48, boulevard d'Alsace, proximité Croisette. Jardin. Parking proximo. Tél. 82-85-29.

MENTON (06)
HOTEL DU PARC *** NN. Très mar et calme, plain centre. Parking. Cd part.

NICE
HOTEL FRANTZ *** NN (Plan centre) entièrement neuf, calme, jardin, piscine chauffée. Pension complète 120. 1/2 pension 100 TTC.

HOTEL GOUNOD ** 3, rue Gounod Annexe Soifal, central, calme, très confort, ch. et p. de 78 à 105, tout compris. Tél. (93) 82-82-30.

VILLEFRANCAIS-SUR-MER
HOTEL WELCOM *** bord de mer, calme d'été. Tél. (93) 80-70-26.

Montagne

Alpes du Sud. 04400 LE SAUZE, 1.400 m
HOTEL LE BARDU *** NN. Très des places, piscine chauffée, sauna, fontaine minérale. Tél. (93) 81-05-58

Provence

04-VILLENEUVE-de-Éta-Provence
sous le ciel le plus pur d'Europe REPOS, CALME, CONFOIT

LE MAS SAINT-YVES *** NN demi-p. à partir 39 F net. T. : 78-42-51

Ile de Jersey

(Iles Anglo-Normandes)
Petit Etat indépendant et joyeux ancré à 30 km des côtes normandes, Jersey a 30 km de long sur 10 km de large, 70.000 habitants. Le soleil y brille plus de 2.000 heures par an. La campagne est magnifique, les fleurs abondent. Les adorables petits ports de pêche font suite aux immenses plages de sable fin. Les vieilles auberges, les pubs sont pittoresques et les nombreux hôtels vont de la petite pension sympathique au palace de très grand standing (dîner dansant habillé).

Quant à la capitale, Saint-Hélier, elle grouille de vie et regorge de marchandises délectables. Dans cette petite île de paix et de beauté tout est différent mais tout est doux : la nature, les gens... et les prix.

À 70 minutes de Paris Orly Sud, Jersey vous attend dès demain. Nous serons heureux de vous adresser toute documentation en couleurs. Ecrivez à Office National du Tourisme, Service France I.L.C., Saint-Hélier, Jersey (Iles Anglo-Normandes)

Province

LE GRAND HOTEL DE BORDEAUX
2, place de la Comédie - Bordeaux. Garage gratuit - Tél. : 82-84-03 à 06.

Suisse

AROSA (Grisons)
HOTEL VALANGA. Première classe Courte de sentis. Piscine plein air et piscine couverte.

Les vacances c'est comme le reste, quand on connaît les bonnes adresses on peut avoir des prix.

Quand il s'agit d'acheter un pull, du champagne, un réfrigérateur, des disques... vous êtes organisé. Vous connaissez l'adresse où vous pourrez négocier réduction ou prix de gros.

Quand il s'agit de vos vacances, discutez-vous avec les Compagnies Aériennes ou les hôtels pour obtenir des rabais? non. D'ailleurs vous n'en auriez pas, vous le savez.

Alors pour évaluer vos dépenses, vous prenez les tarifs individuels et faites votre décompte personnel: avion aller-retour + chambres + déjeuners + diners + excursions... l'addition est sévère et vous fait peut-être remettre en question vos vacances 75.

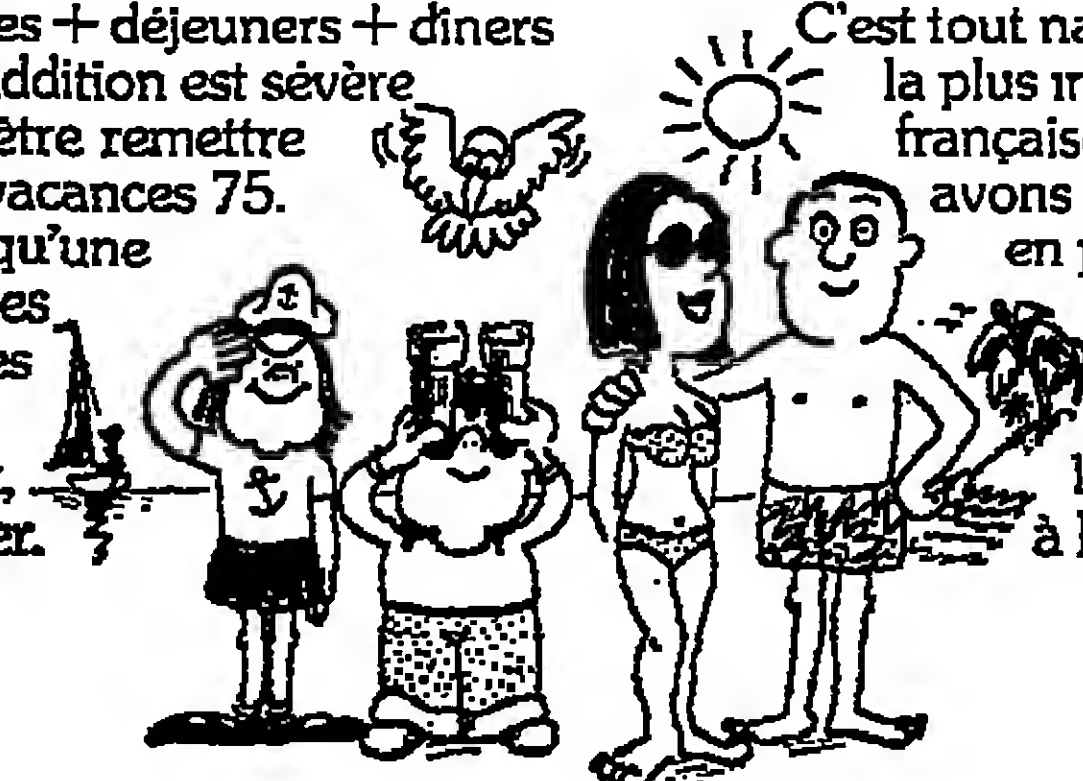
C'est alors qu'une adresse, une de ces fameuses adresses qui manque à votre petit carnet, peut tout arranger.

Cette adresse, c'est la nôtre, Havas-Voyages (en fait nous en avons 209 dans toute la France).

Vous venez nous voir. Vous nous expliquez ce que vous souhaitez comme vacances. Et nous faisons avec vous l'addition. Même avion, même catégorie d'hôtel, même qualité de repas, mêmes excursions... Nous arrivons moins cher, bien moins cher. Quelquefois jusqu'à 50 % de moins que ce que vous aviez compté.

C'est tout naturel. Nous sommes la plus importante Agence française de voyages. Nous avons des accords; vous en profitez. Maintenant une suggestion :

sortez votre fameux petit carnet et ajoutez l'adresse ci-dessous à la rubrique vacances



Havas Voyages conseille et garantit vos vacances. 200 AGENCES EN FRANCE.

Demandez nos brochures à l'agence Havas Voyages la plus proche de votre domicile, ou : à Havas Voyages : service documentation - 26, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

APPRENTIZ L'ALLEMAND EN AUTRICHE
Université de Vienne
Cours d'allemand pour étrangers
du 7 juillet au 26 septembre 1975 pour débutants et avancés

Mai et juin les mois idéals pour VACANCES
reposités et agréables dans la Suisse ou l'Italie du Nord.

riviera marocaine mer, sport et ...méchoui

Sur la rivière marocaine, Rif-Djebba, village de vacances V.V.T., une médina en amphithéâtre dans des collines verdoyantes avec le Rif en toile de fond et les pieds dans la Méditerranée.

5, boulevard de Vaugirard, 75015 PARIS

LE CLUB EN ISRAËL

Le Club Méditerranée a inauguré le 1er mars son soixante-huitième village, un village-hôtel de cent vingt-huit chambres situé au bord d'une plage de galets se pressant à mi-chemin entre Eilat et le port voisin d'Alkana, en Jordanie.

La situation géographique de ce nouveau point de vacances pas comme les autres : St. Gilbert Trigano estime, en effet, que la proximité de la Jordanie devrait contribuer à un effort de rapprochement par l'intermédiaire du Club entre les deux pays ennemis. Venant d'Amman, M. Trigano a annoncé d'entre part qu'il avait tout récemment signé avec les autorités jordaniennes un accord prévoyant la création de deux villages, l'un à Pétra, entre Amman et la mer Rouge, l'autre à Alkana, à courte distance de Coress, le village d'Eilat.

Le P.-D.-G. du Club estime qu'il serait possible d'établir entre la Jordanie et Israël un deuxième point d'accès (après le pont Alkemy, sur le Jourdain), et que la frontière devrait également s'ouvrir par voie de terre et de mer entre Eilat et Alkana.

A. Sc.

vacances vertes

des arbres, des lacs, des rivières, 20 000 ans de préhistoire et d'histoire, le charme de petits villages méconnus, une gastronomie prestigieuse, un certain art de vivre...

de vraies vacances pour des prix modérés.

Bon pour une documentation gratuite à envoyer à :
Caisse, Comité départ, Tourist, Préfecture, 91100 TULLE

limousin PERIGORD QUERCY

LIBAIR

« L'ETE » est déjà chez LIBAIR, voulez-vous connaître le programme détaillé de nos voyages ? Ecrivez-nous pour le recevoir.

LIBAIR
17, rue Turbigo - 75002 PARIS
tél : 508 06 80 et 231 53 99

Cor. Agence de voyages
L.C.A. 889

Tourisme

Témoignage
La Pologne sans arrogance

QUELLES vacances voulez-vous l'été prochain? Par tempérament ou tout simplement parce que l'hiver aura été fatigant, on peut aspirer à des vacances « classiques » telles que nos compatriotes les pratiquent par millions : un circuit touristique point trop long, parcourant de hautes agribandes dans des hôtels confortables ou des restaurants à la gastronomie réputée. Des garages équipés pour l'automobile et un accueil sans fioritures dans les centres d'intérêt touristique contribueront à faire de ces vacances un harmonieux mélange de détente et d'enrichissement culturel.

Dans ce cas, l'Europe est vaste et mieux vaut orienter ses recherches ailleurs que dans la zone comprise entre l'Oder et le Bug. En dépit de leurs formidables efforts qui se traduisent chaque année par la construction de dizaines d'hôtels et l'amélioration du réseau routier, les Polonais — et cela est vrai à quelques exceptions près de la plupart des démocraties populaires — ne peuvent encore vous fournir ce que vous attendez d'eux. Un pays sous-développé économiquement et de surcroît ravagé par la guerre a eu pendant trente ans d'autres préoccupations que l'accueil touristique. De plus, cette « industrie » nouvelle paraît fort mal adaptée au système socialiste et les recherches de nouvelles formules sont rares et le service souvent peu empreint. Les bons restaurants ne sont jamais ceux où l'on va d'instinct et plusieurs mois de séjour sont nécessaires pour découvrir les établissements « privés » de qualité ; les monuments intéressants ou les spectacles « à voir » représentent parfois autant de citadelles inaccessibles à celui qui n'a pas retenu sa place longtemps à l'avance.

Monuments-citadelles

Le Français rouspéteur ne trouvera là rien de ce qui fait sa « joie de vivre » onze mois sur douze : les routes sont assez étroites et peuplées de charrettes à chevaux ou de conducteurs pour les moins fantasistes ; les palais sont rares et le service souvent peu empreint. Les bons restaurants ne sont jamais ceux où l'on va d'instinct et plusieurs mois de séjour sont nécessaires pour découvrir les établissements « privés » de qualité ; les monuments intéressants ou les spectacles « à voir » représentent parfois autant de citadelles inaccessibles à celui qui n'a pas retenu sa place longtemps à l'avance.

Si malgré cela vous voulez réellement « faire » du tourisme en Pologne, recourez aux voyages en groupe, en général fort bon marché et remarquablement organisés.

Malgré tout, après deux semaines de « Gdansk-Torun-Varsovie-

Gracovie » tout compris avec un détour pour les bords de la forêt de Bialowiesza, vous aurez certes vu quelques jolis coins de ce beau pays, mais pas compris grand-chose à sa réalité profonde.

L'embarras du choix

La Pologne se mérite. Conditions essentielles : des rudiments de vocabulaire pour pouvoir exprimer quelques idées fondamentales dans une langue point aussi inabordable qu'on le pense ; des contacts avec l'un des 800 000 Français d'origine polonaise qui vous indiquera l'adresse de quelque coin resté au pays ; enfin, un équipement sérieux, tant sur le plan vestimentaire (pour affronter le froid, l'humidité ou le torride) que pour la subsistance (glacière portative par exemple) ou l'habitat (tente et sac de couchage).

Les vacances au pays de Copernic doivent comporter un thème ou être placées sous le signe d'une activité physique : — Les amoureux de la nature disposeront de terrains exceptionnels pour planter leurs piquets de tente puisque le camping est pratiquement autorisé en tous lieux.

— Les cavaliers peuvent participer, en Pologne centrale, à de merveilleuses randonnées d'une ou deux semaines à cheval.

— Grâce à une politique de protection de la faune particulièrement sage, le gibier est exceptionnellement varié et abondant. Les chasseurs peuvent donc s'adonner tout au long de l'année à leur sport favori.

— L'ancienne Prusse orientale, aujourd'hui la Mazurie, parsemée de collines boisées, est un paradis pour le navigateur. Plusieurs équipages de kayaks peuvent sillonner lacs et rivières en ne posant pied à terre — que pour l'indispensable ravitaillement dans les quelques villages point trop écartés de l'eau.

Grâce à toutes ces formules faisant plus ou moins appel aux organisations touristiques locales, le voyageur peut alors découvrir ce pays un peu secret et dont le charme réside dans l'application unique qu'il fait d'un système politique qui, ailleurs, n'a que rarement laissé autant de place à l'originalité : l'hospitalité du paysan, toujours prêt à accueillir l'étranger à sa table ou pour le nuit, l'extraordinaire rayonnement d'une Eglise au dynamisme unique en Europe, un artisanat populaire encore préservé et surtout, pour nous Français, l'étonnante complexité avec un peuple farouchement individualiste que des malheurs effroyables n'ont jamais fait plier. Toutes ces caractéristiques de la Pologne sautent aux yeux de celui qui a fait l'effort de chercher « d'autres vacances » dans ce pays infiniment plus varié que ne le croient nos compatriotes.

Désireux et cela est bien compréhensible, d'exploiter cette source de devises étrangères qu'est devenu le tourisme, les Polonais équipent progressivement leur pays d'hôtels modernes et de restaurants de classe internationale ; ils élargissent les routes et bâtissent des stations-service ; ils organisent les visites et ne déconcentrent pas les petits commerces que peut provoquer la venue de milliers de touristes « capitalistes ». Cette évolution est inévitable, mais, heureusement, le temps est encore lointain où la Pologne subira de plein fouet les « irréparables outrages » dont la plupart des régions méditerranéennes sont déjà les victimes.

PATRICK GAUTRAT.

* Office polonais du tourisme, 18, rue Louis-le-Grand, 75002 Paris, tél. 073-82-26.

BUDAPEST D'UNE RIVE A L'AUTRE



DES qu'on en approche, par l'un des grands boulevards qui conduisent au centre, tel le boulevard Bartok-Béla, on sent que, derrière les successions de faubourgs, il y aura une ville, belle aux dimensions de ses idées. Instinctivement, on cherche déjà le fleuve, inséparable de l'histoire, rencontrée à chaque pas, de Pest et de Buda. Car, sans être pour autant rivales, les deux villes longtemps ne communiquèrent que par la majestueuse Duna.

En 1849 seulement, les berges opposés furent réunies par le premier pont suspendu, le Lanchid ; détail authentique, moins connu que les quatre lions de pierre qui ornent les piles : les deux Anglais qui se virent confier le travail de construction s'appelaient l'un et l'autre Clark. Par la suite, sept autres ponts arrièrent Buda, rive gauche, sur la colline, fief sous le règne de Béla IV des princes magyars, à Pest, rive droite, étendue à l'intini sur la plaine hongroise, se vouant davantage au commerce.

Mais, bien que cour de la Hongrie depuis sept siècles, Budapest peut, en fait, se vanter de plus anciennes origines. Avant les Romains, une peuplade celte avait fixé son campement, en le baptisant « Ak-Ink », ce qui signifie abondance des eaux. Les légions consulaires agrandirent la colonie ; sous leur égide, le castrum militaire devint Aquincum, capitale de la province Pannonie.

Occupation, destruction, embellissement, Budapest connaît les vicissitudes des villes à la situation privilégiée. Peu à peu, de part et d'autre du Danube, ses contours se définissent. Mathias Corvin, nommé tantôt le Juste, tantôt le Terreur du monde, lui donne au quinzième siècle un éclat qu'elle ne perdra plus. Les Habsbourg laissent la cité aux Turcs (1686), pour mieux la reprendre plus tard. Budapest devient, sous l'impulsion de Kossuth notamment, le centre des libertés politiques de la nation. Son rôle pendant et après les guerres lui attire autant d'admi-

ration que par le passé. Elle semble née pour la gloire... Du Varhég, la colline couronnée de l'immense palais impérial, on a Pest, comme un livre ouvert, à ses pieds. Les Kört, les boulevards, défilent en bandes concentriques un étonnement de maisons, d'où émergent des pointes vertes de clochers à bulbe, et les sommets rigides des grands édifices : Opéra, université, musée et conservatoire.

Au centre, sert comme un joyau, le Parlement. Coupole, clochetons effilés, arcades, aiguilles de pierre dentelées, statues des princes de Transylvanie hâtant des rangées de fenêtres, reluisant en tremblant les mille fantaisies de l'art gothique dans une eau coulain brassée par de lourdes péniches ou de longs bateaux blancs. Au fond de l'avenue Nephoköztársasag, qui cache sous son parcouru la ligne de métro, les fondations du Varosliget, le « Bois de la ville », redessinent la silhouette du monument de la place des Héros.

Pour le cinéma

Ce parc populaire renferme une étonnante vision : le château de Vajdahunyad, datant de 1886, véritable burg qu'éclatèrent Victor Hugo, il méte, sans les faire jurer, les éléments des vingt et une réalisations architecturales les plus remarquables de Hongrie.

De ce côté-ci du Danube, on ne trouve qu'une suite ondante de collines. Buda est plus calme, plus artiste et intellectuelle que Pest. Elle étage ainsi ses souvenirs, ses vieux quartiers, ses monuments, témoins tangibles d'une histoire elle aussi très mouvementée. Tour de la Massue, église Mathias, restaurée sur plan du treizième siècle, bastion des Pêcheurs, Faubourg d'eau ; la porte de Vienne, qui côté les remparts, ouvre sur ces richesses le passage qu'empruntent par ruse les Turcs.

C'est là, des statues équestres achèvent de donner à l'ensemble une touche déjà par elle-même prestigieuse. La pizza et ses étendues infinies pour les galops

des chevaux est proche... Pasalon, innée loi, des courses fantastiques au vent de la steppe. La statue d'Andras Hedik nous rappelle les prouesses de ce cavalier à la tête de ses hussards.

Dernière le Varhég, ce sont les autres collines qui animent le paysage : Rozsa-Domb, champêtre, toute en ruelles tortueuses et jardins fleuris ; le Gellert-hegy, balvédère défendu par sa citadelle à 250 mètres au-dessus du fleuve ; Obuda, au nord, cité antique, oasis un peu oubliée, tartie en sources. Au-delà encore, le Szechenyihegy, véritable montagne vers laquelle grimpe un chemin de fer à crémaillère.

Lit par l'histoire aux Vienneois, les habitants de Budapest fréquentent avec autant de goût les périssoires, et même si le vie nocturne ne peut rivaliser avec celle d'autres capitales européennes, ils aiment se réunir, le soir, dans le fumée bleutée des cafés, dont le célèbre Emma. Autrement, dans les établissements saisis, les habitués disposent d'un réfrigérateur privé, le « piparium ». Par endroits, d'impressionnantes échafaudages en troncs d'arbres entiers, soigneusement assemblés, cachent pour des travaux de réfection d'anciennes demeures artistocratiques.

Les lumières se doublent dans l'eau noire, vacillantes, se confondant à l'horizon de l'île Marguerite. La difficulté des mots ne doit pas rebuter. Un des rares noms hongrois qui soit compréhensible et identique à ceux des autres langues est taxi ! Guide ad, qui vous conduira, à travers les quartiers Thérèse, Joseph, Elizabeth, François, à la recherche d'un passé discrètement présent. Avec le traicteur et l'élégance du tokay, qui tempère les feux du paprika, les impressions se brouillent...

Au coin d'une avenue plus sombre, la musique de Liszt s'accorde soudain aux rythmes mélancoliques des violons tziganes.

MANUEL ADEVE.

* Office hongrois du tourisme, 27, rue des Capucines, 75002 Paris, tél. 743-05-61.

Découvrez le Guatemala avec **KUONI**
12, bd des Capucines - 75009 Paris
33, bd Malesherbes - 75008 Paris

Pour leurs vacances de Pâques...
...confiez les à **Thomas Cook**
Thomas Cook vous propose des séjours de neige ainsi que des séjours d'études et de sports, dignes de ses traditions.
Destinations sélectionnées :
Pâques à MALTE (12/13 jours) dans une famille à partir de 1 660 F.
Pâques en SUISSE (10 jours) à MONTANA-CRANS à partir de 1 068 F.
Pour recevoir la brochure spécial jeunes, le demander à :
Thomas Cook
2, place de la Madeleine
75381 PARIS Cédex 08
Tél. : 280.33.20 Lic A. 85.

"Je suis propriétaire une semaine par an à Paris d'une chambre que j'ai choisie dans un hôtel que j'ai choisi la Résidence Champs-Élysées et cela pour toujours et pour 9 000 F"

et vous ?
Vous aussi, offrez-vous ce privilège. Celui de passer chaque année, à l'époque de votre choix, une semaine (ou plusieurs) dans un grand hôtel au cœur du Paris élégant des Champs-Élysées. C'est facile... Pour un prix très raisonnable, vous achetez tout simplement une chambre, votre chambre. Un personnel très qualifié — qui devient le vôtre — est là pour vous servir : réceptionnistes, bagagistes, lingères, valets et femmes de chambre... Et les services de l'hôtel pour votre plaisir : bar, salons, restaurants... Raison d'affaires ou de loisirs, peu importe : ce privilège peut devenir le vôtre. Résidence Champs-Élysées*** 92, rue La Boétie, 75008 Paris (7 jours : 9 000 F) Ce prix est donné à titre indicatif pour la période du 7 au 14 mars. Les Résidences Hôtelières Françaises : pour vivre à fond vos vacances.

R.H.F. vous propose également :
1 à Megève : Le Mont-Blanc***
2 à Chamonix : Le Carlton***
3 aux Méribles : Pierre-Blanche**/ Crêt-Voland**
4 à Beaulieu-sur-Mer : Le Bedford***
5 à Fréjus-Plage : La Capitale***
6 Le Trévise : Le Naviret***
7 à Paris : Résidence Champs-Élysées***

S'adresser sur place ou NOVIM 2, av. Montaigne, 75008 Paris 359.50.02 / 225.98.30

Bon à découper et à retourner à NOVIM, 2, avenue Montaigne, 75008 Paris
Veuillez m'adresser une documentation :
1 2 3 4 5 6 7

NOM : _____
ADRESSE : _____

TÉL. : _____ M 7-2

RHF
RÉSIDENCES HÔTELIÈRES FRANÇAISES
Propriété hôtelière à temps partiel

LE POINT MULHOUSE INFORME

Nous informons l'ensemble de nos membres de la diminution des prix parus dans les 10.000 brochures du programme 1975 distribuées à ce jour. Cette diminution concerne les vols à destination de Lima.

Nouveaux tarifs France - Lima - France :
vol du mois de juin : 1880 F
vol du mois de juillet : 1970 F
vol du mois d'août : 2080 F

Autres destinations :
YEMEN : 1380 F
INDES : 1680 F
MEXIQUE : 1680 F
AFGHANISTAN : 1580 F
GRECE : 680 F
TUNISIE : 570 F etc...

Pour tous renseignements complémentaires, adressez-vous à l'un des POINT-Contacts suivants :
MULHOUSE (68200) 4, rue des Orphéens Tél. (89) 42.46.96 42.44.61
PARIS (75017) 2, place Wagram (à partir de 17 h)
LYON (69005) 3, rue des 3 Maries (mardi, mercredi, jeudi à partir de 18 h)

Portrait
L'accompagnement
COMPAGNATrice
N'Y PAS PEUR DES MAISES SURPRISES
riviera marocaine
mer, sport et ...méchoui
LIBAIR
limousin PERIGORD QUERCY

سكنا من الأصل

سكزامن الاصل

Tourisme

VOYAGER ENTRE LES LIGNES

QUAND PARIS SAUTE AUX YEUX

MICHEL Bagot ne craint pas la difficulté : il ne veut rien moins que nous proposer à la fois un livre à lire et à regarder. Pas n'importe comment, et c'est ici où l'entreprise était hardie.

suffisamment grande pour que l'utilisateur puisse sans peine, au premier coup d'œil, localiser tous les centres d'intérêt (restaurants, cafés, théâtres, hôtels, magasins, galeries d'art, stations de métro, bureaux de poste, etc.) figurés par un symbole précis, tel a été son souci, souci partagé avec Jean Toche, co-auteur de l'ouvrage.

Un guide « visuel »

« Un guide visuel », comme le notent les auteurs, car « l'œil est sans contestation l'instrument idéal d'appréhension d'une ville », mais « encore faut-il faire rapidement le lien entre ce que l'on voit et ce que l'on lit ». C'est ici, peut-être, que les critiques pourront s'exercer en reprochant au Guide d'inevitables absences, voire parfois un rasérasse un peu trop « lâche ». Encore convient-il de noter que, dans leur grande majorité, les plans sont réalisés avec soin et clarté, et répondent au but visé.

Pour simplifier la tâche au lecteur, on a soigneusement Paris en sept grands secteurs qui englobent la totalité des quartiers d'intérêt majeur. Pour le reste de la ville, on s'est montré plus succinct, mais sans omettre cependant de repertorier avec le même soin les points essentiels.

Un travail original, et qui a le grand mérite d'avoir voulu d'abord mettre le promeneur en contact direct avec l'ensemble des réalités parisiennes.

Paris-Guidorama, par Michel Bagot et Jean Toche. Stock, édit. Un volume, 292 pages, 25 F.

Les Alpilles, encore...

On sait les menaces qui pèsent sur le massif des Alpilles. Pechiney a déjà planté le fer, et le développement de Fos fait courir les risques les plus graves à ces lieux où « respire la Provence fière », comme l'écrit Jolliant Hervé Alliquot aux premières pages de son livre.

Guide historique et touristique, les Alpilles méritent de passer entre bien des mains, y compris celles, sacrilèges, des industriels, de l'administration et des promoteurs privés. Ils y apprendraient que, des Beux à Saint-Rémy, d'Arles à Beaucaire, tout un patrimoine humain et architectural — la beauté du paysage est-elle à rappeler ? — mérite bien plus encore que le respect et à droit à une sauvegarde sans réserve.

LES ALPILLES, par Hervé Alliquot, Aubanel, éditeur à Avignon. Un volume illustré, prix : 22,70 F.

Où allons-nous déjeuner ?

Mille neuf cents adresses, dont la plupart proposent des repas à moins de 20 F : la dix-septième édition du Guide de « l'Auto-Journal » ne faillit pas à sa règle : sélectionner autour de quelques grandes et très grandes tables des maisons plus modestes mais toujours honnêtes.

Pour Paris et sa banlieue, 213 adresses, et toutes les autres

glanées au hasard des routes, des villages, des bourgs et des villes de France.

* GUIDE DE « L'AUTO-JOURNAL » : 43, bd Barbès, 75008 Paris, Cedex 18, 145, 178-37-39. Prix : 16 francs.

La France des tropiques

Plus précisément destiné aux agents de voyages en tant que « manuel des ventes », le Guide de la France des tropiques, récemment édité sous l'égide du commissariat à la promotion des investissements dans les départements et territoires d'outre-mer, mériterait grandement d'être diffusé auprès du grand public.

En effet, pour chacun des ter-

ritoires figurant dans cet ouvrage essentiellement pratique (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Saint-Pierre-et-Miquelon, Antares et Iles, Comores, Réunion, Nouvelle-Calédonie, Nouvelles-Hébrides, Wallis et Futuna, Polynésie), une notice très complète résume, à côté d'une carte bien lisible et détaillée à souhait, l'essentiel des données indispensables.

Liaisons intercontinentales et locales, formalités d'entrée, géographie, histoire, population, folklore, climat, faune et flore, monnaie, services publics, agences de voyages, bibliographie, font chacun l'objet d'un texte précis et peu avare de détails.

* COMMISSARIAT À LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS DANS LES DOM-TOM : 83, boulevard du Montparnasse, 75006 Paris, tél. 325-90-40.

POUR ÊTRE A LA PAGE

LA MONTAGNE EN DIX LEÇONS (par Paul Vincent, Hachette éditeur, prix 27 F). Faune et flore de nos massifs, un peu d'escalade et comment construire votre chalet de à 2. Maurice Herzog l'écrivit dans la préface : « Merci à Paul Vincent pour ce retour aux sources ».

DECOUVRIR LA BELGIQUE ROMANE (par Pierre-Jean Foulon et Claude Haumont, Guides Marabout, prix 14,50 F). Dans une collection qui a trouvé son rythme et sa méthode, un petit manuel très complet des richesses romanes de nos voisins belges et l'inventaire de « cet art qui a unifié l'Europe ».

LA GRANDE-BRETAGNE (par F. et E. Bédarida, Presses universitaires de France, collection « Nous partons pour... », prix 49 F). À mi-chemin entre le guide et la monographie, voici la Grande-Bretagne, dernier titre d'une collection déjà connue. Le pays et ses habitants, son histoire, ses mouvements les plus importants, région par région. À noter la clarté des cartes et la qualité de l'illustration.

VOTRE GUIDE A... Une nouvelle collection, « Pour un nouveau état d'esprit du voyageur ». (Hachette). Premiers volumes annoncés : « À Java et à Bali », « En Thaïlande et au Laos », « À Ceylan et aux Maldives », « À Marrakech ». Très loin des gros volumes bleus, Hachette présente ici, « en style direct », un condensé de ce que doit savoir un touriste moderne — et curieux, — qui aime aussi faire du shopping et dénicher un bon restaurant (Océa parus : « À Venise », 25 F, et « Aux Baléares », 23 F).

BIEMANIE (par Claude Belchiet et Emmanuel Gaillon, éditions du Seuil, collection Petite Plaque, prix 14,00 F). Entre la Chine, l'Inde et le Bangladesh, un « blanc » sur la carte politique. Depuis maintenant plus de dix ans, un régime social-militaire tente de concilier des missions (quelques dizaines d'années) par la carte politique. Depuis maintenant plus de dix ans, un régime social-militaire tente de concilier des missions (quelques dizaines d'années) par la carte politique.

TOUS PARIS EN POCHES (par Jacques-Louis Delpech, Le Livre de poche, prix : 15 F). L'auteur connaît la capitale... comme sa poche et nous en fait un premier guide. Musées et cabarets, restaurants et vieilles pierres, hôtels et monuments, avec, en prime, de nombreux plans, cartes, etc.

MAISONS DE CHARPENTIERES AMATEURS AMERICAINES (par Art Boeckhe et Barry Shapiro, éditions du Chêne, prix : 70 F). Les États-Unis retournent-ils petit à petit vers l'architecture « sauvage » de leurs ancêtres pionniers ? Voici un reportage photographique étonnant, où des gens de toute condition montrent les maisons qu'ils ont construites avec des matériaux locaux récupérés, avec l'aide avant d'une imagination confondante... L'architecture spontanée des nouveaux Robinsons.

La capitale façon Moyen Age

PIERRE LAVEDAN, directeur honoraire de l'Institut d'urbanisme, membre du Conseil supérieur des monuments historiques et de la commission du Vieux Paris, à qui on doit une Histoire de l'urbanisme, vient de publier en collaboration avec Mme Jeanne Eugueney, l'Urbanisme au Moyen Age, édité avec une préface de la C.N.R.S., par les soins de la bibliothèque de la Société française d'archéologie.

Comme le précise l'avant-propos : « L'ouvrage considère les formes du plan comme les géographes considèrent les formes du terrain ; il en propose une explication, une classification. Bref, ce n'est ni une histoire politique, ni une histoire économique, juridique ou sociale des villes, quoiqu'il fasse appel à toutes ces notions. C'est une étude de morphologie urbaine ».

La notion des ensembles urbains, dont il est si souvent question depuis quelques années, ne date pas d'hier. Elle existait au Moyen Age, selon la tradition léguée par l'Empire romain, sommet de l'urbanisme. L'ouvrage de M. Lavedan et de Mme Eugueney nous permet de la mieux comprendre, comme il nous fait comprendre aussi la distinction souvent difficile à établir entre les villes créées et les villes spontanées : entre les anciennes villes romaines, noyaux des cités du Bas-Empire, qui ont donné peu à peu naissance à des villes médiévales et les nouvelles agglomérations qui, à partir du onzième siècle, ont fait leur apparition un peu partout en Europe. Certaines d'entre elles, dites « villes d'accessions », se sont formées dans des régions que Rome n'avait jamais occupées, en se regroupant parfois autour d'un élément non urbain comme un château fort ou un monastère.

Enfin, c'est l'urbanisme médiéval dans l'Europe tout entière que l'ouvrage de M. Lavedan et de Mme Eugueney nous fait découvrir. La partie iconographique de l'Histoire de l'urbanisme au Moyen Age ne le cède en rien à l'intérêt du texte. Plus de cinq cents plans, dessins, figures et photographies viennent très heureusement compléter ce remarquable ouvrage.

ANDRÉE JACOB, « L'Urbanisme au Moyen Age », (Bibliothèque de la Société française d'archéologie n° 5), 165 F.

SKI AU SOLEIL DES ALPES DU SUD

Hôtel le Dahu *** N.N. 04400 LE SAUZE Piscine extérieure chauffée Sauna - Tennis Encore quelques places en mars Tél. : (02) 81-05-59

VACANCES DE PAQUES CENTRE DU DOURDY A LOCTUDY (29 S.)

- Penty-Gites (bloc cuisine) : 225 F par semaine + chauffage - Penty-Village avec restauration : 18 à 29 F par jour + chauffage - Maison Familiale : 20 à 31 F par jour. - Studios avec restauration : 17 à 28 F par jour. SERVICES ET ACTIVITES : - Balise-Gardiote. - Plats cuisinés. - Animation. INSCRIPTIONS : AU CENTRE DU DOURDY Tél. : 87-42-76

ASIE

bali 3 950 f tokyo 3 650 f ET 300 VOYAGES SUR « L'EXTRÊME-ORIENT » CHARTERS GROUPES INDIVIDUELS VOYAGES PROFESSIONNELS CENTRE D'INFORMATIONS TOURISTIQUES DE L'ASIE DU SUD-EST 163, avenue du Maine 75014 PARIS 567-04-51 - 783-48-16

Stop à l'inflation !

y compris pour vos vacances Profitez de superbes vacances balnéaires dans des hôtels de tout premier ordre, à des prix enfin raisonnables ET GARANTIS POUR 5 ANS ! Environ 20 F.S. seulement, par nuit et par personne sans augmentation jusqu'en 1979.

Renseignements et inscriptions : VOTRE AGENCE DE VOYAGES HABITUELLE ou directement :

- FIDE - TOURS S.A. Via di Saco 2 - 6500 BELLINZONA/CH Tél. 092-25-59-37 Telex 79622 CH.



la fête, c'est contagieux. Le Portugal, c'est le sud, le soleil, la mer et les fêtes. L'hospitalité élevée à la hauteur d'une tradition. Et toutes les ressources d'un pays chaleureux. Le Portugal c'est aussi la joie de tout un peuple en liberté. Dans l'euphorie et dans la fête. Une fête de tous les jours qui se lit sur les visages, dans les sourires et qui se prolonge la nuit. Le jeune Portugal vous ouvre ses portes, prêt à partager avec vous sa joie de vivre. Ce climat, cette chaleur nouvelle, vous les trouverez chez nous. OFFICE NATIONAL DU TOURISME PORTUGAIS - 2, rue de la Harpe - 75001 PARIS - Tél. 075-4671 - 742-9941 - Telex : 225390. TRANSPORTS AERIENS PORTUGAIS - 9, rue de la Harpe - 75001 PARIS - Tél. 075-4671 - 075-5191. OFFICE COMMERCIAL DU PORTUGAL - 11, rue de la Harpe - 75001 PARIS - Tél. 075-4671 - 075-5191.

Portugal tout prend un goût de liberté

USA & CANADA

ALLER/RETOUR A PARTIR DE 1550f (Canada 1675f)

Une nouvelle formule avec les spécialistes de l'Amérique du Nord. Appelez : 073-50-56 15, rue Daunou, Paris-2 ou adressez-vous à votre Agent de Voyages.

Greyhound Varajet

LE MONDE

LES S

ARTS

200 LES BRUX américaines

Tourisme

165 F

c'est l'Angleterre en voiture par PHOVERLLOYD

100 à l'heure sur un paquebot volant... L'HOVERLLOYD, c'est un voyage fabuleux en 40 minutes avec au bout l'autoroute de Londres.



HOVERLLOYD

PLUG VITE MOINS CHER VERTI L'ANGLETERRE

adresse ville code postal

Désire recevoir gratuitement une brochure HOVERLLOYD

A retourner à HOVERLLOYD

Hoverport International

62106 Calais

réclamation acquies par les traniens.

Il n'empêche. La pression est là et la question demeure entre Yvoire et Saint-Gingolph de s'ouvrir davantage sur le lac, tant pour les nécessités du tourisme que par souci nouveau de la « qualité de vie ».

Les devises fortes les concurrents ont été défaits dans cette entreprise. L'inquiétude est venue, en conséquence, de la résistance qui trouve ses racines dans le sentiment populaire.

Au vrai, certaines d'entre elles n'avaient pas attendu le 26 janvier pour conquérir du terrain. A la suite de Thonon, on n'aime pas le mot « conquérir ».

de « conservatoires ». Et de citer l'exemple de « la Révoirée ». Sollicité par un émir, le propriétaire est venu spontanément proposer un prix inférieur d'un million de francs (tourna) à l'offre russe.

Pour autant, la côte lémanique est-elle désormais à l'abri de toute conquête par l'argent, avec ou sans odeur de pétrole ?

D'ailleurs, précisait-il, notre intention n'est pas de tout acheter en réserves foncières. Nous ne le pourrions pas, et nous ne saurions qu'en faire.

JEAN RAMBAUD.

(1) La municipalité s'efforce d'obtenir une expropriation pour cause d'utilité publique.

LE LÉMAN, LES ÉMIRS ET LES SUISSES

Thonon-les-Bains. — En février, festives, canards, mouettes, cygnes, moineaux en bande font plus de bruit que les touristes sur le port de Rives à Thonon-les-Bains.

Côté suisse, n'en parlons pas. Villes et grandes propriétés l'ont si bien comblé qu'il n'y a plus de plages publiques. C'est pourquoi les Genevois, notamment, ne rentrent pas les deux yeux fermés.

Mais le projet n'est pas si simple. Passé et présent se conjuguent pour rendre la côte indisponible. Hier les grandes fortunes ont occupé — moins qu'en Suisse — les rives les plus agréables.

Qu'en est-il ? Certes la pression de l'argent est forte sur ces rives privilégiées, mais il semble que, en fait, le projet n'est pas si simple.

pro-loup 1600-2500. La station d'un été heureux sous le soleil méridional.

ARTS ET VIE. Association culturelle agréée rappelle à ses adhérents qu'il reste quelques places disponibles pour le circuit culturel « DÉCOUVERTE DE LA BOURGOGNE ».

DECOUVERTE ET CULTURE. Loisirs. EN REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE.

du 9 juillet au 31 juillet. PEKIN - CHEKIATCHANG LINSHIEN TCHANGCHA CHAOCHAN - KOUÉILIN KOUANGTCHÉOU.

du 8 octobre au 30 octobre. PEKIN - CHEKIATCHANG TACHAI - SIEN - CHANGHAI KOU ANGTCHÉOU.

Koweït dans les eaux américaines

RIEN n'est simple pour la Koweït Investment Company, qui espérait bien pour-tant faire de l'île de Koweït, au large des côtes de Caroline du Sud (Etats-Unis), un modèle de ce que les investissements arabes pouvaient faire en Amérique.

Il s'agissait de transformer l'endroit en lieu de vacances et offrir aux touristes et acheteurs éventuels villas et hôtels équipés des meilleures installations de sport et de distraction.

les orres 650-2770. Neuron des nouvelles grandes stations des Alpes du sud.

GUIDE DU PEROU UNICLAM. Pérou: l'invitation au voyage. Voici le premier et le seul guide complet sur le Pérou, son histoire politique et son économie.

S LIGNES

POUR ÊTRE A LA PAGE. Les lignes de la semaine prochaine.

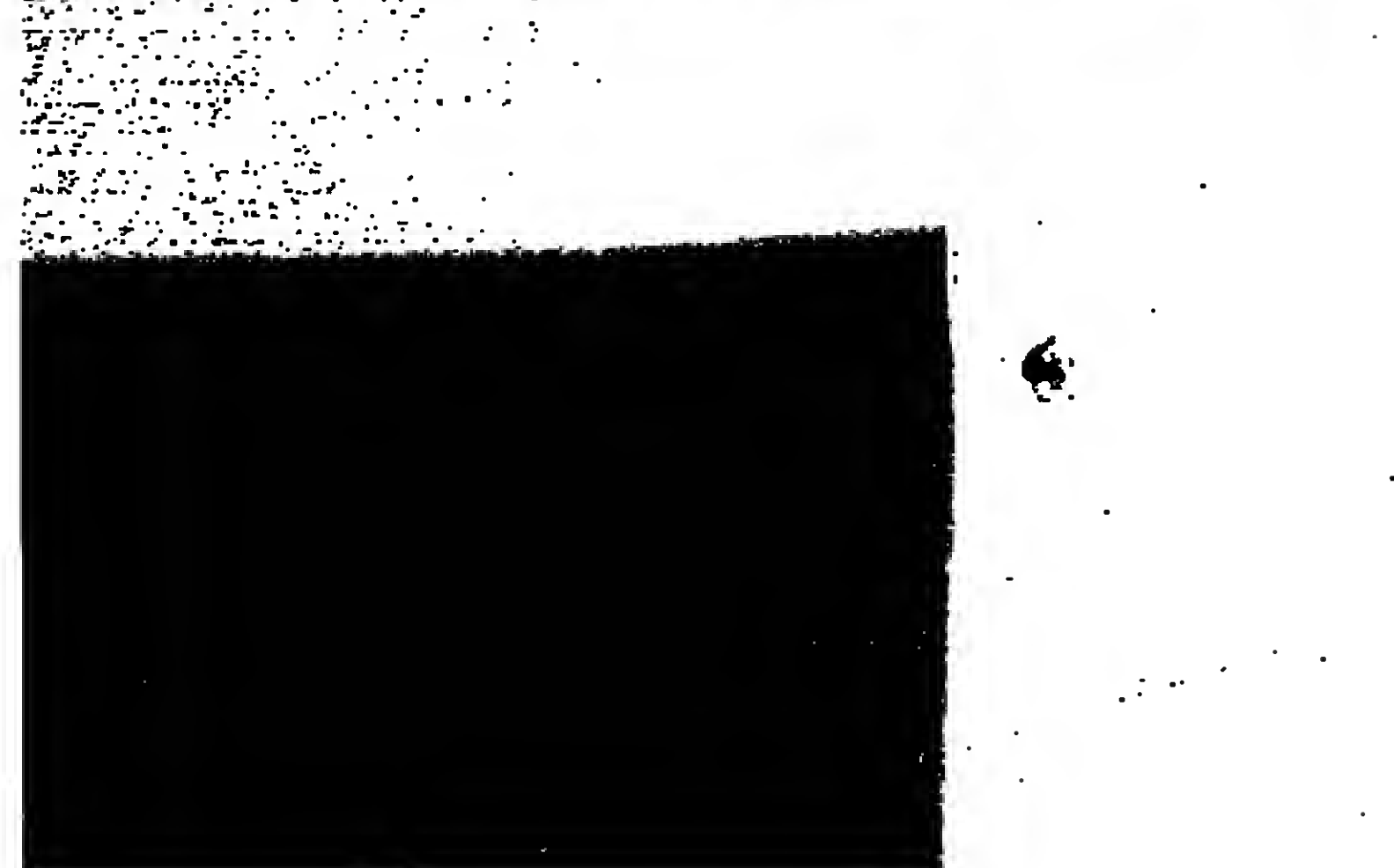
de façon Moyen Age

de façon Moyen Age. Les lignes de la semaine prochaine.

Stop à l'inflation

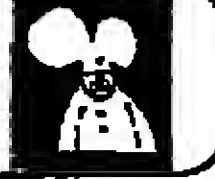
Stop à l'inflation. y compris pour vos vacances.

Greyhound Varajet. Les lignes de la semaine prochaine.



مكتبة الأصيل

Plaisirs de la table



retenez votre table, la maison est peinte et les connaissances en savent le chemin!

J'ai soulevé ici, il y a longtemps, le problème des pommes dites sarladaises. Les chefs y ajoutent de la truffe, parce que c'est cher!

UNE BONNE SEMAINE A PARIS

AUTOUR de quelques plats vedettes, dit le Kieber à propos de cette Petite Auberge qui obtint l'autre année son étoile.

Peut-être est-ce avec les desserts qu'il se singularise. Commencez dès le début, le mille-feuille, le soufflé au citron (10 F) ou la tarte aux pommes chaudes et vous mesurerez toute la différence qu'il peut y avoir entre ces maisons où le dessert vient d'une usine voisine et l'artisanat d'un maître en science pâtisnière.

Et dans un très gentil décor rappelant la Belle Époque, connaît le succès. Il est juste de dire que Nicole-Jacques Robert a fait ses études hôtelières et que Jacques Robert, romancier et scénariste de talent, connaît son Tour-Paris par le « sésame », si j'ose écrire.

Il n'empêche. Outre l'accueil, on s'efforce ici à la qualité et la santé à la fourme d'Ambert (13 F), l'artichaut à la vapeur (9 F), les œufs pochés à l'indienne (12 F) constituent une entrée en matières gourmandes fort honnête.

ne pas trouver trois partenaires pour l'épauler d'égale à la vapeur, sautez menthe. Un seul fromage, outre la fourme d'Ambert, ce qui est sage, quelques desserts, dont une mousse au chocolat à l'orange pas trop sucrée comme il se devrait toujours (9 F) et un Irish coffee (10 F) soigné.

Et surtout, déjà, des Tout-Parisiens de qualité — no point groupés là per le snobisme itinérant des gargotes éphémères, mais par une certitude : l'accueil et le savoir d'une bêtise de charme en un cadre en situation. Cela m'a rappelé, un peu, le déjeûner et irremplaçable Elysée Matignon de la grande époque.

Il est rare d'avoir à reconnaître qu'un successeur dépasse son prédécesseur. C'est pourtant ce qui se passe

au Galant Verre. Et si le Michelin et le Kieber ne reconnaissent point à M. Aquistapace les signes de satisfaction qu'ils avaient distribués à M. Girard, ils montreront la qu'ils faillissent à leur tâche! Je l'écris comme je le pense.

D'abord M. Aquistapace a nettoyé cette salle qui en avait bien besoin, transplantant le bar de façon à lui donner de l'aisance, agaçant une salle au premier étage (avec des toilettes soignées). Enfin en changeant les algues.

fricassée d'agneau solennelle aux champignons sauvages (25 F). Très excellents desserts et belle carte des vins, depuis le modeste coteaux du Revest (22 F) jusqu'aux cimes des grands bordaux 87, sans oublier ce champagne Billecart-Salmon rose 67 que je trouve rarement sur les cartes (mais sur celle de Pic a Valence!) et qui est des meilleurs.

Ab! si vous avez en cette chronique trouvé quelques adresses nouvelles, n'oubliez point aussi de redécouvrir le Galant Verre en cette rue de Verneuil.

LA REYNIERE

- La Petite Auberge, 38, rue Lamoignon (17^e). Tél. : 204-45-51.
La Terrasse basque, 45, rue du Cherche-Midi (6^e). Tél. : 222-31-07.
Le Zézéroux Montargueil, 22, rue Montargueil (17^e). Tél. : 226-32-31.
La Petite Cour, 8, rue Mabilloy (8^e). Tél. : 226-55-20.
Le Galant Verre, 12, rue de Verneuil (7^e). Tél. : 280-94-56.

Contre la rouille

« L'condition physique intéressante tous les Français », affirme l'affiche du Comité national olympique et sportif français. Ce conseil devrait chasser beaucoup d'adultes du coin de leur radiateur.

Sports

Les sujets super-entraînés que sont les anciens champions ne sont pas non plus épargnés. On a étudié par exemple, dit encore le professeur Degeorges, la mortalité de trois cent cinquante-cinq anciens footballeurs de Harcourt (1901-1930) : cent vingt-six d'entre eux, sur quatre-vingt-sept, étaient de cause connue, dont vingt-cinq d'infaibles. Ces infarctus trouvaient leur cause dans un entraînement physique. Au contraire, ceux qui avaient cessé tout entraînement physique, au contraire, ceux qui avaient continué à pratiquer un entraînement physique en étaient indemnes, ou beaucoup moins touchés.

Les champions

oserait-on ajouter qu'il s'agit là d'un moyen peu coûteux dont les bienfaits se définissent comme le contraire de risques : développement, meilleure utilisation de l'oxygène, effet favorable sur la coagulation du sang, dépense de calories superflues, équilibre psychologique permettant d'échapper aux agressions et aux « stress » qui constituent peut-être l'une des étiologies des affections coronariennes ?

Et au prix de quel effort s'obtiendrait la garantie d'une meilleure santé? Le professeur Degeorges n'en demande pas trop : « Une demi-heure à une heure trois fois par semaine d'entraînement méthodique y pourvoit. Des mesures très précises permettent d'affirmer que l'on peut ainsi maintenir ou récupérer les fonctions cardio-respiratoires. »

FRANÇOIS SIMON.

Rice gauche La Menandière 22, r. de l'Éperon (Carref. Océan) LE SPÉCIAL DÉJEUNER D'AFFAIRES A 50 F

Rice droite MAISONNETTE RUSSE DE PARIS DÉJEUNERS D'AFF. DINERS AMBIANCES Ses spécialités : Caviar, Choclis, Vodka

SPECIALITÉS D'Auvergne CHEZ Jean l'Auvergnat 32, rue Lamartine-9 - 878-02-73

AUBERGE MORVANDELLE Michel Geon vous propose Son Sautpiquet aux 3 purées

chez soi, au restaurant pour la cuisine & la table la porcelaine dure française PILLIVUYT FRANCE

LE PETIT ZINC 25, rue de Buci - Paris 6^e LE FURSTENBERG 25, rue de Buci - Paris 6^e

LE TOURISME GASTRONOMIQUE Son banc d'huitres 770.13.59 63, Rue du Fg. St. Denis FID

Dessirier MAÎTRE-ÉCILLER RESTAURATEUR 9, place Peirete, Paris 17^e - 754-74-14

Au PIED de COCHON Le fameux RESTAURANT des Halles OUVERT JOUR ET NUIT 6, rue Coquillière, PARIS-1er 236-11-75

BRASSERIE 1925 - TERMINUS NORD - 824-48-72 T.L.J. de 11 H A 23 H

le grand café le réputé Restaurant de l'Opéra OUVERT JOUR ET NUIT

LA PAGODE DU LION un nouveau restaurant chinois dans un nouveau décor 162, avenue du Maine - 75014 PARIS

Soleilou Nos confitures de fruits frais sont étonnantes, des la récolte, avec des fruits bien mûrs, et non avec des fruits de chambre froide

Château Larose-Trintaudon HAUT MEDOC Cru Bourgeois Supérieur La bouteille du mois. "Un Bordeaux sans scandale, corsé et vineux, ailé et franc, dont l'équation qualité-prix me semble satisfaisante".

MARIUS et JANETTE TOUS LES PRODUITS DE MER et toutes les spécialités provençales 4, av. George-V, ELY. 71-78 - BAL. 84-37

Restaurant PIERRE à la Fontaine Gaillon Grande cuisine de tradition Française (dimanches) OPE. 87-84 - PLACE GAILLON Paris 14^e

DOUCET-EST RESTAURANT au premier étage DANS UN CADRE PANORAMIQUE SPECIALITES Sa choucroute « Spéciale » avec jurek de porc

LES ARMES DE BRETAGNE 108, avenue du Maine, PARIS 14^e - 306.53.03 - 367.87.63

LES ARMES DE BRETAGNE 108, avenue du Maine, PARIS 14^e - 306.53.03 - 367.87.63

Château Larose-Trintaudon HAUT MEDOC Cru Bourgeois Supérieur La bouteille du mois. "Un Bordeaux sans scandale, corsé et vineux, ailé et franc, dont l'équation qualité-prix me semble satisfaisante".

LE CORSAIRE 100 Exelmans Paris 8^e - 523-54-22 LE RESTAURANT DU XVI^e MOUTRES, PUISSONS MENU 10 F

Restaurant PIERRE à la Fontaine Gaillon Grande cuisine de tradition Française (dimanches) OPE. 87-84 - PLACE GAILLON Paris 14^e

DOUCET-EST RESTAURANT au premier étage DANS UN CADRE PANORAMIQUE SPECIALITES Sa choucroute « Spéciale » avec jurek de porc

LES ARMES DE BRETAGNE 108, avenue du Maine, PARIS 14^e - 306.53.03 - 367.87.63

LES ARMES DE BRETAGNE 108, avenue du Maine, PARIS 14^e - 306.53.03 - 367.87.63

Château Larose-Trintaudon HAUT MEDOC Cru Bourgeois Supérieur La bouteille du mois. "Un Bordeaux sans scandale, corsé et vineux, ailé et franc, dont l'équation qualité-prix me semble satisfaisante".

LE CORSAIRE 100 Exelmans Paris 8^e - 523-54-22 LE RESTAURANT DU XVI^e MOUTRES, PUISSONS MENU 10 F

Restaurant PIERRE à la Fontaine Gaillon Grande cuisine de tradition Française (dimanches) OPE. 87-84 - PLACE GAILLON Paris 14^e

DOUCET-EST RESTAURANT au premier étage DANS UN CADRE PANORAMIQUE SPECIALITES Sa choucroute « Spéciale » avec jurek de porc

INDEX DES RESTAURANTS COLLECTIONNEZ QUI ?

CLIN D'ŒIL

QUI COLLECTIONNE QUOI ?

Sous le titre Who's What? vont de paraître un ouvrage en deux volumes qui devrait intéresser les sociologues et les philosophes non confondus.

A première vue, il s'agit d'un « annuaire des collectionneurs » ayant pour ambition de leur faire se connaître les uns et les autres.

Il révèle, en effet, à travers sept cents thèmes de collections, la curiosité et l'insatiable passion de certains hommes pour les objets que leurs semblables ont créés au cours des siècles.

En 1974, une exposition organisée au Musée des arts décoratifs avait donné aux collectionneurs modestes le label culturel.

Certaines collections dénotent chez ceux qui les rassemblent des goûts originaux et parfois inquiétants : tel qui fait peindre le complexe d'Œdipe.

Toujours au rayon du meuble, on trouve des amateurs de souvenirs funéraires, et le père-lachaise a deux spécialistes éminents.

Le parapluie, la tige des gilettes des rois, les billets de loterie (partants, blanc sûr), les moustaches, les cannes de bal, les bouillons de radisteurs, les archets, les menus, les prothèses d'infirmités.

Un Belge signe deux mille reproductions du Manneken-Pis, un Américain a réuni des centaines d'enseignes de policiers.

Mais les collectionneurs peuvent être aussi des poètes. Négligeant les amateurs d'œuvres d'art, de décoration, et de sous-bocks à bière.

Seule une dame qui rassemble, au hasard des chemins, les empreintes de pas inconnus peut prétendre à une passion plus gratuite.

MAURICE DENUZIERE.

* Who's what? Stock, éditeur. Deux volumes, prix : 115 F.

A Senlis

DES BOUTIQUES

POUR UN DIMANCHE

plus Senlis » et qu'elle envisage sérieusement de liquider son commerce pour s'adonner aux joies de sa propre collection.

Volé une dizaine d'années que Yves Lemotte de Formanor renonça à ses cinq boutiques parisiennes pour s'installer place de la Cathédrale.

Installée depuis deux ans et demi à la « Galerie 80 », place Saint-Pierre.

Pour l'abat-jour

Au rez-de-chaussée, nous avons remarqué une belle demi-lune en noyer.

Les souvenirs historiques y abondent, mais côté brocante, Senlis malgré des prix assez élevés dans l'ensemble.

Avant de partir, nous avons remarqué une belle demi-lune en noyer.

objets de toute sorte, cartes postales, verreries, glaces, falenecs, bibelots divers.

A 2 kilomètres de là, Jeanine et Jean-Luc Werner sont installés à Chamant.

Chez les Werner, nous avons admiré une belle commode dix-huitième (8500 F).

A Mont-Evêque, à quelques kilomètres de Senlis, la route (Formanoville), Alain Elzet et son épouse sont installés dans une ancienne ferme.

♦ Pulls présente du 9 au 31 mars, au restaurant A LA TÊTE D'ARGENT, 67, rue des Rosiers, à Saint-Ouen.

Brocante

un vaisselier (2000 F), un bahut deux corps (3200 F).

Cette année encore, la municipalité organisera « Les rendez-vous de septembre », deux journées exceptionnelles pendant lesquelles les demeures classées seront ouvertes au public.

ELVIRE VALOIS.

FOIRES DE PRINTEMPS

Après plusieurs années de concorde totale, due à la rivalité des deux groupements professionnels, les deux foires issues de la traditionnelle « Fête de la Foire nationale ».

Aux abattoirs de La Villette (stationnement, 5 F la journée, entrée 3 F, de 9 h. 30 à 19 h.), la Foire à la ferraille de la porte de Pantin aura lieu du 14 au 23 mars.

Comme chaque fois, les spécialistes parisiens et provinciaux présenteront des tonnes de marchandises variées : meubles, sièges, bijoux, armoires, cartes postales, timbres, tableaux, bibelots, objets de collection.

Gageons que, cette année encore, la clientèle étrangère participera, pour un fort pourcentage, au chiffre d'affaires de l'une et de l'autre manifestation.

♦ Pulls présente du 9 au 31 mars, au restaurant A LA TÊTE D'ARGENT, 67, rue des Rosiers, à Saint-Ouen.

Sports

LES championnes

Les championnes de France de tennis ont été couronnées à Paris.

LES championnes

Les championnes de France de tennis ont été couronnées à Paris.

LES championnes

Les championnes de France de tennis ont été couronnées à Paris.

LES championnes

Les championnes de France de tennis ont été couronnées à Paris.

LES championnes

Les championnes de France de tennis ont été couronnées à Paris.

LES championnes

Les championnes de France de tennis ont été couronnées à Paris.

LES championnes

Les championnes de France de tennis ont été couronnées à Paris.

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

Table listing restaurants by district: ALÉSIA, AVRON, BAC, BASTILLE, BLANCHE, BOURSE, CHAMPS-ÉLYSÉES, LES GRANDS HOTELS, RESTAURANTS, GARE DE L'EST, GARE DU NORD, GARE DE LYON, GOBELINS, GRANDS BOULEVARDS, LES HALLES, MONTMARTRE, MONTPARNASSE, PASSY - MUETTE, PLACE PIERRE, PLACE CLICHY, BOULEVARD PIERRE, LA MOTTE-PICQUET, MUETTE, CARRFOUR ODEON, ODEON, RESTAURANTS, PASSEY - AUTEUIL, SEVRES-BABYLONE, SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, HALLES DE RUNGIS, VALLEE DE CHEVREUSE.

مكتبة الأمل

صكزامن الاصل

Maison

ARTISANS...

L'ARTISANAT peut offrir le meilleur comme le pire. Glaner quelques objets folkloriques, français ou étrangers, est à la portée de n'importe quel boutiquier qui a l'astuce de profiter d'une mode. L'artisanat tel que le transmettent certains jeunes peut être l'occasion de découvrir un pays et sa culture par le travail de ses artistes.

Tradition et innovations celtiques.

Alan et Carine Borvo sont Bretons. Ils viennent d'ouvrir à Boulogne (qui compte la plus forte densité de Bretons de la région parisienne) une petite galerie d'artisans celtiques appelée Keitia. Une minuscule vitrine sur une rue peu passante, mais, côté la porte franchie, une musique allégre de binlou et tout l'art populaire celte rassemblé sur quelques mètres carrés.

« Plus qu'une boutique, dit Carine, nous avons voulu créer un point de rencontre et de découverte. Nos clients bretons sont invités à piquer d'un point rouge, sur la carte, leur lieu d'origine. Alan a collecté de vieux documents et les met à la disposition des chercheurs de généalogie. Il initie également les jeunes à la bombe, ce hautbois breton dont nous vendons quelques exemplaires. »

Tout le talent de Quimper s'efforce sur des dégrès de bois blanc : esbottes de la fin du dix-neuvième siècle ou datant de 1920 (150 à 200 F) et réédition de la célèbre vaisselle peinte à la main. A côté figurent les œuvres de jeunes artistes qui renouvent la tradition celte. Les poteries de Danuta Le Hénaff s'ornent de décors inspirés des broderies classiques tandis qu'on retrouve sur les assiettes de Hilda les oiseaux de l'ornement celtique. Si les bijoux exposés sont modernes — créés par Pierick Toetvint et Pierre Touthouat, — on y reconnaît le motif du « Tri-kell » breton fait de spirales entrelacées.

Bretagne, Ecosse, Irlande, ont la même parenté de tradition, et

la galerie Keitia propose des écharpes écossaises, des chopes à whisky et des verres à « Irish-coffee », avec recettes authentiques, un assortiment de bijoux, des shotlands et des plaids.

Des souks au vaudou. Alain Demonts est un admirateur de l'artisanat du Maroc, si diversifié et riche de l'héritage des civilisations méditerranéennes. Dans la boutique qu'il a décorée comme une tente de pèche, avec un dais de brocart, il présente les miroirs peints sur bois à Marrakech, la poterie émaillée de Sali (plats, grandes bouteilles et soupières) et les cuivres gravés et repoussés en plateaux, couteaux et bougeoirs. Une tisserande de Rabat lui envoie des couvertures faites en grosse laine écarue, chinée ou marron, 350 F.

Au cours d'un voyage à Haïti, ajoute Alain Demonts, j'ai découvert des artisans qui travaillent le geyak, bois verné dont ils font de grands saladiers de formes évasées et des raviers qui ressemblent à des pétales. De ces Antilles lointaines, il a rapporté également des boîtes en corne, des bracelets et bagues en fine écaille et des cotonnades brodées de motifs vaudou.

Tissages corse.

Signations enfin que la Maison des métiers français présente, jusqu'au 15 mars, une exposition d'artisans corse, sous l'égide de la Corailada. Cette coopérative d'art groupe une centaine d'artisans vivant et travaillant dans l'île soit individuellement, soit dans l'un des trois ateliers de village consacrés au filage et au tissage de la laine. Parmi les objets exposés à Paris figurent des vanneries de style d'habitaglier, de la poterie, de grès et de faïence, des tapisseries, des châles, de la boiserie et de la ferronnerie.

JANY AUJAME.
* Keitia, 85, rue de Paris, Boulogne-Billancourt.
* Chrysal, 124, rue du Cherche-Midi.
* Maison des métiers d'arts français, 28, rue du Sac, Paris (7^e).

CARNET D'ADRESSES

PARAVENTS - DÉCOR

La galerie Axis recherche l'originalité esthétique dans le décor de la maison. Jusqu'au 23 mars on peut y voir une exposition de paravents, dont la qualité et les prix s'apparentent à des œuvres d'art. Tels les oiseaux de Durand, les tableaux articulés de Lalorica et Figuerola ou les fleurs de métal incrustées dans l'Altiuglas de Baba Limousin. Emergent d'un passé plus ou moins proche, un paravent en laines de fer forgé, de 1935, et un collage d'oiseaux et de personnages mordorés sur toile rouge, datant de 1930. Deux idées pour un intérieur contemporain : un paravent à lattes de bois clair orientables et trois jardinières qui se déploient pour former un paravent de grands feuillages artificiels.

Axis, 14, rue Guénégaud, 75006 Paris.

SE MEUBLER A MONTPELLIER

Au cœur de la ville de Montpellier, dont le rythme de croissance est le plus élevé de France, vient de s'ouvrir un centre commercial semblable à ceux de la périphérie parisienne. Deux points de vente, entre autres, vont intéresser les jeunes qui apprécient un « contemporain » accessible à leur budget. Aux Galeries Lafayette, tout un niveau de magasin est consacré à la maison, des tapis aux canapés, sans oublier les meubles de plein air. Chez « Etablissat », qui ouvre au « Polygone »

son premier magasin de province, on trouve les meubles qui ont fait le succès de cette firme d'origine britannique. Et on trouve une nouvelle table ronde, en pin naturel, dont le plateau se rabat pour former une console hors des repas, et des chaises en mousse recouverte d'une grosse toile beige chinée, à 500 F.

Le Polygone, centre commercial, Montpellier.

TOUS LES ÉMAUX

Jacques Gautier est un artiste au talent multiforme. S'il peut s'exprimer par des lithographies ou des objets en grès, ce sont les émaux qui lui permettent d'exprimer ses dons pour la couleur. Dans la petite boutique de la rue Jacob, tenue par sa femme depuis de longues années, la palette multicolore de ses bijoux d'émaux a renouvelé cet art de la parure. Poursuivant ses recherches, Jacques Gautier a également innové dans le décor mural.

Après des compositions d'émaux sur fond de plâtre, il a créé il y a quelques mois des tableaux-structures formés de cabochons d'émaux brillants ou mat encastrés sur une plaque d'acier poli en motifs géométriques. Ils existent en quatre formats et valent entre 350 et 3.000 F.

La dernière création de Jacques Gautier est une carte géographique en relief, faite de deux plaques d'acier, et que des émaux jalonnent de points colorés. Il peut les exécuter sur commande pour représenter un continent, un pays, une province... — J.A.

* Gautier, 36, rue Jacob, 75006 Paris.

Les femmes aux ciseaux



(Croquis de Maroq.)

PATRON VOGUE : ensemble du soir de Givenchy, en popeline de coton de Doucelette-Desperrès à rayures de plusieurs largeurs (environ 24 F le mètre en 90 cm.). Ferme aussi se travailler en surab de soie, voire en jersey. La jupe est portefeuille; la veste, froncée aux épaules et à larges manches, sur une blouse en crêpe de soie, sans manches, à col châle et grand volant, 98 F, avec un pantalon sublimement coupé dans un crêpe de chine en soie, dans les grands magasins, chez les spécialistes et par correspondance, 23, rue Sainte-Anne.

ANDRÉA FIFSTER : sandales du soir en chevreau mordoré au brocch, 365 F, 19, rue Cambon ou 26, rue du Fou.

LES Françaises se remettent à la couture. Parce qu'elles trouvent le prêt-à-porter trop cher, parce qu'elles attachent plus d'importance à la qualité des tissus ou de la finition, parce qu'elles décident de s'habiller elles-mêmes, achètent des patrons, consultent les livres spécialisés, sollicitent des fabricants de machines à coudre.

On vend chaque année en France quelque trois cent vingt mille machines. Singer vient en tête avec près de 70 % de la production, suivi d'Elna, de Pfaff et d'Omnia (Manufacture). En outre, certains grands magasins ont leur propre marque, comme No-gomatic, au Bazar de l'Hôtel de Ville et aux Nouvelles Galeries.

Les spécialistes recommandent comme premier achat une machine à point « sig-sag » pour surfiler et finir les coupures intérieures, telle la Lotus d'Elna ou la Starlet de Singer (en dessous de 1200 F). Viennent ensuite des machines plus perfectionnées, plus automatiques, qui peuvent, par exemple, broder, mais sont conçues pour des utilisations confirmées (de 2000 à 3000 F).

Jany Keller, directrice de la revue *Couture personnelle*, organe de l'association, créée en 1971, pour la promotion de cette activité, donne quelques chiffres qui confirment ce nouveau goût des Françaises : en 1974, les ventes de tissu au mètre, par exemple, ont dépassé de 20 % les ventes de 1973 (c'est seulement l'année dernière que les grossistes du textile ont commencé à distinguer leur vente aux fabricants de prêt-à-porter de celles qu'ils font aux détaillants spécialisés); les ventes de patrons ont progressé de 40 %; celles de fournitures de mercerie de 25 %.

Jacqueline Horscher, directrice de mode des patrons de Vogue, met au service des Françaises l'expérience technique américaine, avec une série pour débutantes, des gabarits « petite femme », des demi-tailles, des grandes tailles, ainsi que des modèles sport pour hommes. En tout, quelque six cents à sept cents références. En outre, des contrats d'exclusivité permettent à Vogue d'exploiter des modèles de couturiers parisiens. Seuls Pierre Balmain, Pierre Cardin, Givenchy et Lanvin acceptent pour l'instant la diffusion en France de leurs créations. Cet automne, Karl Lagerfeld et Sonia Rykiel adopteront la même attitude.

Jouant le prestige par des modèles en lant de la gamme, « Vogue » est spécialisée dans les

tennes de fin de journée et du soir. Léger handispac : bien que les dessins soient très précis, les explications détaillées sont en anglais avec des feuilles volantes en français.

Une des boutiques de patrons les plus connues de la capitale est celle de Mlle Le Goupil (9, rue d'Orsel) qui vend entre deux cents et cinq cents exemplaires par jour de toutes les marques importantes : Bru, une maison belge (explication en français et en flamand); Burda, spécialiste allemand des patrons économiques et faciles avec texte descriptif en français du Marabé commun; Edipac regroupant les patrons Kite, Jardin des Modes, Patrons modèles et Patrons de Paris, Marie-Claire, Modes et Travaux, Vogue. Les prix varient entre 5 et 20 F.

Nous ne sommes qu'en mars mais déjà les cotons partent en flèche chez Max aux Champs-Élysées comme aux Galeries Lafayette et au Printemps. Les popelines s'arrachent, comme les petites imprimées à fleurs, les volles, les toiles, les rayures voire le Jersey éponge en tons clairs et trais, beige, marine, rouge ou blanc.

Evidemment, à côté des Etats-Unis où près de 50 millions de femmes confectionnent elles-mêmes leur garde-robe en beau tissu, souvent importé, le marché français paraît bien restreint mais tout porté à croire qu'il a un fort bel avenir.

NATHALIE MONT-SERVAN.

DIOR A MOSCOU

Une exposition intitulée : « L'art et le maquillage » vient de se tenir à la Maison du cinéma de Moscou sous l'égide de la chambre de commerce franco-soviétique et de l'Union des cinéastes de l'U.R.S.S. Cette présentation, organisée par la Société des parfums Christian Dior, montre en photos une vision du maquillage contemporain conçu par le maquilleur Serge Lutens et inspiré des grands maîtres de la peinture du vingtième siècle.

Un court métrage intitulé *Les Tsars est projeté à cette occasion, sorte de galerie de visages peints devenus presque abstraits à force de sophistication.* Ces méthodes intéressent tout particulièrement les travailleurs du cinéma de « cinéma », a fait remarquer la réalisatrice et Pecheur Alexis Bazalon. Il n'est pas question, en effet, de lancer une nouvelle mode à Moscou, c'estant plus que les produits de beauté français continueront à n'être vendus que dans les magasins pour étrangers et pour privilégiés. Comme si Dior était venu montrer aux Moscouites ce qui n'est ni vendable ni à vendre...
NICOLE ZAND.

MARKS AND SPENCER, après Paris, ouvre un magasin, le 25 mars, à Bruxelles et au Centre commercial de la Part-Dieu à Lyon, début septembre prochain avec une gamme de biscuits, thé, confitures et autres friandises d'outre-Manche.

URGO7
ne colle pas là où ça fait mal.

pansement adhésif hypoallergénique. Vendu exclusivement en pharmacies.

LA SOIE DE A à Z
Collection Printemps-Été 75
signée Femme FARENHEIT

BOULEVARD SAINT GERMAIN 109 SAINT HONORE
033 4582 033 6333 326 2699

Bagues - Sacs - Bijoux - Jeans - Foulards - Lunettes

CARNET D'ADRESSES

SERVICES 50 ANS D'EXPERIENCE
Réparation, restauration, bijouterie, horlogerie, devis, ATELIER JARAUPOW, 26, rue Notre-Dame-de-Lorette (9^e), 978-61-26.

LA MAISON ANTIQUITE ANGLAISE Importation directe Facilités de paiement
JOS GUY et London MARKET, 12 et 15, rue Cherche-Midi (9^e), Tél. 549-72-55.

1^{er} CENTRE SPECIALISE A PARIS

- Amélioration accélérée sans douleur
- Traitement de la cellulite sans incision
- Remodelage esthétique après grossesse

Prenez rendez-vous pour une consultation gratuite et un diagnostic de votre cas.

CENTRE "MAIGRIJ, RESTER MINCE"
Tél. 874 36 61
46, rue Blanche 75009 Paris
M^o Trinité

Mal de gorge? Passez à l'action.

Les tablettes Humex Fournier Kinaldine Vitamine C contiennent de la Kinaldine, antiseptique puissant qui combat l'infection. A base de Vitamine C, elles renforcent et stimulent les défenses de l'organisme. Et comme la gorge c'est aussi le palais, les pastilles Humex ont un bon goût de citron.

HUMEX Fournier
Demandez-les à votre pharmacien.
Laboratoire Fournier-Dijon
Vina n° GP 207 B 478

Hippisme

Retour aux sources

RETOUR au plat, c'est-à-dire aux sources. Les premiers lauriers sont pour l'entraîneur Robert Corne...

De ses quatre gagnants, quelle nous permette de négliger, jusqu'à plus ample informé, celui auquel échut la victoire la plus notable...

Autre nom à retenir de ces premières courses de l'année : celui de Top Gear, demi-frère de l'excellent chèv...

Un banquier levantin. Cependant, les premiers apprentis de Saint-Cloud servent moins à juger les chevaux...

un seul a été réclamé. On espérait, avant l'hiver, une relève par les péru-dollars...

Il est pourtant des hommes qui jouent à la hausse, par exemple le truculent, passionné — expert aussi — Sourven Vanlan...

Luxations et fractures. Angéline a trôlé la tragédie. La semaine passée, Jean Linx...

Effectivement, Linx souffrait d'une telle atteinte, consécutive à une luxation des quatrième et cinquième vertèbres...

Jeux

Échecs

N° 597

(Youcan de Tallia, février 1975) Blancs : B. SPASSKY Noirs : V. HORT

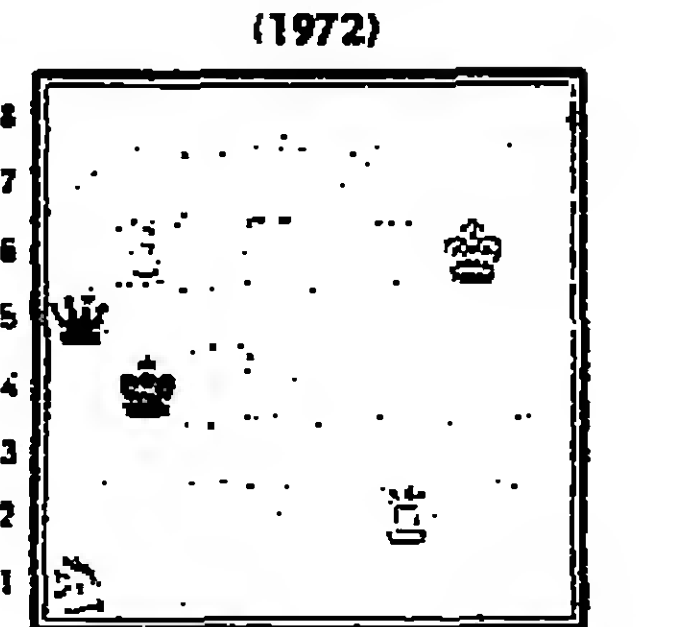
NOTES a) La réponse usuelle 5... f7s conduit à la variante bien connue de la défense slave...

La marche triomphale

Après avoir été battus de justesse par les Américains dans la demi-finale, les Français disputèrent un match de 64 données contre les Indonésiens...

pour faire tomber le dernier atout d'Oppus. Il aurait fallu qu'Oppus prenne tout de suite à cœur et rejoue pique...

Y. BASLOV (1972)



BLANCS (4) : Rg6, Tf2, Ca1, P66. NOIRS (2) : Rb4, Da5. Les Blancs jouent et gagnent.

Bridge

N° 592

Après avoir été battus de justesse par les Américains dans la demi-finale, les Français disputèrent un match de 64 données...

Défense des Indonésiens

Après avoir été battus de justesse par les Américains dans la demi-finale, les Français disputèrent un match de 64 données...

La perle italienne

Au championnat du monde des Bermudes, la meilleure donne a sans doute été jouée par l'Italien Pittala...

Défense des Indonésiens

Après avoir été battus de justesse par les Américains dans la demi-finale, les Français disputèrent un match de 64 données...

Philatélie

FRANCE : « Arphila 75, Paris ». La deuxième édition d'Arphila-75, intitulée « Chapiteau de Bouscage »...

BUREAUX TEMPORAIRES

0 8994 Lyon (Institut national des recherches de la région de Bouscage), les 15 et 16 mars...

MALI : « Samanko »

Deux timbres-poste ont été dédiés à Samanko et tirés à Village de réhabilitation sociale des lépreux...

GABON : Dr Albert Schweitzer

Le centenaire de la naissance du docteur Albert Schweitzer a été souligné par l'émission d'un timbre...

Mal de gorge? Passez à l'action.



Advertisement for 'Pour votre DEMENAGEMENT 208 10-30 ODOUL'.

Advertisement for 'Naturellement nous parlons français à bord d'Air Canada'.

Advertisement for 'AIR CANADA' with contact information and a logo.

Large vertical advertisement on the left side of the page, partially obscured and difficult to read.

Advertisement for 'CENTRE SPECIALISE A PARIS' with contact details.

Advertisement for 'Mal de gorge? Passez à l'action.' featuring HUMEX.

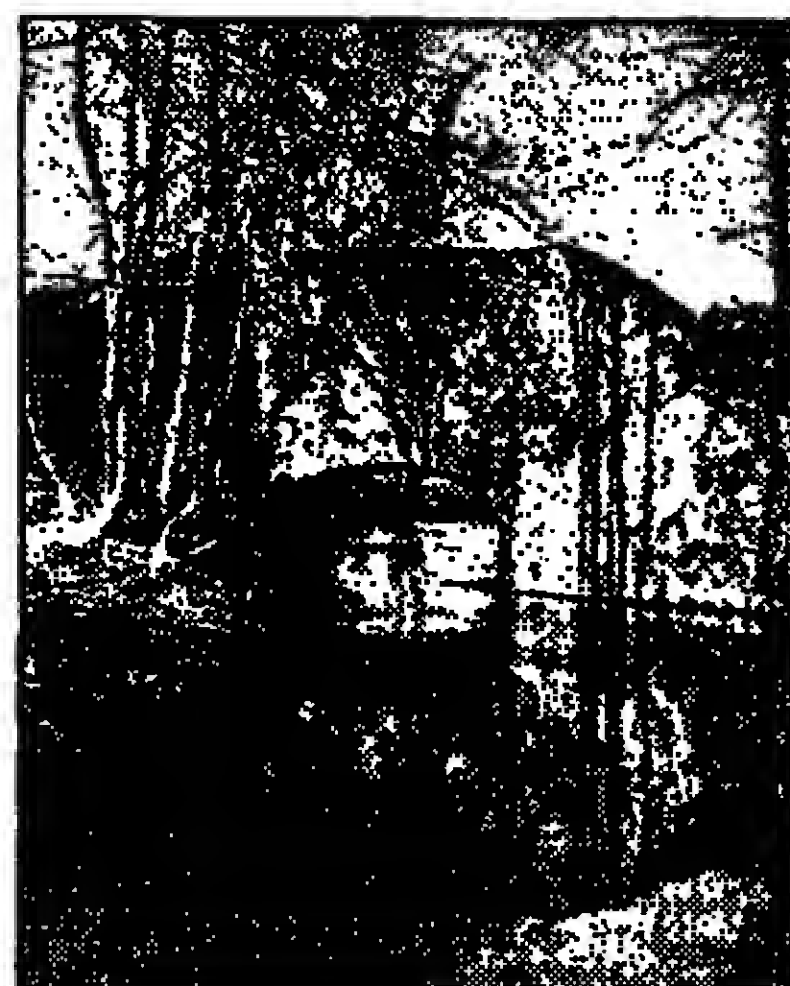
Advertisement for 'HUMEX' throat lozenges.

Advertisement for 'Société d'Alger' with Arabic text.

A Marolles-le-Bourg, les maisons copient le paysage.



Le château de Gros-Bois: le voisin d'en face. Ce château des chasses royales du XVII^e nous a inspirés les grandes toitures en ardoise brute de clivage de nos maisons.



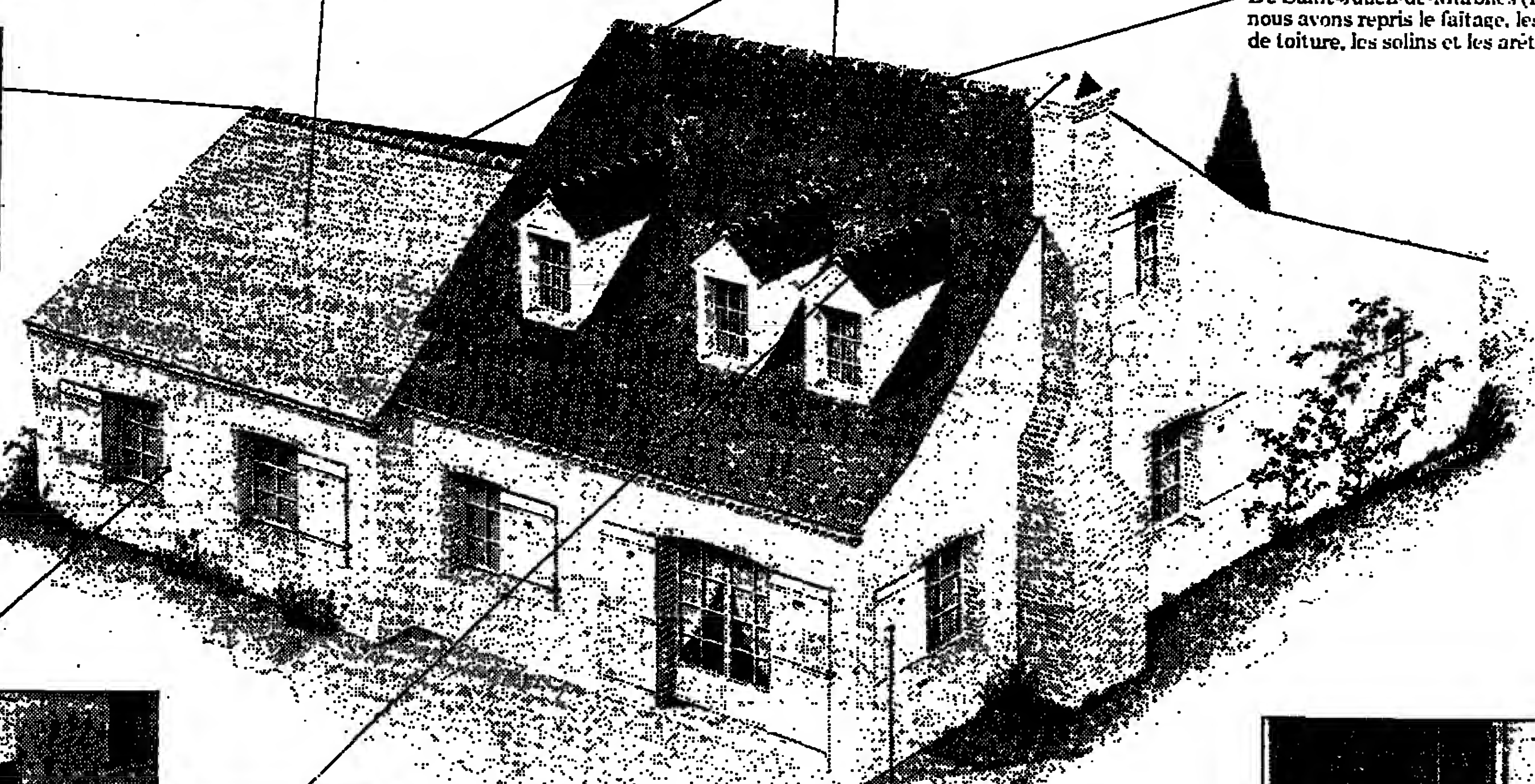
La rivière de derrière la maison. Sur le territoire de Marolles, il y a aussi une rivière: Le Réveillon. C'est à elle que l'on doit les ruisseaux paysagés qui serpentent entre les jardins.



Les fermes de Brie tout autour. Nos corps de logis en décrochement, nos toits aux tuiles plates en terre cuite, sont de la même famille architecturale que ceux des fermes de Brie.

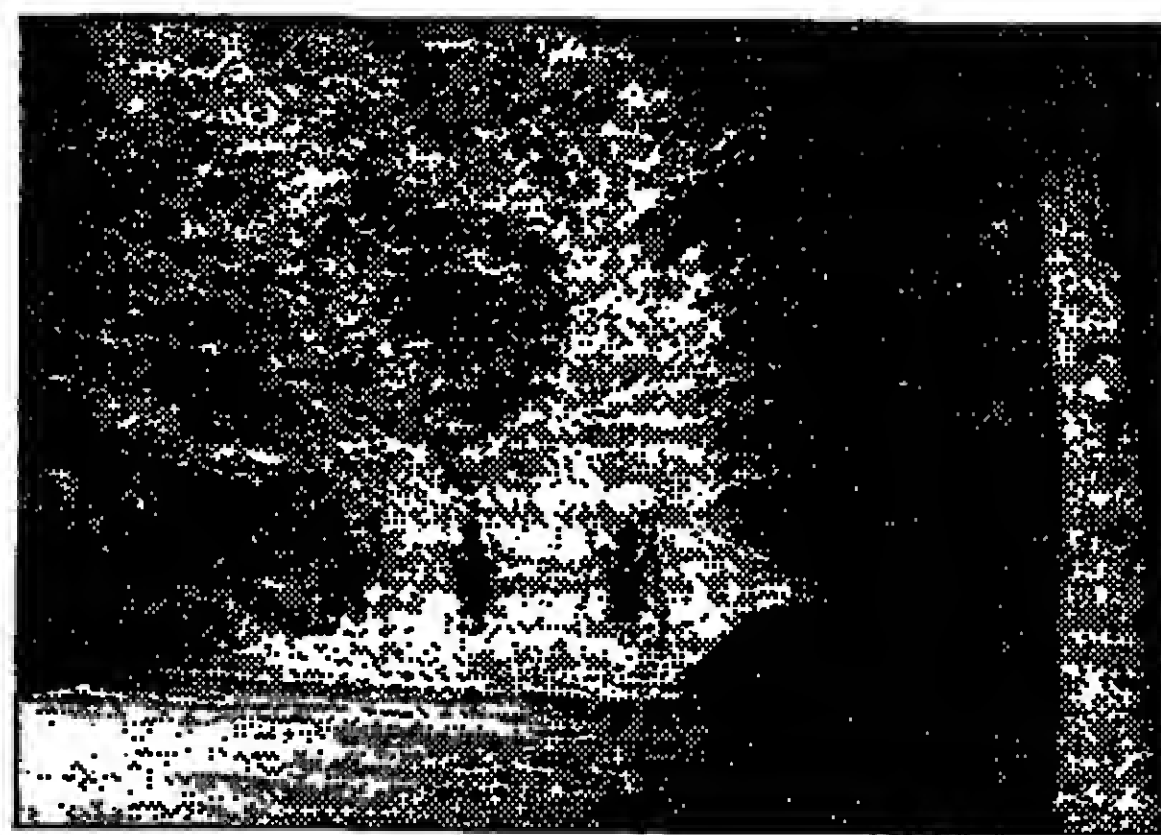


L'église carolingienne du bout de la rue. De Saint-Julien-de-Marolles (IX^e siècle), nous avons repris le faitage, les doublis de toiture, les solins et les arçniers.



Le village de Marolles. C'est peut-être à lui que nos maisons ressemblent le plus. Avec leurs jarubages, cintres et appuis de fenêtres en briques pressées. Avec leurs mitrons de cheminées en terre cuite. Avec leurs châssis de baies à petit bois et leurs volets pleins à jour en cœur ou en carreau.

La forêt en deux temps de sa. L'utilisation généreuse du bois de pays est un hommage aux 3 forêts qui entourent Marolles et qui en font un rendez-vous équestre recherché.



Les maisons briardes de Marolles-le-Bourg: des maisons très modernes qui ont déjà toute une histoire.


Un vieux village briard autour d'une église carolingienne, un château classé du XVII^e, au sud, la forêt de Sénart, à l'ouest, la forêt d'Armainvilliers et au nord, la forêt de Notre-Dame: c'est Marolles, c'est le coup de foudre!

Dans ce cadre unique, nous avons voulu faire des maisons uniques: des maisons qui font vraiment partie du paysage.

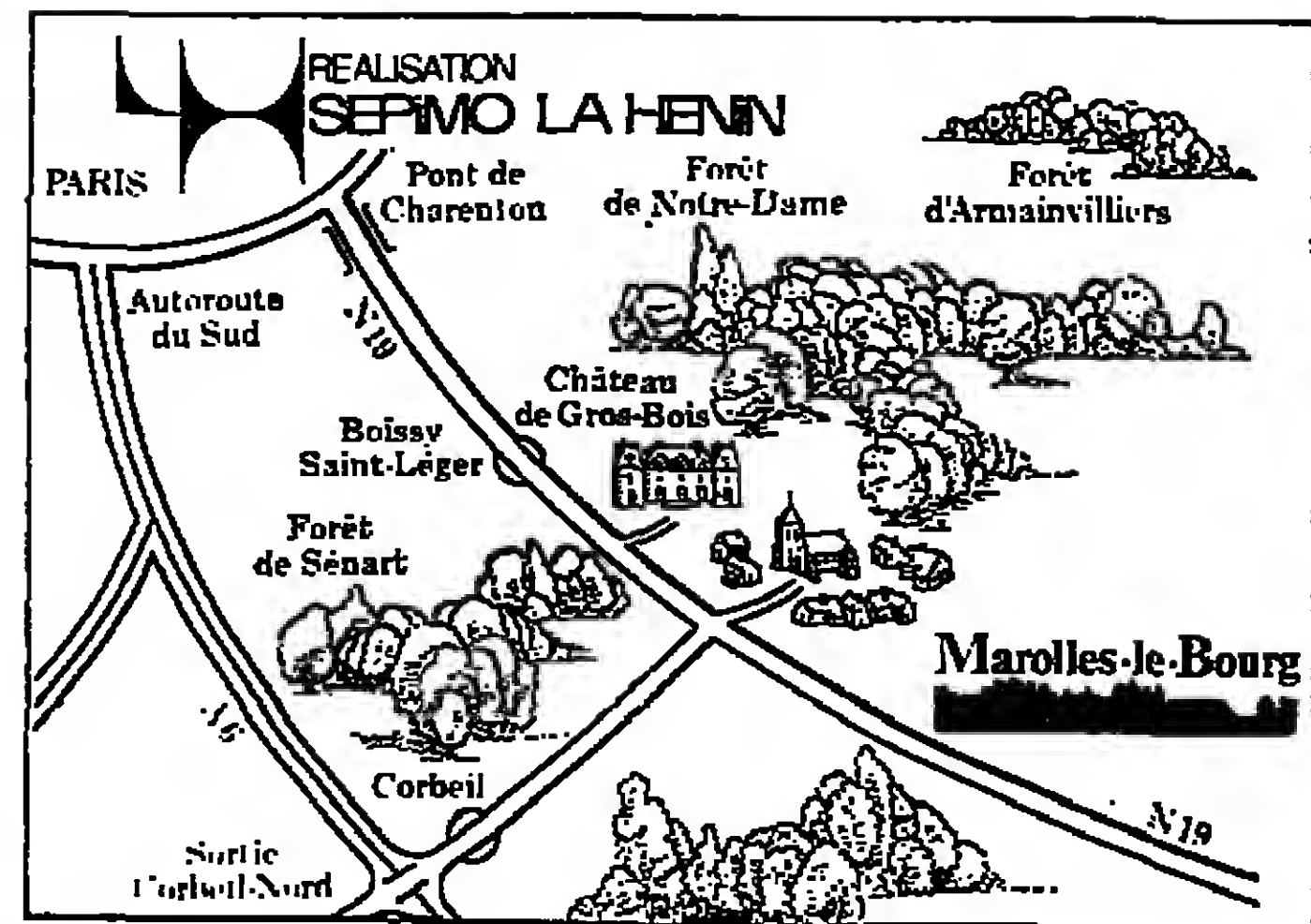
A Marolles-le-Bourg, les maisons seront différentes. Des 4, 5, 6 ou 7 pièces. De grandes pièces, bien isolées, pour que chacun puisse vivre à sa façon et de grands jardins (jusqu'à 2000 m²). Tout le confort

d'aujourd'hui pour les cuisines et les salles de bains, pour le chauffage, pour les moquettes et les parquets.

A Marolles-le-Bourg, on sera bien chez soi. Un détail qui a son importance: Marolles-le-Bourg, c'est à 4 kilomètres du R.E.R.

Renseignements et vente:  GEFIC ALM 98.98

Venez voir.



صكنا من الأصل

سكزامن الأصل

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

UNE CRITIQUE DE L'URBANISME GISCARDIEN

La Ville vue par les communistes

Le groupe communiste du Conseil de Paris vient de déposer à la commission mixte Etat-Ville, qui siège à l'Hôtel de Ville pour étudier les nouvelles orientations à donner à l'aménagement de la capitale, un rapport intitulé : « La vérité sur l'urbanisme de pénurie de Giscard d'Estaing ».

Il n'y a nulle contradiction entre « les technocrates, les préfets et la haute administration » et les options du chef de l'Etat dans le domaine de l'urbanisme, soulignent les communistes dans leur rapport. « Ce qui se prépare, ce qui est déjà fait, c'est la politique des coupes sombres... Le logement social, les transports, les équipements, les espaces verts même sont touchés par cette « nouvelle politique ».

En réalité, ajoutent les communistes, « les sol-disant mesures pour la capitale sont démagogiques et n'ont qu'un but, celui de permettre d'appliquer à Paris la politique d'austérité ». L'ennemi n'est pas la voiture. Un plan d'urgence en faveur des transports en commun doit être accompagné d'une véritable politique de la circulation qui ne soit ni ségrégative ni répressive. Il n'est pas vrai que l'espace vert est l'équipement collectif le plus social. La satisfaction réelle des besoins passe par la construction d'H.L.M., d'écoles, d'hôpitaux, de stades, etc. Ce rapport des communistes n'est pas exempt de contradictions.

Il suffit de regarder, par exemple, du côté de la préfecture de la région parisienne ou du côté de la société d'aménagement des Halles pour constater que l'accord entre les « technocrates » et l'Etat est loin d'être parfait. A lire le document des élus, le président de la République pratiquerait l'immobilisme. Les mesures décidées (abandon de la voie express vive gauche, du centre de commerce des Halles) ou en préparation (moins d'immeubles-tours, d'opérations de rénovation urbaine, etc.) ne sont pourtant pas négligeables et certaines d'entre elles ont été réclamées depuis plusieurs années par les communistes eux-mêmes. Faut-il enfin penser que les automobilistes sont brimés, comme le soulignent les élus communistes, ou que la politique en préparation « favorise la voiture automobile individuelle » comme l'ont récemment souligné les élus socialistes ?

La critique sur l'absence de vraie politique de logement social est en revanche plus convaincante. Paris continue à s'« embourgeoiser » à un rythme rapide. Les dispositions qui encourageraient la restauration par la Ville ou l'office d'H.L.M. ne sont toujours pas prises. La hausse des prix des terrains n'est toujours pas liguée en attendant (mais quand ?) le vote du projet de loi foncier. Sur ce chapitre, en particulier, on peut parler d'austérité pas encore de nouveauté.

ÉTIENNE MALLET.

ENVIRONNEMENT

LES SIGNATAIRES DE L'« APPEL DES 400 »

« Nous accusons le gouvernement de se livrer sur le nucléaire à une campagne d'intoxication »

Les quatre cents scientifiques qui, il y a un mois (le Monde du 11 février), avaient appelé la population à « refuser l'installation des centrales nucléaires tant qu'elle n'aura pas une claire conscience des risques et des conséquences » sont aujourd'hui quinze cents. Un certain nombre d'entre eux ont tenu à expliquer leur position au cours d'une conférence de presse organisée le 6 mars à l'université de Paris-VII. Autour de M. Marcel Froissart, professeur de physique corpusculaire au Collège de France, se trouvaient sept spécialistes de diverses disciplines appartenant au Groupement d'information scientifique sur l'énergie nucléaire, récemment créé (1).

Urbanisme

L'AMÉNAGEMENT DU CENTRE DE MONTPELLIER. — Montpellier vient d'ouvrir le centre du Polygone, construit au milieu de la ville sur des terrains libres où, il n'y a encore que quelques années, se tenait la foire internationale de la vigne et du vin. Le quartier du Polygone, situé au pied de la citadelle qui abrite aujourd'hui un lycée, comprend des bâtiments à usage administratif, des immeubles d'habitation, une tour de bureaux, un nouveau centre commercial. On prévoit aussi un hôtel trois étoiles et un palais des congrès.

ont-ils dit, mais des citoyens à qui leur formation permet de lire les dossiers techniques. Notre but est de soumettre les documents officiels à la critique scientifique. Pour cela, il faudrait y avoir accès, ce qui n'est pas le cas. Et ceux qui sont diffusés ne nous paraissent pas objectifs. Nous accusons le gouvernement, l'E.D.F. et le C.E.A. de se livrer à une campagne d'intoxication en étudiant les problèmes graves. Les scientifiques ont fait à tour de rôle une analyse critique du dossier élaboré par le ministère de l'Industrie à l'occasion de la consultation des assemblées régionales, et qui s'intitule « Localisation des centrales nucléaires ». Les observations et les questions ont été particulièrement portées sur six points.

Le fonctionnement des centrales : l'étalement des installations nucléaires, malgré leur triple enceinte, est loin d'être total. Le public ne connaît pas la quantité et la nature des déchets rejetés, surtout pour l'usine de retraitement de La Hague. Faut-il-on, dans l'avenir, respecter les normes de rejets actuellement imposées ? Les scientifiques en doutent. Rien n'est prévu pour le démantèlement des centrales et des usines de retraitement.

Le problème du combustible : les mines d'uranium produisent du radon, gaz radioactif qui induit le cancer du poumon, et du radium, très dangereux. Le stockage des déchets radioactifs qui faut neutraliser pendant des siècles ou des millénaires n'est pas résolu par la vitrification. Le

transport de tous les matériaux radioactifs est à la merci de la maladresse et de la malveillance.

Les risques biologiques : ils sont moins négligeables qu'on ne l'affirme. La contamination interne par des éléments radioactifs peut induire cancer et mutations. On ignore quels sont les effets à long terme des faibles doses de contamination. Et l'on oublie les risques de la concentration le long de la chaîne biologique.

La sûreté : elle est fondée sur le rapport de l'American Rasmussen. Mais son étude a été vivement critiquée par certains de ses collègues qui la taxent d'erronée, de hasardeuse et de peu réaliste. Elle oublie par exemple les défaillances humaines. Les services français de contrôle des installations sont-ils efficaces ?

Les surgénérations : ils peuvent être sujets à des accidents correspondant à l'explosion de quelques dizaines de tonnes de plutonium. C'est un pari pris sur le dos des populations voisines, car cela libérerait plusieurs tonnes de plutonium (activité : vingt-quatre mille ans). Les populations ont-elles été informées de ce risque ?

Problèmes économiques : les chercheurs de l'Institut économique et juridique de Grenoble ont élaboré un scénario énergétique (le Monde du 12 février) qui montre que la France n'est nullement « condamnée » au tout-nucléaire.

Ce que demandent les scientifiques c'est que l'on prenne le temps d'étudier sérieusement toutes ces questions et qu'on lève les incertitudes. Un monétaire, affirmant-ils, n'aurait pas d'incidence sur l'économie française avant 1982. « Ce que nous mettons en cause, c'est le programme actuel et non l'existence de l'énergie nucléaire. » Ils se défendent d'imposer un choix quelconque. « C'est aux Français d'opter pour le type de société qu'ils souhaitent. » Pour mettre l'opinion en état de se prononcer, un premier document émanant de l'université Paris-Sud sera envoyé dans les dix jours aux élus locaux. Ultérieurement, un groupe de travail rassemblera toutes les questions qu'il se pose et les soumettra au gouvernement.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) 2, rue François-Villon, 91400 Orsay.

Dans un temple luthérien

M. Jarrot dialogue avec les responsables religieux

Le plus haut responsable de l'environnement parlant - es qualité - devant une assemblée religieuse, cela ne s'était encore jamais vu en France. Onision réparée. M. André Jarrot, ministre de la qualité de la vie, a pris part le 6 mars à un débat sur l'environnement sous les voûtes de la chapelle luthérienne de la rue des Archives, à Paris.

Il avait pour interlocuteurs le pasteur Albert Grainer, évêque de l'église luthérienne de France, Mgr Daniel Pélissier, évêque auxiliaire de Paris et le grand rabbin Meyer Jais. Il ne manquait qu'un représentant des musulmans.

« Depuis quatre ans, a souligné le ministre, il n'y avait eu aucun échange entre les milieux religieux et les missionnaires de l'administration de l'environnement. C'est avec plaisir que répondant à l'invitation des luthériens, je nous ce premier contact, en nous sommes attelés au même char. Diminuer dans les décisions le poids des critères les plus matérialistes, élargir l'éventail des mobiles de nos actes à des considérations altruistes, ce sont les principes de base des morales que vous avez à défendre. »

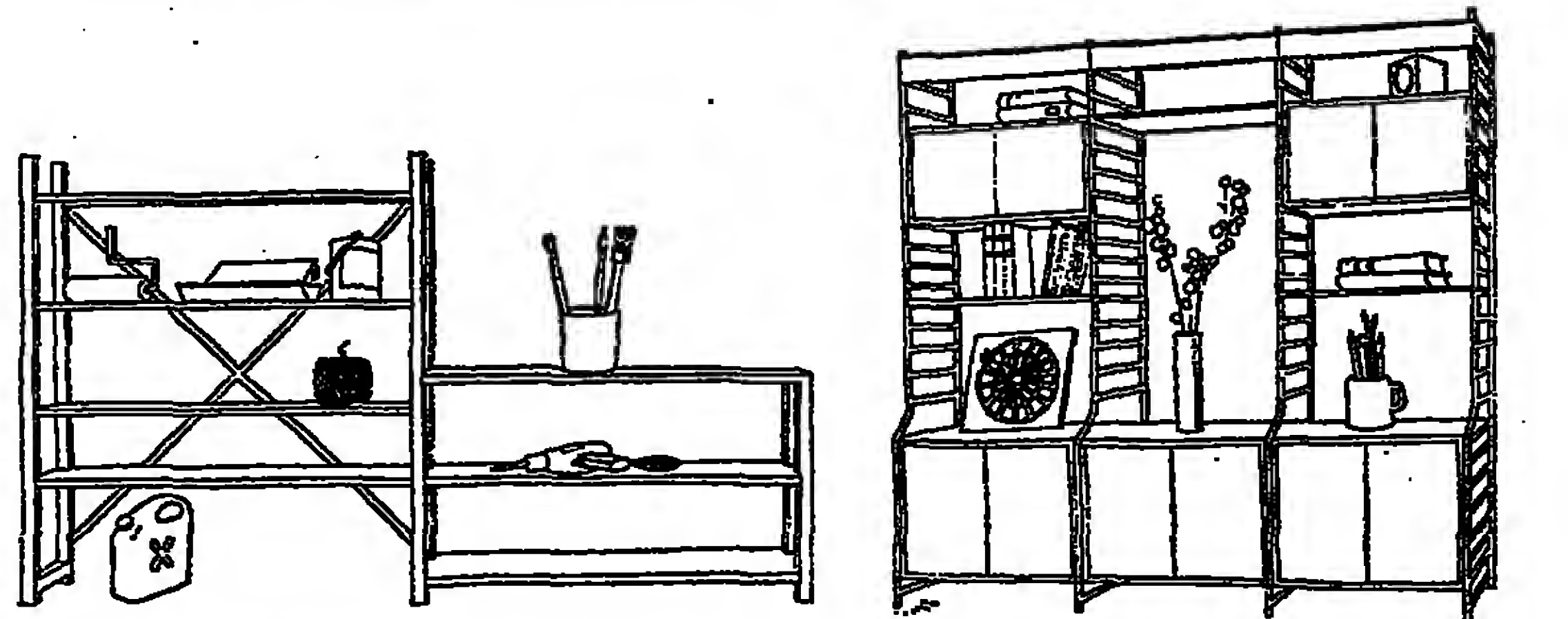
Après avoir présenté les structures, les moyens et les objectifs de son département, le ministre a invité les autorités ecclésiastiques à ne point prendre parti dans les conflits touchant au cadre de vie.

Il n'a pu s'empêcher de citer Marckolsheim et le Larzac. Dans le premier cas, les pasteurs alsacien et badois étaient au premier rang des opposants, dans le second, l'évêque de Millau a demandé qu'on reconside le dossier. « Par contre, a dit M. Jarrot, je vous demande d'employer votre sagesse à rapprocher les opposants et à développer le dialogue. »

« Vos préoccupations, lui ont répondu en substance les représentants des trois confessions, rejoignent nos soucis les plus profonds. » En tant que croyant, a même ajouté le pasteur Grainer, notre participation à votre combat est un impératif. Mais l'évêque luthérien a montré moins d'optimisme que les autres participants sur l'issue de cette bataille : « Tant que notre pays aura comme idéal la poursuite de la croissance, dit-il notamment, nos actions ne seront-elles pas condamnées à l'échec ? »

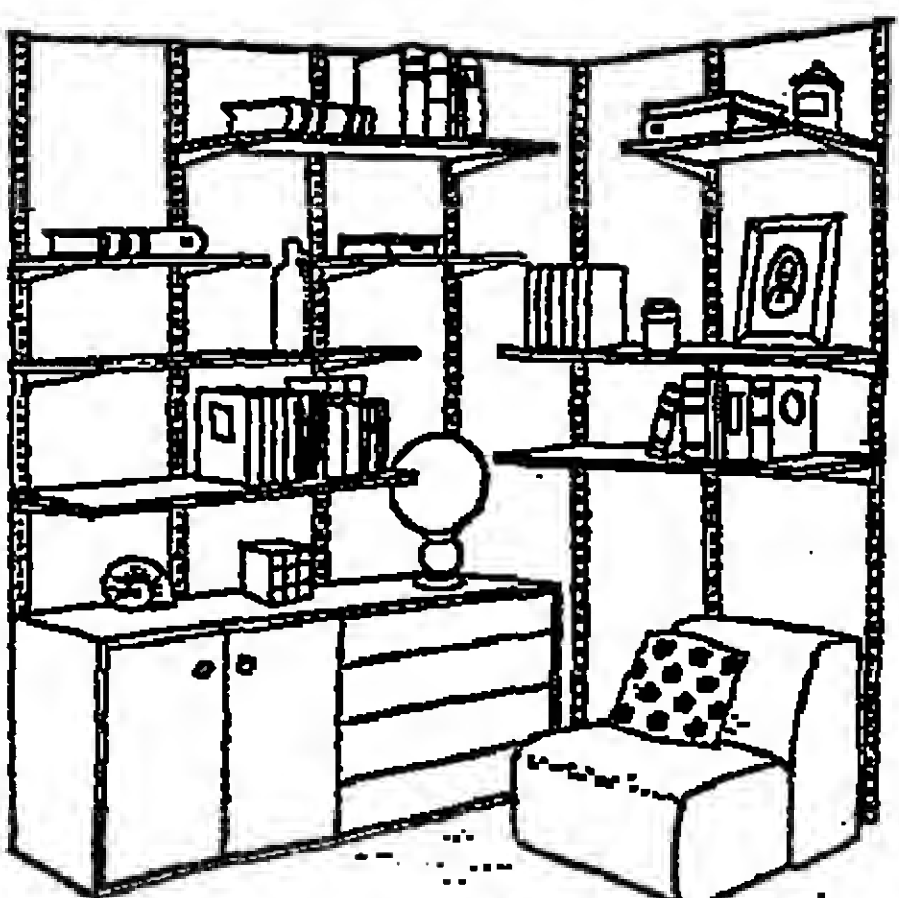
Exposition kits-rangement, au BHV rivoli du 8 au 22 mars.

Les kits-rangement s'assemblent comme un jeu de construction en quelques heures. Superposables et juxtaposables vous pouvez créer vous-même sans outils particuliers un rangement décoratif et fonctionnel. avec un grand choix de crémaillères consoles et tablettes.

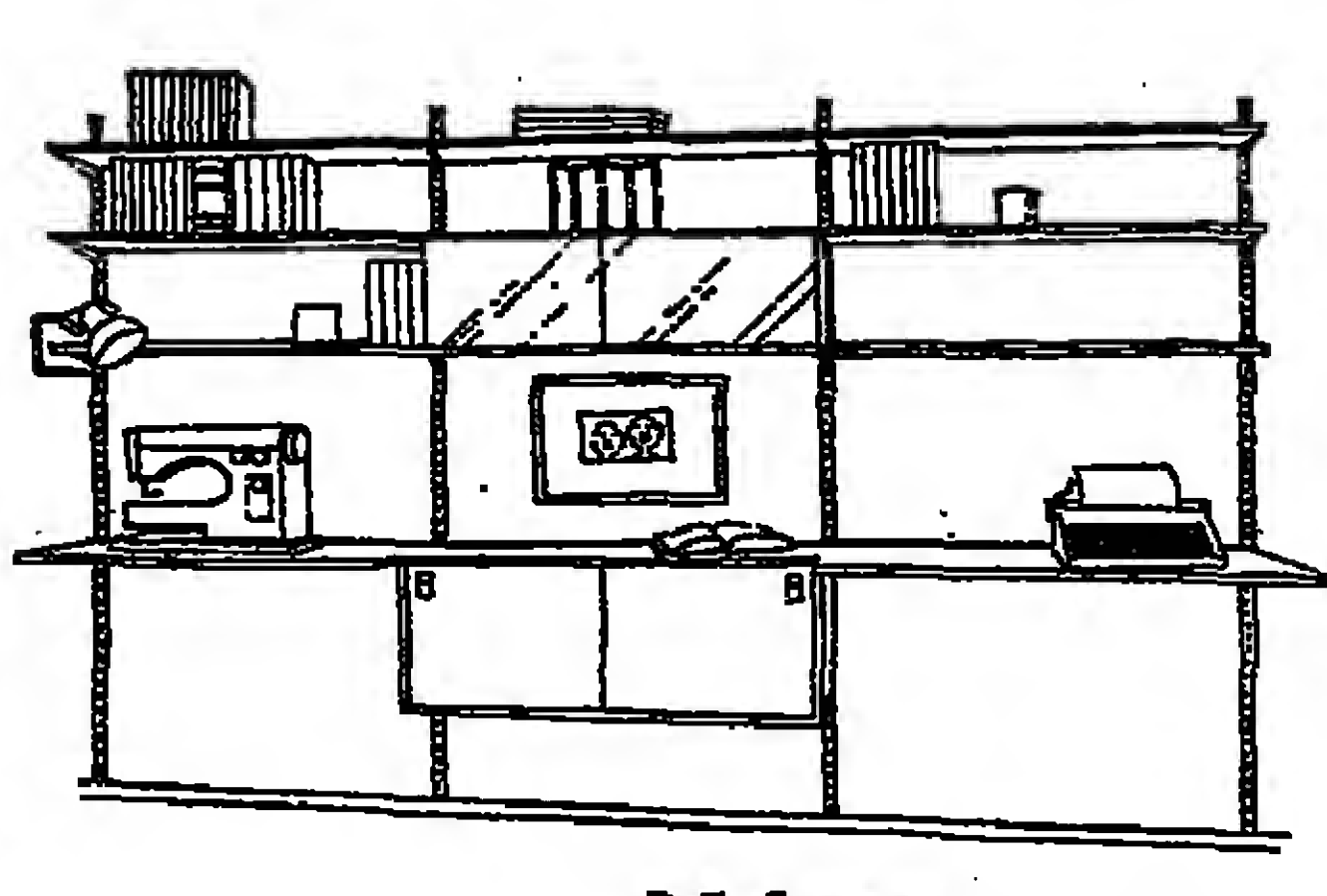


Bruynzeel. Ce sont les éléments les plus simples dans leur principe. Des « colonnes » articulées à crémaillères permettent de monter les pièces les plus diverses de votre choix. Elles sont entièrement en bois naturel. A votre choix.

W.H.B. Poschinger. Ce qui fait l'originalité de ces éléments juxtaposables, c'est qu'ils peuvent être posés ou accrochés au mur. Les montants et les systèmes d'accrochage métalliques reçoivent des tablettes en bois, noyer, laque ou racornal.



Sofadi. Les modules articulés sont combinés de mille manières. Les séparateurs de placards, dans un cadre combinatoire grâce à son mécanisme à l'aluminium anodisé.



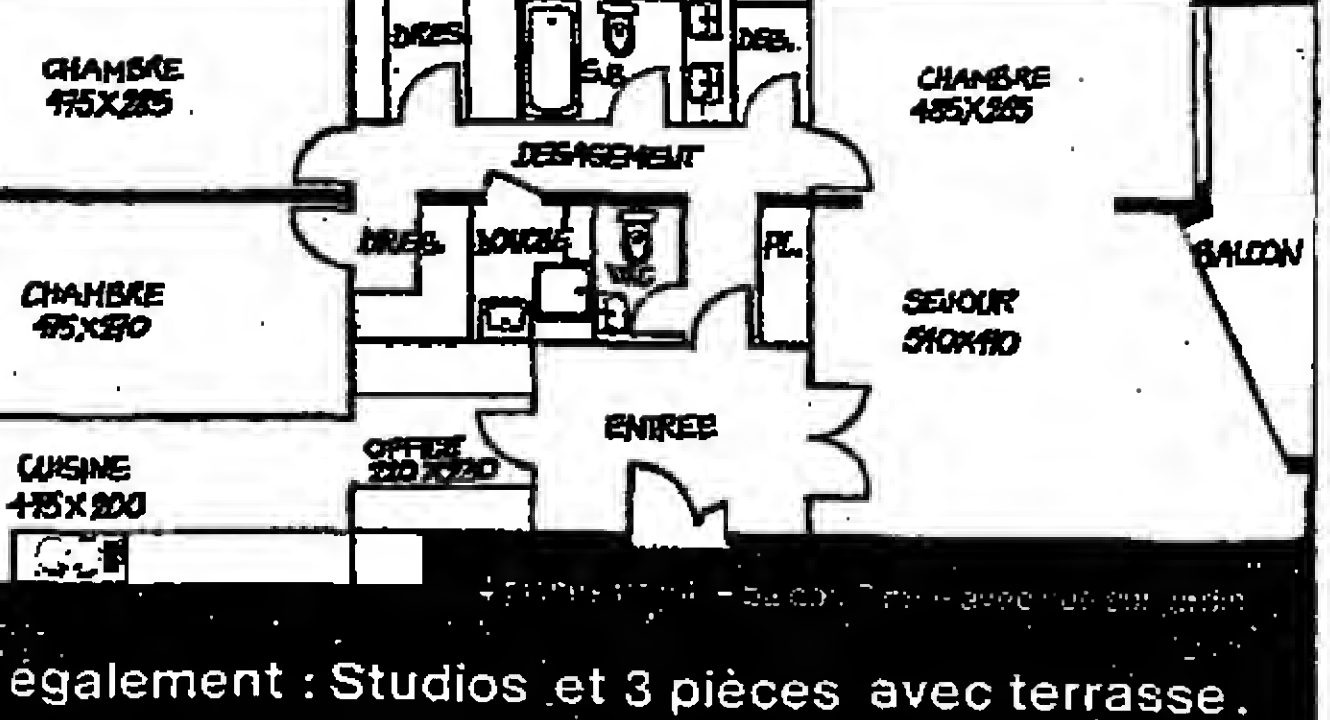
Pelly System. Éléments modulables rapides, de 30 cm de hauteur, ils se montent et se démontent sans outils. Ils sont disponibles en bois naturel ou en mélaminé.

Au BHV Rivoli toutes les grandes marques : WHB Poschinger - Prisma - Bruynzeel - Storeys - Guilma - Tubolyne - System K - Pelly System - Sofadi - Dalami - Grosfillex et les chauffeuses RAZ.

On n'est jamais mieux servi que par soi-même.

Bazar de l'hôtel de ville BHV

Quelques m² supplémentaires pour le plaisir c'est ça le vrai luxe ! à 5997f moyen le m² au cœur du 16ème on peut encore se l'offrir 10 avenue Boudon 53 rue la Fontaine



Prix fermes et définitifs livraison avril 1975. également : Studios et 3 pièces avec terrasse. Renseignements et vente Une réalisation pierre bahon s.a BAL. 46.62 20, Av. Franklin Roosevelt Paris 8° sur place bureau de vente et appartement modèle samedi-dimanche de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 h lundi-vendredi de 14 h à 19 h

BON A DÉCOUPER NOM ADRESSE TEL. Désire recevoir une documentation complète sur BOUDON LA FONTAINE

ENVIRONNEMENT

APPEL DES 400

Appel de se livrer campagne d'intoxication

M. Jarrot dit avec les responsables religieux... Les centres de la fin de l'année 1974 ont été marqués par la grève des centres de la fin de l'année 1974...

Quelques m² supplémentaires pour le plaisir... c'est ça le vrai luxe! à 59971 moyen le m²... on peut encore se le offrir 10 avenue Boudou...

pienne bahon BAL 46.62... SIGMI constructeur GROUPE EMPAIN SCHNEIDER

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

P.T.T.

DIFFICILES LENDEMAINS DE GRÈVE

Les chèques postaux seront entièrement automatisés l'année prochaine

La grève de la fin de l'année 1974 a été marquée par la grève des centres de la fin de l'année 1974... Les chèques postaux seront entièrement automatisés l'année prochaine...

est-à-dire le jour J, il faut attendre le lendemain (jour J + 1), car l'ordinateur ne travaille que dans la soirée... L'administration ne s'est pas contentée d'introduire l'électronique...

Une nouvelle formule : le post-chèque

À l'étude, le post-chèque. Ce serait une sorte de travelling-check payable dans dix-sept pays... Dès le mois de juin, les bureaux de poste de la région de Nantes seront dotés de terminaux d'ordinateur...

provision à condition que le livret d'épargne soit crédité... L'administration des chèques postaux et l'ordinateur devraient peu à peu mettre fin à la rigidité législative des C.C.P. Il ne faut pas oublier que les bilans des comptes de chèques postaux sont des petits dépositants qui tiennent par-dessus tout à la sécurité postale...

Le système traditionnel de gestion des C.C.P. a été importé d'Allemagne entre les deux guerres... En 1962, l'administration s'est lancée dans l'électronique... En 1962, l'administration s'est lancée dans l'électronique...

En 1962, l'administration s'est lancée dans l'électronique... En 1962, l'administration s'est lancée dans l'électronique... En 1962, l'administration s'est lancée dans l'électronique...

Au rythme de 100 millions de francs dépensés annuellement au cours des derniers exercices, l'effort de modernisation de l'administration commence à porter ses fruits... Au rythme de 100 millions de francs dépensés annuellement...

Jour J + 1

Cette frustration « géographique » est encore accrue par la déflation des effectifs : dix-huit cents postes budgétaires seront supprimés cette année dans les services financiers... Cette frustration « géographique » est encore accrue par la déflation des effectifs...

Pêche

LE CONFLIT DE LA PÊCHE EN BRETAGNE. — Le conflit qui oppose armateurs et marins-pêcheurs à Concarneau, à propos d'une nouvelle pêche de la prime de fin d'année et du repos de fin de campagne... LE CONFLIT DE LA PÊCHE EN BRETAGNE. — Le conflit qui oppose armateurs et marins-pêcheurs à Concarneau...

Assemblées régionales

Provence-Côte d'Azur : priorité aux besoins sociaux

Marseille. — Après avoir adopté le 14 février l'enveloppe, par commissions, des dépenses budgétaires pour 1975, d'un montant de 78 millions de francs... Marseille. — Après avoir adopté le 14 février l'enveloppe, par commissions, des dépenses budgétaires pour 1975...

ment (28 millions de francs sur 63,3 millions). L'assemblée régionale a, d'autre part, mis l'accent sur quatre grands thèmes d'action : environnement (30 % du budget), communications (10 %), défense et promotion de l'emploi (15 %) et animation et promotion sociale (18 %)... ment (28 millions de francs sur 63,3 millions). L'assemblée régionale a, d'autre part, mis l'accent sur quatre grands thèmes d'action...

De notre correspondant régional

à l'irrigation, mais aussi à l'innovation technologique et à l'industrialisation, au tourisme et à la formation... à l'irrigation, mais aussi à l'innovation technologique et à l'industrialisation, au tourisme et à la formation...

l'unanimité par les membres de l'assemblée, il apparaît nécessaire de lancer une action importante en faveur du maintien d'activités artisanales et industrielles... l'unanimité par les membres de l'assemblée, il apparaît nécessaire de lancer une action importante en faveur du maintien d'activités artisanales et industrielles...

GUY PORTE.

Dans le domaine de l'environnement, la quasi-totalité des crédits disponibles ont été affectés à des opérations d'assainissement... Dans le domaine de l'environnement, la quasi-totalité des crédits disponibles ont été affectés à des opérations d'assainissement...

Une aide pour Draguignan

Le conseil a offert par ailleurs à la ville de Draguignan une subvention spéciale de 2 millions de francs, prélevée sur les crédits du Fonds d'orientation et d'aménagement régional... Le conseil a offert par ailleurs à la ville de Draguignan une subvention spéciale de 2 millions de francs, prélevée sur les crédits du Fonds d'orientation et d'aménagement régional...

BOURGOGNE : POUR UNE AGENCE FONCIÈRE. — Le conseil régional de Bourgogne a approuvé, le mercredi 5 mars, le rapport sur l'orientation préliminaire du VII^e Plan... BOURGOGNE : POUR UNE AGENCE FONCIÈRE. — Le conseil régional de Bourgogne a approuvé, le mercredi 5 mars, le rapport sur l'orientation préliminaire du VII^e Plan...

bonnes raisons d'acheter aujourd'hui à: FLORIN 12... Renseignements et Vente : sur place, en semaine de 14 h à 19 h, les samedi et dimanche de 10 h à 19 h... et GEFIC : 82, Champs-Élysées - Paris 8^e - Tél. ALM 98-88

bonnes raisons d'acheter aujourd'hui à: FLORIN 12... Pour recevoir gratuitement une documentation Florin 12, veuillez retourner ce coupon à : GEFIC 82, Champs-Élysées 78008 Paris.

1ère bonne raison

Des prix fermes et définitifs. C'est-à-dire sans aucune révision du jour de la réservation de votre appartement, jusqu'à sa livraison.

2ème bonne raison

Des appartements du studio au triplex livrés dans 6 mois (été 1976).

3ème bonne raison

4450 F le mètre carré (prix moyen - ferme et définitif) les appartements de Florin 12 sont aujourd'hui nettement en dessous de la moyenne des prix pratiqués dans Paris. C'est prouvé.

4ème bonne raison

Le confort et la finition des appartements : l'appartement modèle permet de juger sur place de la qualité exceptionnelle des matériaux et des prestations : verre fumé et aluminium des façades, équipement complet des cuisines, meuble-coiffeuse et pure-douche dans les salles-de-bains, toile de lin sur les murs, ne sont que des exemples.

5ème bonne raison

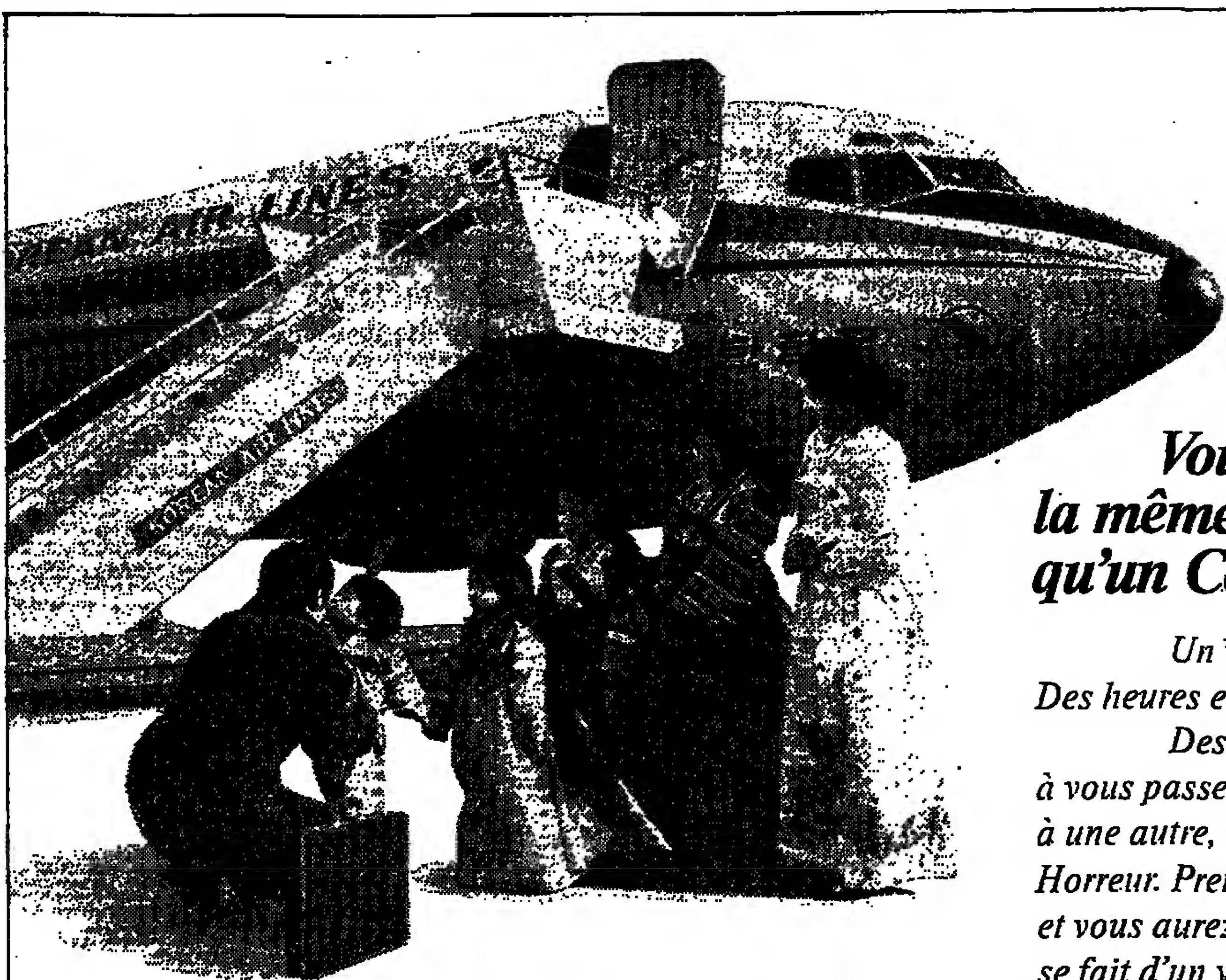
Le métro à pneus (station Bel Air - ligne n° 6), au pied de l'immeuble, et pour faciliter les choses de la vie, tous les commerces de la Nation à moins de 600 m.

6ème bonne raison

Florin 12 est situé dans l'un des beaux quartiers de Paris, dans le secteur résidentiel du 12^e arrondissement, près du square Courtelaine, de la Porte Dorée et du Bois de Vincennes.

سكان الأصل

صكزامن الأصل



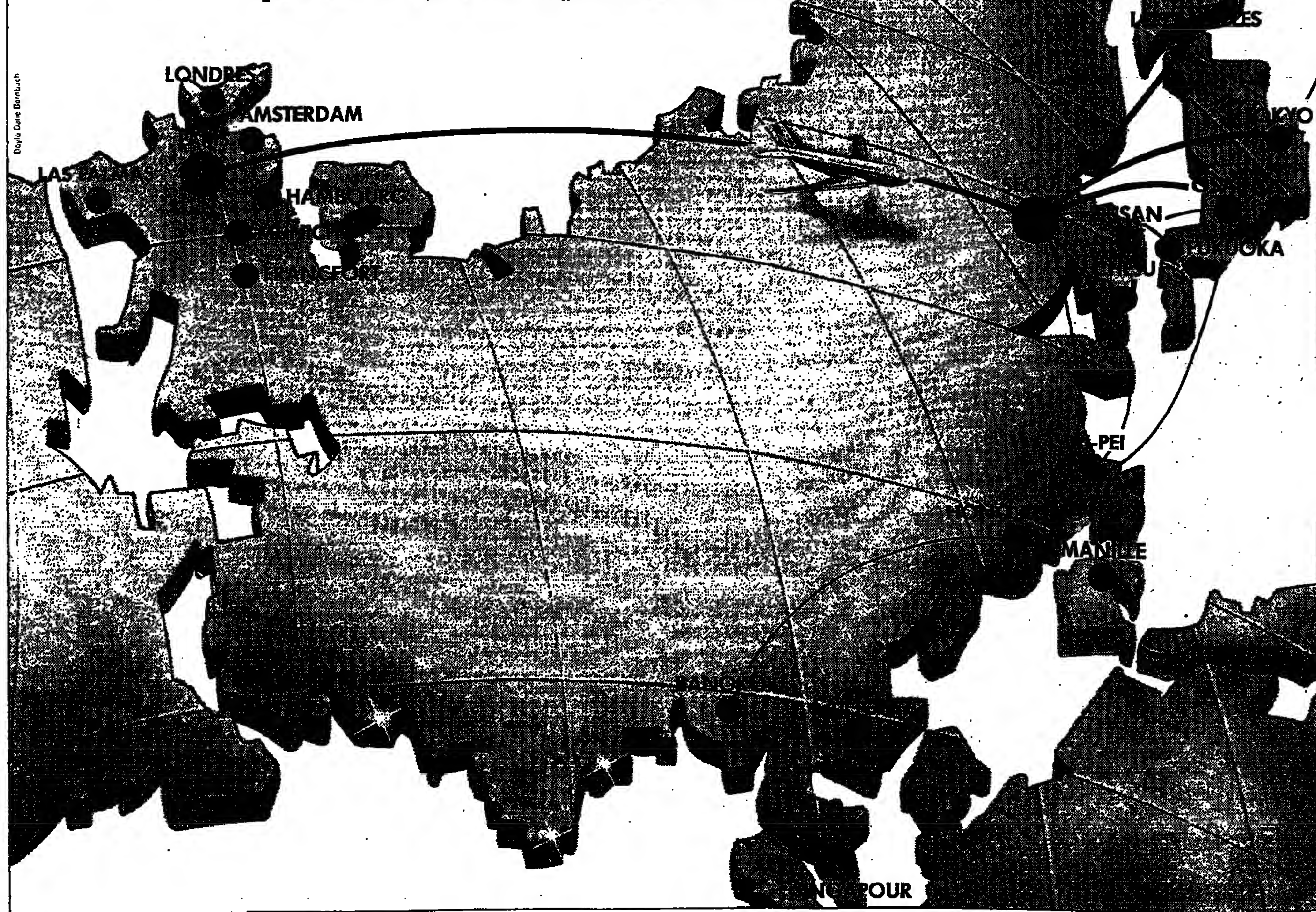
Vous vous faites probablement la même idée d'un voyage à Séoul qu'un Coréen d'un voyage à Paris.

Un voyage à Séoul ? Bof ! quelle idée. Des heures et des heures d'avion. Des escales dites techniques qui servent à vous passer d'un avion à l'autre, d'une compagnie à une autre, d'un pilote hongrois à un pilote javanais. Horreur. Prenez la même phrase, relisez-la à l'envers et vous aurez exactement l'impression qu'un Coréen se fait d'un voyage à Paris.

C'est dommage, car les idées toutes faites se retournent souvent contre vous. Séoul, d'accord ce n'est pas la porte à côté. Mais imaginez le marché en pleine expansion qui vous attend là-bas. Alors pour faciliter les relations très fructueuses sur le plan des affaires entre la France et la Corée, la Korean Air Lines inaugure à partir du 15 mars 1975 un vol direct Paris-Séoul par la route polaire. La route polaire en boeing 707 et avec nous, c'est déjà un peu du tourisme : cuisine coréenne (il faut y avoir goûté pour savoir), hôtesse en tenue traditionnelle avec un accueil tout aussi "oriental". Maintenant si vous continuez à vous faire d'un voyage à Séoul la même idée qu'un Coréen d'un voyage à Paris, c'est vraiment que vous ne savez pas lire entre les lignes. Ni attraper les bonnes idées au vol.

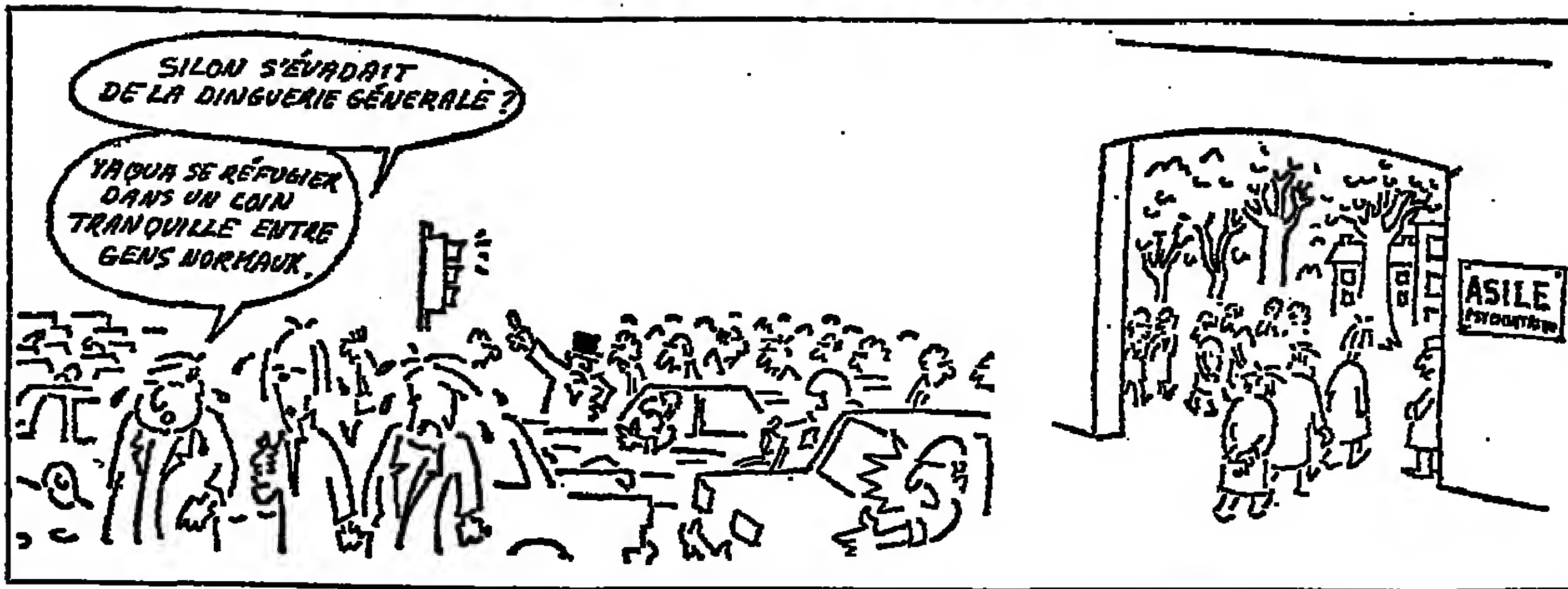
KAL KOREAN AIR LINES

A partir du 15 Mars, 2 vols directs par semaine Paris-Séoul.



SILON, YAQUA et PITUCÉ

DE GUY BÉART
DESSINS DE KONK



LES PUBLICATIONS
DE LA DOCUMENTATION
FRANÇAISE

La direction de la Documentation française a publié les textes suivants :

OUVRAGES

Rapport du comité d'étude pour la réforme de l'entreprise, présidé par Pierre Sudreau. (Le volume 192 p., 12 F.)

L'enseignement supérieur en alternance, actes du colloque national de Rennes, par B. Giroud de l'Ain ; description de systèmes étrangers d'études supérieures en alternance ; quelques perspectives françaises. Actes du colloque de Rennes. Annexe. (Le volume 240 p., 30 F.)

Les Femmes, guide bibliographique établi par la bibliothèque de la Documentation française. Les femmes à travers les publications de la Documentation française. Approche historique. Condition de la femme. Études par pays. Le travail féminin. La vie civile des femmes. La presse féminine. Contrôle des naissances et avortement. Prostitution. (Deux volumes 250 + 120 p., 20 F.)

L'Europe médiane, diagnostic pour des avants (par Emilio Pontale, Otto Hieronymi, Xavier Six, Clotilde Durand, Claude Lacombe, Michel Savry). Problématique ; objectifs de la mission ; présentation sommaire de l'aire d'étude. Méthode-diagnostic ; Évaluation de l'organisation ; organisation future ? Données régionales : Suisse, Bade-Wurtemberg, Bavière, Autriche, Vénétie, Lombardie, Piémont, Annonces ; Cartographie et statistiques ; les régions françaises frontalières et les investissements étrangers ; le silon alpin. (Le volume, n° 53 de la collection « Travaux et recherches de prospectives », 128 p., cartes, 30 F.)

Les Journalistes, étude statistique et sociologique de la profession. L'enquête sur les nouveaux titulaires de la carte de journaliste (1964-1971). Les caractéristiques socio-culturelles des nouveaux journalistes. Les formations spécialisées. Les situations professionnelles et les emplois. Les relations entre les situations professionnelles et les caractéristiques socio-culturelles. Les rémunérations des nouveaux journalistes. Annexe. (Le volume, collection « Dossier du CERSAQ », n° 9, 104 p., 15 F.)

PERIODIQUES

La Rhodésie, Evolution politique et constitution (par Pierre-Michel Eisenmann). L'évolution politique ; Le système constitutionnel républicain ; Les forces politiques organisées ; Les relations inter-raciales ; La situation internationale de la Rhodésie ; Bibliographie. Texte de la Constitution de 1969 (N° 4151, 4152, 68 p., 9 F.)

Problèmes politiques et sociaux. Articles et documents d'actualité mondiale ; Japon : le nouveau cabinet ; Le projet de loi politique ; Élections japonaises et étrangères ; L'actualité au Japon (deuxième semestre 1974). (N° 252, 21 février 1975, série Extrême-Orient, n° 39, 5 F.)

Ces publications sont en vente à la Documentation française, 31, quai Voltaire, 75006 Paris, Cedex 07, tél. DOCFRAN Paris 26226, ou dans toutes les grandes librairies.

Vente par correspondance : les commandes doivent être adressées directement à la Documentation française, accompagnées du titre de paiement libellé au nom du régisseur des recettes, C.C.P. Paris 960-98. Les commandes d'un montant égal ou supérieur à 15 francs seront expédiées franco de port par voie postale en maxibus. Les commandes inférieures à 15 francs seront majorées d'une somme forfaitaire de 3 francs pour participation aux frais d'emballage, de destruction et de port.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde. Gérants : Jacques Fauché, directeur de la publication, Jacques Fauché.

Imprimé en France par les Éditions du Monde, 10, rue de Valenciennes, 75013 Paris. Imprimé en France.

Reproduction interdite de tout extrait, sauf accord avec l'administration.

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 7 mars à 6 heures et le samedi 8 mars à 24 heures :

Un courant perturbé assez rapide persistera de l'ouest du Portugal à l'Europe sur la face sud des basses pressions du sud de l'Islande. Les différentes perturbations de ce courant traverseront la France, mais épargneront l'extrême Sud-Est et la Corse.

Samedi, des éclaircies assez belles seront observées du Sud-Est à la Corse, tandis que les nuages seront plus abondants près du golfe du Lion. Le reste de la France sera sous l'influence du courant perturbé. Le temps sera souvent très nuageux du golfe de Gascogne et des Pyrénées au Nord-Est et au nord des Alpes avec des pluies (neige en haute montagne). Les précipitations pourront, par moments, être assez marquées sur le Sud-Ouest et les reliefs du Centre. De la Bretagne et du Nord-Est à la frontière belge, le temps sera en général plus variable, les précipitations plus isolées, tombant surtout sous forme d'averses.

Les vents, de secteur sud-ouest à ouest, seront modérés en général, mais ils pourront être passagèrement assez forts au passage des perturbations sur les côtes de l'Atlantique et de la Manche.

Dans l'ensemble, les températures seront stationnaires ou en légère baisse.

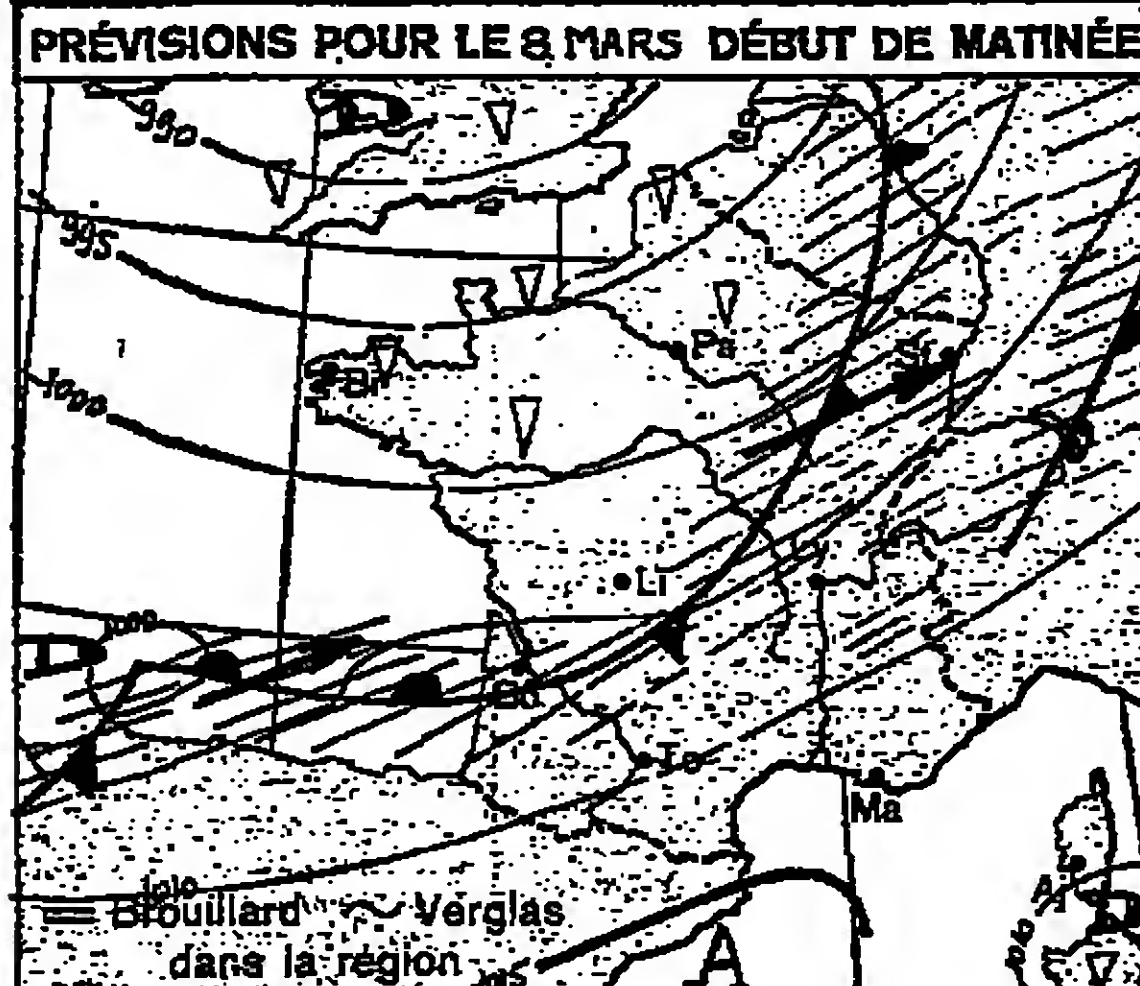
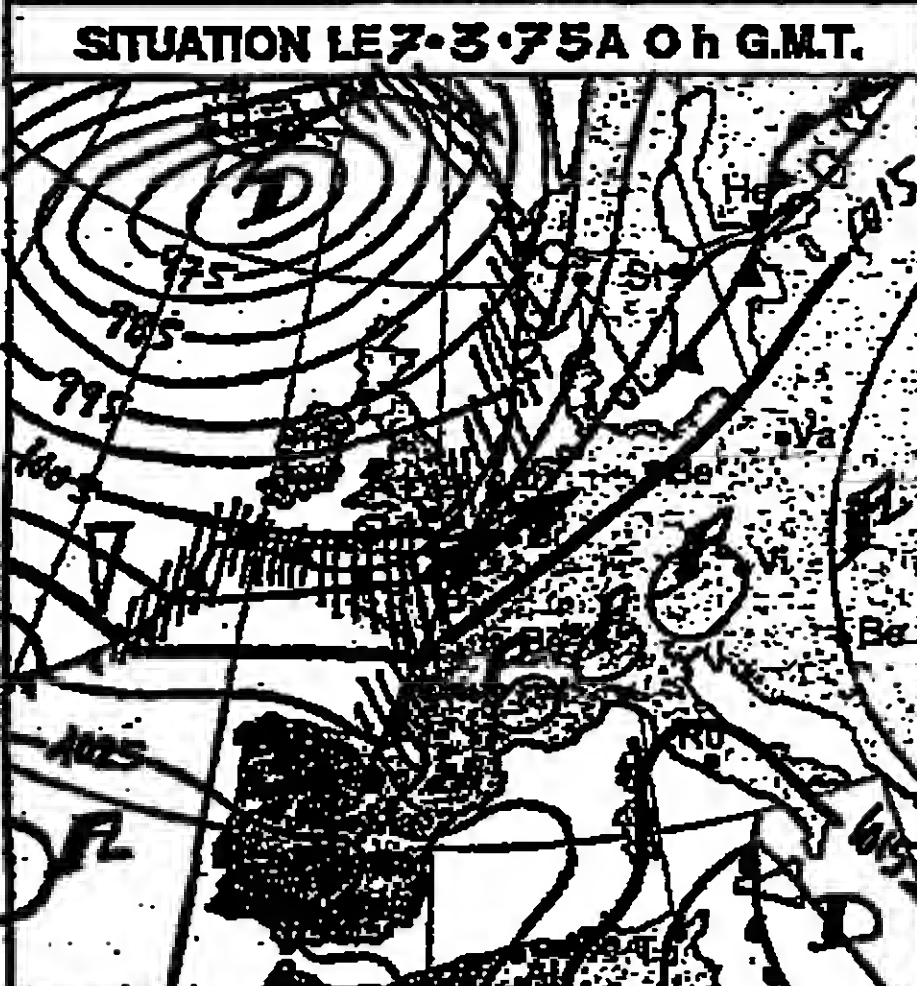
Vendredi 7 mars, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1009,4 millibars, soit 197,1 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 8 mars ; le

MÉTÉOROLOGIE

second, le minimum de la nuit du 8 au 7) : Biarritz, 18 et 12 degrés ; Bordeaux, 16 et 10 ; Brest, 11 et 5 ; Caen, 12 et 8 ; Cherbourg, 10 et 5 ; Clermont-Ferrand, 15 et 5 ; Dijon, 11 et 5 ; Grenoble, 12 et 1 ; Lille, 11 et 7 ; Nancy, 11 et 4 ; Marseille, 18 et 8 ; Nantes, 13 et 9 ; Nice, 15 et 7 ; Paris-Le Bourget, 13 et 7 ; Pau, 16 et 7 ; Perpignan, 17 et 8 ; Rennes, 11 et 9 ; Strasbourg, 13 et 7 ; Tours, 12 et 8 ; Toulouse, 15 et 6 ; Ajaccio, 16 et 8 ; Poitiers-Piura, 28 et 20.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 9 et 7 degrés ; Athènes, 17 et 8 ; Boma, 9 et 5 ; Bruxelles, 10 et 7 ; Le Caire, 22 et 9 ; Les Canaries, 31 et 11 ; Copenhague, 7 et 3 ; Genève, 10 et 0 ; Lisbonne, 15 et 11 ; Londres, 11 et 1 ; Madrid, 14 et 7 ; Moscou, 4 et -3 ; New-York, 12 et 2 ; Palma-de-Majorque, 17 et 7 ; Rome, 16 et 8 ; Stockholm, 4 et 2 ; Téhéran, 12 et 0.



— Lignes d'égalité hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/3 de mm)
— Zone de pluie ou neige ▽ averse ☉ orage → Sens de la marche des fronts
— Front chaud ▲▲ Front froid ▲▲▲ Front occlus

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1055
HORIZONTALEMENT

A crossword puzzle grid with 15 columns and 15 rows. The grid is partially filled with black squares. The text 'ASILE' is visible in the grid.

1. Commandant en chef ; Ne s'en sont donc pas tenus à un coup d'essai. — II. Plus d'une fois émis par Cicéron, au moment où il avait l'intention de se déplacer ; Peu accueillant ; Langue — III. Active n° 1 combustion. — Localité de France ; Terme musical ou adjectif. — IV. Marque un début ; Des poutilles de tout ; Pratiquer certaine suppression. — V. Ses enfants n'ont pas le teint clair (plusieurs mots). — VI. Que l'on peut approcher sans crainte ; Symbole chimique ; Façon de parler (inversé). — VII. Terre ; N'ont jamais raison. — VIII. Époque des souvenirs ; Peut faire un tour avec sa moitié ; Il s'est sans doute fait prier plus d'une fois pour se lever. — IX. Philosophe ; Pénibles. — X. En Suisse ; Ça, c'est. — XI. Ne sont donc pas restées de glace. — XII. Consulté par un commandant de bord ; Symbole chimique. — XIII. Que l'on peut retourner ; Peut se lire dans les deux sens ; Souvenir ; N'arrête pas de parler (inversé). — XIV. Figure généralement l'objet d'émissions clandestines. — XV. Donne des réponses ; Ne brille pas aussi longtemps qu'il voudrait ; Émis par l'état quand ils sont publics. — XVI. Précède un départ ; Dans une location ; Fin de mode ; Possessif. — XVII. Lac ; Évoque une période généralement fiévreuse. — XVIII. Abréviation ; Souvent fois mis à contribution par La Fontaine ; Il lui arrive de charrier ; Une chose qui ne tient pas debout. — XIX. Arriver ; Entonné par reconnaissance (deux mots) ; Sigle. — XX. Ce qu'a eu le vaincu ; Hache. — XXI. Plus d'une fois imploré par les galériens ; Pronom ; Bien entouré. — XXII. Sacré, ils se nourrissent à bon compte ; Plus flatteurs.

Solution du problème n° 1054

Verticalement
I. Distract. — II. Ormeau ; Ob. — III. Do ; Ni ; Mur. — IV. Ondes ; Rd. — V. F.M.U. — VI. Verrins. — VII. Aériens. — VIII. Vue ; Ta. — IX. Vois ; Amer. — X. Sure ; Nord. — XI. Stase ; Las !

Horizontalement
1. Dodo ; Veuves. — 2. Ironie ; Out. — 3. SM ; Ravira. — 4. Ténébrennes. — 5. Rade ; Tra. — 6. Au ; Et ; An. — 7. Pré ; Mol. — 8. Tourmentera. — 9. Broussards.

GUY BROUTY.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 7 mars 1975 :

- DES ARRÊTÉS
● Fixant le montant du fonds de trésorerie du Centre de sécurité sociale des travailleurs migrants ;
- Portant création du comité consultatif du chemin de fer corsé ;
- Fixant en 1975 les dates des épreuves écrites des concours d'entrée à l'École normale supérieure et à l'École normale supérieure de jeunes filles et du concours d'admission dans les écoles normales supérieures de Saint-Clément et de Fontenay-aux-Roses.

D'autre part, le Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses du 7 mars publie des décrets conférant la médaille paléontologique portant attribution de la médaille de l'Aéronautique, promotions et nominations dans l'ordre des Palmes académiques ; des arrêtés portant attribution de la médaille de la Gendarmerie nationale, de la médaille des Evadés, de la médaille d'honneur du Travail, et nominations dans l'ordre des Arts et Lettres.

Philippe Taieb*

conseil en haute-fidélité
145, rue de la Pompe, 75016 Paris
Tél. 553.58.46

*voir le Monde du 25 janvier, page 9

Le Monde

DOSSIERS
ET DOCUMENTS

vient de paraître

LE NUMERO 19

comporte dans la série « Économie et Société » :

L'ÉNERGIE
NUCLÉAIRE

et dans la série « Vie sociale et politique » :

LA FAIM
DANS LE MONDE

Feux de vente, le numéro : 2 F.
Abonnement 1 an (10 numéros) : 15 F.

Sur demande, les F. dégrèvent pour abonnements groupés expédiés à une même adresse

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75247 PARIS - CEDEX 05
C.C.P. 4297 - 23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTES (sauf Algérie)
30 F 150 F 232 F 300 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
144 F 275 F 402 F 530 F

ÉTRANGERS
par messagerie
I - BELGIQUE-LUXEMBOURG
115 F 210 F 307 F 400 F

II - TUNISIE
125 F 221 F 307 F 400 F

Par voie aérienne
tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (tous valables) voudront bien joindre ce chèque à leur demande

Changements d'adresse détaillés ou provisoires (deux semaines au plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

la Sémide sous l'égide et avec le concours de la Municipalité procède à la rénovation du plateau de Vanves. Après les résidences, terminées, Jean-Jaurès, Les Vignes, Maine-Anjou, Pasteur, Marceau... Voici, maintenant

SEMI-CLE
Société d'Economie Mixte pour la Construction de Logements Économiques
5, av. Bertie-Albrecht
75008 Paris
766.51.76

GUYEDDE GASCOTTE
Rue Jean-Jaurès à Vanves

Prix moyen actuel : à partir de 3500 F le m² possibilité de signer à prix ferme et définitif. CRÉDITS BANCAIRES POSSIBLES À 80 %

150 APPARTEMENTS A VENDRE
en 3 immeubles de 6-11 et 18 étages du studio (31 m²) au 5 pièces (110 m²)

1^{ère} tranche bât. 52-53 1^{er} trim. 75
2^{ème} tranche bât. 50-50 bis juin 75

renseignements et bureau de vente sur place, tous les jours de 14 h 30 à 18 h téléphone : 738.00.72

سكنا من الأصل

ARTS ET SPECTACLES

En bref

Cinéma

« Les Bijoux de famille »

Sous l'influence d'un couple de domestiques, une famille bourgeoise, dont le père vient de mourir, s'adonne à des jeux érotiques qui font tomber les barrières de classe et les tabous moraux.

dit. Les deux dames sont Claire Nadeau et Carole Jacquot. Tous ces enfants sont vraiment braves et charmants ; tous les comédies sont vraiment drôles.

« Danse de mort »

La danse de mort, au Centre culturel suédois, s'accompagne d'une musique hypnotique celle des voix, voix d'un autre monde transmises à travers l'espace en sons assourdis se courbant jusqu'à un cri.

Théâtre

« Viens chez moi... »

Sur le thème d'une recherche des plaisirs presque interdits et des défenses de l'autocensure, sur le thème de la libération sexuelle, de ses tentations et de ses échecs.

Petit et maigre comme un ver de terre, Luis Rego est dénué de tout. On le voit tout de suite, on est dans la fantaisie. Mais le fait qu'il soit dénué offre l'occasion de changements de décors à vue, en forme de sketches.

E.S.S. en concert !

Deux concerts exceptionnels organisés par E.S.S. à l'occasion du FESTIVAL DU SON. Le lundi 10 mars et le jeudi 13 mars, après la fermeture du Festival.

LA MUSIQUE EST DANS LA RUE

COLLECTAGE DANS LES RUES DE PARIS ET SES BANLIEUES

Ce disque représente plus de six mois de collectage dans les rues de Paris... Et toute une tradition de présence musicale dans la ville.

« LES HARICOTS SONT PAS SALES » : Musique CAJUN de LOUISIANE. « KARAXU » : Chants de la résistance populaire chilienne, etc., etc.

Musique

La Scala de Milan en péril

Les théâtres lyriques, traditionnellement en difficulté financière, ressentent durement les effets de la récession économique. Après le Metropolitan Opera de New-York (« le Monde » des 2 et 3 mars), la Scala de Milan annonce qu'elle est dans une situation critique.

Le compositeur suédois, connu pour ses sympathies marxistes, ne s'est-il pas assuré le concours de deux Soviétiques — David Borovitz, scénographe, et Yuri Lubimov, directeur du Théâtre Turgenev de Moscou — pour composer une fresque à la gloire des luttes ouvrières ?

Culture

Bruno Bayen au Centre dramatique de Toulouse

Le secrétariat d'Etat à la culture vient de nommer Bruno Bayen codirecteur, avec Maurice Sarraïn, du Centre dramatique national de Toulouse.

Lorsque l'un naissait, l'autre faisait déjà du théâtre à Toulouse : Bruno Bayen a vingt-quatre ans, et a commencé par faire ses études à l'école normale supérieure de la rue d'Ulm.

Bruno Bayen, avec Elsa Pierce, avait déjà écrit, à Madama Hardie, sorte de parapsychisme de « Mère Courage », où l'on voit comment, dans un Far-West imaginaire, en temps d'inflation, une femme est obligée de se déguiser en homme pour travailler et finir par se comporter en homme.

« Ce qui m'intéresse, déclare Bruno Bayen (dans « Atao Information » du mois de mars), c'est de pratiquer un théâtre d'aujourd'hui, comme on le dit d'un certain cinéma. Deux directions me passionnent : la description et l'histoire de l'imaginaire bourgeois... montrer l'idéologie là où elle n'est pas consciente, la trouver là où on ne la cherche pas. »

Le centenaire de Ravel

(Suite de la première page.) On préfère bien souvent ceux qui font l'école bulgaresque, folâtrer dans l'herbe, tel Claude Debussy, « porte largement ouverte sur une campagne splendide, toute neuve », disait Ravel (à propos de Pelléas), dont le voisinage égarait lui fait encore et toujours jouer le lassant personnage de Comellie auprès de Racine (voire de Brahms en face de Wagner ?).

Ce reproche comme l'idée bicoque de demander au pommier de produire des oranges est d'autant plus injustifié que la gloire n'a pas davantage satisfait Ravel que ses contemporains, malgré le mot de Sauter (« Ravel refuse la Légion d'honneur, mais toute sa musique l'accepte ») ; Ricardo Vines a vu juste : « Il posait pour l'esthète, voulait être incompris, aurait sans doute considéré comme la pire injure à son raffinement la vaste popularité qui lui est échue par la suite. »

Peut-être, en effet, est-on trop vite rebuté par l'éclat et la dureté de diamant d'une œuvre dont la solidité interne est telle qu'elle la met à l'abri du temps (« Vlado Perlemuter », par cette idée que « tout est écrit » et qu'il « n'y a qu'à jouer les notes », accréditée par le compositeur lui-même, donc qu'il n'y a rien au-delà de celles-ci. Et l'on s'en tient donc derechef aux apparences et aux clichés habituels sur l'entente, la tendresse, la féerie, l'artifice surtout. On se fait Ravel écrivain à Cavocoreasi : « Il ne vient donc jamais à ces gens-là l'idée que le peut être artificiel par nature » et qu'il peuplait sa maison de Montfort-Amourz de multiples objets saugrenus, de petites horreurs dont il goûtait l'effronterie dans l'impudence. (Emile Vuillermoz).

Pourtant « l'artificiel » permet sans doute de creuser cette personnalité qui devient vite énigmatique : Roland-Manuel ne craint pas de lui appliquer le portrait de Delgado par Baudelaire : « C'est la même trouille apparente, le même manteau de glace recouvrant une pudique sensibilité... Ce fut, je crois, pour lui Baudelaire, une des grandes préoccupations de sa vie de dissimuler les couleurs de son cœur et de n'avoir pas l'air d'un homme de génie » ; on pourrait même essayer un bien curieux parallèle entre Ravel et Baudelaire (passion de Ravel pour Baudelaire et Poe, le dandyisme, la solitude, les chats, le bizarre, etc.). Ce qui est profond, feu de souffrance jusqu'à la fureur dans Baudelaire est obsession chez Ravel, longue habitude et mal cachée de mélancolie... écrit André Suarès.

Des perspectives peu exploitées

Ces confrontations inattendues doivent inciter à des coups de sonde plus profonds dans la vie et l'œuvre de Ravel qui offrent maintes perspectives peu exploitées. Ainsi la légende de l'insensibilité et de la sècheresse ne peut tenir quand on lit ses lettres (2), enthousiastes sur le Prélude à l'après-midi d'un jeune ou l'Oiseau de feu, fulgurantes d'images instinctives sur la valse du Rhin (« J'ai envie de pleurer de joie ») bouleversées pendant la Grande Guerre : « A-t-on bien aperçu la résonance de celle-ci dans la Valse de Couperin, le Trio et la Valse au « tournoiement fantastique et fatal », dit Ravel, typique, dans son anachronisme, des masques qui recouvrent les obsessions primitives du musicien ? On est bien loin de la méchante image de « l'horloger suisse ».

Il faut retrouver la chair qui palpite derrière cette musique, la palpation du cœur dans la nocturne Habenera, la sensualité incolite de Sérénade, l'impide et déchaînée de Daphné et Chloé, les frustrations qui agitent le plaisir des merveilleuses Valse nobles et sentimentales, la fixité fascinante du Boléro, comme les leurs pourpres et noires, pleines de grondements, de grouillement de monstres peut-être, du

ÉLYSÉES-LINCOLN SAINT-GERMAIN VILLAGE MONTPARNASSE 83. A UNOM DU PEUPLE ITALIEN un film de DINO RISI

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES IMPÉRIAL PATHE - DIDROT HAUTEUILLE - GAUMONT SUD. LA CHAIR DE L'ORCHIDÉE un film de PATRICE CHERBAU

QUINETTE SMOG un film de Christian MOTTIER. la difficulté « d'être » dans la société des maris. LE FILM SUISSE LE PLUS PERSIFLEUR

STUDIO ALPHA - Horaires du film : 13 h. 15 h. 16 h. 17 h. 30 h. 45 h. 22 h. Qui le rejette et qui le défend ? LES AUTRES UN FILM DE HUGO SANTIAGO

Liens du regard

Le premier est de se demander si le regard est un acte ou un état. Si c'est un acte, il implique une intention, une volonté de voir, de saisir, de comprendre.

Enfin une cig que pou

Publicité pour un produit ou service, incluant des images et du texte promotionnel.

Le centenaire de Rodin

Le centenaire de Rodin est célébré par une exposition à la galerie de la Ville de Paris. L'œuvre de Rodin est présentée dans une scénographie qui met en valeur son génie sculptural. Les visiteurs sont invités à découvrir les multiples facettes de son art, de la sculpture à la gravure, en passant par le dessin et l'architecture.

Les œuvres exposées sont regroupées en plusieurs sections, permettant de suivre l'évolution de son style et de découvrir ses influences. Parmi les pièces les plus remarquables, on peut citer *Le Penseur*, *Le Baiser*, *Le Christ évangéliste*, et *Le Bourgeois de Calais*.

Cette exposition est une occasion unique de découvrir l'œuvre de Rodin dans toute sa splendeur. Elle est ouverte tous les jours de 10 heures à 18 heures.

Les perspectives sont riches et variées. Elles permettent de mieux comprendre le contexte social et culturel dans lequel Rodin a travaillé. Ses œuvres reflètent les préoccupations de son époque, ainsi que son engagement humanitaire.

Il est intéressant de noter que Rodin a été influencé par les courants artistiques de son temps, tels que le romantisme et le réalisme. Cependant, il a su développer un style personnel, marqué par une grande expressivité et une maîtrise technique.

Ses sculptures sont caractérisées par une grande sensibilité et une attention particulière aux détails. Elles ont une force évocatrice qui les rend universelles et intemporelles.

Qui le rejette et qui le déteste... LES AUTRES

Formes

Liens du regard

« Liens du regard » (1) n'est pas un simple accrochage où se retrouvent en jansé, au hasard des présentations, les dessins — et rien que des dessins — de cinq artistes : deux morts, illustres, et trois vivants, en passe de le devenir. C'est une confrontation fort bien conçue et équilibrée entre certains qu'on pourrait appeler anciens et d'autres nouveaux, si ce n'est en droit de respect pour les anciens Vuillard, et surtout Bonnard, dont plusieurs croquis datent de 1945, et parmi les nouveaux des noms aussi confirmés, sans même faire allusion à l'âge, que ceux de Vera Paganà, d'Alfred Sorens et de Vieira da Silva.

Pourquoi ne pas considérer aussi comme une expérience (concluante à mon sens) un tel rendez-vous ? Comme une sorte de test des réactions d'un public encore réticent ? Une valeur d'essai est une pierre de touche. A son comble, ces œuvres sont douces, mais ce sont des pessimistes se permettant encore de jurer avec condescendance, prouvant qu'ils savent le coup.

Revenons donc à ces œuvres, où se lit une continuité, une égale admiration. Aux œuvres mortes, six ans, sans pages — quelques sensations toujours subtiles et les collages péripatétiques envahissent comme en filigrane la blancheur ambiante — à la mine de plomb de Paganà et aux Vuillard qui leur font face. Par exemple, deux dessins à l'encre de Chine et au pinceau de la période 1911 : *Silhouettes de femmes enveloppées en robes*, d'une économie économique de moyens, *Bret croisés sur jupes croisées*, d'une folle audace technique. Mais il y en a de plusieurs époques. Ainsi *Paysage d'hiver à Gérardmer* remonte à 1917. *Femmes au miroir* à 1923.

Une douzaine de Bonnard s'échelonnent, eux, sur quarante-cinq ans. Depuis *Moments ou les chiffonniers*, du début du siècle, jusqu'à *Chat fableux* qui se tient bien droit dans sa robe dégrée. Je ne quitterai pas Bonnard sans saluer maintes autres œuvres, un ou deux minuscules marines qui tracent tout l'espace. Ce immense œuvre ne se sent nullement dispersée en compagnie de Sorens et de Vieira da Silva. Lui, douze d'inoubliables compositions compactes et fluides en quête de la pureté primitive — par quelle mutation d'origine ce Hongrois parvient-il à son cœur défendant à créer un climat d'«*Barême-Orient*» ? Libre à vous de décider dans un sens ou pour jeter ses œuvres rivales de Chine. Elle, avec ses courbes de rêve, ses ébauches aux rejonctions éperdues, son trait solide devenu parfois plus figuratif, si l'on peut dire, lorsqu'il libère une volée d'oiseaux.

Bienheureux dessin qui bénéficie enfin d'un intérêt croissant, à ce tableau. Il suffit d'un crayon, ou d'une gouge d'encore. Pour le contour, on ne se expose sans d'instinct sans tous les choix de magnifiques coloriers. — fermez les yeux.

Revenez-les si vous recherchez des graphismes matériels et solides de voir les linéaires de Pierre-Émile Clairin (2). Il tient, lui, à rester fidèle à une tradition intemporelle. Humilité devant l'objet, devant le monde extérieur dont sont respectés les formes, et souci scrupuleux d'exercer à la perfection le dur métier de graveur. Clairin est un des très rares artistes qui effectuent encore en personne, de leurs mains, toutes les opérations de la lithographie.

Revenons à ces œuvres, où se lit une continuité, une égale admiration. Aux œuvres mortes, six ans, sans pages — quelques sensations toujours subtiles et les collages péripatétiques envahissent comme en filigrane la blancheur ambiante — à la mine de plomb de Paganà et aux Vuillard qui leur font face. Par exemple, deux dessins à l'encre de Chine et au pinceau de la période 1911 : *Silhouettes de femmes enveloppées en robes*, d'une économie économique de moyens, *Bret croisés sur jupes croisées*, d'une folle audace technique. Mais il y en a de plusieurs époques. Ainsi *Paysage d'hiver à Gérardmer* remonte à 1917. *Femmes au miroir* à 1923.

Revenons à ces œuvres, où se lit une continuité, une égale admiration. Aux œuvres mortes, six ans, sans pages — quelques sensations toujours subtiles et les collages péripatétiques envahissent comme en filigrane la blancheur ambiante — à la mine de plomb de Paganà et aux Vuillard qui leur font face. Par exemple, deux dessins à l'encre de Chine et au pinceau de la période 1911 : *Silhouettes de femmes enveloppées en robes*, d'une économie économique de moyens, *Bret croisés sur jupes croisées*, d'une folle audace technique. Mais il y en a de plusieurs époques. Ainsi *Paysage d'hiver à Gérardmer* remonte à 1917. *Femmes au miroir* à 1923.

PIANOS ORGUES CLAVECINS
piano center
242.26.30
LUMÈRE CONDUITE SUPRÉMATIE
71, RUE DE L'ÉGLISE - 92250 LA GARENNE

PIANOS, ORGUES ET CLAVECINS
242.26.30
piano center
CROIX DE 2 à 5 ans : occasion PIANO-BAL.

Théâtre

«CHRISTOPHE COLOMB» de Claudel, au Théâtre d'Orsay

Écrit dans la foulée du *Souffle de sarrasin*, le *Livre de Christophe Colomb*, aux prétentions et aux dimensions plus modestes, reprend, par la voix du «*Révélateur du globe*», la folle ambition de Don Rodrigue qui disait : «*Je suis venu pour élargir la Terre*». Comme l'indique son titre original, abrégé pour la représentation, Claudel a donné un somptueux livre d'images, à peine reliées entre elles par l'artifice de l'«*Explicateur*», un livre qui s'est bientôt transformé d'abord en oratorio complété par la musique de Darius Milhaud. Puis en pièce à grand spectacle avec la collaboration de Jean-Louis Barrault, trop heureux de réaliser son rêve de «*théâtre total*».

Le vingtième anniversaire de la mort de Paul Claudel, terrassé par une crise cardiaque le 23 février 1955, est le prétexte de cette reprise qui met en œuvre, et en mouvement, un maximum de moyens d'expression. La parole est soutenue, amplifiée, multipliée par l'orchestre et les chœurs, les ballets, le cinéma qui projette ses images sur la grand-voile de la

caravelle. Et les principaux tableaux, historiques ou imaginaires de la vie de Christophe Colomb du drame Laurent Terrier qui, légèrement écarté au début, prend peu à peu une terrible autorité, dédoublé par le Christophe Colomb de la légende (Jean-Louis Barrault) — cette surimpression, ce dialogue des deux matérialisations du même personnage est la grande originalité de l'ouvrage —, se succèdent, savoureuse ou déroutante mixture baroque de haut lyrisme et de pitreries, d'instants pathétiques — quand notamment Christophe enchaîné tient le mât — parfois violente, et d'instants burlesques. Savante et «*facile*», la musique épouse les courbes du texte, souligne, sans le résoudre, son découpage avec des passages de musé-ball, et à la fin d'une controverse avec le public, sans cesse pris à partie, un «*mélange de fandango et de danse du ventre*» qui mettent la salle, et nous-mêmes, en joie.

Le moment le plus dramatique, c'est pour sûr comme l'annonce l'«*Explicateur*», «*la grande scène, la fameuse scène de la révolte des*

marins». Ayant maté l'équipage, — avec quelle dureté ! — Christophe Colomb règne la grande, la constante aspiration claudélienne : «*Est-ce que la vie du matelot n'est pas éternellement non pas d'arriver mais de partir ?... Je vous déclare que, si cela dépend de moi, le voudrais être éternellement parti que le retour serait impossible ! Ah ! Je n'en aurais jamais assez de ces étendues immenses et désertes !...*»

En contrepartie, il y a le jugement de l'histoire, la vision (sur l'écran) des conséquences, à venir, de la découverte du Nouveau Monde, commentée par le cuisinier : «*Tout un peuple, toute une vaste multitude que tu es exterminée*». Puis : «*Salut au restaurateur de l'esclavage !*»

Si on est déjà loin du verset, bourré de charge poétique, de *Partage de midi* ou de *l'Avance*, la langue reste drue, charnue, concrète.

Tout cela mis en scène avec un dynamisme qui ne laisse aucun temps mort — même lorsque l'écran «*si on peut ici parler d'antagonisme*» est ralenti par des ondantes pleins de tendresse, surtout lorsque paraît Isabelle la Catholique (Madeleine Renaud), l'un amour mystique attaché à Christophe.

Le spectacle eût été sans bavure et le dernier tablier, au paradis de l'idée, n'aurait accusé un net fléchissement. Il est toujours dangereux de faire évoluer le plateau, de faire évoluer les robes blanches. Terminée au moment où les deux Christophe se fondent l'un dans l'autre abolissent leur dualité, la pièce aurait gardé toute sa force.

JEAN-MARIE DUNOYER.
★ Théâtre d'Orsay, à 20 h 20.

Enfin en France, une cigarette douce que l'on aime pour son goût.

Rares sont les fumeurs qui, à un moment donné, ne recherchent pas une cigarette plus légère que celle qu'ils fument d'habitude. Rares sont ceux qui ont trouvé une satisfaction car, jusqu'à maintenant, aucune cigarette n'avait réussi à gagner en légèreté sans perdre en goût.

C'est parce que Silk Cut a réussi à concilier goût et légèreté qu'elle a connu un immense succès en Angleterre (4 fumeurs sur 5 de cigarettes légères!).

Pour réussir Silk Cut, il ne suffisait pas d'en avoir l'idée, il fallait encore pouvoir trouver la bonne formule compte tenu de la variété des tabacs et de la multiplicité des combinaisons possibles.

Le premier atout de Silk Cut: le choix du tabac.

Il en va des tabacs comme des vins. Il y a de bonnes et de mauvaises années. Il y a des dizaines de variétés aux caractéristiques différentes. Nous avons réussi à trouver celle qui était à la fois douce et parfumée.

Le goût provient des feuilles du haut.

Le douceur, de celles du bas.

Par ailleurs, sachant que dans le tabac les feuilles du haut exposées au soleil ont un goût plus fort que celles du bas protégées du soleil, nous avons opéré un dosage entre les deux. Pour atteindre à un équilibre parfait.

Le deuxième atout de Silk Cut: la qualité du filtre.

Pour obtenir une cigarette légère, un seul filtre ne suffit pas. Nous avons donc mis un filtre de granules de carbone à l'intérieur du filtre.

Et comme nous voulions que Silk Cut soit vraiment la cigarette la plus douce, nous avons inventé pour ce filtre un nouveau système d'aération.

Regardez le dessin ci-dessous. Sur le filtre, il y a des petits trous. En réalité ils sont plus petits qu'une tête d'épingle.

Quand on aspire la fumée, de l'air frais passe au travers de ces trous et se mélange à l'air qui a traversé la cigarette.

Pour compléter le tout, nous avons choisi un nouveau papier très poreux. Le résultat, c'est Silk Cut : une cigarette douce que l'on aime pour son goût.

Vous pouvez le vérifier tout de suite car les cigarettes Silk Cut sont désormais en vente en France.

Silk Cut.
"The mild cigarette." L'anglaise douce.

STUDIO DE LA HARPE

LE PREMIER ET LE MEILLEUR
BUSTER
KEATON
LES LOIS DE L'HOSPITALITÉ

Festival elipson au Festival du son

au stand N° 122
6 nouvelles enceintes acoustiques très haute fidélité
auditions d'enregistrements de l'orchestre de Paris

elipson
la perfection du son

PIANOS ORGUES CLAVECINS
piano center
242.26.30

سكوت من الأمل

Centre Culturel Suédois
11, P. Feytaud, Paris-9^e.

LA DANSE DE MORT
Strindberg
Mise en scène : Jacques BAILLON
Tous les soirs à 20 h. 30 (relâche lundi) jusqu'au 26 mars.

ÉBLOUISSANT !
LA BRUYÈRE - Dir. VITALY

ZOUC
Loc. : TRI. 76-99 et agences

NOUVELLE COMEDIE
OPE 64-74

BRITANNICUS
RACINE
Mise en scène de Daniel Mesguich

THEATRE MODERNE
ROGER HANIN
dans
ZORGLUB
674-94-28

ACTION CHRISTINE 4, rue Christine (6^e) - 325-35-78
ACTION LAFAYETTE 9, rue Buffault (9^e) - TRU. 80-80

ALFRED HITCHCOCK **HUMPHREY BOGART**

Dans toutes les salles ACTION, réduction aux moins de 20 ans et aux étudiants. — Tous les jours.

ALAIN DELON est **ZORRO**



STANLEY BAKER
OTTAVIA PICCOLI - ENZO CERUSCO - CAMPERO ALBERTINI - GIACOMO ROSSI - STUART HARRIS - MARCO ADRIANO SITI - MUSTACHE
DUCCO CASARI

GRAND REX 2.800 PLACES - NORMANDIE - ELYSÉES CINÉMA - NAPOLEON
HELDER - MIRAMAR - MISTRAL - ST-MICHEL
PARAMOUNT GOBELINS - MAGIC CONVENTION
FRANCAIS Enghien - CARREFOUR Pantin - ARTEL Villeneuve
ARTEL Nogent - MÉLIES Montreuil - CYRANO Versailles
PARAMOUNT ELYSÉES II La Celle-St-Cloud - PUBLICIS Défense
PARINOR Aulnay - LA DAME BLANCHE Garges
STUDIO Rueil - ULIS 2 Orsay - PATHÉ Champigny

3 DERNIÈRES SPECTACLES

THEATRE DE LA PORTE SAINT-MARTIN
LE GRAND MAGIC CIRCUS
MAGIE ET MUSICIENS PRESSE
DANS
GOOD BYE FREUD

Tous les soirs à 20 h. 30 (relâche dimanche)
LOCATION PAR TELEPHONE 687-37-53

THEATRE DU SOLEIL

L'AGE D'OR

CHATELAIN

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées
Opéra, 19 h. 30 : Don Giovanni.
Odéon, 20 h. 30 : Une lune pour les géométriques.
Comédie-Française, 18 h. 30 : Rodogune.
Théâtre de l'Est parisien, 20 h. 30 : Le Retour du Grail.
Petit St-Martin, 20 h. 30 : Atelier spectacle (2).
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Merveilles Sous ; 20 h. 30 : Turcaret.

Les autres salles
Antoine, 20 h. 30 : Le Tuba.
Atelier, 20 h. 30 : Un tramway nommé Désir.
Achéas, 21 h. : La Folie de Chaillet.
Biothéâtre, 20 h. 30 et 22 h. 30 : Les Chaises (études pour marionnettes).
Bouffes-du-Nord, 20 h. 30 : Les Rea.
Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : Pour-quoi ou chanceliers pas.
Carrousel de Vincennes, Théâtre du Soleil, 20 h. 30 : L'Age d'Or.
Centre américain, 21 h. : Ecco Homo, par le Théâtre du Languedoc.
Centre culturel suédois, 20 h. 30 : La Danse de mort.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Comédie des Champs-Élysées, 21 h. : Le Zouave.
Cour des Miracles, 18 h. 30 : La Station Champbaudet ; 20 h. 30 : Jules Bocarne ; 22 h. : La Femme aux chaussons.
Deux-Frères, 20 h. 30 : La Tentative d'évasion de Franz Kafka.
Edouard-VII, 21 h. : Le Pape indigne.
Espace Cardin, 20 h. 30 : Hôtel Bal-Lumière.
Essai, salle 1, 22 h. 30 : La pupille veut être tuteur. — Salle II, 20 h. 30 : Enluminures autour des minces du procès de Gilles de Rais.
Gaité-Montparnasse, 20 h. 45 : L'Ange de la Vieillesse.
Gymnase, 20 h. 30 : Cher menteur.
Hébertot, 21 h. : Raymond Devos.
Hochet, 20 h. 45 : La Cantatrice nappée.
La Bruyère, 20 h. 45 : L'Albion de Zouc.
Lucernaire, 20 h. 30 : Concerta (voir musique) ; 22 h. 15 : Jean-Bernard Moraly ; 24 h. : Plaisir des dieux.
Madriade, 20 h. 45 : Christmas.
Miellet, 21 h. 10 : Deux sur canapé.
Gaité-Montparnasse, 20 h. 45 : L'Ange de la Vieillesse.
Gymnase, 20 h. 30 : Cher menteur.
Hébertot, 21 h. : Raymond Devos.
Hochet, 20 h. 45 : La Cantatrice nappée.
La Bruyère, 20 h. 45 : L'Albion de Zouc.
Lucernaire, 20 h. 30 : Concerta (voir musique) ; 22 h. 15 : Jean-Bernard Moraly ; 24 h. : Plaisir des dieux.
Madriade, 20 h. 45 : Christmas.
Miellet, 21 h. 10 : Deux sur canapé.

Vendredi 7 mars

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704-70-20 (lignes groupées) et 727-42-34
(De 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés.)

Les comédies musicales
Châtelet, 20 h. 30 : Valse de Vienne.
Henri-Varna-Mogador, 20 h. 30 : Fiesca.

Les chansonniers
Caveau de la République, 21 h. : De toute façon, il nous reste le choral.
Deux-Anes, 21 h. : Au nom du père et du fils.
Dir-Béruet, 22 h. : Perfections.

Les cabarets
Alcazar, 23 h. : Une nuit à l'Alcazar.
Casino de Paris, 20 h. 45 : Revue Holland Point.
Crazy Horse Saloon, 22 h. et 0 h. 30 : Revue.
Folies-Bergères, 20 h. 30 : J'aime à la folie.
Kiss me, 22 h. 30 : Sous baisers de Paris.
Lido, 22 h. et 0 h. 45 : Grand Jeu.
Mayol, 18 h. 15 et 21 h. 15 : Q.U.U.
Moulin-Rouge, 22 h. : Festival.
Tour Eiffel, 22 h. : Les Années folles.


Les concerts
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Merveilles Sous.
Le Lucernaire, 20 h. 30 : Lamine.
Kondé, folklore népalais.
Hôtel Herouet, 20 h. 15 : S. Escure, piano, et le Trio Serival (Bach).
Maison de la radio, studio 105, 20 h. 30 : J.-L. Haguenauer, piano (Schoenberg, Bach, Schumann).
Studio 104, 20 h. 30 : Maitrise de Radio-France, dir. J. Jouinssay (Scriabin, Brahms, Pauré, Debussy, Ives, Britten, Colmeal).
Eglise Saint-Philippe-du-Roule, 20 h. 45 : Les Musiciens de Paris, dir. D. Zammart (Bach, Vivaldi, Tartini).
Salle Cortot, 20 h. 45 : Magda Tagliarini, piano.
Salle Pleyel, 21 h. : Folklore aux quatre coins du monde.
Eglise Saint-Germain-des-Près, 21 h. : Quatuor Viva Nova (des Sept Dernières Paroles du Christ).

Le jazz
Bataclan, 19 h. : Dr. Feelgood (Les Rockets, Little Bob).
Mouvement Carré, 21 h. : Watergate Seven, Philippe Baudouin Quartet.

La danse
Espace Cardin, 21 h. : Elle lui dirait dans l'île, par l'atelier chorégraphique Serge Kouzev.
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. : Cela avec les étoiles de l'Opéra.

GIT LE CŒUR BOITE A FILMS

un film de **LILIANA CAVANI**



milArepA

CONCORDE PATHE - LUNDINE GARDINOT
HAUTEFEUILLE - CLIVY PALACE
GARDINOT CONVENTION - LES NATIONS
Séances BELLE ÉPIQUE PATHE TRIAS
TRICYCLE ANSERS C21 VOISINES
CLUB Maisons-Ahert VELIZY

MARLENE JOBERT
GÉRARD DEPARDIEU

pas si méchant que ça

de CLAUDE GORETTA

L'ÉMERVEILLEMENT DE CE DÉBUT D'ANNÉE

— DOMINIQUE LABOURIER

Les théâtres de banlieue
Antony, théâtre universitaire, 21 h. : Groupe pop.
Boulogne, T.B.S., 20 h. 30 : Le Malade Imaginaire.
Cléry, Théâtre Rutebenf, 20 h. 30 : Maman N'écoute.
Créteil, Maison des arts et de la culture, 21 h. : Comédie policière.
Gennevilliers, Centre culturel, 20 h. 30 : Soirée poétique.
Ivry, Théâtre des Quartiers, 21 h. : Dimanche qu'elle soit une putain.
Malakoff, Théâtre 71, 20 h. 15 : Hamlet.
Nanterre, Théâtre des Amateurs, 20 h. 30 : Quelle heure peut-il être à Valparaiso ?
Neuil-Malmaison, E.L.A.M., 21 h. : La Flûte enchantée.
Saint-Denis, Théâtre Gérard-Philipe, 20 h. 30 : Le Cercle de craie caucasien.
Versailles, Théâtre Moutancier, 21 h. : L'Homme, la Bête et la Vertu.

Les comédies musicales
Châtelet, 20 h. 30 : Valse de Vienne.
Henri-Varna-Mogador, 20 h. 30 : Fiesca.

Les chansonniers
Caveau de la République, 21 h. : De toute façon, il nous reste le choral.
Deux-Anes, 21 h. : Au nom du père et du fils.
Dir-Béruet, 22 h. : Perfections.

Les cabarets
Alcazar, 23 h. : Une nuit à l'Alcazar.
Casino de Paris, 20 h. 45 : Revue Holland Point.
Crazy Horse Saloon, 22 h. et 0 h. 30 : Revue.
Folies-Bergères, 20 h. 30 : J'aime à la folie.
Kiss me, 22 h. 30 : Sous baisers de Paris.
Lido, 22 h. et 0 h. 45 : Grand Jeu.
Mayol, 18 h. 15 et 21 h. 15 : Q.U.U.
Moulin-Rouge, 22 h. : Festival.
Tour Eiffel, 22 h. : Les Années folles.

Les concerts
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Merveilles Sous.
Le Lucernaire, 20 h. 30 : Lamine.
Kondé, folklore népalais.
Hôtel Herouet, 20 h. 15 : S. Escure, piano, et le Trio Serival (Bach).
Maison de la radio, studio 105, 20 h. 30 : J.-L. Haguenauer, piano (Schoenberg, Bach, Schumann).
Studio 104, 20 h. 30 : Maitrise de Radio-France, dir. J. Jouinssay (Scriabin, Brahms, Pauré, Debussy, Ives, Britten, Colmeal).
Eglise Saint-Philippe-du-Roule, 20 h. 45 : Les Musiciens de Paris, dir. D. Zammart (Bach, Vivaldi, Tartini).
Salle Cortot, 20 h. 45 : Magda Tagliarini, piano.
Salle Pleyel, 21 h. : Folklore aux quatre coins du monde.
Eglise Saint-Germain-des-Près, 21 h. : Quatuor Viva Nova (des Sept Dernières Paroles du Christ).

Le jazz
Bataclan, 19 h. : Dr. Feelgood (Les Rockets, Little Bob).
Mouvement Carré, 21 h. : Watergate Seven, Philippe Baudouin Quartet.

La danse
Espace Cardin, 21 h. : Elle lui dirait dans l'île, par l'atelier chorégraphique Serge Kouzev.
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. : Cela avec les étoiles de l'Opéra.

(PUBLICITE)

5 QUESTIONS POSÉES AUX 500 PREMIERS SPECTATEURS DU FILM DE JEAN-CLAUDE LAUREUX

« LES BIJOUX DE FAMILLE »

1^{re} QUESTION :
QUEL EST POUR VOUS L'ATTRAIT MAJEUR DE CE FILM ?

- L'érotisme 53 %
- L'humour et le comique 35 %
- La subversion 12 %

2^e QUESTION :
LA COMMISSION DE CENSURE AVAIT PROPOSÉ UNE INTERDICTION TOTALE DU FILM. LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA CULTURE A FINALEMENT ACCORDÉ LE VISA D'EXPLOITATION (*).
A QUI DONNEZ-VOUS RAISON ?

- Au Secrétaire d'Etat 71 %
- À la commission 27 %
- Ne se prononcent pas 2 %

3^e QUESTION :
SI VOUS AVIEZ APPARTENU À LA COMMISSION DE CENSURE ET SI VOUS AVIEZ VOTÉ L'INTERDICTION, POUR QUEL MOTIF LAURIEZ-VOUS FAIT ?

- Poméographie 58 %
- L'atteinte aux valeurs morales (famille, Armée, Église, etc.) 39 %
- Ne se prononcent pas 3 %

4^e QUESTION :
EN GENERAL, APPROUVEZ-VOUS LA TENDANCE ACTUELLE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET DU GOUVERNEMENT À LIBÉRALISER LA CENSURE CINÉMATOGRAPHIQUE ?

- Approuvent 78 %
- Désapprouvent 21 %
- Ne se prononcent pas 1 %

5^e QUESTION :
QUE PENSEZ-VOUS DU FAIT QU'UNE GRANDE COMÉDIENNE (FRANÇOISE BRION) AIT ACCEPTÉ DE TOURNER DANS CE FILM OÙ ON LA VOIT NU ?

- Elle a eu raison 46 %
- Elle a eu tort 42 %
- Ne se prononcent pas 12 %

(* Ce film est évidemment interdit aux moins de 18 ans.)

TABAR NAC



Le groupe rock "OFFENBACH"

dans un film de **CLAUDE FARALDO**

Interdit aux moins de 18 ans.

la gifle

la gifle

SPECTACLES

ELYSEES-LINCOLN 358.36.14 LE DRAGON 548.54.74

DREYFUS

L'INTOLÉRABLE VÉRITÉ

"Croyez-moi, c'est mieux que tous les policiers à suspense... Un film à montrer aux jeunes générations"

Michel Duran (LE CANARD ENCHAÎNÉ)

MERCREDI PROCHAIN

QUINTETTE - 14 JUILLET

Fous de Vivre

L'expérience du docteur R. LAING

FILM DE PETER ROBINSON

Pour mieux connaître LAING LE MIEUX DIVISE - LA POLITIQUE DE L'EXPERIENCE LA POLITIQUE DE LA FAMILLE - NÉUDS

Publiés aux Editions Stock

Ciné halles 72 rue SAINT-DENIS Tel. 236.71.72 Metro CHATELET

2 CHEFS-D'ŒUVRE JAPONAIS

UNE PAGE FOLLE de TEINOSUKE KINUGASA L'EMPEREUR TOMATO KETCHUP de TERAYAMA

PUBLICIS MATIGNON • STUDIO JEAN COCTEAU

Les élevages humains de la SS

Au nom de la race



RIL (Rémo FORLANI). "C'est - non pas de la science-fiction-mais de la Science-Vérité. Et c'est un très grand film." L'EXPRESSION (J.-F. REVEL). "Ce film reste d'une éternelle valeur politique." Le Monde (J. de BARONCELLI). "Devant ces images on se dit que Heinrich Himmler n'a pas complètement perdu sa guerre." LE FIGARO (R. MATIGNON). "Un très beau film. Le travail des auteurs est celui des détectives, des poètes et des justiciers." L'HUMANITÉ (F. MAURIN). "Un film de mise en garde contre toute remise en selle du racisme."

Un film de Clarissa HENRY et de Marc HILLET

U.G.C. Marbeuf - MADELEINE - BONAPARTE FAUVETTE - LIBERTÉ - CAMBRONNE - 3 MURAT PARLY II - ARTEL Nogent - ALPHA Argenteuil

UNE NOUVELLE REUSSITE DU JEUNE CINEMA FRANÇAIS

ROBERT CHAZAL France Soir



NICOLE COURCEL MICHEL BOUQUET PATRICK LEMAUFF

thomas

un film de JEAN-FRANÇOIS DION

CHRISTINE BOISSON ANNE JOUSSET LAURENCE DE MONAGHAN FREDERIC DURU MARIE HELENE DASTE MARIE PAULE BELLE

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (***) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillet, 15 h. : La Mère, de Poudonkine; 18 h. 30 : Camille, de R. Smallwood; 20 h. 30 : le Professeur, de V. Zurlini; 22 h. 30 : Y. de L. Anderson.

Les exclusivités

AGUIRES LA COLÈRE DE DIEU (All. v.o.) : Studio des Ombres, 5 (03-36-19); U.G.C. - Marbeuf, 5 (23-47-19); ANNA ET LES LOUPS (Esp. v.o.) (***) : La Cité, 5 (37-00-50); AU LONG DE RIVIERE FANGO (Fr.) : la Cité, 5 (37-00-50); AU NOM DE LA RACE (Fr.) : Studio Jean-Cocteau, 5 (03-36-19); AU NOM DU PEUPLE ITALIEN (It. v.o.) : Saint-Germain-Village, 5 (03-36-14); Sisyphus-Lincoln, 5 (38-38-14); Montparnasse 5, 5 (54-14-77).

THEATRE D'ART

19, Av. Victoria - M° Chatelet - 236.12.83

LE DERNIER EMPEREUR

DIMITRI KOLLATOS

LE QUOTIDIEN DE PARIS / Patrick de ROSBO: Byzance et son empereur qui agonise dans une splendide ruine de massacre que n'a pas désoeuvré Delacroix... Les ruges de sa famille et ceux du ciel appesantissent à jamais, de d'entretenir ELLE / GONZAGUES SAINT-BRIS: "J'ai cherché la Grèce à Paris. Je l'ai trouvée au Théâtre d'Art. Dimitri Kollatos y fait jouer sa pièce. Elle est passionnante."

LA FEMME DE SOCRATE

DIMITRI KOLLATOS

COMBAT / Patrick de ROSBO - "Elle vient d'assister à la mort d'un ivrogne lubrique grand amateur d'éphèbes : Socrate. Belle et rigide comme une cariatide." IN / André GAUTHIEZ - "Excellamment interprété par Arlette Baumann." L'HUMANITE / Roger MARIA - "Edifiant et d'érudition." FRANCE SOIR / Pierre MARCABRU - "Dimitri Kollatos mériterait un public digne de son érudition." L'AUREOLE / Dominique JAMET - "Arlette Baumann nous fait parfaitement comprendre Socrate - un texte qui nous ressuscite Athènes."

Au CHATELET-VICTORIA

19, av. Victoria, M° Chatelet, 592-94-16 Séance supplémentaire vers minuit

dimitri kollatos le banquet



arlette baumann dimitri kollatos interdit aux moins de 18 ans en couleurs

Production Cinéma libre.

PRIX LOUIS DELLUC

la gifle

CONCORDE PATHÉ - MONTPARNASSE PATHÉ - MAXÉVILLE ATHÈNA.

LES AUTRES (Fr.) : Studio Alpha, 5 (03-36-19); BETTY BOOP - SCANDALE DES ANNES 30 (A. v.o.) : Clichy-Saint-Germain, 12 (23-47-19); LE BOUCHER, LA STAR ET L'ORPÈVRE (Fr.) : Clichy-Saint-Germain, 12 (23-47-19); CALIFORNIA FILLS (A. v.o.) : P.L.M.-Saint-Jacques, 14 (58-59-19); BARRIQUADE (Fr.) : U.G.C.-Odéon, 5 (35-71-38); CELINE ET JULIE VONT EN BATEAU (Fr.) : Olympia, 14 (783-87-42); C'EST PAS PARCE QU'ON A RIEN À DIRE QU'IL FAUT FERMER SA GUEULE (Fr.) : Mochéval-Club, 15 (59-10-51); LA CHAIR DE L'ORCHIDE (Fr.) (***) : Gaumont-Champs-Élysées, 5 (23-47-19); Impérial, 5 (742-72-52); Hauterive, 5 (53-70-38); Gaumont-Sud, 14 (31-51-18); Diderot, 12 (33-15-32); LA CHAISE VIDE (Fr.) : Saint-Lazare-Pasquier, 5 (37-56-18); Hauterive, 5 (53-70-38).

LES HAUTES SOLITUDES (Fr.) : Murat, 5 (37-47-86); à 14 h. et 22 h. 30.

IL STAIT UNE FOIS HOLLYWOOD (A. v.o.) : Clichy-Saint-Germain, 12 (23-47-19); Normandie, 5 (35-21-19); v.l. : Bretagne, 5 (22-57-97); Clichy-Saint-Germain, 12 (23-47-19); Clichy-Patbé, 15 (52-57-11);

IL STAIT UNE FOIS UN MERLE CHANTEUR (Sov. v.o.) : Le Paradis, 5 (51-12-19);

IL FLEUT TOUJOURS OU C'EST MOUILLE (Fr.) : Penthos, 5 (03-15-40); Quintette, 5 (03-36-40);

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) : Gaumont-Colisée, 5 (35-23-46); France, 5 (710-23-88); Clichy-Patbé, 15 (52-57-11); Montparnasse-Patbé, 14 (52-56-13); Maynil, 15 (52-57-00); Quintette, 5 (03-36-40);

LE JEU AVEC LE FEU (Fr.) (***) : Clichy-Patbé, 15 (52-57-11); U.G.C. Marbeuf, 5 (23-47-19); Studio Média, 5 (03-23-57); Marotte, 5 (23-11-30); Cinéma-Opéra, 5 (38-55-75); U.G.C.-Odéon, 5 (35-71-38); Cambonne, 15 (74-42-86); Les Nations, 12 (54-14-77);

MILÈRESSE (It. v.o.) : Les Dames, 5 (03-36-19);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (22-72-80); George-V, 5 (23-47-19); Mairie, 5 (54-14-77);

LE MONSIEUR QUI FUYAIT (A. v.o.) : Publicis Saint-G

DÉFENSE

Devant la priorité donnée aux sous-marins lance-missiles

L'armée de l'air envisage de réduire l'alerte de ses bombardiers nucléaires

Le ministre de la défense, M. Yves Bourges, a visité ce vendredi matin 7 mars le groupement de missiles stratégiques enterrés sous le plateau d'Albion, en Haute-Provence.

La première mesure consistera à réduire la « posture d'alerte » de ce système d'armes, c'est-à-dire à rendre plus souple, et donc moins contraignant, le dispositif d'alerte permanente fondé sur une réaction immédiate déclenchée par le gouvernement.

Si, apparemment, le Mirage-IV doit demeurer en service jusqu'en 1985, c'est sans doute que le gouvernement lui reconnaît des missions dans le domaine de ce qu'on pourrait appeler le « tactique profond ».

Les commandes de matériels militaires reçues de l'étranger par la France ont doublé pratiquement en un an. C'est ce qu'a révélé, jeudi 6 mars, devant le Comité des relations publiques de l'Armée de l'air, le ministre de l'Armement, M. Jean-Laurent Delpech.

LES COMMANDES DE MATÉRIELS MILITAIRES FRANÇAIS PAR L'ÉTRANGER ONT PRESQUE DOUBLÉ EN UN AN

Les commandes de matériels militaires reçues de l'étranger par la France ont doublé pratiquement en un an. C'est ce qu'a révélé, jeudi 6 mars, devant le Comité des relations publiques de l'Armée de l'air, le ministre de l'Armement, M. Jean-Laurent Delpech.

Des économies de personnel

Mais, du même coup, le Mirage-IV s'est beaucoup « fatigué », comme disent les spécialistes, et des visites techniques ou des révisions majeures doivent régulièrement être pratiquées.

Il est de fait que la marine nationale prend, aujourd'hui, une place de plus en plus prépondérante au sein de la force nucléaire de dissuasion. Ses missiles, de technologie plus évoluée, emportent des puissances de destruction plus élevées.

L'état-major de l'armée de l'air envisage en effet d'alléger les contraintes qui pèsent actuellement sur les équipages, en alerte permanente, auprès des bombardiers Mirage-IV de la force nucléaire de dissuasion.

Le Soviétique Volkov champion du monde

Le Soviétique Sergueï Volkov a enlevé le 6 mars, à Colorado Springs (Etats-Unis), son premier titre de champion du monde. C'est aussi la première fois qu'un patineur soviétique gagne cette compétition.

Deux autres Soviétiques, le couple formé de Natalia Litvinchik et de Gennadi Karponosov, sont devenus champions du monde dans la catégorie de danse.

SPORTS

FAITS DIVERS

Basket BERCK SE QUALIFIE POUR LES DEMI-FINALES DE LA COUPE D'EUROPE

Pour la deuxième année consécutive, l'équipe de Berck s'est qualifiée pour les demi-finales de la coupe d'Europe des clubs champions. Jeudi soir 6 mars, à Berck, elle a battu Tel-Aviv par 74 à 58.

De son côté, l'équipe féminine du Clubmout-Union-Club (CUC) a couru une série de succès à l'issue du tournoi de qualification de la coupe d'Europe des clubs champions.

Patinage artistique LE SOVIÉTIQUE VOLKOV CHAMPION DU MONDE

Le Soviétique Sergueï Volkov a enlevé le 6 mars, à Colorado Springs (Etats-Unis), son premier titre de champion du monde. C'est aussi la première fois qu'un patineur soviétique gagne cette compétition.

CLASSEMENT

1. Volkov (U.R.S.S.), 231,25 pts. 2. Karpov (U.R.S.S.), 222,50 pts. 3. Curry (G.-B.), 222,50 pts. 4. Cranston (Canada), 222,50 pts. 5. McMillan (E.-U.), 222,50 pts. 6. Gall-naguet (F.T.), 208,50 pts. 114 pl., etc.

A Paris ATTENTAT CONTRE LES LOCAUX DU GROUPE DE PRESSE ALLEMAND AXEL SPRINGER

Une violente explosion a provoqué d'importants dégâts, jeudi 6 mars, vers 21 h. 30, dans un immeuble situé 31, rue du Colisée à Paris (8^e). Si la deuxième étage où fut déposé l'engin explosif, comporte les services d'une firme de publicité, Images et Publicité, les trois étages supérieurs de l'immeuble sont réservés aux services de l'AERD (première chaîne de télévision de la République fédérale d'Allemagne) et aux bureaux du groupe de presse allemand Axel Springer.

C'est, semble-t-il, ces derniers locaux qui étaient visés. Un tract déposé vers 21 h. 40 au siège de l'agence France-Presse et signé d'un « Groupe du 6 mars » affirmait notamment : « Contre l'Internationale de la répression nous allons enfin construire l'Internationale de la solidarité. Nous appelons notre solidarité par des actions directes jusqu'à la libération totale et définitive pour tous les détenus du groupe Baader-Meinhof et les libertaires encore torturés en prison. »

« Faisons-en », ajoute le tract, avec le groupe Springer, qui distille sa drogue chaque jour par l'intermédiaire de sa presse pourrie. »

« L'explosion n'a fait aucun blessé ; les dégâts n'ont pas encore été évalués. »

Quatre enfants d'une même famille ont été trouvés morts, ce vendredi 7 mars, dans un appartement de Châlons-sur-Marne (Marne). Leur mère, Mme Elisabeth Gouindama, trent-neuf ans, gisait près d'eux sans connaissance, portant son sang par une plaie au bras. D'après les premiers éléments de l'enquête, il semble que Mme Gouindama ait voulu se suicider après avoir provoqué la mort de ses trois fils — Franck, dix-sept ans, Eric, quatorze ans, et Bertrand, huit ans — et de sa fille, Marie-Hélène, quinze ans. Leur mère a été transportée au centre hospitalier de Châlons dans un état grave.

Commercial advertisements including '1.300 M2 DE BUREAUX', 'SOLOGNE', and 'Mond'.

Real estate advertisement: 'Pour vous loger à Paris dans la banlieue parisienne...' with an image of a house.

Real estate advertisement: '60 000 ANNONCES IMMOBILIERES. 500 PAGES. CHAQUE MOIS. 5F. (Trouvez mieux!)' with an image of a book.

Real estate advertisement: 'Epargne de Paris' with a logo.

Real estate advertisement: '60 000 ANNONCES IMMOBILIERES. 500 PAGES. CHAQUE MOIS. 5F. (Trouvez mieux!)' with an image of a book and a list of property types.

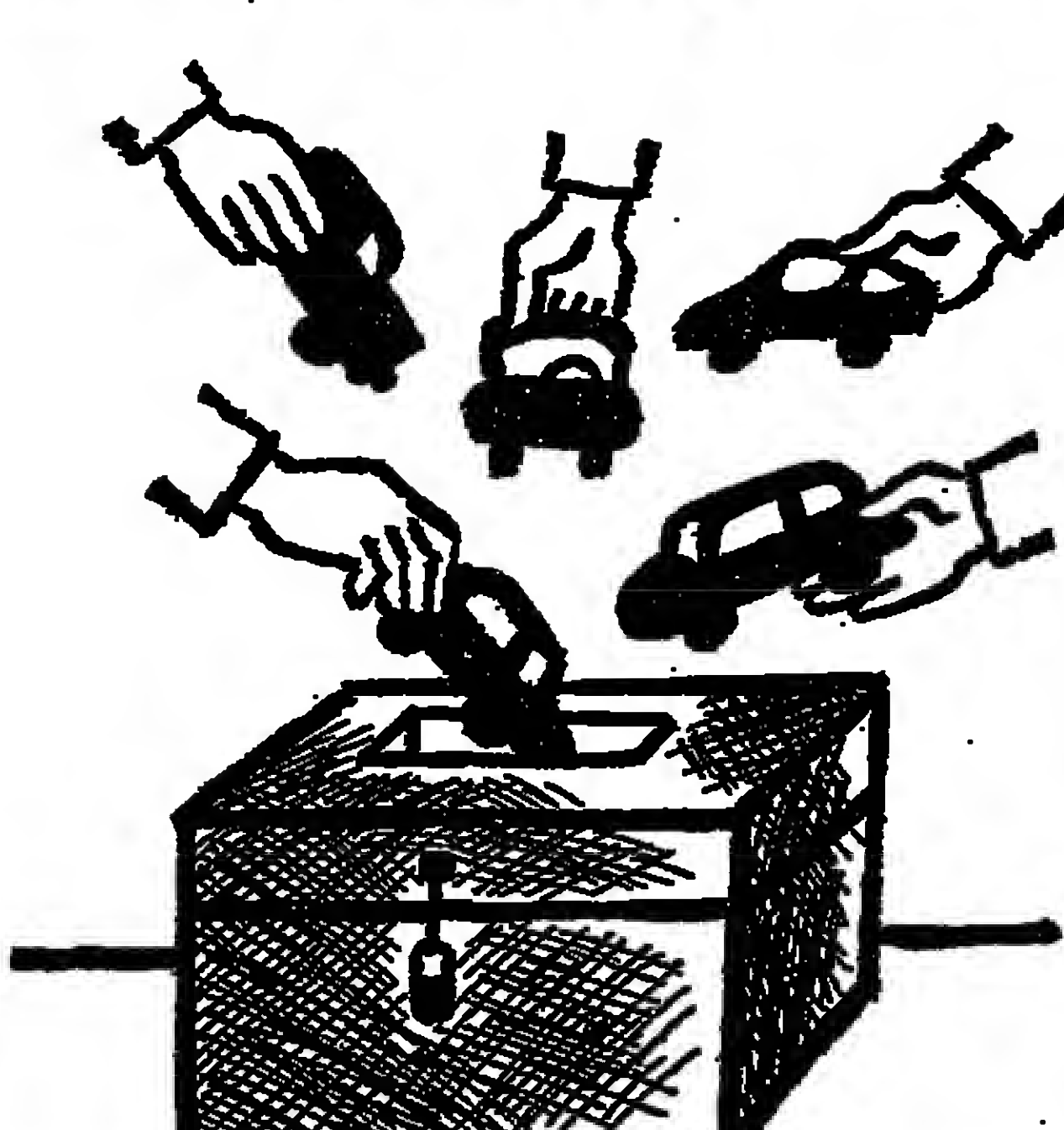
Real estate advertisement: 'A l'ouest de Paris, dans un site aussi rare, cette maison sera bientôt l'exception.' with an image of a house and 'DOMAINE DE MARSINVAL'.

Handwritten text: 'مكتبة الأصل'

سكزامن الاصل

TV COULEUR 110 DEGRES PHILIPS
ENCOMBREMENT REDUIT
PHILIPS

POUR NOUS TOUTES LES MARQUES ONT LEURS QUALITES



EUROCASION

**PARCE QUE BEAUCOUP DE GENS
N'ONT PAS BESOIN D'UNE VOITURE NEUVE**

Chez Eurocasion vous n'entendez jamais dire : "voilà la marque qu'il vous faut" ou "il n'y a rien de plus costaud", parce que chez Eurocasion tout le monde est persuadé que toutes les marques ont leurs qualités.

Aussi chez Eurocasion, vous serez sûr de trouver le modèle qui correspond à vos besoins.

Nos vendeurs sont là avant tout pour vous conseiller, non pour vous vendre à tout prix une voiture.

D'ailleurs ils n'ont pas de marque préférée.

TV COULEUR 110 DEGRES PHILIPS
TELECOMMANDE SANS FIL PAR ULTRA-SONS
PHILIPS

**pour votre mieux être
et vos loisirs**



Tracteur maxiondeuse TRAC 800
Labor Hako
Saitte Appoline
78370 Fleisier - tél. 4803210

Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.

Informez-vous chez:
YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

LA VIE ÉCONOMIQUE

CONSTRUCTION

Le nombre des logements mis en chantier en 1974 a diminué de 1%

Le nombre des logements mis en chantier en 1974 a baissé de 1 %, et cette baisse est essentiellement due au ralentissement de la construction de logements sociaux, H.L.M. locatives et appartements bénéficiant de prêts spéciaux immédiats. On s'attend, de plus, en 1975, à une forte baisse du nombre des logements mis en chantier dans le secteur libre. Le retournement de conjoncture observé au dernier trimestre de 1974 risque donc d'avoir des prolongements jusqu'en 1976. Une enquête de l'INSEE (voir ci-contre) semble aller dans le même sens.

Les logements mis en chantier en 1974 dépassent encore, mais de bien peu, la barre des 550 000 franchie en 1973 et 1972. L'année 1974 a été très contrastée : le repli du marché, attendu par les professionnels dès le début de

les 80 000 logements bénéficiant de prêts spéciaux immédiats, on s'attend en 1975 à une nouvelle progression des mises en chantier de logements dotés de prêts immobiliers conventionnés (on en mettrait en route de 50 000 à 55 000),

Evolution du nombre de logements mis en chantier...

	EN MILLIERS		VARIATIONS 1974-1973 (en %)
	1973	1974	
H.L.M. locatives	129,3	110,5	- 13,2
H.L.M. en accession à la propriété.....	60	62	+ 3,3
Logements primés avec prêts spéciaux immédiats du Crédit Foncier (PSI).....	87,6	75,2	- 14,2
Logements primés avec prêts immobiliers conventionnés du Crédit Foncier (PIC).....	37	42,2	+ 6,9
Secteur non aidé.....	244,1	260,9	+ 6,9
TOTAL	558	556,8	- 1

	EN MILLIERS		VARIATIONS 1974-1973 (en %)
	1973	1974	
H.L.M. locatives	100	117,5	+ 8,1
H.L.M. en accession à la propriété.....	35	60	+ 20
Logements primés avec prêts spéciaux immédiats du Crédit Foncier (PSI).....	94,9	85,2	- 10,5
Logements primés avec prêts immobiliers conventionnés du Crédit Foncier (PIC).....	34,2	37,5	+ 9,6
Secteur non aidé.....	207,4	260	+ 25,5
TOTAL	500,5	598,5	+ 19,8

...et d'appartements terminés

1974, ne s'est fait sentir qu'au quatrième trimestre. Le ralentissement dans le secteur libre. Ainsi, la progression de 7 % du nombre des logements non aidés masquait-elle une progression de 24 % au début de l'année. En revanche, l'attente par certains établissements bancaires d'un relèvement des taux d'intérêts — devenu effectif en janvier 1975 — sans aucun doute, a entraîné l'ouverture de ces crédits.

Si le secteur non aidé, qui représente près de la moitié des mises en chantier (47,6 %), a progressé de 2,5 %, en revanche, s'est dégradé dangereusement l'accroissement du nombre de H.L.M. en accession à la propriété (3 000 logements de plus qu'en 1973) ne compensant pas la baisse de 18 800 H.L.M. locatives. Le niveau des prix-plafonds, avant qu'ils soient abaissés en octobre, n'incite les entreprises à soumissionner de nouveaux marchés, a, bien sûr, joué un rôle dans ce ralentissement.

Cependant, quel que soit le type de logements mis en chantier, la hausse des taux d'intérêt, les incertitudes de la situation de l'emploi, la difficulté d'obtenir les prêts complémentaires indispensables, ont découragé les ménages qui auraient dû être candidats à la propriété d'un logement de ce type dans l'année.

Quant aux logements achevés, la statistique de l'aveu même du ministre de l'équipement, n'est guère fidèle : le nombre des appartements terminés serait sous-évalué de 5 % à 8 %, puisque un certain nombre de constructeurs omettent de déclarer les achèvements de travaux. En attendant de remédier à cette lacune statistique, la direction du bâtiment, des travaux publics et de la conjoncture, évalue le nombre des logements réellement terminés à 530 000, ce qui représenterait une croissance de 5,9 % du nombre des appartements terminés.

Ce redressement statistique touchant le nombre de logements terminés ne saurait dissimuler la baisse qu'il faut attendre en 1975 du nombre de mises en chantier, qui devrait s'accroître et qui ne sera sensible au stade de l'achèvement des travaux qu'en 1976.

Outre les 110 000 H.L.M. locatives prévues (ce qui représente une nouvelle baisse du nombre des logements de ce type), les 70 000 H.L.M. en accession à la propriété,

mais aussi à une baisse considérable (de plus de 20 %) du nombre des mises en chantier du secteur libre : de 180 000 à 210 000 logements de ce type seulement seraient entrepris cette année.

J. D.

CONTRE LES EXPULSIONS ABUSIVES

Expulsions brutales, relogements précaires dans des foyers surpeuplés, pressions de toute sorte : l'Association de solidarité avec les travailleurs immigrés (ASTI), le Comité logement du quinzième arrondissement de Paris et M. Claude Bourde, ancien conseiller de Paris, ont défini en ces termes la situation qui est faite aux travailleurs immigrés qui habitent le quartier.

L'ASTI et le Comité logement du quinzième estiment qu'il faudrait imposer la modernisation des hôtels meublés et assurer le logement de leurs occupants pendant la durée des travaux. Ils suggèrent qu'un certain nombre de ces établissements soient réquisitionnés et que leur gestion soit confiée à la Ville de Paris.

CORRESPONDANCE

Quand la taxe d'habitation se généralise

Un de nos lecteurs, M. René Millet, habitant 184, boulevard Saint-Germain, à Paris, nous écrit :

Ancien petit commerçant marié, âgé de soixante-dix ans, je suis à la retraite.

Ma pension étant insuffisante pour vivre décemment, ma femme a pris un emploi de gardienne à la Société de géographie, où nous sommes logés, et avons des avantages. Ça fait cinq ans que nous sommes là, et, pour la première fois cette année, nous avons reçu un avertissement de payer la taxe d'habitation (50 francs). Je suis évidemment très étonné, et ai dû demander des explications aux impôts, place Saint-Sulpice.

Réponse : « Cette année, tous les gardiens et concierges doivent payer une taxe d'habitation. »

Si les finances ont étendu cette taxe à notre catégorie de petits travailleurs, et cela, sans doute, dans un esprit de justice fiscale, alors, ça me fait rêver.

Une enquête de l'INSEE

LE RYTHME POURRAIT SE RALENTIR

Le rythme de la construction de logements va-t-il se ralentir ? C'est ce que laisse supposer l'enquête l'Institut national de la statistique et des études économiques, dans une étude du dernier numéro d'Economie et Statistique (1), consacrée au parc de logement en 1973.

« On peut s'attendre à un tassement à la fois des besoins estimés par la croissance de la population et de la demande de renouvellement du parc ancien », écrit Mme Nicole Seligmann. En effet, l'accroissement annuel du nombre des ménages (qui était de cent soixante-dix mille entre 1954 et 1968 et de deux cent cinquante-cinq mille de 1970 à 1980), ne devrait être que de deux cent soixante mille d'ici à l'an 2000. Par ailleurs, le rythme élevé de la demande de remplacement de logements anciens, qui se justifiait par l'existence d'une grande quantité d'immeubles centenaires (datant du « boom » immobilier du Second Empire), devrait se ralentir, à moins, bien sûr, que les logements récemment construits ne vieillissent très vite. L'effectif de résidences principales antérieures à 1871 est passé de 4,8 millions en 1952 (un tiers du parc) à 3,5 millions en 1973 (un cinquième du parc). Les logements âgés de moins de vingt-cinq ans, qui représentaient 21 % de l'ensemble en 1962, en occupent aujourd'hui 45 %. Notons qu'en Allemagne ce dernier chiffre atteint 55 %.

Plus de confort

Il existe actuellement 20 321 000 logements, dont 17 124 000 sont des résidences principales. Sur les 422 000 logements annuels construits entre 1968 et 1973, 227 000 ont fourni un toit aux nouveaux ménages et 195 000 ont remplacé les logements anciens défectueux. 23 % de ceux-ci ont été détruits, 23 % sont devenus des bureaux, 11 % des résidences secondaires, et 43 % d'entre eux sont restés vacants.

Autre constatation de l'enquête : le logement des Français devient aussi plus confortable, encore que la notion de « confort » retenue par l'INSEE soit bien modeste : de l'eau courante, des w.-c. intérieurs, une baignoire (ou douche). Il n'y a plus que 3 % des résidences principales qui n'ont pas l'eau (ce qui représente encore 513 720 logements), contre 22 % en 1962 (320 300 logements) ; mais il y en a encore 30 % sans w.-c. et 55 % sans douche. C'est en tout 8,7 millions de ménages qui manquent soit de w.-c. privés, soit d'une baignoire. La progression du « confort » est cependant importante : 10,4 millions de logements en jouissent (contre 6,8 millions en 1968). Cette progression est due pour les deux tiers à la construction de logements neufs et pour un tiers aux « améliorations » de logements anciens.

Autre amélioration : un tiers des logements antérieurs à 1962 sont équipés en 1973 du chauffage central, contre un cinquième onze ans plus tôt. Quant au téléphone, 23 % des ménages en sont pourvus, contre 15 % en 1968.

Davantage de propriétaires

Dernier point : la proportion de propriétaires augmente de façon continue. Près de la moitié des ménages (48,5 %) sont propriétaires de leur logement, contre 41,8 % en 1962 et 43,3 % en 1968. Cette proportion varie considérablement selon la catégorie socio-professionnelle : 71 % des agriculteurs, 61 % des patrons de l'industrie et cadres supérieurs sont propriétaires de leur logement, mais seulement 34 % des employés et 37 % des ouvriers. L'accroissement substantiel de la construction d'H.L.M. en accession à la propriété a cependant accru la proportion des propriétaires parmi les ouvriers, puisque 55 % des propriétaires de ces H.L.M. construits depuis 1970 sont des ouvriers.

J. D.

(1) N° 64, février 1975, 14 p.

LA VIE ÉCONOMIQUE

LA VIE ÉCONOMIQUE

LA DÉCREISSANCE DES INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS EN 1973

Le rythme de la construction de logements va-t-il se ralentir ? C'est ce que laisse supposer l'enquête l'Institut national de la statistique et des études économiques, dans une étude du dernier numéro d'Economie et Statistique (1), consacrée au parc de logement en 1973.

On peut s'attendre à un tassement à la fois des besoins estimés par la croissance de la population et de la demande de renouvellement du parc ancien, écrit Mme Nicole Seligmann. En effet, l'accroissement annuel du nombre des ménages (qui était de cent soixante-dix mille entre 1954 et 1968 et de deux cent cinquante-cinq mille de 1970 à 1980), ne devrait être que de deux cent soixante mille d'ici à l'an 2000. Par ailleurs, le rythme élevé de la demande de remplacement de logements anciens, qui se justifiait par l'existence d'une grande quantité d'immeubles centenaires (datant du « boom » immobilier du Second Empire), devrait se ralentir, à moins, bien sûr, que les logements récemment construits ne vieillissent très vite. L'effectif de résidences principales antérieures à 1871 est passé de 4,8 millions en 1952 (un tiers du parc) à 3,5 millions en 1973 (un cinquième du parc). Les logements âgés de moins de vingt-cinq ans, qui représentaient 21 % de l'ensemble en 1962, en occupent aujourd'hui 45 %. Notons qu'en Allemagne ce dernier chiffre atteint 55 %.

Il existe actuellement 20 321 000 logements, dont 17 124 000 sont des résidences principales. Sur les 422 000 logements annuels construits entre 1968 et 1973, 227 000 ont fourni un toit aux nouveaux ménages et 195 000 ont remplacé les logements anciens défectueux. 23 % de ceux-ci ont été détruits, 23 % sont devenus des bureaux, 11 % des résidences secondaires, et 43 % d'entre eux sont restés vacants.

Autre constatation de l'enquête : le logement des Français devient aussi plus confortable, encore que la notion de « confort » retenue par l'INSEE soit bien modeste : de l'eau courante, des w.-c. intérieurs, une baignoire (ou douche). Il n'y a plus que 3 % des résidences principales qui n'ont pas l'eau (ce qui représente encore 513 720 logements), contre 22 % en 1962 (320 300 logements) ; mais il y en a encore 30 % sans w.-c. et 55 % sans douche. C'est en tout 8,7 millions de ménages qui manquent soit de w.-c. privés, soit d'une baignoire. La progression du « confort » est cependant importante : 10,4 millions de logements en jouissent (contre 6,8 millions en 1968). Cette progression est due pour les deux tiers à la construction de logements neufs et pour un tiers aux « améliorations » de logements anciens.

Autre amélioration : un tiers des logements antérieurs à 1962 sont équipés en 1973 du chauffage central, contre un cinquième onze ans plus tôt. Quant au téléphone, 23 % des ménages en sont pourvus, contre 15 % en 1968.

Dernier point : la proportion de propriétaires augmente de façon continue. Près de la moitié des ménages (48,5 %) sont propriétaires de leur logement, contre 41,8 % en 1962 et 43,3 % en 1968. Cette proportion varie considérablement selon la catégorie socio-professionnelle : 71 % des agriculteurs, 61 % des patrons de l'industrie et cadres supérieurs sont propriétaires de leur logement, mais seulement 34 % des employés et 37 % des ouvriers. L'accroissement substantiel de la construction d'H.L.M. en accession à la propriété a cependant accru la proportion des propriétaires parmi les ouvriers, puisque 55 % des propriétaires de ces H.L.M. construits depuis 1970 sont des ouvriers.

J. D.

(1) N° 64, février 1975, 14 p.

TV COULEUR PHILIPS
LA MAITRISE DE LA TECHNIQUE 110 DEGRES
PHILIPS

VIE ECONOMIQUE

CONSTRUCTION

Les logements mis en chantier 1974 à diminution de 1%

Une enquête de l'INSEE... LE RYTHME POUR SE RALENTIR

du nombre de logements mis en chantier...

Table with 2 columns: 1974, 1973. Rows for various construction metrics.

appartements terminés

COMME LES EXPANSION... CORRESPONDANCE

Quand le taux d'habitat...

TV COULEUR... MISE DE LA T...

LA VIE ECONOMIQUE

CONJONCTURE

RÉVISANT EN BAISSÉ SES ESTIMATIONS

L'O.C.D.E. prévoit une « décroissance » des économies des pays industrialisés en 1975

Récession dans le monde occidental: telles sont les dernières prévisions des experts de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) qui ont révisé en baisse leurs évaluations. Ainsi dans l'ensemble de la zone, la récession pourrait être en moyenne cette année de 1 %, alors qu'en décembre dernier un taux faiblement positif — plus 0,5 % — était encore envisagé.

Ce pessimisme provient tout d'abord d'une sous-estimation de la crise aux Etats-Unis, qui connaîtrait une récession supérieure à 4 %, de l'ordre de 4,5 %, soit le double du taux qui était prévu l'an dernier. Selon les prévisions de l'administration américaine, la baisse du produit national brut serait de 3,5 %. Les nouveaux calculs tiennent aussi compte du fait qu'en Allemagne fédérale la reprise serait plus tardive que prévu, si bien que le P.N.B. allemand ne progresserait que d'un peu plus de 1 % au lieu de 2,5 %.

D'une façon générale, les révisions en baisse de l'O.C.D.E. sont de l'ordre de 1 % à 2 % pour le plupart des pays, sauf pour le Japon, qui connaîtrait une croissance d'environ 1,5 % au lieu de 2 %, la Grande-Bretagne plus 1 % environ contre plus 1,75 % et la France, dont l'augmentation du P.N.B. serait très légèrement supérieure à 2,5 % au lieu de 3 %.

Quant à la reprise, elle n'interviendrait, selon l'O.C.D.E., que vers la fin de 1975. Elle aurait, en outre, un aspect plus technique (reconstitution des stocks, redémarrage de la construction) que conjoncturel. Le fléchissement général de l'activité économique entraînerait une diminution du déficit global des paiements des pays de l'O.C.D.E.

Selon les experts, le déficit serait, cette année, de l'ordre de 27,5 milliards de dollars, alors que, en 1974, il avait été estimé à 33 milliards. Il ne disparaîtrait qu'en 1980. A cette date, les pays de l'OPEP devraient disposer d'excédents financiers de l'ordre de 200 à 250 milliards de dollars (le dollar étant ici évalué à son taux de 1974). Par ailleurs, l'Organisation estime à 5 milliards les versements faits par l'OPEP aux nations en voie de développement en 1974 contre 1 milliard en 1973.

Cette année, les balances des paiements s'amélioreraient en Italie, en Grande-Bretagne et en Japon. En Allemagne fédérale, l'excédent de l'équilibre des paiements serait de 8 milliards de dollars au lieu de 6 milliards prévus initialement.

En Allemagne fédérale

Un climat incertain de reprise

De notre correspondant

Bonn. — Pour la deuxième fois en moins de quatre semaines, la Bundesbank a décidé, le jeudi 6 mars, de baisser le taux de l'escompte qui passe de 6,5 % à 5 % et le taux des avances sur titres de 7,5 à 6,5 %. Le président de la Banque centrale, M. Kliesen, a déclaré que cette décision correspondait à la situation conjoncturelle de la République fédérale et devait contribuer à diminuer l'afflux des devises. En janvier et février, les réserves de la Bundesbank ont augmenté respectivement de 1,6 et de 2,4 milliards de deutschemarks dont environ les deux tiers proviennent des opérations de soutien en faveur du dollar.

M. Kliesen espère que les stabilisateurs bancaires répéteront cette baisse des taux de l'escompte et du crédit lombard sur le coût de leurs prêts de telle sorte que le taux des crédits à l'économie pourrait se stabiliser autour de 8 %. Les dernières baisses des taux de la Bundesbank n'avaient été que partiellement suivies sur le marché financier. M. Kliesen n'a pas exclu une nouvelle baisse du taux de l'escompte, mais il estime que 5 % pourraient représenter une limite, si la situation économique ouest-allemande ne continue pas de se détériorer.

Or les dirigeants du gouvernement fédéral, comme ceux de la Banque centrale, mettent aujourd'hui l'accent sur les signes d'amélioration. Le programme conjoncturel, adopté par le gouvernement le 12 décembre 1974, tardie cependant à faire sentir ses effets. La prime de 7,5 % accordée aux investissements ne paraît pas suffisante pour décider les industriels à investir. L'incertitude de la conjoncture et le recul des commandes étrangères provoquent la réserve des petites et moyennes entreprises, alors que les grandes sociétés font remarquer que leurs projets d'investissements sont planifiés de longue date et que la prime de 7,5 % ne saurait les décider à les modifier. Selon les premières indications, les investissements nouveaux concernent essentiellement des modernisations d'entreprises n'apportant aucune contribution à la lutte contre le chômage.

- AUX PAYS-BAS, le taux d'escompte a été ramené de 7 % à 6 % à partir de ce vendredi 7 mars.
• AUX ETATS-UNIS, les prix de gros ont à nouveau diminué en février, confirmant le ralentissement de l'inflation amorcé dans le pays depuis trois mois. L'indice a baissé de 0,8 % par rapport à janvier.

DANIEL VERNET.

En France

LE SYNDICAT DE LA CONSTRUCTION ELECTRIQUE EST INQUIET

Faute de mesures de relance ponctuelles, le secteur des industries électriques et électroniques pourrait connaître en 1975 une croissance négative, a déclaré en substance M. Roland Koch, président du Syndicat général de la construction électrique le 6 mars.

Inquiet de la dégradation brutale de l'emploi dans ce secteur, M. Roland Koch a demandé une relance immédiate du marché intérieur, « le motif d'un taux élevé d'exportation lui reste lié », a-t-il précisé. « Renoncer à cet effort serait renoncer à l'avenir ».

Longtemps épargné par la crise, la construction électrique et électronique subit depuis l'automne une chute brutale de ses commandes. Mis à part le gros matériel électrique (les centrales électriques professionnelles, dont la situation reste relativement satisfaisante, l'ensemble de la profession a fortement réduit son activité. Plus de deux tiers des entreprises ont arrêté l'embauche. Les horaires de travail ont diminué de trois quarts d'heure et 12 % des effectifs salariés travaillent actuellement moins de quarante heures par semaine. Certains secteurs, particulièrement touchés (éclairage, appareils électriques, etc.) sont accusés d'être en retard de six mois sur l'indice de production d'ensemble de 15 %.

L'année 1974 aura pourtant été bonne pour les industries électriques et électroniques, grâce à l'activité très soutenue du premier semestre. L'an passé, au total le chiffre d'affaire global du secteur a progressé de 26 % (12 % en volume), atteignant 53 milliards de francs. Les exportations dont le gros matériel électrique représente 60 % du total, ont augmenté de 37,5 %, alors que les importations de biens sont accrues que de 34 % qui s'expliquent par l'amélioration de la balance commerciale du secteur.

LES PARLEMENTAIRES CENTRISTES ET REFORMATEURS DEMANDENT DES MESURES DE RELANCE

Les parlementaires centristes et réformateurs réunis les mercredi 5 et jeudi 6 mars au Palais-Bourbon ont au cours de leurs journées d'étude, discuté de la situation économique.

Dans une déclaration publiée au terme de leurs travaux ils affirment: « Les mesures de relance contre l'inflation prises par le gouvernement étaient indispensables. Leur prolongation serait inutile et dangereuse. L'aggravation de la crise de l'emploi doit conduire à des tentatives sociales accrues. En conséquence, il convient d'envoyer aussi rapidement que possible: »

« La mise en œuvre d'une politique sélective du crédit et des investissements (énergie, recherche, bâtiments et travaux publics) »

« La poursuite d'une action législative et réglementaire destinée à remédier aux inadéquations structurelles »

« Des réformes sociales hardies comportant notamment des réformes des modalités de la mise à la retraite et une meilleure indemnisation du chômage partiel »

« Des mesures de redéploiement de l'emploi, celui-ci devant être étudié région par région. »

Publicité pour HOMS PETROLEUM REFINING COMPANY. Contient des spécifications techniques et des coordonnées de l'entreprise.

Advertisement for ASSAUT paper and wallpaper. Includes the ASSAUT logo, text about specialized stores, and details about 600,000 rolls of wallpaper available for sale.

Handwritten text in Arabic script: مکتبنا الأصل

ص: ك: ا: م: ن: ا: ح: ل

LA VIE ÉCONOMIQUE

UNE REFORME DES ORGANISATIONS PATRONALES EST A L'ÉTUDE

Il faut savoir s'adapter... Ce n'est plus seulement la réforme de l'entreprise mais aussi celle des organisations professionnelles patronales qui seront évoquées ces jours-ci dans les bureaux des « permanents » des diverses et multiples associations patronales françaises. Le cahier de propositions annoncé par M. Pierre de Calan sur ce

sojet lors de l'assemblée permanente du C.N.P.F. du 17 décembre dernier, doit parvenir cette semaine aux fédérations professionnelles et interprofessionnelles qu'elles concernent, pour information et consultation. « Nous avons déjà subi, et nous devons subir davantage encore un ensemble de mutations économiques, sociales, peut-être

politiques qui font que le patronat ne saurait être trop uni pour être assez fort », a prévenu M. de Calan. C'est l'un des objectifs de la réforme envisagée, qui vise aussi à améliorer les services rendus par les organisations patronales à leurs entreprises adhérentes.

Les cotisations annuelles demandées aux entreprises par leurs organisations professionnelles sont importantes : on les évalue par rapport à leur chiffre d'affaires, à leur masse salariale ou à leurs instruments de production, globalement plus de cinq cents millions de francs par an. Mais comme les sommes sont réparties entre un très grand nombre d'organisations, le rapport entre leur coût et leur efficacité n'est guère satisfaisant. Ainsi quatre cent vingt-cinq organisations professionnelles auraient un budget inférieur à 1 million de francs. Seules les riches fédérations professionnelles nationales (Chambre syndicale de la sidérurgie, Syndicat général de la construction électrique, Fédération des industries mécaniques et quelques autres qu'on peut compter sur les doigts d'une main) auraient les moyens d'avoir des cadres permanents et des services répondant à peu près aux besoins de leurs adhérents. Même le C.N.P.F., qui touche sa manne des fédérations adhérentes, se trouverait à l'étroit dans un budget qui ne dépasse pas, paraît-il, 35 millions de francs par an.

tente de décaler des éléments de méthodologie fonctionnelle dans le réseau peu extensible actuellement des organisations professionnelles et interprofessionnelles. Le second « Thèmes de réflexion et lignes d'action » se divise en huit parties : les besoins actuels et urgents des entreprises et du monde extérieur (et les organisations professionnelles, s'étaient davantage soucées de Lip, l'« affaire » n'aurait sans doute pas été de la même manière) ; les besoins particuliers des petites entreprises ; l'articulation géographique des professions ; la mise en place d'un échelon régional correspondant à peu près aux régions de programmes ; la vie intérieure des organisations (recommandant notamment une plus grande participation des jeunes chefs d'entreprise et le renouvellement moins lent du personnel) ; les perfectionnements possibles à l'échelon régional ; les problèmes particuliers des grandes entreprises ; enfin ceux des cadres permanents des organisations professionnelles.

dirigents d'entreprise et de l'Association Entreprise et Progrès. Le C.J.D. suggère notamment la création d'une caisse nationale de recouvrement des cotisations de toutes les entreprises, avec répartition ultérieure entre le C.N.P.F., les professions et les interprofessions selon des critères, à déterminer. La limite d'âge de soixante-dix ans serait étendue à tous les postes de responsabilité dans ces organisations.

Par ailleurs, les habitudes des permanents de cette grande maison seraient difficiles à faire évoluer dans leur ensemble, mais Ceyrac n'y renoncera pas. Il envisagerait même de nommer un directeur général du C.N.P.F. Sans doute n'exclut-il pas non plus un développement du rôle du C.N.P.F. : lui donner la vocation de rendre certains services ne serait-il pas le meilleur moyen de mettre un terme aux duplications qui existent entre les diverses organisations professionnelles ?

Quant au document actuellement soumis aux organisations professionnelles, il se compose de trois cahiers de recommandations. Le premier, « Qui fait quoi ? »,

Une vice-présidence du C.N.P.F. serait attribuée de droit au président de la Fédération des associations régionales (AFAR), pour qu'il soit « la voix des régions » au sein du C.N.P.F. Regroupement et simplification de l'ensemble des organisations patronales sont préconisés (mais sans dire comment), ainsi qu'une information directe des entreprises par le président du C.N.P.F. alors qu'ils passent actuellement par les fédérations. Le « conseil » national du patronat français deviendrait, selon les vœux du C.J.D., une « confédération ».

En quoi consistent donc les travaux accomplis par M. de Calan ? D'abord en un rapport sur les fonctions et le fonctionnement du C.N.P.F., qui a été remis à M. Ceyrac. Ensuite, en un Livre vert sur les organisations professionnelles adhérentes dont certains prennent actuellement connaissance.

Le premier, « Qui fait quoi ? »,

De son côté, Entreprise et Progrès établit actuellement un diagnostic et prépare des monographies de plusieurs professions qui lui permettront de présenter, en avril, une douzaine de propositions de réforme. Parmi celles-ci figureront la nécessité d'imposer une taille critique minimale aux organisations professionnelles, ainsi que diverses suggestions destinées à améliorer notamment la participation des chefs d'entreprise eux-mêmes aux instances patronales.

Pour ce qui concerne le C.N.P.F., lui-même, les intentions de son président restent secrètes. Actuellement, M. Jacques Ferry procède à la fusion de la commission de politique économique générale et de celles des relations inter-nationales, puisqu'il les préside toutes les deux depuis peu. Au-delà, on prête à M. Ceyrac l'in-

Les méthodes proposées par M. de Calan comportent trois volets principaux. L'« hébergement » consisterait à faire prendre en charge par des organisations existantes des secteurs professionnels ou géographiques peu ou pas organisés, comme c'est le cas, par exemple, de celui des services, devenu pourtant le plus gros employeur de France et qui porte une lourde responsabilité dans l'évolution des salaires. Le « concours mutuel » ferait appel à certaines fédérations bien organisées — comme l'interprofessionnelle de Marseille — pour aider les autres. Enfin, la création d'une petite équipe de conseils en organisation professionnelle.

De son côté, Entreprise et Progrès établit actuellement un diagnostic et prépare des monographies de plusieurs professions qui lui permettront de présenter, en avril, une douzaine de propositions de réforme. Parmi celles-ci figureront la nécessité d'imposer une taille critique minimale aux organisations professionnelles, ainsi que diverses suggestions destinées à améliorer notamment la participation des chefs d'entreprise eux-mêmes aux instances patronales.

Quant au document actuellement soumis aux organisations professionnelles, il se compose de trois cahiers de recommandations. Le premier, « Qui fait quoi ? »,

Le premier, « Qui fait quoi ? »,

De son côté, Entreprise et Progrès établit actuellement un diagnostic et prépare des monographies de plusieurs professions qui lui permettront de présenter, en avril, une douzaine de propositions de réforme. Parmi celles-ci figureront la nécessité d'imposer une taille critique minimale aux organisations professionnelles, ainsi que diverses suggestions destinées à améliorer notamment la participation des chefs d'entreprise eux-mêmes aux instances patronales.

Trois volets principaux

REUSSISSEZ VOTRE ACHAT AVEC DARTY

... les prix. Notez les prix... avec les appareils qui... les prix les plus intéressants... les prix les plus intéressants...

APPAREIL	REFERENCE	PRIX DARTY	PRIX CONCURRENCE
TELEVISEURS			
MACHINES A LAVER			
LAVE-VAISSELLE			
CUISINIERS			
REFRIGERATEURS			
CONGELATEURS			
PETITS APPAREILS MENAGERS			
MAGNETOPHONES			
TRANSISTORS			
ELEMENTS HI-FI			
DIVERS			

Home-Centers Darty et Réal regroupent : Darty, spécialiste de l'électroménager, TV, Hi-Fi et Réal, spécialiste en ameublement, décoration, cuisine.

MégaStore Darty spécialistes de l'électroménager, TV, Hi-Fi

75-PARIS 11^e : 22433, bd de Belleville, M^o Couronnes. ●●●
 93-SAINT-DENIS : 1281132, av. Gallieni, (Bus 147 D, Polignac). ●●●
 93-BONDY : 1281132, av. Gallieni, (Bus 147 D, Polignac). ●●●
 93-CEYRAC-PONTAISE : Centre Régional des Fontaines. ●●●
 93-CHATELON : 1151, av. Marcel Cachin, RN 306. ●●●
 93-NEUILLY : 122114, av. Lénine, RN 1. ●●●
 78-ROUEN : 47, av. de Caen. ●●●

75-PARIS 11^e : 118, av. de Choisy, M^o Place d'Italie. ●●●
 75-PARIS 11^e : 128, av. de St-Ouen, M^o Pte de St-Ouen. ●●●
 75-PARIS 20^e : 347, av. de la Pte-de-Montreuil, M^o Pte de Montreuil. ●●●
 94-CHAMPIGNY : 12, av. R. Salengro, La Fourchettes, RN. ●●●
 94-TRAITES-BURNES : Centre Régional de la Belle Épine. ●●●
 94-CRETEIL : Centre Régional Créteil "Soleil". ●●●

LEGENDES : ● Nocturne le mercredi jusqu'à 21 h 30 - ● Nocturne le vendredi jusqu'à 21 h 30 - ● Nocturne le samedi, mercredi, jeudi, vendredi jusqu'à 21 h - ● Ouvert le dimanche matin - ● Ouyert le dimanche toute la journée - ● Fermé le mardi - ● Fermé le lundi matin - ● Fermé le mercredi.

Libres opinions

LA RÉFORME DE L'ENTREPRISE

Colmater les brèches ou ouvrir les voies

par JEAN LE GARREC (*)

On ne saurait se contenter de dire, pour caractériser les projets de réforme du pouvoir actuel, que l'objectif recherché par ce dernier est de donner l'impression de tout modifier pour que rien d'essentiel ne change. La publicité donnée aux propositions de la commission Sudreau est bien évidemment sans commune mesure avec le contenu réel du rapport et, a fortiori, à ce qui en restera après l'inévitable émasculatation par ses adversaires les plus réactionnaires. Mais, ce projet, qu'il faut rapprocher de la réforme Haby, car ils sont, sur bien des points complémentaires, marque un tournant important dans l'existence du régime issu de l'élection présidentielle de mai 1974. Il porte en effet témoignage d'un fantasme avec de faiblesses, en même temps qu'il fournit une indication précise sur une stratégie qui s'affirme peu à peu.

Aveu de faiblesse d'un système profondément corrodé par la contestation aussi bien de l'arbitraire patronal dans la gestion quotidienne et les choix stratégiques que de l'organisation capitaliste du travail. Les hommes de pouvoir n'auraient pas lancé un débat sur l'information dans l'entreprise, les conditions de travail, les relations avec les syndicats sans que cela leur ait été imposé par une nécessité vitale. Le régime prend en effet le risque de faire éclater et apparaître les profondes contradictions d'une droite entre lesquelles M. Giscard d'Estaing doit arbitrer au profit des intérêts de la fraction hégémonique des classes dominantes, celle du grand capital financier international. Il suffit, pour mesurer ces risques, de rapprocher les déclarations de M. Sudreau de celles de M. Chirac, qui appartient pourtant aux républicains indépendants et passe pour être proche de l'Elysée. Indicateur d'une autre part d'une stratégie qui s'affirme et qui vise à donner l'impression qu'existe une volonté de correction des excès du capitalisme pur et dur (réforme Sudreau), mais qui cherche à renforcer les instruments d'une logique de sélection sociale (Haby) tout en jouant habilement de l'information publicitaire et du discours pour gagner du temps et occuper le terrain. En arrière-plan, comme tant à préciser le C.N.P.F., la réforme de l'entreprise ne saurait d'ailleurs se concevoir « que dans la perspective d'une meilleure intégration des hommes et d'un accroissement de la rentabilité ».

Si cet aspect de la politique du gouvernement doit être débattu et éclairé, la gauche ne peut se priver de l'opportunité de mener autour de ce projet une bataille pour faire évoluer la législation en faveur des travailleurs sur des points précis, en particulier ceux concernant les conditions de travail et le droit syndical. Cette bataille sera d'autant plus claire qu'elle devra s'accompagner de la poursuite de la lutte syndicale et politique pour garantir l'application effective des améliorations en cause.

Dans le préambule de l'ordonnance du 22 février 1945 sur les comités d'entreprise était clairement marqué que « le grand mouvement populaire, qui a libéré la France de l'ennemi, n'a pas été seulement un mouvement de libération nationale, il a été également un mouvement de libération sociale ». La loi du 18 mai 1946 porte du droit des travailleurs d'être informés, d'être consultés, mais le C.N.P.F., dans son bulletin du 15 décembre 1946, écrit déjà qu'il fallait utiliser les imprecisions de la loi dans un sens restrictif, de manière à sauvegarder l'autorité patronale. L'histoire héraldique lorsqu'elle ne se répète pas : on sait ce que la méfiance et la volonté de blocage du patronat ont fait des comités d'entreprises, limités, quand ils existent, à des tâches d'assistance sociale, alors que le législateur affirmait que le champ laissé à leur compétence était vaste.

Ce n'est pas la création d'une « cosurveillance », vague dans son principe et imprécise dans ses modalités, qui fera évoluer cette pratique constante du patronat français, alors même que l'on s'est bien gardé d'envisager la cogestion à l'allemande, jugée bien inoffensive pourtant par une grande partie du patronat d'outre-Rhin. La « cosurveillance » est prévue pour les entreprises de plus de deux mille salariés, c'est-à-dire celles ou la tenue d'un conseil d'administration participe plus d'un rituel que de l'exercice d'un réel pouvoir de décision. On sait bien, au surplus, qu'une information n'est utile qu'à la condition d'en connaître les sources et d'en décrypter le langage et la présentation, compréhensibles le plus souvent par les seuls initiés.

L'apprentissage et l'acquisition d'un langage en tant que source de pouvoirs pour une minorité sont d'ailleurs la marque de fabrique de l'école nouvelle style commencée sous Pompidou et que M. Haby se propose de prolonger et de parfaire.

« Contre la place des hommes dans l'entreprise », c'est certes un beau titre pour un projet, mais une extraordinaire mystification aussi, puisque par définition, le projet ne vise qu'à limiter et corriger quelque excès (ce qui n'est pas à négliger bien sûr), sans s'attaquer aux causes véritables de la « dépossession » des salariés dans l'entreprise. Déqualification croissante du travail, travailleurs à la disposition d'une technique de moins en moins maîtrisée, langage que l'on subit, un tel système ne peut se corriger. Il doit être remis en cause.

Donner aux travailleurs la maîtrise de l'entreprise et de la décision, c'est un autre titre, mais aussi un autre projet de société et une autre bataille qui passe par la victoire de la gauche unie, l'application des mesures structurelles du programme commun (en particulier l'appropriation collective des grands moyens de production et d'échange), le développement de l'autogestion, dans le prolongement des luttes des travailleurs pour le contrôle de l'instrument de production. C'est évidemment une autre histoire, un autre combat. C'est toute la différence qui existe entre ceux qui colmatent les brèches et ceux qui ouvrent les voies.

(*) Membre du comité directeur du parti socialiste.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

SOCIÉTÉ NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour l'étude et la réalisation de deux (2) unités de verre creux de capacité nominale :

- 30.000 tonnes par an de bouteilles, flacons, gobelets, bocaux ;
- 5.000 tonnes par an de pavés et briques de verre ;
- 1.500 tonnes par an d'articles artistiques (articles de lustrerie, mosaïques en pâte de verre, verrerie en cristal).

Les deux unités seront implantées :

- l'une à MENACEUR (région d'Alger),
- l'autre à l'Est algérien.

Les cahiers des charges peuvent être retirés à la S.N.I.C. 4-6, boulevard Mohamed-V, Alger. Les soumissions doivent parvenir au plus tard le 20 mai 1975.

LA VIE

REVENDEURS

RENAULT

QUE PRATIQUE DROIT SOCIAL

KONICAFLEX AUTOREFLEX

photographie en liberté!

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

DES OUVRIERS DE RHONE-POULENC BLOQUENT LA SORTIE DE BESANCON

Besancon. — Une grève de deux heures a été déclenchée jeudi 6 mars, en début d'après-midi, à l'usine Rhône-Poulenc Textile de Besancon. Ce mouvement a été suivi, selon la direction, par deux cent cinquante et un salariés sur les huit cent cinquante-quatre qui étaient en poste à ce moment-là. Un demi-millier de manifestants ont bloqué la R.N. 33 à la sortie de la ville, puis ont défilé dans les rues, scandant des slogans contre le chômage partiel. Les forces de l'ordre ne sont pas intervenues.

Dans un tract, la C.G.T., la C.F.D.T. et l'A.O. ont rappelé qu'en trois ans Rhône-Poulenc avait fermé trois usines et que le groupe projetait, dans les années qui viennent, la suppression de quatre mille à cinq mille emplois. Dans le même temps, soulignent les syndicats, la production augmente de 30 % et Rhône-Poulenc Textile construit de nouvelles usines en Espagne, en Thaïlande et en Inde, là où la main-d'œuvre est moins chère.

Une manifestation similaire, rassemblant un millier de personnes — les ouvriers des usines Rhône-Poulenc Textile de Lyon-Vaise et de Vaulx-en-Velin, — s'est déroulée jeudi matin devant la gare de Lyon-Perrache, gardée par les forces de police.

DEUX USINES OCCUPÉES A ARGENTEUIL. — Les trois cents ouvriers de l'atelier de fabrication de l'usine Hébert-Colombes d'Argenteuil (Val-d'Oise), en grève depuis le 17 février pour un rattrapage de salaires de 16 %, la mensualisation, le retour aux 40 heures compensés à 100 %, ont décidé, jeudi 6 mars, d'occuper l'usine. Les grévistes, qui réclament aussi le paiement des journées perdues, continuent toutefois de demander « des négociations sérieuses avec la direction ».

L'usine voisine d'Ascertain-Océ est également occupée depuis jeudi matin.

M. JACQUES BARROT, secrétaire d'Etat au logement, a confirmé, jeudi 6 mars, sur l'antenne de Radio-France, l'élaboration d'un projet de loi protégeant les locataires menacés d'expulsion et a réaffirmé sa volonté de libérer les loyers des appartements II-A (logements anciens et réglementés d'un certain confort), tout en évitant de léser les personnes âgées sans ressources suffisantes pour supporter un loyer supérieur.

RENAULT : nouvelles réductions d'horaires au Mans

La situation semblait plus calme jeudi soir 6 mars et ce vendredi matin à la régie Renault où de nombreux ateliers continuent de travailler selon des horaires réduits.

A l'usine du Mans, la direction a décidé que les réductions d'horaires appliquées depuis mercredi 5 mars à cinq ateliers, seraient portées, à partir du lundi 10 mars de deux à quatre heures. Cette nouvelle mesure a été annoncée par des notes placardées dans les ateliers. Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. ont aussitôt déclaré que « rien n'était changé pour eux et [qu']ils appellent les travailleurs à ne pas tenir compte des réductions d'horaires et à rester à leurs postes ».

A Boulogne-Billancourt, toutefois, les militants de la section d'entreprise du P.C. ont organisé ce vendredi une « journée d'action de soutien aux ateliers », notamment place Nationale, où des stands d'information ont été installés « pour informer les travailleurs sur l'attitude à l'égard des hittes ».

Des élus communistes départementaux et municipaux devaient participer à cette campagne.

M. SÉGUIY : nous ne laisserons pas faire la direction.

An cours du meeting qu'il a tenu à Troyes, jeudi 6 mars, M. Georges Séguay, secrétaire général de la C.G.T., a évoqué le conflit des usines Renault : « Si la direction, apaisant de toute évidence sur ordre gouvernemental, prétend briser l'action des travailleurs en violant le droit de grève et en usant de répression contre les travailleurs et leurs militants syndicaux, a-t-il déclaré, elle doit savoir que nous ne la laisserons pas faire ».

« La lutte des travailleurs de la régie Renault a eu le don, semble-t-il, d'éveiller le courage des membres du gouvernement », M. Séguay a conclu que les travailleurs « sauront s'opposer solidairement et unitairement à toute atteinte au droit syndical, chez Renault comme ailleurs ».

M. MITTERRAND : il ne convient pas de se substituer aux syndicats.

« Au cours d'un débat, le 6 mars, à Europe 1, M. François Mitterrand a notamment déclaré : « Nous sommes, nous, inquiets de la situation de Renault en

constatant qu'il y a cent soixante mille voitures en stock, alors que le volant ne devrait pas dépasser cent mille voitures ».

M. Mitterrand a ajouté : « Nous avons bien le droit de nous inquiéter, en même temps que le parti communiste, la C.G.T., la C.F.D.T. et toute autre organisation syndicale, de la situation des travailleurs, qui n'ont pas à faire les frais de cette crise ».

Toutefois, a conclu M. Mitterrand, « si le parti socialiste se substitue à la C.G.T. à la C.F.D.T. et à l'A.O. chez Renault, je crois qu'il commettrait une faute. Il convient d'être toujours à la pointe du combat, il ne convient pas de substituer aux organisations syndicales ».

A propos de cette interview, le syndicat C.G.T. des usines Renault s'est étonné, dans un communiqué, du chiffre des véhicules en stock cité par le leader du P.S. Il se demande si M. François Mitterrand ne se prête pas « à une opération destinée à culpabiliser les organisations syndicales ».

EMPLOI

F.O. : le gouvernement agira directement si les négociations sur le chômage partiel n'aboutissent pas

Commentant l'entrevue que la délégation F.O. venait d'avoir, le 6 mars, avec le président de la République, M. Bergeon, devant la presse, a souligné la nécessité urgente d'améliorer l'indemnisation du chômage partiel.

En déclarant qu'il recourrait à la voie législative si les négociations paritaires n'aboutissent pas, M. Chirac a indiqué que M. Bergeon n'a pas précisé quel délai il jugerait raisonnable d'accorder aux partenaires sociaux.

Pour sa part, Force ouvrière devait intervenir le jour même auprès du C.N.P.F. pour demander l'application de la loi de 1974. Dans une première étape, F.O. veut obtenir le relèvement de l'indemnité forfaitaire, puis, ultérieurement, une refonte générale du système de garantie de ressources.

Les classes ASSEDI-C a ajouté M. Bergeon, peuvent parfaitement faire face au versement des indemnités aux chômeurs. Mais leur trésorerie avait été gérée par les indemnités dont elles avaient fait l'avance pour l'institution patronale qui paie les sommes dues aux salariés par les entreprises en faillite. Le ministre de l'économie et des finances a remédié à cette situation.

D'autre part, M. Bergeon a indiqué qu'il avait demandé à M. Chirac des mesures pour la relance de l'économie, et en particulier par le déblocage de crédits nécessaires aux investissements. Le syndicaliste demande aussi que l'on ouvre le recrutement dans des secteurs de la fonction publique qui manquent de personnel, et en particulier dans

LE PRODUIT INTERIEUR BRUT BRITANNIQUE a diminué de 1 % au cours des trois derniers mois de 1974, par rapport au troisième trimestre. Le produit brut se situait à un niveau inférieur de 0,8 % à celui du dernier

SYNDICATS

DIVERTISSEMENT

Parmi les rumeurs qui alimentent périodiquement les conversations dans les milieux syndicaux, celle d'une opposition entre M. Georges Séguay, secrétaire général de la C.G.T., et M. Henri Krasucki, numéro 2 de la confédération, est la plus persistante.

Au cours d'une conférence de presse, à Troyes, le 6 mars, un journaliste a posé brutalement la question à M. Séguay : « Que faut-il penser de la rumeur selon laquelle vous êtes sur le point d'être remplacé dans vos fonctions de secrétaire général par Henri Krasucki ? »

Le secrétaire général de la C.G.T. a répondu : « Par crainte de me priver et de priver du même coup mon camarade Henri Krasucki d'un divertissement qui nous amuse profondément, je n'oserais pas de démentir à ces rumeurs ».

AGRICULTURE

Le parti communiste propose un train de mesures à court et à long terme

« La situation se dégrade ». Les uns après les autres, les organisations paysannes font part de leur mécontentement. Ainsi tout à tour les producteurs de lait, les producteurs de maïs et le syndicat des grands exploitants agricoles viennent-ils d'exposer leurs griefs. Le parti communiste, pour sa part, a proposé jeudi 6 mars un train de mesures à court et à long terme, après s'être senti à redresser la situation.

Les producteurs de lait (F.N.P.L.) critiquent l'insuffisance du relèvement des prix communaux et les principes des aides directes : « On nous donne le treizième mois, mais nous préférons être assurés des douze autres ».

Les producteurs de maïs ont été surpris par le renversement brutal de la tendance sur le marché mondial depuis le mois de décembre. Ils n'arrivent plus, aujourd'hui, à placer leurs marchandises : ils n'ont vendu aux partenaires européens de la France que 56 500 tonnes de grains en janvier contre 192 000 tonnes douze mois auparavant. Cette chute est due à un enchaînement malheureux de circonstances : en premier lieu l'Océan soviétique et la Chine ont annulé d'importants contrats, ce qui a détendu le marché mondial et provoqué une baisse des frets maritimes et du dollar sur les marchés des changes a accentué ce mouvement de chute.

Finalement les grains des pays tiers sont arrivés dans les ports européens à un prix inférieur à celui en vigueur à l'intérieur de la C.E.E. Pour des raisons complexes les mécanismes et protections du marché européen n'ont pu jouer convenablement. Tant et si bien que la situation est la suivante : des certificats d'importation ont été souscrits pour 5,3 millions de tonnes, qui permettent de faire pénétrer dans la C.E.E. du maïs à 50,50 F le quintal, c'est-à-dire en dessous du prix d'importation communautaire (54,87 F le quintal). En conséquence les

producteurs français de maïs sont désormais contraints de porter leur production aux organismes de stocks et d'intervention.

Le Syndicat des grands exploitants agricoles (G.E.A.), dont l'assemblée générale s'est tenue le jeudi 6 mars à Paris, annonce que beaucoup de ses adhérents ont fini l'année « en rouge ». Toutefois les principales préoccupations du G.E.A. portent dans l'immédiat sur l'application de la loi des 40 heures dans l'agriculture — il estime que c'est impossible — et sur les modalités d'implémentation de ses membres au bénéfice réel — qu'il juge égarées. Les responsables du G.E.A. voient dans ces deux « contraintes », une volonté d'étranglement des grandes exploitations agricoles.

Grands ou petits donc, les agriculteurs grognent. Et c'est sur ce terrain que le parti communiste développe une campagne active auprès des ruraux « il ne suffit pas de déclarer, comme l'a fait le chef de l'Etat, que l'agriculture doit être la chance économique française (...). En fait, la situation de l'agriculture est extrêmement préoccupante », a déclaré M. Gaston Plissonnier, secrétaire du comité central et président de la commission agricole du P.C.F., au cours de la conférence de presse qui s'est déroulée jeudi 6 mars au Salon de l'Agriculture.

Pour pallier les difficultés, le parti communiste propose une série de mesures immédiates et à long terme. Il s'agit en premier lieu de juguler la spéculation foncière. Le P.C.F. suggère d'encourager la construction de exploitations et l'implantation de jeunes agriculteurs, de développer la coopération agricole sous toutes ses formes. En ce qui concerne le prix de production, le parti communiste est favorable à l'institution de quantums qui assureraient une juste rémunération aux petits producteurs et feraient participer les gros exploitants aux frais de répartition des excédents.

Il est à noter enfin que les dirigeants du parti communiste ont déclaré que les organisations syndicales paysannes qui se sont récemment développées « dans la mesure où les paysans ne sont pas très représentatives, car elles proposent, selon lui, des solutions qui sont inacceptables par la masse des paysans — A. G.

LE PARTI SOCIALISTE apporte son soutien à la journée nationale du 16 mars organisée à l'initiative des paysans du Larzac. Il appelle à ses militants à affirmer de manière la plus éclatante la solidarité du parti à l'égard des paysans et des populations de la région du Larzac en lutte depuis quatre ans contre l'expansion injustifiée du camp militaire au nom d'une prétendue politique de la défense ».

UN GROUPE DE REFLEXION INTERMINISTÉRIEL sur l'avenir de l'automobile a été mis en place jeudi 6 mars par M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche. Présidé par M. Hugues de l'Escaille, directeur général de l'industrie, il est chargé de définir, d'ici la fin de l'année, l'orientation que devrait prendre l'industrie automobile au cours des années à venir.

COOPÉRATION

La C.E.E. pourrait accorder une aide aux pays les plus pauvres d'Asie

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La Communauté européenne pourrait bientôt accorder une aide financière aux pays les plus pauvres d'Asie. Telle est le sens de la proposition que la Commission de Bruxelles vient de soumettre aux gouvernements membres et qui sera examinée par les ministres des Neuf chargés de la politique d'aide au développement, lors de leur prochaine réunion, le 20 mars, à Bruxelles.

Le Royaume-Uni, appuyé par le Danemark et les Pays-Bas, plaide depuis son entrée dans la C.E.E. en faveur d'un redéploiement de l'aide de la Communauté aux pays en voie de développement. La France, l'Italie, la Belgique, le Luxembourg, sans être opposés à une extension de

cette aide, insistent pour que, au préalable, la C.E.E. tienne les engagements pris envers les pays avancés et associables d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.). C'est chose faite après la signature à Lomé de la nouvelle convention de coopération entre la C.E.E. et quarante-six pays A.C.P.

Le temps semble donc venu de préciser l'effet que pourrait sentir la Communauté à l'égard du reste du monde sous-développé. La Commission propose que la Communauté accorde aux pays du tiers-monde, avec lesquels elle n'entretient pas des liens privilégiés, une aide financière qui, fixée à 100 millions d'unités de compte (550 millions de francs) en 1976, serait progressivement augmentée pour atteindre 200 millions d'unités de compte (1 100 millions de francs) en 1980.

Le 20 mars, la Commission demandera également aux ministres de renforcer de manière substantielle le programme d'aide alimentaire de la C.E.E. — Ph. L.

REVUE PRATIQUE DE DROIT SOCIAL

N° 358 - FÉVRIER 1975

- Chômage total : allocations supplémentaires d'attente
- L'allocation de salaire unique
- L'immobilisation des machines en cas de risque d'accident
- Les primes de déménagement
- Les juridictions administratives

Et les rubriques habituelles : actualité juridique, indices économiques, chiffres et taux en vigueur.

Revue mensuelle. Le numéro : 10 F. - Abonnement : 60 F par an. C.C.P. PARIS 4780-27 - 33, rue Bouret, 75040 PARIS CEDEX 19

KONICA T3 AUTOREFLEX

la photographie en liberté!



Aimeriez-vous photographier avec facilité en utilisant, sans technique, un 24 x 36 reflex moderne et très perfectionné ? L'automatisme total du KONICA AUTOREFLEX T3 vous le permet, comme le vérifient chaque jour des centaines de milliers d'utilisateurs enthousiastes, à travers le monde.

« Mon expérience de l'AUTOREFLEX T m'autorise à certifier que cet appareil est précis, robuste : admirablement servi par un procédé complet de très haut niveau. Je le considère comme le plus sûr, le meilleur des reflex 24 x 36 automatiques ! Sous l'aspect prix-performance-longévité, c'est un achat particulièrement justifié. »

Jean-Pierre LUG

Démonstration chez les bons spécialistes photo.

Dans "Photo" de Mars, lisez l'article de Jean-Pierre LUG.

SCOP 27, rue du St-Antoine 75040 Paris Cedex 11

Pour plus de renseignements, envoyez ce coupon à :

NOM _____

ADRESSE _____

LM 025

مكتبات الأصل

LES MARCHÉS FINANCIERS

TOTAL

ENNE FRANÇAISE DES PÉTROLES (MAISON MÈRE)

RÉSULTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE 1974

Le groupe Total, qui avait annoncé au début de l'exercice 1974 un bénéfice net de 1.275 milliards de francs, a enregistré un bénéfice net de 1.275 milliards de francs...

PARIS 7 MARS

Vive hausse

Une vive hausse s'est produite à la Bourse de Paris en fin de semaine; cela devient décidément une habitude.

À l'origine de ce mouvement, le retour en force des acheteurs étrangers, surtout allemands, et l'annonce d'une majoration sensible de leurs dividendes par les sociétés Rhône-Poulenc et Compagnie française des pétroles...

LONDRES

Le marché reste bien disposé à la suite de la progression sensible de Wall Street la veille.

Table with columns: VALEURS, CLOTURE, COURS, DERNIER COURS. Lists various stock prices and indices.

NEW YORK

Reprise

La hausse des cours a repris à Wall Street, où, après une hésitation initiale, le marché a retrouvé son élan.

Table with columns: VALEURS, COURS, DERNIER COURS. Lists various stock prices and indices.

COURS DU DOLLAR À TOKYO

Table with columns: COURS, DERNIER COURS. Shows exchange rates for the dollar in Tokyo.

MARCHÉ MONÉTAIRE

Table with columns: VALEURS, COURS, DERNIER COURS. Shows monetary market data.

INDICES QUOTIDIENS

Table with columns: VALEURS, COURS, DERNIER COURS. Shows daily indices.

BOURSE DE PARIS - 7 MARS - COMPTANT

Large table with columns: VALEURS, Cours, DERNIER COURS. Lists various stocks and their prices.

Large table with columns: VALEURS, Cours, DERNIER COURS. Lists various international stocks and their prices.

MARCHÉ À TERME

Table with columns: VALEURS, Cours, DERNIER COURS. Lists various futures contracts and their prices.

MARCHÉ À TERME

Table with columns: VALEURS, Cours, DERNIER COURS. Lists various international futures contracts and their prices.

COTE DES CHANGES

Table with columns: VALEURS, Cours, DERNIER COURS. Shows exchange rates for various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with columns: VALEURS, Cours, DERNIER COURS. Shows gold market prices.

Handwritten text in a box: صكنا من الأصل

صحة من الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. ASIE
- 2-3. PROCHE-ORIENT
 - Selon Jérusalem, le roi de Tel-Aviv visit l'Égypte avant qu'il soit.
 - La nouvelle tournée de M. Kissinger : les positions des parties en présence.
- 4. EUROPE
 - ALLEMAGNE FÉDÉRALE : le C.D.U. a la partie facile aux élections de 9 mois en Rhénanie-Palatinat.
 - ESPAGNE : les deux officiers appréhendés à Barcelone sont mis aux arrêts.
- 5. AFRIQUE
- 6. AMÉRIQUES
 - L'Argentine verra de Ferns (III), par Jean-Pierre Clerc.
- 7 à 10. POLITIQUE
 - Les relations de P.C. avec le pouvoir.
 - Avant les assises des « démocrates sociaux », MM. Lecœur et Servais-Schreiber font course commune contre la Gauche réformatrice.
- 10-11. EDUCATION
 - L'agitation se poursuit dans plusieurs lycées de province et de la région parisienne : une lettre de M. Haby aux lycéens.
- 11. SOCIÉTÉ
 - Le Parlement suisse repousse le projet de loi libéralisant l'avortement.
- 12. FRANCOPHONIE
 - Alphabétisation et formation professionnelle des travailleurs immigrés.
- 14. PRESSE
 - Le conflit du Parisien libéré s'aggrave.
- 14. JUSTICE
 - Les suites de l'affaire du bar le Tréport : M. Michel Paulovitch indique qu'il se tolérera encore faiblesse morale ou raciste.
- 15. POLICE
 - Les policiers strasbourgeois contestent la nouvelle organisation de leur travail.
 - Le meurtre grandissant des policiers italiens.

- ### LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS
- Pages 17 à 25
- La neige a oublié le Nancy.
 - Les tropiques sans imprudence.
 - L'accompagnement n'a pas peur des mauvaises surprises.
 - La Pologne sans arrogance ; Budapest d'une rive à l'autre.
 - Le Léman, les émaux et les Suisse.
 - Brocante : Des boutiques pour un dimanche.
 - Festivals de la table : Une bonne semaine à Paris.
 - Sports : Course la rouille.
 - Mode : Maison ; Hippisme ; Jeux.

- 28-29. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
 - URBANISME : un rapport des élus communistes sur Paris.
 - ENVIRONNEMENT : les scientifiques et le programme nucléaire.
- 32 à 35. ARTS ET SPECTACLES
 - FORMES : lieux du regard.
 - MUSIQUE : la Scala de Milan en péril.
 - THÉÂTRE : Christophe Colomb, de Claud, au Théâtre d'Orsay.
- 38. DÉFENSE
 - L'armée de l'air va réduire l'« alerte permanente » pour les bombardiers Mirage IV.
- 40 à 44. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
 - REFORME DE L'ENTREPRISE : « Colmater les brèches ou ouvrir les voies », par Jean Le Gorrac.
 - CONSTRUCTION : le nombre des logements mis en chantier en 1974 a diminué de 1 %.
 - EMPLOI : le gouvernement agit directement si les négociations sur le chômage partiel n'aboutissent pas.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (36)
 Annonces classées (37 et 38) ;
 Aujourd'hui (31) ; Carrez (38) ;
 « Journal officiel » (31) ; Météorologie (31) ; Mots croisés (31) ;
 Finances (35).

europcar
 645.21.25

A C D E F G H

RÉUNIS A PARIS

Les dix-huit pays de l'Agence internationale s'efforcent de définir un accord sur le pétrole

Les dix-huit pays membres de l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) cherchent à définir, vendredi 7 mars, un accord sur l'établissement d'un dispositif de protection des réserves nationales d'énergie. Ce système consisterait en la fixation d'un prix maximum et de taxes à l'importation de pétrole ; prix dont il restait à fixer le niveau qui pourrait être différencié selon les pays. Tels étaient en fin de matinée les résultats des travaux du comité directeur de l'Agence (1), dont la première journée de discussion s'est tenue le 6 mars, au siège de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.).

Les discussions ont été assez vives au cours de la première journée de réunion du comité directeur, qui s'est prolongée dans la nuit. Les chefs de délégation ont profité d'un long déjeuner pour aplanir leurs divergences, avant que les experts ne se mettent au travail afin d'élaborer un projet d'accord. Les pays membres de l'Agence internationale de l'énergie ont d'autant plus le souci d'arriver à une entente, que les Etats de l'O.P.E.P. viennent de dégager un consensus avant la réunion préparatoire prévue pour le 7 avril. L'Agence souhaite d'ailleurs, comme l'a souligné M. Davignon, être représentée en tant que telle à la Conférence mondiale sur l'énergie.

(1) L'Agence comprend les pays de la C.E.E. (sauf la France), les Etats-Unis, le Canada, le Japon, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, l'Espagne, la Suède et la Turquie. Le Nigeria en fait partie avec un statut spécial.

NOUVELLES BRÈVES

- M. Jacques Chirac, premier ministre, est le rédacteur en chef du journal inattendu de R.T.L. à 13 heures.
- M. Georg Kahn-Ackermann, secrétaire général du Conseil de l'Europe a été reçu, jeudi 6 mars, par M. Jean Savignargues. A l'issue de ses entretiens avec le chef de la diplomatie française.
- M. Kahn-Ackermann a déclaré au cours d'une brève conférence de presse, que la France « semblait intéressée de voir le Conseil de l'Europe jouer un rôle plus actif ». « La France, a-t-il ajouté, est préoccupée par l'application de la convention des droits de l'homme. C'est dans ce domaine que nous trouverons un cadre politique pour la promotion des pays démocratiques parlementaires. »
- Les défenseurs du Larzac chez le préfet de Toulouse. — Une quinzaine de membres du « Comité des 103 », organisation de non-violence pour la sauvegarde du Larzac, ont occupé pacifiquement pendant quelques minutes, ce vendredi 7 mars, l'antichambre du cabinet du préfet de région à Toulouse avant d'être interpellés par la police.
- Cinq personnes ont été tuées dans une collision entre un train et un autobus, vendredi 7 mars, près de Munich. — (A.F.P.)

Comptes bancaires

au taux actuariel annuel brut de

914 1250%

(selon la formule choisie)

de 3 à 12 ans

à partir de 5000 f



SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS

26, bd d'Italie MONTE-CARLO (Principauté de Monaco)

TISSUS D'AMEUBLEMENT

NOUVEAUX ARRIVAGES

- * de U.S.A., deux belles qualités de douppons unis et des tissus imprimés.
- * d'Italie, des velours « design », des jacquards, des damas et des genres « tapisserie ».
- * de Belgique, des velours Dralon unis et à dessins modernes.
- * d'Angleterre, des velours, des satins et des chintz imprimés.
- * de Suède, des imprimés contemporains.
- * d'Allemagne, des imitations-tourure et des velours.

les prix :
 de 18,50 F à 175 F le mètre (Département France, tous les taxes sont au client)

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Le marché des changes

La baisse des taux d'intérêt en Europe entraîne un redressement du dollar

La semaine se termine bien pour le dollar, qui se redresse sur tous les marchés des changes, remontant, à Paris de 4,17 F à près de 4,50 F, à Francfort de 2,28 DM à près de 2,32 DM et à Zurich de 2,63 1/2 F.S. à 2,45 F.S.

Ce redressement est attribué à la réduction du taux d'escompte allemand et néerlandais, qui compense celle du taux de base américain annoncée mercredi soir, et à la baisse des prix de gros en février aux Etats-Unis, qui fait espérer un ralentissement de l'inflation outre-Atlantique. Vendredi, les cambistes se tenaient sur la réserve, hésitant à prendre position sur le dollar soit à la hausse (il est peut-être trop tôt), soit à la baisse (il est sans doute trop tard).

Certains se demandent si le cours de la monnaie américaine, après sa chute du dernier mois, n'a pas atteint une plage de résistance, et si un mouvement de tendance ne devient pas du domaine du possible. On notera, à cette occasion, que les officiels américains multiplient leurs déclarations rassurantes. Après M. Concha, de la Réserve fédérale, qui tient le dollar pour fortement sous-évalué, M. Jack Bennett, secrétaire adjoint au Trésor, a insisté sur l'absence de inquiétudes européennes et arabes devant les fluctuations du dollar. Intervenant au colloque organisé à Paris par Economie et Prospects, il a souligné que la dépréciation moyenne du dollar par rapport aux monnaies de l'O.C.D.E. était passée de 20,5 % en juillet 1973 à 12,6 % en mai 1974 et n'avait guère bougé depuis.

Selon le « Washington Post » LA C.I.A. SERAIT IMPLIQUÉE DANS DES TENTATIVES D'ASSASSINAT DE CHEFS DE GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS

Washington (A.F.P., Reuter). — Répondant à l'annonce de sa conférence de presse du 6 mars, à une question sur les activités de la C.I.A., le président Gerald Ford a déclaré qu'il avait reçu de M. William Colby, directeur de l'agence, un rapport sur la prétendue implication de cet organisme dans des complots visant à assassiner des chefs d'Etat étrangers. Le Washington Post, citant des sources « dignes de foi », avait identifié le premier ministre cubain, M. Fidel Castro, l'ancien président de la République Dominicaine, M. Rafael Trujillo, et l'ancien chef du gouvernement de ce que l'on nommait alors le Congo ex-belge, M. Patrice Lumumba. Les deux derniers ont effectivement été assassinés. La C.I.A. a toujours, officiellement, nié qu'elle ait eu une politique visant à supprimer physiquement certains dirigeants étrangers. Toutefois, selon des sources gouvernementales citées par le Washington Post, des personnes de l'agence auraient reconnu qu'à Cuba et en République Dominicaine « des tentatives ont pu avoir lieu » dont les auteurs auraient été en contact étroit avec la C.I.A.

LES OFFICES PUBLICS D'H.L.M. REMETTENT EN CAUSE LA POLITIQUE DU LOGEMENT SOCIAL

M. Albert Devers, président de la Fédération nationale des offices publics d'H.L.M., s'est violemment élevé jeudi 6 mars, à l'occasion de l'assemblée générale de la Fédération, contre « les récentes mesures gouvernementales qui, sous prétexte de soutenir la construction, altèrent encore la tâche des responsables du logement social ».

Il s'agit bien, en fait, d'une « remise en cause fondamentale » de la politique du logement social par les responsables des organismes d'H.L.M. En attendant que soient connues les conclusions du Livre Blanc qui s'élabore actuellement sur les formes concrètes susceptibles de transformer en profondeur cette politique, des organismes demandent dans l'immédiat une modification substantielle des prix-plafonds, une réduction du taux de la T.V.A. de 17,60 % à 7 %, une extension de l'allocation logement à l'ensemble des catégories sociales et familiales, la réintégration des représentants des usagers au sein des conseils d'administration.

Le numéro du « Monde » daté 7 mars 1975 a été tiré à 365 850 exemplaires.

VOUS ETES ACTIF. VIVEZ AU CALME.



Ci-dessus, «Belgravia», 150 m², 7 pièces, 3 s. de b., garage. Vous visiterez aussi des maisons de 4, 5 et 6 pièces.

DOMAINE DU BOIS+LA+CROIX

77 Pontault-Combault ☎ 406.53.56 & 64.63

à 18 km du Bd Périphérique par la RN 4.

Le Domaine s'étend sur les terres de l'ancien propriétaire de «Madame Sans-Gêne», la Maréchale Lefebvre.

- à 18 km de Paris par la N 4 (route de Nancy).
- à proximité d'une sortie de la future autoroute A 4.
- à 12 min à pied de la gare (40 trains par jour pour Paris).
- dans la campagne la plus proche de Paris mais tout près d'un centre ville. Il comprend : tennis, club-house, centre commercial... et 18 ha de zone à louer !

Les maisons du domaine, de 5 modèles différents, sont toutes dans de grands jardins.

- elles ont de 90 à 150 m², 4 à 7 pièces, 1 à 3 s.d.b., un garage (grand living, s.d.b. privée pour les parents, mezzanine, vastes rangements).
- Créées LA HENIN. Prix de 225 à 366 000 F Maisons livrées complètement terminées.
- VISITE DES MAISONS MODÈLES TOUS LES JOURS DE 10 à 19 H.

Breguet Construction

Le

ESPAGNE ET LES GRANDES

DUBLIN : le conseil

la dernière étape de la

entre la Grande-Bretagne

POUR UNE POLI

I. - Les